



Association pour l'Histoire
de la Protection de la Nature
et de l'Environnement

10 ans d'inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

par Patrick Cavalié
archiviste, membre de l'AHPNE

Guide des sources

Paris
2020

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

L'AHPNE adresse ses remerciements aux Archives départementales du Finistère et de Seine-Maritime, premiers départements inventoriés ainsi qu'aux archivistes Angéline Moulin et Julien de Gand et les Archives départementales du Finistère pour leurs contributions aux inventaires.

Elle remercie également les Archives départementales du Cher, d'Eure-et-Loir, de Indre, d'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher et du Loiret pour leur rôle de facilitatrices et leur participation, ainsi que le conseil régional Centre-Val de Loire et France nature environnement pour le financement de l'inventaire en région Centre.

Les dons et les journées d'étude « FNE » et « JNE » n'auraient pu avoir lieu sans les participations et contributions des membres de l'association des Journalistes et écrivains pour la nature et l'écologie (JNE), Jean-Pierre Raffin, président d'honneur de France nature environnement et Elodie Martinie-Cousty, administratrice, les Archives nationales, le Comité d'histoire ainsi que la Mission des archives du ministère de la transition écologique et solidaire,

Enfin l'AHPNE remercie les personnalités et associations ayant accepté la réalisation de l'inventaire et de la description de leurs archives ainsi que Max Jonin, Patrick Singelin de l'AHPNE et Samuel Senave, président de France nature environnement Centre-Val de Loire ainsi que Pierre Richard, président de la Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine qui ont accompagné ces opérations d'inventaires.

Grâce à cette synergie, près de 18000 dossiers ont été inventoriés. Le stockage des archives essentiellement bureautiques et photographiques renseignées sur ordinateur personnel ou réseau est de 5 To.

Plus de 70 ans d'histoire de la protection de la nature et de l'environnement auxquels ont contribué des personnalités et des associations de ces départements ont été ainsi identifiés et inventoriés, illustrant la diversité de leurs actions et de la richesse patrimoniale de leurs fonds d'archives. Ces inventaires ont abouti à 15 dons aux Archives nationales ou départementales.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Sommaire

Avant-propos	7
Introduction	8
Acteurs privés	10
Beaugé Henri.....	11
Beaulieu François de.....	14
Bessineton Christophe.....	16
Botté François.....	18
David Michel.....	31
Durand Michel.....	33
Jonin Max.....	37
Laurent Pierre.....	40
Lebeurier Édouard.....	43
Le Démézet Maurice.....	48
Le Gal Yves.....	51
Malengreau Daniel.....	53
Mansion Dominique.....	56
Reille Antoine.....	65
Rousseau Henri (Association de Keremma).....	69
Thyrion Jean-Pierre.....	73
Associations de protection de la nature et de l'environnement	78
Abers nature.....	79
Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie (AREHN).....	82
Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine.....	85
Air-Normand.....	88
Alsace nature.....	94
AMAP de Haute-Normandie.....	97
Aquacaux.....	100
Amis de la nature - section Berry.....	103
Association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique de l'Elorn (AAPPMA Elorn).....	109
Association Brayonne dynamique (ABD).....	113
Association Brenne - Pays d'Azay (CPIE Brenne-Berry).....	117
Association culture et loisirs (ACL).....	124
Association de défense de l'environnement, du patrimoine, pour la lutte anti-Inondations et ruissellements (DEPLAIR).....	128
Association de Langazel.....	130
Association de l'industrie et du commerce pour l'environnement normand (AsICEN).....	134
Association de préservation du Clos-Masure du Gourvaudon.....	138
Association entomologique et invertébriste de Haute-Normandie (ASEIHN).....	141
Association pour la découverte du monde sous-marin (ADMS).....	144
Association pour le développement durable de Doudeville et ses environs (A3DE).....	153
Association pour la protection de l'environnement de Saint-Aubin et Cléon (APESAC).....	156
Association pour la protection des dunes de Porspoder (APDP).....	158

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs (ASRIPE).....	161
Association pour la sauvegarde du patrimoine et de l'eau.....	164
Association pour la sauvegarde du pays fouesnantais (APF).....	166
Association pour la sauvegarde et la protection de l'environnement de Combrit - Sainte Marine - Ile Tudy (SPE).....	169
Association régionale pour l'étude et l'amélioration des sols (AREAS).....	172
Association rurale brayonne pour le respect de l'environnement (ARBRE).....	177
Association vie environnement respect nature (AVERN).....	181
Beva e bro Daoulas.....	188
Blaise vallée durable.....	191
Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne (SEPNB).....	196
Centre de découverte de la nature (CEDENA).....	202
Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Touraine - Val de Loire.....	207
Centre permanent d'initiation à la nature de Gorre Menez (CPIE vallée de l'Elorn).....	216
Chauve qui peut.....	220
Club connaître et protéger la nature « La Sittelle ».....	227
Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs.....	230
Comité de défense de l'environnement et des sites de Moëlan sur Mer (CDESM).....	232
Comité de défense du quartier des moulins neufs (CDQMN).....	233
Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement (CDPNE).....	240
Confédération A29.....	247
Conservatoire d'espaces naturels Centre - Val de Loire.....	250
Conservatoire d'espaces naturels Centre - Val de Loire : Antenne Cher/Indre.....	261
Conservatoire d'espaces naturels Centre - Val de Loire : Antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher.....	267
Conservatoire d'espaces naturels de Haute-Normandie.....	273
Coordination entomologique de la région Centre pour l'organisation de projets d'études (CERCOPE).....	277
Défense de l'environnement bigouden (DEB).....	281
Eau et rivières de Bretagne (ERB).....	284
Ecol'eau.....	290
Estran, cité de la mer.....	293
Eure-et-Loir nature.....	298
Fédération connaître et protéger la nature (FCPN).....	306
Fédération de la Seine-Maritime pour la pêche et la protection du milieu aquatique.....	316
Fédération environnement Eure & Loir (FEEL).....	322
Forum Centre-Bretagne environnement (FCBE).....	327
France nature environnement (FNE).....	331
France nature environnement Centre Val-de-Loire (FNE CVL).....	335
Groupement d'intérêt public Seine-Aval.....	348

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Haute-Normandie nature environnement (HNNE).....	352
Indre nature.....	356
Journalistes et écrivains de la nature et de l'environnement (JNE).....	367
La Presse.....	376
Les amis des chemins de ronde du Finistère (ACR).....	380
Les amis des sources.....	383
Ligue de protection des oiseaux (LPO) - Groupe du Cher.....	387
Ligue pour la protection des oiseaux - Touraine - association locale (LPO Touraine).....	391
Limousin nature environnement (LNE).....	400
Loiret nature environnement (LNE).....	420
Maison botanique - Atelier vivant de Boursay.....	431
Mardiéval.....	438
Mouvement de protection, intervention et droit aux animaux sans frontières.....	446
Nature 18.....	448
Perche nature.....	456
Priorité nature.....	463
Réseau GRANDDE développement durable en entreprises.....	466
Société amicale pour la bicyclette en Normandie de l'agglomération de Rouen	469
Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT) Centre-Val de Loire.....	472
Société des amis des sciences naturelles et du muséum de Rouen (SASNMR).....	484
Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFEPM)	488
Société linnéenne de la Seine-Maritime.....	495
Sologne nature environnement (SNE).....	498
Sortir du nucléaire Berry - Giennois - Puisay.....	511
S.O.S. Estuaire.....	517
Terre-Mer-Forêt (TMF).....	522
Union fédérale des consommateurs - Que Choisir - d'Eure & Loir (UFC- Que Choisir-28).....	524
Union régionale bretonne de l'environnement (URBE).....	532
Vent de colère sur le plateau du Petit-Caux (Vdc sur PC).....	535
Annexes	538
Liste des sigles.....	538
Liste des illustrations.....	543
Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne.....	544
Eure-et-Loir Nature.....	545
France nature environnement.....	546
Indre nature.....	547
Journalistes et écrivains de la nature et de l'environnement	548
Loiret nature environnement.....	549
Nature 18.....	550
Société des Amis des Sciences Naturelles et du Muséum de Rouen	551
Société d'Étude, de Protection et d'Aménagement de la Nature en Touraine	552

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Sologne nature.....	553
Bibliographie.....	554
Sites Internet.....	555
Actions de valorisation.....	556
Index des institutions et associations.....	558

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Avant-propos

Si l'on excepte l'actuelle Société nationale de protection de la nature (SNPN) qui est l'héritière de la Société Impériale zoologique d'acclimatation fondée en 1854, la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), fondée en 1901 et la Ligue française pour la protection des oiseaux (LPO) fondée en 1912, la plupart des associations de protection de la nature et de l'environnement sont apparues à partir de la fin des années 1950 en France telle la Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne (SEPNB) ou l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA) créées en 1958. C'est surtout dans les deux décennies suivantes qu'elles se multiplièrent dans les différentes régions françaises.

Certaines associations, généralistes, œuvrent dans tous les domaines de la protection de l'environnement, à l'échelle régionale ou départementale. D'autres sont plus spécialisées et se concentrent sur un territoire et/ou un sujet spécifique. Leurs modes d'actions sont multiples : leurs militants informent les citoyens, rencontrent les élus et les décideurs, mènent des actions de terrain (nettoyage de site, inventaires naturalistes...), forment les bénévoles, gèrent des espaces protégés ou encore participent aux débats et aux consultations publics.

Le présent guide des sources présente, pour la première fois, une synthèse et une vision d'ensemble des archives produites par des personnalités privées et des associations de protection de la nature.

De fait, l'existence de ce guide permettra d'être un instrument précieux pour les chercheurs intéressés par cette thématique.

Mais ces archives intéressent aussi et au premier chef les associations dont elles retracent l'activité.

Ce guide constitue simultanément une mémoire pour l'action, parce qu'une entreprise amnésique ne peut travailler convenablement ; une mémoire pour l'histoire, menacée trop souvent par la négligence, ou au contraire l'appropriation de documents qui échappent aussi au patrimoine collectif.

Tels sont les enjeux que nous rappelle ce guide.

Camille Tatger
Cheffe de la mission archives au ministère de la transition écologique et solidaire

Introduction

La sauvegarde et la valorisation des archives d'acteurs privés de la protection de la nature et de l'environnement en vue, notamment, de leur exploitation par les historiens et les chercheurs est une des motivations de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE). Outre les archives publiques dont la conservation est assurée par les Archives nationales et départementales, il existe une multitude de documents et fonds d'archives environnementales chez des particuliers et des associations qui sont ni classées ni répertoriées et ne sont donc généralement pas connues et sont donc, de ce fait, peu disponibles.

En conséquence, l'AHPNE s'est fixée, entre autres objectifs, celui de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Suite à une enquête réalisée en 2010 auprès des associations membres du réseau France nature environnement, l'AHPNE a constaté la situation suivante :

- L'existence de plusieurs milliers d'associations de protection de nature sur le territoire
- Le faible niveau de classement, de conservation (dans de bonnes conditions) et de valorisation des archives associatives
- Le peu de versements de ces archives aux Archives nationales et départementales
- La difficulté d'accès à ces archives par méconnaissance de leur existence

Pour les associations, une double question se pose à propos de leurs fonds d'archives : celle de leur conservation physique au moment du renouvellement des générations des dirigeants et des personnels et au gré des déménagements, et celle de la transmission d'une mémoire collective à leurs membres, à leur personnel et aux administrateurs qui fait souvent défaut

Parallèlement à ce constat, l'AHPNE avait relevé le contexte d'un faible nombre de recherches, de travaux et d'enseignements universitaires dans le domaine de la protection de l'environnement en France, mobilisant donc peu les sources archivistiques.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Afin de répondre à ces deux attentes l'AHPNE s'est lancée dans la rédaction d'inventaires d'archives, d'abord à titre expérimental dans les départements du Finistère et de Seine-Maritime puis, en 2018, en réalisant l'inventaire pour les six départements de la région Centre-Val de Loire¹

L'AHPNE a réalisé ces inventaires d'archives depuis 2011 en partenariat avec les Archives nationales, les Archives départementales du Finistère, et de la Région Centre Val-de-Loire (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret) et les associations concernées.

Les archives départementales de la Seine-Maritime ont réalisé elles-mêmes l'inventaire des associations du département.

Les inventaires ont pu être réalisés grâce au financement

- du ministère de la transition écologique et solidaire (direction de l'eau et de la biodiversité) pour le Finistère,
- du Conseil régional Centre-Val de Loire et de France nature environnement pour cette région.

Henri Jaffeux
Président de l'AHPNE

¹ L'ensemble des inventaires sont consultables sur les sites Internet
- <http://ahpne.fr/>
- <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/>

Acteurs privés

Beaugé Henri

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Henri Beaugé

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1920 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Parc Naturel Régional d'Armorique au Faou.

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Originaire de Brest, Henri Beaugé répond à 19 ans à l'Appel du Général de Gaulle et décide de rallier Londres. Il entre alors à l'École des élèves officiers de la France Libre à Camberley, mettant fin à ses études à l'École nationale des Arts et métiers. Compagnon de la Libération, il est promu Lieutenant en 1945, puis officier des Affaires indigènes au Maroc et au Sahara, et directeur du centre pétrolier d'*Hassi Messaoud* de 1960 à 1963.

Il entre ensuite en poste à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). En 1964, Olivier Guichard, alors ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, le nomme « chargé de mission » pour la création des premiers parcs naturels régionaux. Après avoir créé un « poumon vert » pour la région de Lille, Henri Beaugé s'attaque à la création des parcs de Toulouse, de Camargue, puis d'Armorique. C'est dans sa terre natale qu'il mettra au point le premier parc naturel régional à vocation rurale, dont il sera le directeur de 1967 à 1972.

Il a entre-temps quitté l'armée en 1965 avec le grade de lieutenant-colonel de réserve.

Il est ensuite l'artisan de la renaissance des centres culturels d'Arc-et-Sénans (Doubs) de 1972 à 1975, et de l'Ancienne abbaye royale de Fontevraud (Maine-et-Loire) dont il prend la direction à partir de 1976 et jusqu'à sa retraite en 1980.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mai 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Rosemarie Lucas, *Parcs naturels régionaux et écomusées en France, un demi-siècle d'histoire commune. L'expérience du parc d'Armorique (1957-1997)*, thèse, Université Rennes 2 Haute Bretagne, 2010.

Fonds "Henri Beaugé".

Parcs naturels régionaux (PNR) de France et Parc naturel régional d'Armorique (PNRA) : mise en place des parcs, documents relatifs au voyage d'étude en Europe, aux Etats-Unis et au Japon (1959-1967), session de formation des directeurs de PNR, articles d'Henri Beaugé (1965-1989), documents préliminaires et actes des journées nationales d'études sur les parcs naturels régionaux (1966), études du Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB) et de la DATAR (1966-1968), publications et documentations... (1959-1989).

Documents iconographiques : photographies des différents sites du PNRA, photographies prises lors du voyage d'étude sur les parcs naturels étrangers (États-Unis, Japon, Belgique, Allemagne) (1959-1989).

1959-1989

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 1,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au siège du parc naturel régional d'Armorique, au Faou.

Origine

Beaugé, Henri

Accroissements

Le fonds est clos.

Communicabilité

Communication soumise à l'autorisation préalable de la direction du parc naturel régional d'Armorique (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'Environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Bibliographie

Rosemarie Lucas, "Parcs naturels régionaux et écomusées en France, un demi-siècle d'histoire commune. L'expérience du parc d'Armorique (1957-1997)", thèse, Université Rennes 2 Haute Bretagne, 2010.

Beaulieu François de

1. Zone d'identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

François de Beaulieu

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1947 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Domicile privé

Morlaix

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

François de Beaulieu a été secrétaire général de Bretagne Vivante-SEPNB (Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne) de 1998 à 2002, au sein d'une direction collégiale qui se met en place à ce moment.

Il est enseignant de français retraité. Il exerce également le métier d'écrivain. A ce titre, il a publié aux éditions du *Chasse Marée* et d'*Ar Men*, un certain nombre d'ouvrages sur la faune, la flore et la nature en Bretagne.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Maurice Le Démézet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne – La SEPNB (1953-2003)*, Presses Universitaires de Rennes, 2003

Fonds "François de Beaulieu".

Bretagne Vivante-SEPNB : documents sur la gestion de l'association, les réserves naturelles, documents sur le mouvement antinucléaire, correspondance... (1973-2010).

Archives d'Édouard Lebeurier : botanique, ornithologie, correspondance avec d'autres naturalistes sur des thèmes ornithologiques, vingt classeurs d'observations ornithologiques... (1907-1987).

1907-2010

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 3,50 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez François de Beaulieu.

Origine

Beaulieu, François de

Accroissements

Le fonds est clos.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : francois.de-beaulieu@yahoo.fr)

Bessineton Christophe

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personne privée.

1.2. Forme autorisée du nom

Christophe Bessineton

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2.2. Histoire

Monsieur Bessineton a travaillé sur l'estuaire de la Seine dès 1976 afin de trouver des solutions face aux problèmes de qualité de l'eau.

Il a participé à la commission chargée du contrôle de l'évolution de la pollution de l'estuaire de Seine. Cette commission a été créée pour lutter contre la profusion des rejets industriels dans les années 70.

Des études sur les sédiments et les poissons ont été effectuées à proximité de ces rejets.

Monsieur Bessineton a, par la suite, travaillé pour la Cellule de Suivi du Littoral Haut-Normand ainsi que pour la Maison de l'Estuaire.

2.3. Lieux

Le Havre.

2.5. Fonctions et activités

Monsieur Bessineton a œuvré dans plusieurs domaines :

- Rejets industriels,
- Qualité de l'eau,
- Études plus générales,
- Aménagement des espaces.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu :

Activités : articles rédigés pour des ouvrages ou des magazines spécialisés, bons à tirer, recherches personnelles, documents de travail.

Correspondance.

Documentation : CD-ROM, enregistrements VHS et cassettes audio, articles de presse, revues de travaux, revues scientifiques, ouvrages.

Métrage linéaire : environ 1 ml.

Lieu de conservation :

M. Christophe Bessineton
31, rue de l'Épargne
76600 Le Havre

Botté François

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personnalité.

1.2. Forme autorisée du nom

François Botté

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

22 août 1947 – aujourd'hui

2.2. Histoire

François Botté est une personnalité de la protection de la nature et de l'environnement de la Région Centre – Val de Loire, né le 22 août 1947. Intéressé par la nature depuis l'âge de six ans, il développe un goût prononcé pour la botanique et l'étude de la flore dès la sixième ainsi que la géologie et l'entomologie.

François Botté effectue ses études secondaires à Paris, successivement dans les Lycées Jeanson de Sully (1962) puis Chaptal (1965).

Après avoir fait une Classe préparatoire aux Grandes Écoles Agronomiques au Lycée Chaptal de Paris (1965 et 1966), il se dirige naturellement vers des études supérieures d'ingénieur agronome. Ces dernières débutent à l'ENSA de Rennes (École Nationale Supérieure Agronomique, promotion 1967), puis se poursuivent à l'ENSA de Thiverval-Grignon (promotion 1969), où François Botté se spécialise en écologie et en phytosociologie², et obtient un DEA d'écologie végétale et phytosociologie et un DEUG d'écologie et entomologie en tant qu'auditeur libre. Enfin, ses études supérieures s'achèvent en 1970 par un mémoire à l'ENGREF de Nancy (aujourd'hui ParisTech) sur le sujet suivant : « Comparaison floristique, phytosociologique, écologique et forestière des Monts Ventoux et Aigoual ».

À cette période, François Botté est déjà très investi en tant que militant associatif de la protection de la nature et de l'environnement (sans être militant politique) pour répondre aux préoccupations de la très riche actualité (Vanoise, Néouvielle, Torrey Canyon).

Entre 1970 et 1971, François Botté effectue son service militaire dans le cadre de la coopération technique Haute Volta au Niger et Cameroun. Celui-ci s'inscrit dans la lignée de son parcours de naturaliste et d'aménageur, puisqu'il participe notamment

² *Étude des associations végétales.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

à l'étude et à la définition de parcours de pâturages pour les pasteurs Peuls de la Réserve de Tin Arkachen et réalise un herbier.

De retour de son service militaire, en 1972, François Botté est chargé de mission avec la SNPN (Société nationale de protection de la nature), le Bureau MAR (protection des marais) du Muséum national d'histoire naturelle de Paris et la FFSPN (Fédération française des sociétés de protection de la nature devenue par la suite France nature environnement) sous la responsabilité de Michel Brosselin dans le cadre d'une commande du Ministère de la protection de la nature et de l'environnement. À l'issue cette mission, il rédige un rapport sous la forme d'un inventaire bibliographique et réalise une mise en forme cartographique des sites à soumettre au gouvernement pour l'instauration de réserves ornithologiques et cynégétiques sur le littoral français.

En 1973, François Botté, est recruté par la Ville de Tours au sein du service des espaces verts en tant qu'ingénieur écologue. Chargé des collections animales et végétales vivantes du Jardin botanique et de l'aménagement écologique et de loisirs des futures zones naturelles acquises au titre du FIANE (Fonds d'intervention pour l'aménagement de la nature et l'environnement) par la Ville à Larçay, Esvres, les Hâtes, soit près de 400 hectares, il rédige notamment un inventaire des animaux « exotiques » du Jardin botanique, l'inventaire et la cartographie des arbres de l'Arboretum, « l'inventaire et la cartographie du patrimoine paysager, floristique, faunistique et écologique des communes de l'agglomération tourangelle », assure la gestion de l'ensemble du domaine forestier des dites zones naturelles et met en place des visites pédagogiques.

Son arrivée en Touraine coïncide avec la naissance et la montée en puissance du mouvement de la protection de la nature et de l'environnement dans la Région Centre Val-de-Loire, lequel est initié par des personnalités telles que Vincent Labeyrie. François Botté voit ainsi l'éclosion des associations environnementales telles que la SEPAN (première expérience d'une fédération régionale « Société d'étude et de protection de la nature » en 1966), la SEPANT (« Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine » née en 1966-1967) ou la SEPANI (« Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre », fondée en 1969). De témoin, il devient très rapidement acteur en s'investissant dans les très nombreuses associations tourangelles telles que la SEPANT, la Société tourangelle des amis des oiseaux (aujourd'hui Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine) ou Entomologie tourangelle et ligérienne. Il réalise par exemple des études d'impact sur la flore et la faune de l'agglomération tourangelle dans le cadre de projets d'aménagement.

Préoccupé également par la sauvegarde de l'architecture rurale traditionnelle, François Botté rejoint également l'association Maisons paysannes de Touraine.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

S'étant découvert une passion de l'enseignement dans ces différents domaines, il entre progressivement à partir de 1974 au CESA (Centre d'études supérieures d'aménagement devenu par la suite Polytech'DA - École d'ingénieurs de l'université de Tours en génie de l'aménagement), fondé en 1969 par les écologues, agronomes et géographes Vincent Labeyrie, Yves Babonaux et René Benoît. François Botté répond d'abord à une commande de cours, en particulier sur les forêts périurbaines, l'aménagement du littoral et le sol. Il rejoint vers 1975 le laboratoire d'écologie expérimentale sur les agrosystèmes (devenu par la suite IBEAS puis IRBI (Institut de recherche sur la biologie de l'insecte) de Vincent Labeyrie pour définir un sujet de recherche et débiter une thèse de Docteur Ingénieur en écoéthologie sur le sujet de floristique des Allium de France, de systématique, de cartographie et d'écologie. En 1976, François Botté est nommé comme assistant non agrégé stagiaire au CESA, puis assistant titulaire enseignant chercheur en 1977, enseignant en Ingénierie des milieux aquatiques et des corridors fluviaux (*IMACOF*) et Maître de conférence en 2002.³

Au cours de sa carrière au CESA – Polytech, il enseigne notamment en agronomie, agrologie, agriculture, sylviculture, géologie et pédologie, géomorphologie, hydrologie, hydrogéologie, hydrographie, systématique végétale, conservation génétique végétale et animale, écologie fondamentale et appliquée, biologie et physiologie, éthologie, biogéographie et phytosociologie. François Botté réalise également des encadrements universitaires qui lui donnent l'occasion de réaliser de nombreuses études d'impacts d'environnement et d'incidences, de terroirs, d'écosystèmes, de parcelles forestières de milieux humides et d'espaces ruraux, des diagnostics écologiques, et des évaluations du Patrimoine naturel lors de sessions, sorties et voyages écologiques, paysagers, sylvicoles et agricoles en Touraine, Berry, Poitou, Sologne, Brenne, Loire et dans d'autres régions françaises (Rochefort, Rance-Mont-Saint-Michel, Côte d'émeraude, bassin de la Seine...).

En parallèle de sa carrière universitaire au CESA, François Botté poursuit son engagement au service de la protection de la nature et de l'environnement au sein de nombreuses structures associatives de niveaux national, régional, départemental ou local. Il est surtout très investi dans les activités naturalistes et en particulier dans le domaine de la botanique, notamment au sein de France nature environnement Centre-Val de Loire (réalisation de listes et livres rouges des espèces menacées de faune et de flore), de la Société française d'orchidologie (groupe Val de Loire, où il coécrit un livre sur les Orchidées de la région Centre), d'Entomologie Tourangelle et

³ *Pour rappel, au cours de sa carrière universitaire François Botté a prodigué les enseignements suivants : agronomie, agrologie, agriculture, sylviculture, géologie et pédologie, géomorphologie, hydrologie, hydrogéologie, hydrographie, systématique végétale, forestière et horticole et animale, étude des milieux humides, conservation génétique végétale et animale, écologie fondamentale et appliquée, biologie et physiologie, éthologie, biogéographie et phytosociologie, étude de terroirs, d'écosystèmes, de parcelles forestières, des milieux humides et d'espaces ruraux, diagnostic écologique et évaluation du patrimoine naturel, études d'impact, d'environnement et d'incidences, matériaux et connaissance de l'architecture rurale traditionnelle et du petit patrimoine.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ligérienne (administrateur, réalisation d'expertises principalement sur les lépidoptères), de la Société botanique ligérienne (Président fondateur, organisation de sessions et sorties botaniques notamment), ou du Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire (administrateur, délégué départemental, membre du Conseil scientifique, initiateur de l'opération LIFE Loire 1 en Indre-et-Loire...).

Ces activités naturalistes permettent de compléter ses différents axes de recherche en tant qu'enseignant-chercheur au CESA (prospections et inventaires floristiques, études des allium rares et des espèces menacées dans le Val de Loire, étude des mares, inventaire des microhabitats rivulaires et alluviaux des rivières d'Indre et Loire, inventaires mycologiques...).

En 2010, François Botté prend sa retraite et poursuit son engagement en faveur de la protection de la nature et de l'environnement ainsi que ses activités naturalistes dans le cadre associatif, ou en participant à différents comités de pilotages, comités de coordination et conseils scientifiques.

2.3. Lieu

Saint-Cyr-sur-Loire.

Indre-et-Loire

2.4. Statuts juridiques

Droit privé.

2.5. Fonctions et activités

Synthèse des activités et du parcours professionnel et associatif de François Botté :

Carrière professionnelle (retraité depuis 2010) :

- Ingénieur Agronome dans le cadre de la coopération militaire en Afrique de l'Ouest (18 mois, de 1970 à 1971 (Maisons-Alfort) : inventaire de la flore africaine et des groupements végétaux phytosociologie), cartographie des pâturages sahéliens, relation avec les transhumances des troupeaux, les Mossi, Touaregs, Peuls Bororo (Ouagadougou Bangao au nord en Haute Volta (Burkina Fasso), Niamey (Niger), Yaoundé Ngaoundéré (Cameroun francophone), Bamenda (Cameroun anglo-germanophone de l'Ouest)).
- Chargé de mission sur Contrat avec la SNPN (Société nationale de protection de la nature), le Bureau MAR du Muséum national d'histoire naturelle de Paris du 1er mars 1972 à la fin août 1972, s'occupant de la politique de protection des marais et la FFSPN (Fédération française des sociétés de protection de la nature devenue FNE) sous la responsabilité de Michel Brosselin, sur une commande du Ministère de la protection de la nature et de l'environnement : « Inventaire bibliographique et mise en forme cartographique des sites à soumettre au gouvernement pour l'instauration de réserves ornithologiques et cynégétiques sur le littoral français ».

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Ingénieur subdivisionnaire écologue aux espaces verts à la Ville de Tours (septembre 1973 – septembre 1974 (1 an 1 mois) : chargé de la mise en place d'une politique « écologique » au sein d'un service municipal (jardin botanique, espaces verts, forêts municipales périurbaines Hâtes/Larçay/Esvres/Preuilly-sur-Claise), et de gestion des collections vivantes.
- Universitaire au CESA (Centre d'études supérieures d'aménagement) – Polytech de Tours entre 1975 et 2010 en tant qu'enseignant-chercheur, d'abord comme assistant non agrégé stagiaire, puis comme assistant titulaire enseignant chercheur en poste à partir de 1977, puis enseignant en Ingénierie des milieux aquatiques et des corridors fluviaux (IMACOF), et maître de conférence en 2002^[2].

Engagements associatifs (nature, environnement et patrimoine rural) :

- Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT) (administrateur, membre depuis 1970),
- Société botanique de France (membre depuis 1970),
- Maisons paysannes de Touraine / France (MPF/MPT) (Président, administrateur, membre depuis 1970),
- Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine (anciennement STAO 37 puis GOT) (administrateur, membre depuis 1970),
- Entomologie tourangelle et ligérienne (ETL) (Vice-Président, membre depuis 1970),
- Bretagne vivante (membre depuis 1970),
- Société française de phytosociologie (membre depuis 1975),
- Société botanique du Centre Ouest (SBCO) (administrateur, membre depuis 1975),
- Conseil scientifique et prospective PNR LAT (membre depuis 1980),
- France nature environnement Centre-Val de Loire (anciennement Nature Centre) (administrateur)
- Société botanique ligérienne (SBL) (depuis janvier 1989, Président),
- Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire (vice-président, administrateur, délégué d'Indre-et-Loire, membre du conseil scientifique depuis sa création en 1990),
- Société française d'odonatologie (membre depuis 2000)
- Société d'étude de la rivière Indre et ses affluents (membre depuis 2000),

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Société française d'orchidophilie (SFO) et SFO Centre – Val de Loire (membre depuis 2014).

Anciens engagements associatifs ou simples adhésions (nature, environnement et patrimoine rural) :

- Société française d'écologie (membre entre 1975 et 1990),
- Naturalistes parisiens (NP) (membre entre 1965 et 2004),
- Office pour les insectes et leur environnement (OPIE) (membre entre 1980 et 2000),
- ALEXANOR,
- Alauda, Société ornithologique de France (SOF)
- Croqueurs de pomme – section 37,
- Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) Centre,
- Maison de la Loire de Touraine (ancien membre et représentant),
- Loiret nature environnement (anciennement les Naturalistes orléanais),
- Société d'études scientifiques de l'Anjou,
- Société entomologique de France (SEF),
- Société française d'étude des mammifères (SEFPM) (ancien membre).

Participations dans différents organismes (protection de la nature et de l'environnement) :

- Parc naturel régional Loire Anjou Touraine (membre du conseil scientifique),
- Comité de pilotage de la base de données STERNE (Carnets de sorties, première charte et collaboration scientifique auprès du CNPN, révision de la charte),
- CSRPN Centre (Conseil scientifique régional de protection de la nature) auprès de la DIREN puis de la Région, depuis sa création dans le cadre des DRAE (contrôle Natura 2000, espèces protégées, espèces et habitats déterminants pour les ZNIEFF...),
- NATURA 2000 : Comités de pilotage régional, départemental et de certains sites (Puys du Chinonais, Loire, Champeigne, complexe Changeon Roumer et Gatine du Nord Ouest...), proposition initiale scientifique des grandes enveloppes, exposés de leur validité, collaboration plus ou moins étroite avec les opérateurs,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- CBN MA et CBN BP (Conservatoires botaniques du Massif armoricain et du Bassin Parisien),
- DDAF: DGERF (Document de gestion de l'espace rural et forestier) Inventaire des zones humides et Comité de pilotage avec le Conseil Général d'Indre-et-Loire,
- Chambre d'Agriculture 37 : SCOT agricole avec le Lycée agricole de Fondettes,
- Bureaux d'études nombreux et Maîtres d'ouvrages divers dont le Conseil Général d'Indre-et-Loire : études d'impact d'élargissements routiers, TGV atlantique et « Comité de pilotage » TGV aquitaine 37, prises d'eau en Loire, réhabilitation de gravières en fin d'exploitation, Autoroutes A 85, A 28, Périphérique de Tours (Comité de suivi et d'évaluation),
- ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) première et seconde génération : coordination scientifique et surtout administrative d'un inventaire DIREN et Région Centre Val-de-Loire, réponses sur le contenu scientifique pour des demandeurs et maîtres d'ouvrages, pour et via la DIREN,
- LIFE : initiateur et lancement de l'opération européenne LIFE Loire ou Loire Nature 1 à « Montlouis » et sur le cours de la Loire in fine, relayée par Loire Nature, propositions, participations et expertises pour d'autres sites LIFE (pelouses...),
- ENS (Espaces naturels sensibles) : nombreuses collaborations personnelles, associatives ou universitaires à des inventaires, expertises (forêt alluviale du Bois Chétif, prairies inondables de la vallée de l' Indre à Loches, Bois des Rouchoux, Île de Rochemorbon, Vieux Cher...),
- Commissions préfectorales.

Bénévolat

- Coopération militaire Haute Volta Niger Cameroun (septembre 1970 – décembre 1971) : Aide à la définition de parcours de pâturages pour les pasteurs Peuls.

Nominations, prix et distinctions :

- Palmes académiques : Chevalier dans l'ordre des Palmes académiques le 27 juillet 1995, Officier dans l'ordre des Palmes académiques le 27 février 2001,
- Ordre du mérite agricole (Chevalier).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Publications⁴

- « Inventaire de la flore exogène du bassin de la Loire (Orléans) », REMUCE (Muséums de la Région Centre), novembre 2005.
- Coécrit avec botanistes relais du Bassin et de la Région Centre, Société botanique ligérienne (SBL), SEPANT, et Dominique Tessier, « Inventaire des messicoles du Bassin de la Loire (GAP) », CBN Alpin, 1995.
- Coécrit avec P. Lebrun, « Étude phytosociologique et écologique de la Réserve de Tin Arkachen en Haute Volta » IEMVT Maisons Alfort, IEMVT Maisons Alfort, décembre 1970.

Divers

- Participation à la réalisation d'expositions,
- Interventions lors de séminaires et conférences.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

François Botté entretient ou a entretenu les relations suivantes :

- Université de Tours (carrière professionnelle en tant qu'enseignant-chercheur),
- Engagement dans le monde associatif de la protection de la nature et de l'environnement à niveau national, régional et local en Touraine (voir liste ci-dessus dans les Fonctions et activités occupées par François Botté),
- Participations avec différents organismes à des comités de pilotages, comités de coordination et conseils scientifiques (voir liste ci-dessus dans les Fonctions et activités occupées par François Botté).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution Janvier 2019.

4.7. Langue(s) et écriture(s) Français.

4.8. Sources

François Botté

⁴ *Liste non exhaustive.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par François Botté :

Papiers personnels :

Études d'agronomie approfondie (1961-1970) (0,60 ml) : cahiers, mémoires ;

Archives personnelles diverses (0,70 ml).

Papiers de fonctions :

Carrière professionnelle :

Dossier relatif à la mission de François Botté avec le Muséum national d'histoire naturelle (0,10 ml) ;

Archives d'ingénieur subdivisionnaire écologue Espaces vert à la Ville de Tours (1973-1974) (0,60 ml) ;

Archives produites dans le cadre des fonctions de François Botté en tant que maître de conférence au CESA (Centre d'études supérieures d'aménagement) - Polytech de Tours⁵, concernant notamment. - Études d'impacts (décennie 1980 – décennie 1990) (1,20 ml), dont : Plan Loire Grandeur Nature (0,70 ml) et barrage Maisons Rouges (0,20 ml) ; travaux de recherches sur l'allium (2,0 ml) ; études effectuées par des étudiants dans le cadre de travaux pratiques (0,50 ml) ; cours dispensés au CESA sur l'écologie (1975-2010) (3,0 ml) ; études communales (dont communes tourangelles) : calques, coupes (un carton à dessin), cartes, calques, dossiers (classés 1,50 ml), stage d'étudiants ; projet d'éco musée de Charentilly (0,10 ml) ; catalogues de livres (dont certains provenant de la librairie Thomas à Paris) sur la nature, l'environnement et le patrimoine (0,40 ml) ; contrats étudiants pour les ENS (espaces naturels sensibles) de la vallée de l'Indre dans le lochois (0,10 ml) ; bibliographie sur les plantes invasives (0,10 ml) ;

Travaux personnels « TAP » (0,30 ml).

Engagement à titre individuel en faveur de la protection de la nature

Agendas (0,5 ml) ;

⁵ *Le CESA, devenu depuis 2002 l'École polytechnique de l'université de Tours (Polytech Tours), a été créée en 1969 par Vincent Labeyrie afin de former des ingénieurs spécialistes des questions relatives à l'aménagement, l'urbanisme, le développement territorial et la gestion de l'environnement.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Carnets et agendas naturalistes et cahiers des herborisations⁶ (1989-2018) (3,0 ml) (avec compléments concernant diverses îles) ;

Herborisation avant 1989 ;

Carnets botaniste rédigés à partir d'observations sur la flore du littoral français (dont l'île du Ponant) (10 pièces) ;

Herbier de mousses, lichens et algues (1,0 ml) ;

Prospections et herborisations diverses (0,10 ml) ;

Cartes Institut géographique national (IGN) annexées ;

Bibliographies sur les oiseaux et la botanique (1,20 ml).

Activité au sein de la Société botanique ligérienne (SBL) :

Archives associatives relatives à sa fonction de Président de l'association (1989-2018) (3,40 ml) ;

Inventaires parcellaires des forêts de Touraine (0,60 ml) ;

Étude relative au Vieux Cher et au Bois chétif pour le Conseil Général d'Indre-et-Loire (0,10 ml) ;

Étude relative à la presqu'île de Berthenay (Indre-et-Loire) (0,10 ml) ;

Projet de périphérique de Tours à Choisille, Saint-Cyr-sur-Loire et Fondettes (0,10 ml) (décennie 1990) : réunions, études, rapports ;

Étude sur les espèces végétales protégées dans le cadre de la participation à la publication du « Livre Rouge des habitats naturels et des espèces menacées » (FNE – Agence Bretagne Presse) (0,30 ml) : listes ;

Conférence « arbres de Parcs » (0,10 ml) ;

Expositions « orchidées » et « graminées » (deux cartons à dessin).

Activité au sein de l'association Maisons aysannes de France – Touraine :

Fonctionnement et vie statutaire de l'association (environ 3,70 ml) ;

Expositions (30 panneaux).

Activité au sein du Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre – Val de Loire :

⁶ Une herborisation est une promenade ou excursion faite pour effectuer la collecte de spécimens végétaux intéressants, notamment en vue de constituer un herbier.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fonction d'administrateur du Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre - Val de Loire (1989-2018) (2,20 ml) : pré-études, convocations, procès-verbaux de réunions, documents reçus divers.

Activité au sein de la Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT) :

Suivi du projet de Ligne à grande vitesse (LGV) Bordeaux-Paris (2013) (0,10 ml).

Activité non restreinte à un seul organisme ou association⁷:

Natura 2000 : comité de pilotage (membre en tant que SEPANT, CESA, SBL, ETL), suivi (0,40 ml) ;

Études communales relatives aux activités de François Botté à la SBL ou au CESA (dont à Saint-Cyr-sur-Loire) (1,80 ml) ;

Étude relative au projet de périphérique à Choisille (0,10 ml) (vers décennie 1990) ;

Études de sites : Bertignolles (0,30 ml), Puy du Chinonnais (0,20 ml) ;

Études diverses en cours et terminées (avec liste) (environ 5,0 ml), dont : île Aucard, soie, sentier pédestre, Bray de Sonzay ;

Zones naturelles d'intérêt écologique faunistiques et floristiques (ZNIEFF) (environ 2,80 ml) (vers 1982-2005) : création en région Centre, pré-fiches, base de données par commune, inventaires réalisés par François Botté à titre individuel ou dans le cadre de ses fonctions à la SBL ou au CESA (0,80 ml) ;

Site des landes de Larçay (fonctions occupées à la SEPANT, à la LPO Touraine et à la SBL) (2013-2016) (0,20 ml) : Mesure compensatoire ;

Dossiers TGV et autoroutes (1,0 ml) ;

Aménagement de la plaine de la gloriette à Tours (1962) (0,10 ml) ;

Participation à la commission des sites : bordereaux des procès-verbaux (0,10 ml) ;

Documents de participation au Conservatoire botanique national (0,20 ml) ;

Bibliographie réalisée à titre individuel ou dans ses fonctions au CESA ou à la SBL relative à la botanique ou à la nature classée par thématique ou groupe d'espèce (7,30 ml) ;

Fonds d'archives associatives diverses non clos (dont CEN Centre et SBL) (décennie 2010) (3,0 ml) : dossiers en cours, plans de gestion du CEN, sentiers botaniques.

⁷ De nombreux fonds d'archives ne peuvent être associés à une fonction particulière de François Botté, étant donné qu'il a souvent été le producteur dans le cadre de multiples fonctions au même instant.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Varia :

Fonds de diapositives réalisées par François Botté à titre personnel ou dans le cadre de ses activités associatives (principalement SBL) et professionnelles (CESA) (environ 100 000 pièces avec plusieurs carnets faisant office d'inventaires)⁸. - Touraine : paysages, communes, architecture rurale, opérations d'aménagement, faune et flore ; France (une trentaine de régions concernant des espaces ciblés tels que le Queyras, les îles, Saint-Pierre et Miquelon) ;

Photocopies de flores (1,0 ml) ;

Collection de coupures de presse de « La nouvelle République » produite dans le cadre d'un dépouillement relatif aux thématiques sur la nature et le patrimoine (1978-2006) (3,0 ml) ;

Bibliothèque personnelle (22,0 ml). - Ouvrages et publications sur diverses thématiques (dont écologie, ornithologie, poissons, mollusques, coquillages, batraciens, reptiles, mammifères, orchidées (4,0 ml), plantes alimentaires, lichens et mousses, arbres et arbustes) (19,0 ml), ouvrages anciens du XIX^e sur la botanique (2,00 ml) ;

Revue et magazines naturalistes (dont « Martinia », « Sybium », « NOROIS ») (15,0 ml) ;

Collection d'affiches relatives à la nature, à l'environnement et au patrimoine, dont certaines sont en relation directe avec l'engagement associatif de François Botté (un carton à dessin) ;

Collection de prospectus et brochures touristiques sur le patrimoine et la botanique (1,0 ml) ;

Inventaire de cartes postales anciennes (0,10 ml) ;

Collection de cartes postales relatives à la France, à la Touraine, aux espaces ruraux, et aux communes rurales (3,0 ml) ;

Fonds de Cartes de végétation au 200 000^e du CNRS créées et dédiées par le chanoine Corillon ;

Cartes IGN relatives au bassin de la Loire et à la Touraine (une centaine de pièces) (vers décennie 1960) ;

Cartes géologiques de la Touraine (1,0 ml) ;

⁸ Ce fonds a été constitué afin de servir de base documentaire pour assurer ses cours au CESA ou dans le cadre de sorties individuelles, stages botaniques ou avec la SBL

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fonds Michel Brosselin (vers 1972) (0,20 ml)⁹. - Documents ayant servi au manuscrit du rapport sur le « milieu naturel et environnements littoraux » de 1972-1973 (dont calques).

Dates extrêmes

1961 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 90 ml.

Stockage bureautique conservé

Non renseigné.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Très bon état de conservation des fonds d'archives dans un environnement sain dédié, et bénéficiant en général d'un conditionnement adapté (boîtes archives, cartons à dessins).

Classement selon les activités de François Botté, la typologie de document ou leur format.

Localisation physique

Au domicile de François Botté à Saint-Cyr-sur-Loire

Modalités d'accès

Sur demande auprès de François Botté :

Courriel : f.botte@yahoo.fr

⁹ *Michel Brosselin : Né le 27 septembre 1936 à Clermont-Ferrand ; diplômé de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA) de Rennes (1959) ; titulaire de l'International Short Course on the administration of National Parks and Equivalent Reserves (Ann Arbor University) en 1969 ; conseiller d'études techniques du Centre d'Études techniques agricoles de Villefranche-de-Rouergue (1962-1964) ; chargé de mission du projet MAR de l'UICN pour le littoral atlantique (1965-1970) ; directeur scientifique de la Société nationale de protection de la nature (SNPN) (1970-1980) ; décédé accidentellement le 7 août 1980 à Chasnais (Vendée).*

Pour plus de détails, voir notice biographique complète rédigée par Jean-Pierre Raffin sur le site de l'AHPNE (<http://ahpne.fr/spip.php?article169>).

David Michel

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Michel David

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1944 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Domicile privé

Crozon

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Michel David est retraité de l'enseignement.

En 1965, il devient membre de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB). Au sein de cette association, Michel David est le responsable de la section locale de la Presqu'île de Crozon.

Au début des années 1980, il devient également membre de la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF).

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Informations transmises par Michel David.

Fonds "Michel David".

Revue de presse sur le Finistère et la Presqu'île de Crozon : extraction du sable, algues vertes, environnement, protection du littoral, faune et flore, pollution marine, aménagement du littoral, aquaculture, urbanisme et patrimoine, sites classés et grands sites, tourisme, dunes, camping sauvage, Bretagne Vivante-SEPNB... (1980-2000).

Documentation : "Sites et Monuments" (revue trimestrielle, à partir de 1980), "Combat nature" (revue des associations écologiques et de défense de l'environnement, 1984-1993), "Bretagne Vivante" (à partir de 2000), "Penn ar Bed" (à partir de 1957), "Oxygène Bretagne" (collection complète, 1979-1985).

Documents iconographiques : 5 affiches Bretagne Vivante-SEPNB.

1957-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 2,15 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le propriétaire.

Origine

David, Michel

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Durand Michel

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personnalité.

1.2. Forme autorisée du nom

Michel Durand.

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1940 - 2017

2.2. Histoire

Professeur de physique, Michel Durand (1940-2017) fut reconnu notamment par ses engagements en politique et dans le monde associatif.

Il fut ainsi le premier maire socialiste de Chambray-lès-Tours (1977-1983). Durant son mandat, la ville a connu des transformations profondes, notamment en matière d'équipements publics avec le Centre de loisirs, l'école Claude Chappe, le complexe sportif du Breuil, le gymnase Danguillaume ou encore l'acquisition du bois de Chambray. Michel Durand a oeuvré au développement des quartiers et de la vie associative, ainsi qu'au rayonnement économique avec la création des nouvelles zones industrielles et commerciales Jean Perrin et la Vrillonnerie. Il fut par la suite conseiller municipal de 1983 à 1989, puis conseiller régional Parti socialiste avant de s'engager dans la vie associative.

Grand animateur de la prise de conscience écologiste, Michel Durand était un ardent défenseur de l'environnement et de la protection de la biodiversité. Il a notamment accompagné la ville de Chambray-lès-Tours dans son passage au zéro pesticide et dans la démarche participative engagée sur l'éco-quartier de la Guignardière.

Passionné de climatologie et d'hydrologie, Michel Durand s'était également engagé comme militant dans la défense de la Loire, notamment avec l'association Loire Vivante.

Son engagement associatif a surtout été reconnu au sein de la Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT), dont il fut le président à onze reprises (2001-2017) et Vice-Président cinq fois. « *Au sein de la SEPANT, il était apprécié par son expertise, son côté parfois visionnaire, mais aussi par son sens du travail en équipe et son sens du consensus* », ont souligné Pierre Richard et Gérard Van Oost, respectivement président et trésorier de l'association. Il

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

a notamment rédigé en 2008 le projet associatif de la SEPANT, dans lequel il a formalisé la notion de crise écologique, à travers trois facteurs centraux : le dérèglement climatique, la perte de biodiversité, et la dégradation de la ressource en eau. Il avait aussi veillé à accompagner les politiques publiques dans la protection des milieux naturels et contre les atteintes à l'environnement.

Michel Durand fut également fondateur ou animateur de plusieurs associations dans le domaine de l'humanitaire et de l'économie sociale.

Les archives de Michel Durand relatives à son engagement en matière de protection de la nature et de l'environnement ont été données à la SEPANT par sa veuve, Jacqueline Durand, et rapatriées à l'été 2018 au siège social de l'association.

2.3. Lieu SEPANT

8 bis allée des rossignols

37170 Chambray-lès-Tours

2.4. Statuts juridiques Droit privé.

2.5. Fonctions et activités Carrière professionnelle

- Professeur de Physique.

- Carrière politique

- Maire de socialiste de Chambray-lès-Tours (1977-1983).

- Conseiller municipal de Chambray-lès-Tours (1983-1989). Conseiller régional (PS).

- Engagement associatif

- Militant Loire Vivante Touraine

- Membre de la Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT), dont il fut le président à onze reprises (2001-2017) et vice-président cinq fois.

- Fondateur ou animateur de plusieurs associations dans le domaine de l'humanitaire et de l'économie sociale.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

En raison de son engagement associatif et de ses mandats électoraux, Michel Durand a notamment été amené à côtoyer :

- La commune de Chambray-lès-Tours

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- La Région Centre
- Loire Vivante Touraine
- La SEPANT

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Octobre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Pierre Richard, président de la SEPANT.

Dominique Boutin, secrétaire de la SEPANT.

DVD des 50 ans de la SEPANT « Un demi-siècle d'engagement pour la protection de l'environnement en Touraine : Récit d'une histoire humaine et associative ».

Présentation du contenu conservé par la SEPANT relatif au fonds Michel

Durand :

Fonds relatif à ses fonctions à la SEPANT (2005-2017) (0,50 ml). - Statuts (modification de 2006) ; vie associative (vers 2005 – vers 2012) : projets associatifs, dossiers de préparation des assemblées générales et des conseils d'administration (2005-2012) ; comptabilité de l'association (2008-2016) (0,20 ml) : comptes et rapports d'activités, expertise comptable, documents de montage des comptes, budgets prévisionnels 2016 et 2017, financements divers et subventions ; recrutement du personnel de l'association ; photographies de paysages de Touraine ; varia, dont : courriers (copies de courriels), notes, projet d'une convention verte.

Fonds relatif aux travaux de recherche de Michel Durand classé par champ d'étude (4,50 ml) (vers décennie 1990 – décennie 2010)¹⁰. - Climatologie, Loire, crues et

¹⁰ *Les archives de ce fonds ont été regroupées et conditionnées par Dominique Boutin, Secrétaire de la SEPANT pour conserver la cohérence intellectuelle suivant les domaines de recherche de Michel Durand. Néanmoins, l'ensemble du fonds nécessite un travail de classement et de tri très important.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

inondations, hydrologie, air (dont documents relatifs à son engagement dans l'association Lig'Air : documents de travail, notes, varia.

Interventions de Michel Durand dans le DVD retraçant les 50 ans de la SEPANT « Un demi-siècle d'engagement pour la protection de l'environnement en Touraine : Récit d'une histoire humaine et associative ».

Dates extrêmes

Vers décennie 1990 - 2017

Métrage linéaire conservé

Environ 5,0 ml

Stockage bureautique conservé

Non renseigné.

Accroissement

Fonds clos.

Mode de classement et état de conservation.

Le fonds relatif aux fonctions de Michel Durand à la SEPANT se présente sous la forme de dossiers et nécessite un conditionnement en boîte. Comme susmentionné, le second fonds relatif à ses travaux de recherche dispose d'un conditionnement adapté, mais nécessite un important travail de tri et de classement en raison de sa nature de vrac.

L'ensemble des archives est en bon état et se trouve dans un environnement relativement sain.

Localisation physique

Au siège de la SEPANT :

8 bis allée des rossignols

37170 Chambray-lès-Tours

Modalités d'accès

Sur demande à la SEPANT :

Tél. 09 64 10 82 16

Mél : sepant@wanadoo.fr

Jonin Max

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Max Jonin

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1943 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Domicile privé

Plabennec

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Max Jonin a été maître de conférence à l'Université de Bretagne Occidentale de 1965 à 2003 en faculté des sciences – géologie.

Dès 1965, il s'investit au sein de la (SEPNB) comme bénévole. En 1973, il entre au conseil d'administration en tant que secrétaire général et remplit alors la fonction de directeur bénévole de la SEPNB jusqu'en 2000, date où il quitte l'association.

Au sein de la SEPNB, il devient le conservateur de la réserve de Trévor dès 1966, puis des réserves de Groix, des Glénan et d'Iroise. Il y structure également le réseau des réserves naturelles.

Dès 1982, Max Jonin contribue à mettre en place le Conservatoire permanent des réserves naturelles (CPRN) qui deviendra Réserves naturelles de France (RNF) En 2000, Max Jonin s'investit dans le renouveau de la Société Géologique et Minéralogique de Bretagne (SGMB), une société savante créée en 1920. Il en devient membre puis président.

Max Jonin est actuellement membre du conseil scientifique régional du patrimoine naturel, expert du patrimoine géologique au Ministère de l'Environnement, nommé à la conférence permanente du patrimoine géologique et membre de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Informations transmises par Max Jonin.

Maurice Le Démézet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne – La SEPNB (1953-2003)*, Presses universitaires de Rennes, 2003

Fonds "Max Jonin".

Conférence permanente des réserves naturelles (CPRN) devenu Réserves naturelles de France (RNF) : compte-rendu de réunion et de conseil d'administration, rapport d'activité, études, convention avec EDF, études sur le patrimoine géologique, commission patrimoine géologique (compte-rendu des réunions, questionnaire), revue de presse, correspondance... (1982-2003).

(SGMB) : dossiers administratifs, fonctionnement, rapport sur les affaires traitées, projet de sites... (à partir de 2000).

Bretagne Vivante - (SEPNB) : documents administratifs et fonctionnement (compte-rendu de réunion de bureau et de conseil d'administration, rapport d'activité..., 1976-2000), revue et communiqué de presse (1976-2000), affaires quotidiennes (animations, projet de réserve, études, correspondance..., 1990-1999), Réserves naturelles (dont François le Bail - Ile de Groix, Iroise, Saint Nicolas des Glénan, Falguerec - marais de Séné, Goulien - Cap Sizun... : projet de classement, plan de gestion, rapport d'activité, études sur la faune et la flore, convention, compte-rendu de réunion, correspondance, les annuaires et travaux des réserves, budget des réserves, commission réserve de l'association, 1978-2004), marées noires (Erika et Amoco Cadiz : dossier financier, rapports sur les conséquences, communiqué et

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

revue de presse, décision de justice, dons, bulletin de liaison..., 1978-2001), dossiers sur le port du Conquet, l'éolien, l'opération Grand Site pour la Pointe du raz et le Mont Saint Michel, la tourbière de Creac'h Gwen, la zone aquacole de Ploubazlanec, les sternes (projets, études, correspondance, jurisprudence, revue de presse..., 1976-2003), Conservatoire régional des espaces naturels de Bretagne - CREN Bretagne (étude de projets, charte, documents historiques, rapport d'activité, bilan..., 1991-1999), Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage 29 - CDCFS (études, compte rendu de réunion..., 1996-2000).

Documentation : revue "Oxygène Bretagne" (1979-1985), "la lettre des réserves" de Réserves naturelles de France (1986-2006), études et publications sur le développement durable, l'environnement, l'agriculture durable, Natura 2000, les zones humides, la faune et la flore (1972-2001), thèse de Jean-Yves Le Floc'h "cartographie de la végétation marine et observation aquatique dans l'archipel de Molène" (1967)

Documents iconographiques : 22 affiches de Bretagne Vivante-SEPNB sur les réserves naturelles, des animations et expositions (1978-1992), 50 cartes postales de Bretagne Vivante-SEPNB, 2800 photographies et diapositives sur le patrimoine naturel et géologique de Bretagne, sur les réserves naturelles et sur l'Erika (1980-2001), dépliants et autocollant de Bretagne Vivante-SEPNB.

Enregistrement audiovisuel : une cassette vidéo VHS "Goulien Cap Sizun, l'école de la falaise" produite par Bretagne Vivante-SEPNB (1997).

Enregistrement audioanalogique : une cassette audio "excursion à Groix".
1967-XXIe 1967-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 19,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez Max Jonin.

Origine

Jonin, Max

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : joninlormeau@wanadoo.fr).

Laurent Pierre

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Pierre Laurent

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1904 – 2002

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Fonds « Pierre Laurent »

Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC), Université de Bretagne Occidentale, Brest.

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Pierre Laurent a appris la langue bretonne à quinze ans. Il entre à l'École polytechnique en 1922.

De 1947 à 1956 il est président de Ker Vreiz, le foyer culturel breton de Paris.

Jusqu'en 1973 il est vice-président de l'Union fédéraliste des communautés ethniques en Europe.

Puis élu président de l'Union régionale bretonne de l'environnement (URBE), il entre à ce titre au Comité économique et social régional. Il a notamment participé à l'élaboration de la Charte culturelle bretonne et à la mise en place de l'Institut culturel de Bretagne.

Il est décoré de l'ordre de l'Hermine en 1991.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Fonds "Pierre Laurent".

Journées régionales de l'environnement, Pontivy, mars 1972 : réunion des conseillers généraux de Bretagne sur le thème de l'environnement, rapports préparatoires sur les ressources naturelles, l'urbanisme, les constructions en zone littorale et la protection de l'environnement, enquête auprès de touristes, discours d'ouverture, rapports présentés, programme, note d'information, liste des invités, motion adoptée au terme des journées (1971-1972).

Union régionale bretonne de l'environnement - URBE : correspondance, articles de presse, notes, motion adoptée en assemblée générale (1974), les assises permanentes de l'environnement en Bretagne (fiche d'information, correspondance au sujet des états régionaux de l'environnement, bilan trois ans après les états régionaux de l'environnement), la lettre de l'URBE, espace pour demain... (1972-1986).

Projet de centrale nucléaire à Plogoff : correspondance, études, rapports, notes, articles de presse, conseil économique et social régional... (1975-1981).

Amoco Cadiz : correspondance, études, rapports, articles de presse... (1978-1979).

Documentation : collection de périodiques.

1971-1986

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 2,65 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au Centre de recherche bretonne et celtique à l'Université de Brest.

Origine

Laurent, Pierre

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Accroissements

Le fonds est clos.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable du détenteur du fonds. La demande doit être motivée par un travail de recherche ou de valorisation. Elle doit être adressée à Philippe Jarnoux, directeur du Centre de recherche bretonne et celtique, 20 rue Duquesne, 29200 Brest (philippe.jarnoux@univ-brest.fr).

Lebeurier Édouard

Répertoire détaillé (site Internet : Archives départementales du Finistère¹¹)

Répertoire d'archives détaillé 243 J 1-24

Don Edouard Lebeurier

Sommaire

Vingt-et-un classeurs contenant des relevés d'observations d'oiseaux de Bretagne. Certaines fiches contiennent des croquis et des photographies....

1942-1957

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Communicabilité : librement communicable

243 J 1

Cahier de baguage

1956-1957

243 J 2

Liste d'oiseaux avec noms en français et en breton

Sans date

Les noms en breton sont pris des dictionnaires de Vallée, de Grégoire de Rostrenen et du dialecte de Fouesnant.

243 J 3

fiches d'observations générales

Sans date

243 J 4

fiches d'observations générales pour la Loire-Atlantique

1942-1949

243 J 5-24

fiches d'observations par oiseau

Sans date

Ces fiches contiennent systématiquement des relevés d'observations, des notes prises dans différents articles, et occasionnellement des croquis,...

¹¹ http://mnesys-portail.archives-finistere.fr/?id=recherche_guidee_plan_detail&doc=accounts/mnesys_cg29/datas/ir%2Fserie_j%2FFRAD029_00000243J.xml

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

243 J 5

Plongeon arctique, plongeon imbrien, plongeon à bec blanc, plongeon catmarin, grèbe huppée, grèbe jougris, grèbe de Hollboell, grèbe esclavon, grèbe à cou noir, grèbe castagneux, pétrel culblanc, pétrel tempête, puffin des Anglais, puffin des Baléares, puffin majeur, puffin cendré, puffin fuligineux, petit puffin, pétrel géant, pétrel fulmar, fou de bassan, grand cormoran, cormoran huppé.

Sans date

243 J 6

Héron cendré, héron pourpré, aigrette garzelle, grande aigrette, héron crabier, héron garde-boeufs, héron bihoreau, butor blongios, butor étoilé, cigogne blanche, cigogne noire, spatule blanche, ibis falcinelle, flamant rose, cygne sauvage, cygne de Bewick, cygne tuberculé, oies esp ?, oie cendrée, oie rieuse, oie naine, oie des moissons, oie à bec court, oie des neiges, bernache cravant, bernache cravant à ventre pâle, bernache nonnette, bernache du Canada, bernache à cou roux.

Sans date

243 J 7

Tadorne de Belon, canard casarca, canard colvert, sarcelle d'hiver, sarcelle d'été, canard chipeau, canard siffleur, canard pilet, canard souchet, canard mandarin, nette rousse, fuligule milouin, fuligule nyroca, fuligule morillon, fuligule milouinan, garrot à oeil d'or, harelde de Miquelon, macreuse brune, macreuse à lunettes, macreuse noire, garrot arlequin, eider à duvet, erismature à tête blanche, harle lièvre, harle huppé, harle piette, harle couronné.

Sans date

243 J 8

Vautour fauve, aigle royal, aigle ravisseur, aigle criard, aigle botté, buse variable, buse pattue, épervier d'Europe, autour des palombes, milan royal, milan noir, pygargue à queue blanche, bondrée apivore.

Sans date

243 J 9

Busard des roseaux, busard Saint-Martin, busard cendré, busard cul blanc.

Sans date

243 J 10

Circaète Jean-le-Blanc, balbuzard pêcheur, faucon pèlerin, faucon hobereau, faucon émerillon, faucon kobez, faucon cresserelle.

Sans date

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

243 J 11

Perdrix rouge, perdrix grise, caille des blés, faisan de chasse, grive cendrée, rale d'eau, marouette de Baillon, marouette ponctuée, marouette poussin, rale des genêts, poule d'eau, poule sultane, foulque macroule, outarde barbue, outarde canepitière.

Sans date

243 J 12

Huïtrier pie, vanneau huppé, grand gravelot, petit gravelot, gravelot à collier interrompu, pluvier ou gravelot asiatique, pluvier argenté, pluvier doré, pluvier doré asiatique, tournepierre à collier.

Sans date

243 J 13

Bécassine des marais, capella gallinago faeronensis, bécassine double, bécassine sourde, bécasse des bois, courlis cendré, pluvier guignard, courlis corlieu, barge à queue noire, limosa limosa isalndica Brehm, barge rousse.

Sans date

243 J 14

Chevalier culblanc, chevalier sylvain, chevalier guignette, chevalier gambette, chevalier arlequin, petit chevalier à pattes jaunes, chevalier aboyeur, chevalier stagnatile, bargette de Terek, limnodrome gris, bécasseau maubiche, bécasseau violet, bécasseau minute, bécasseau de Temminck, bécasseau de Bonaparte, bécasseau tacheté, bécasseau variable, bécasseau de Schinz, bécasseau cocorli, bécasseau sanderling, bécasseau rousset, bécasseau falcinelle, chevalier combattant, échasse blanche, avocette, phalarope à bec large, phalarope à bec étroit, phalarope de Wilson, oedicnème criard, glaréole à collier, courvite isabelle.

Sans date

243 J 15

Labbes, grand labbe, labbe promarin, labba parasite, goëland argenté, labbe à la longue queue, goëland marin, goëland brun oriental, goëland argenté, goëland argenté atlantis ?, goëland argenté, goëland cendré, goëland bourgmestre, goëland leucoptère, goëland à bec cerclé, mouette mélanocéphale, mouette rieuse, mouette pygmée, mouette de Sabine, mouette tridactyle, guifette noire, guifette leucoptère, guifette moustac, sterne hansel, sterne caspienne, sterne Pierregarin, sterne arctique, sterne de Dougall, sterne fuligineux, sterne naine, sterne caugek.

Sans date

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

243 J 16

Petit pingouin, mergule nain, guillemot de troïl, guillemot bridé, guillemot de Brünnich, guillemot à miroir, macareux moine, pigeon bizet, pigeon colombin, pigeon ramier, tourterelle des bois, tourterelle turque, coucou gris, coucou gai.

Sans date

243 J 17

Chouette effraie, hibou petit-duc, hibou grand-duc, chouette harfang, chouette chevêche, chouette hulotte, hibou moyen-duc, hibou des marais, chouette tengalm, engoulvent d'Europe, martinet noir, martinet pâle, martinet alpin, martin pêcheur, guêpier d'Europe, rolhier d'Europe, huppe d'Europe.

Sans date

243 J 18

Pic vert, pic cendré, pic épeiche, pic épeichette, pic mar, pic noir, torcol familier, alouette calandre, alouette calandrelle, cochevis huppé, alouette lulu, alouette des champs, hirondelle de cheminée, hirondelle de fenêtre, hirondelle de rivage, hirondelle de rochers, loriot.

Sans date

243 J 19

Grand corbeau, corneille noire, corneille mantelée, corbeau freux, choucas des tours, pie bavarde, cassenoix moucheté, geai des chênes, crave à bec rouge.

Sans date

243 J 20

Mésange charbonnière, mésange bleue, mésange azurée, mésange noire, mésange huppée, mésange nonnette, mésange boréale, mésange à longue queue, mésange rémiz, mésange à moustaches, sittelle torchepot, grimpereau des jardins, tichodrome échelette, troglodyte, cincle plongeur, grive litorne, grive draine, grive musicienne, grive mauvis, grive obscure, grive à ailes rousses, grive dorée, merle à plastron, merle noir, merle de roche, troquet oreillard, troquet pâtre, troquet pâtre oriental, troquet tarier.

Sans date

243 J 21

Rougequeue à front blanc, rougequeue noir, rossignol philomèle, rossignol progné, goergebleue, rouge-gorge, bouscarle de Cetti, locustelle tachetée, locustelle fluviatile, locustelle luscinoïde, rousserolle turdoïde, rousserolle effarvate, rousserolle verderolle, phragmite des joncs, phragmite aquatique, hypolaïs

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

polyglotta, hypolaïs ictérine, fauvette épervière, fauvette orphée, fauvette à tête noire, fauvette des jardins, fauvette grisette, fauvette babillarde, fauvette passerinette, pitchou breton.

Sans date

243 J 22

Agrobate roux, cisticole des joncs, pouillot véloce, pouillot fitis, pouillot verdâtre, pouillot siffleur, pouillot de Bonelli, pouillot à grands sourcils, roitelet huppé, roitelet triple-bandeau, gobemouche gris, gobemouche noir, gobemouche à collier, gobemouche nain, accenteur mouchet, accenteur alpine, pipit de Richard, pipit rousseline, pipit des arbres, pipit à gorge rousse, pipit farlouse, pipit spioncelle, pipit martitime, bergeronnette grise, bergeronnette de Yarrell, bergeronnette des ruisseaux, bergeronnette printanière.

Sans date

243 J 23

Jaseur boréal, pie grièche grise, pie grièche à poitrine rose, pie grièche à tête rousse, pie grièche écorcheur, étourneau sansonnet, martin roselin, gros-bec, clardonneret, tarin des aulnes, linotte mélodieuse, linotte à bec jaune, sizerin flammé, venturon montagnard, serin cini, bouvreuil pivoine, roselin cramoisi, durbexc des sapins, pinson des arbres, pinson du nord, bruant proyer, bruant jaune, bruant zizi, bruant ortolan, bruant nain, bruant lapon, bruant des neiges, moineau domestique, moineau friquet, bruant des roseaux, bruant lapon.

Sans date

243 J 24

Oie d'Egypte, sarcelle soucrourou, sarcelle élégante, charadrius asiaticus Pall, frégate superbe, canard siffleur américain, canard noirâtre, chevalier solitaire, bécasseau semi-palmé, bécasseau minuscule, bécasseau de David, bécasseau d'Alaska, troquet isabelle, locustelle fasciée, vireo à oeil rouge, bruant à calotte blanche, bruant à tête rousse, mouette atricille, rouge queue américain, fauvette des ruisseaux, pigeon migrateur, téléphone tchagra.

Sans date

Le Démézet Maurice

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Maurice Le Démézet

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1942 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Domicile privé

Brest

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Maurice Le Démézet a été professeur d'Université au laboratoire de géoarchitecture de l'université de Brest.

Il a été secrétaire général de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) de 1973 à 1981, puis président de 1987 à 1990.

Il a participé à la création de la réserve biosphère en tant que président du comité scientifique (SEPNB), en lien avec le Parc naturel régional d'Armorique (PNRA) qui est gestionnaire de cette réserve.

En 1975, Maurice Le Démézet participe également à la mise en place du et siège au conseil d'administration de 1976 à 2003.

A la fin des années 1990, il est responsable national de la zone atlantique au sein du programme Natura 2000.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Maurice Le Démézet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne – La SEPNB (1953-2003)*, Presses universitaires de Rennes, 2003

Fonds "Maurice Le Démézet".

Dossiers de l'activité : Bretagne Vivante-Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne-SEPNB (compte-rendu de conseil d'administration et de réunion de bureau, dossiers sur la chasse, les zones humides, la biosphère et le conservatoire botanique de brest (études, correspondance), contrat bureau étude, commission tourisme nature, 1974-1990), le Parc marin d'Iroise (études préalables, rapports, correspondance, 1982-2000), la station ornithologique d'Ouessant (études préalables, courriers de Michel-Hervé Julien, 1957-1980), la protection des zones humides littorales à la suite de l'Amoco Cadiz (fiches individuelles de rénovation du littoral site par site dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, 1978-1980), les archives de la publication de son livre sur la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (documents de travail, articles de presse, iconographie, documents originaux, 1960-2003).

Revue de presse sur Bretagne Vivante-SEPNB, le Parc marin d'Iroise (1981-2000).

Documentation : le schéma d'aptitude et d'utilisation de la mer - SAUM (études, version définitive, arrêtés officiels, 1974-1981), le livre blanc de l'environnement (rapport des Etat régionaux de l'environnement, 1982), le Schéma d'aménagement du littoral breton et des îles - SALBI (schéma provisoire, version définitive, 1975-1976), les cahiers et les annales des ateliers du conservatoire du littoral (1990-1998), Man and Biosphere (études de l'UNESCO, 1987-1989), Amoco-Cadiz (rapport de recherches, études, publications, 1978-1980), le milieu dunaire, l'énergie, le nucléaire, l'agriculture bretonne et le littoral (études et publications, 1970- 2000), la collection complète "Penn ar Bed" de Bretagne Vivante-SEPNB (à partir de 1953), la collection complète d'"Oxygène Bretagne" (1979-1985)

Documents iconographiques : vingt affiches sur Bretagne Vivante-SEPNB et sur l'écologie (1960-2000), 200 diapositives et photographies de Man and Biosphère et sur Ouessant (1987-1995).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Enregistrements audio analogiques : trois cassettes audio de Man and Biosphère (1987-1995).

1953-2010

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 8,50 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez Maurice Le Démézet.

Origine

Le Démézet, Maurice

Informations sur l'évaluation

Le fonds est clos.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique maurice.ledemezset@wanadoo.fr)

Le Gal Yves

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Yves Le Gal

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1939 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Domicile privé

Concarneau

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Yves Le Gal a été directeur de 1968 à 2005 de la station de biologie arine du Muséum national d'histoire naturelle à Concarneau et du Collège de France

Il a également été président de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) de 1976 à 1978. Militant anti-nucléaire, partisan d'une approche globale des problèmes d'environnement, Yves Le Gal va donner une impulsion décisive au changement de la SEPNB, qui devient alors un contre pouvoir effectif.

De 1978 à 1985, il devient le directeur-rédacteur d'Oxygène Bretagne, une revue mensuelle d'écologie militante éditée par un collectif d'associations dont la SEPNB.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

4.7 Langues et écritures

4.8 Sources

Informations transmises par Yves Le Gal.

Maurice Le Démézet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne – La SEPNE (1953-2003)*, Presses universitaires de Rennes, 2003

Fonds "Yves Le Gal".

Collection complète d'"Oxygène Bretagne", mensuel écologique breton (le nucléaire, Plogoff, l'alimentation, les nouvelles énergies, l'eau, l'agriculture, le remembrement..., 1979-1985).

Documents préparatoires : originaux d'illustrations de Nono, Iffic, Goutal, photographies, pré-maquette, documentation (1979-1985).

1979-1985

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,40 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez Yves Le Gal.

Origine

Le Gal, Yves

Accroissements

Le fonds est clos

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : y.legal@orange.fr).

Malengreau Daniel

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Daniel Malengreau

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1949 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Domicile privé

Plougastel – Daoulas

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Daniel Malengreau adhère en 1971 à Bretagne Vivante – SEPNB. Dès 1975, il collabore comme bénévole à la préparation du rapport de Jean-Yves Lesouëf sur le projet de création d'un centre international de conservation des plantes sauvages, à Brest, rédigé à la demande du ministère de l'environnement.

De 1976 à 1987, il est chargé d'études à la (SEPNB), chargé de la mise en place et de la gestion du Conservatoire botanique de Brest, premier établissement entièrement consacré à la conservation de la flore menacée créé en France et dans le monde.

Puis de 1987 à 2004, il devient le directeur du Syndicat Mixte chargé de la gestion du Conservatoire botanique de Brest

Daniel Malengreau monte le projet de la Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux et en devient le premier président de 2000 à 2004. Puis de 2004 à 2009, il en est le directeur. Daniel Malengreau a fortement œuvré à la structuration du réseau des conservatoires botaniques nationaux (CBN). Son action professionnelle s'achève avec la reconnaissance législative des CBN dans les lois « Grenelle » et avec la mise en place d'une équipe scientifique et technique¹² chargée de l'expertise nationale dans le domaine de la flore et des habitats naturels.

Daniel Malengreau est actuellement le directeur intérimaire bénévole de Bretagne Vivante – SEPNB, après avoir été administrateur à plusieurs reprises.

¹² <http://www.tela-botanica.org/actu/article3146.html>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Informations transmises par Daniel Malengreau.

Fonds "Daniel Malengreau".

Création du Conservatoire botanique national de Brest : échanges préliminaires, correspondance entre la SEPNB, Lesouëf et la mairie de Brest, documents manuscrits, cartes... (1972-1975).

Création d'Océanopolis : Création correspondance et documents de lancement de l'association pour la création d'un aquarium muséum à Brest et de l'association pour la maison de la mer (1980-1990).

Création de la Fédération des conservatoires botaniques nationaux: statuts, correspondance, rapports... (1998-2001).

Archives électroniques : Fédération des conservatoires botaniques nationaux (compte-rendu de réunion et de conseil d'administration, mails..., 2000-2011).

Documentation : collection complète "Penn ar Bed" de Bretagne Vivante-SEPNB (à partir de 1953).

Documents iconographiques : 3-4 affiches de Bretagne Vivante-SEPNB.
1972-2011

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,06 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez Daniel Malengreau.

Origine

Malengreau, Daniel

Accroissements

Le fonds est clos.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr

Mansion Dominique

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personnalité

1.2. Forme autorisée du nom

Dominique Mansion

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1952 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Né en 1952 à Chauvigny-du-Perche, Dominique Mansion est un auteur et artiste-plasticien de renommée nationale (dessinateur, sculpteur, peintre, illustrateur botaniste et naturaliste et photographe). Il est également une figure emblématique de la protection de la nature et de l'environnement du Perche Vendômois.

Après avoir fait ses études dans le secondaire à Blois, Dominique Mansion entre à l'École des Beaux-Arts à Tours entre 1972 et 1976 pour être formé dans l'art et non dans les sciences naturelles. Il est ensuite recruté par la société Heuliez dans les Deux-Sèvres comme styliste et *designer* en carrosserie automobile (1976-1978), et obtient entre-temps son diplôme en 1977 avec les félicitations du Jury.

En 1979, Dominique Mansion change de carrière et devient Directeur animateur de « l'Atelier vivant » au centre d'animation municipal de la Zone à urbaniser en priorité (ZUP) de Blois. Il y monte des animations autour de la nature en recrutant des amis des Beaux-Arts à partir de séquences d'animations très précises, puis se laisse à davantage de libertés en faisant intervenir des acteurs et en proposant des jardins éducatifs dans une volonté de transmettre.

Parallèlement à cette activité au large aspect créatif, ses racines percheronnes le rattrapent. Dominique Mansion s'investit alors dans la protection de la nature et de l'environnement dans un contexte de disparition progressive d'une des caractéristiques propres au paysage percheron : la haie.

Ainsi, née en 1980 l'association Perche nature, dans laquelle il fait figure de membre fondateur au même titre notamment que Patrick Chevallier ou François Léger. Son engagement y est total. Dominique Mansion sera même bénévole à temps plein durant un an. Avec Dominique Pilon, le premier permanent de cette association, il réalise en 1982 les dessins et les textes d'une exposition itinérante « le bocage, ses rôles, son avenir ». Cette exposition rencontre un succès important entraînant dans

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

son sillage des conférences (soirées débats sur le bocage avec diaporama), des articles de presse, des animations publiques et scolaires. Elle va par la suite rapidement être sollicitée à travers toute la France et au-delà des frontières parce qu'il n'existe jusque-là aucune exposition abordant ce thème.

En 1983, il sort l'un de ses premiers livres aux éditions Perche nature : « Les oiseaux nicheurs du Perche », avec Alain Perthuis, agent de l'Office national des forêts (ONF). Petit à petit, Dominique Mansion se fait connaître par sa production artistique. Il réalise ses premiers dessins botaniques en participant notamment au catalogue de typologies des stations forestières pour le ministère de l'agriculture vers 1983-1984, puis se voit confier la réalisation entre 1985 et 2008 des illustrations des trois tomes de la « Flore forestière française ». Entre-temps son statut d'artiste est officiellement reconnu avec son affiliation à la Maison des artistes de Paris. Son travail artistique et son engagement à destination de la protection de la nature sont récompensés et reconnus dès 1987 avec l'obtention du Prix de l'environnement décerné par le Conseil général du Loir-et-Cher.

Dans la décennie 1990, Dominique Mansion poursuit sa production artistique. Il réalise notamment les illustrations de « La Mémoire en Plantant » pour Perche nature (1990, avec textes), du deuxième tome de la flore forestière française » (1994), de « l'Atlas de la flore des Hautes-Alpes » pour le Conservatoire botanique alpin (1994) et collabore avec de nombreux éditeurs (Éditions Ouest-France, Actes Sud, Gallimard...). En 1997, Dominique Mansion reçoit le premier prix d'illustration du salon des artistes naturalistes du Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Successivement en 1998 et 1999, il expose un certain nombre de ses œuvres au Musée des arts et traditions populaires du Perche et à l'Hôtel de Ville de Tours (exposition « Dessins à la noix et bandes de glands »).

Parallèlement à cette effervescence artistique, il devient salarié du Conservatoire aux espaces naturels de Loir-et-Cher, dans lequel il restera douze ans.

Dominique Mansion poursuit également son engagement en faveur de la protection de la nature et de l'environnement avec la volonté de transmettre ses connaissances. En 1994, il crée ainsi le premier chemin forestier à Boursay intitulé le « chemin botanique ». La même année, il est sollicité par l'organisation du festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire pour réaliser des animations, de la formation et pour un projet de jardin d'acclimatation sur la thématique des trognes et de la renaissance du bocage. Faute de temps, Dominique Mansion doit décliner la proposition qui verra finalement le jour au festival de 1999 avec la création du « Jardin des Trognes » dans lequel sont exposées 28 trognes. Remarqué, ce jardin se prolonge l'année suivante à Chaumont-sur-Loire. Depuis, ses recherches sur ces arbres taillés périodiquement pour produire du bois constituent une documentation unique sur le sujet.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

En 2000, il fonde la Maison botanique de Boursay, dans l'objectif de transmettre la connaissance de la nature. Dominique Mansion continue à œuvrer pour redorer le blason des trognes. Sur ce thème, il a notamment l'appui du « monde » de l'agroforesterie. En janvier 2001, les trognes présentées au Festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire reviennent à Boursay, puis sont remises en place en juin 2002 (avec de nouvelles trognes pour un total de 43) le long d'un nouveau chemin reliant la Maison botanique et le Chemin botanique. Le Chemin des Trognes est alors inauguré en novembre 2002. L'année suivante est créé le Centre européen des Trognes au sein de la Maison botanique dans l'objectif de conduire des actions multiples sur cette thématique. En 2006, Dominique Mansion organise à Vendôme avec la Maison botanique de Boursay le premier colloque européen sur les trognes. Suivent alors pour lui de nombreuses autres actions en faveur des trognes et de la mise en valeur de la nature (réalisation en 2007 d'une exposition à Asnières-sur-Seine, conférence Angleterre à l'invitation du *Wood Land Trust* en 2007, parrainage d'une plantation de haie champêtre pour le lycée agricole de Bourges en 2008, exposition « Trognes menhirs vivant » au sein du Parc naturel régional du Perche en 2009, conférences notamment dans l'Orne et en Espagne en 2010, exposition « Mansion Nature » à la médiathèque d'Issoudun en 2011, expositions et conférences à Marciac en 2011 et 2012, exposition « Têtard et têteaux, arbres paysans aux mille usages à l'Écomusée de la Brenne au Blanc en 2012, exposition « Biennale de l'arbre » à Blois en 2016, formations au plessage en 2017 et 2018, organisation du deuxième colloque européen sur les Trognes à Sare dans le Pays-Basque en 2018...)

Aujourd'hui retraité, cet homme poursuit son action en faveur de la nature et des trognes, par la transmission de ses connaissances et par ses créations et ses œuvres d'art.

2.3. Lieu

Boursay (Loir-et-Cher).

2.4. Statuts juridiques

Droit privé.

2.5. Fonctions et activités

Dominique Mansion s'engage auprès de deux activités, intimement liées.

Son activité artistique couvre un vaste champ qui va du dessin naturaliste et botanique rigoureux à des réalisations abstraites, de recherches à la photocopieuse sur la disparition et la transformation de l'image et du message au détournement et à la création d'ustensiles culinaires, de la récupération et de l'installation d'arbres détruits (trognes) issus du bocage en voie d'effacement à des interventions sur le terrain et à des expositions pour promouvoir leur création dans les paysages ruraux et urbains, et de photos témoin de trognes.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Son engagement militant et naturaliste est orienté vers la préservation de l'environnement et de la biodiversité au cœur d'une création qui ne cherche pas à s'installer dans un style particulier et qui s'est toujours méfiée des cadres institutionnels. Notamment défenseur des trognons et du paysage percheron, il milite à sa manière par la transmission de son savoir, par la volonté de créer des dynamiques (création de Perche nature et de la Maison botanique), et par ses dessins botaniques et autres œuvres artistiques (dont, trois tomes de la « flore forestière française » et la publication annuelle depuis 2002 d'un « agenda nature » aux éditions Ouest-France).

Synthèse des activités de Dominique Mansion :

Carrière professionnelle (actuellement retraité) :

- Directeur animateur de « l'Atelier vivant » au centre d'animation municipal de la ZUP de Blois.
- Salarié du Conservatoire aux espaces naturels (CEN) de Loir-et-Cher pendant douze années.

Carrière artistique :

- Artiste-plasticien affilié à la Maison des artistes depuis 1984 (dessinateur, sculpteur, peintre, illustrateur botaniste et naturaliste, photographe)
- Auteur

Monde associatif :

- Vice-président et fondateur de la « Maison botanique – Atelier vivant » à Boursay
- Fondateur de l'association « Perche nature »

Bibliographie partielle de Dominique Mansion ¹³:

« Les Oiseaux nicheurs du Perche en Loir-et-Cher », *illustrateur*, Perche nature, 1983.

« Flore forestière française t. 1 plaines et collines », *ill.*, IDF, 1989.

« La mémoire en plantant », *texte et ill.*, Perche nature, 1990.

« Flore forestière française t. 2 Montagnes », *ill.*, IDF, 1993.

¹³ Dans le référencement de la BNF (data.bnf.fr), Dominique Mansion est auteur de 8 ouvrages et illustrateur de 64 ouvrages.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- « Atlas de la flore des Hautes-Alpes », *ill.*, Conservatoire botanique alpin, 1994.
- « La forêt de Rambouillet », *ill.*, éditions Ouest-France, 1996.
- « Île de Batz », *ill.*, Actes Sud, 1997.
- « Les insectes », *ill.*, Millepages, 1998.
- « Les mésaventures du petit mouton », *ill.*, Gallimard, 1998.
- « Les jardins du Rayol », *ill.*, Actes Sud, 1999.
- « Le sapin », *ill.*, Actes Sud, 2000.
- « Agenda Nature 2002 », *ill.*, éditions Ouest-France, 2002.
- « Agenda Nature 2003 », *ill. et texte*, éditions Ouest-France, 2003.
- « Tisanes et vieux remèdes », *ill.*, Éditions Ouest-France, 2004.
- « Les Mots du mois », *ill.*, Donner à voir, 2005.
- « Atlas des plantes rares ou protégées des Hautes-Alpes », *ill.*, Naturalia-SAPN, 2006.
- « Flore forestière française t. 3 Méditerranée », *ill.*, IDF, 2008.
- « Petit atlas des plantes de bord de mer », *ill.*, Delachaux Niestlé, 2009.
- « Les trognes, l'arbre paysan aux mille usages », *texte et ill.*, éditions Ouest-France, 2010.
- « 12 mois pour jardinier bio », *ill.*, éditions Ouest-France, 2011.
- « Cette nature secrète qui nous entoure », *texte et ill.*, éditions Ouest-France, 2013.
- « Guide des arbres et arbustes du bocage costarmoricain », *ill.*, « Conseil Général des Côtes d'Armor », 2014.
- « Petit guide du trogneur », *texte et ill.*, collectif d'associations, 2018.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées et types de relations

Dans le cadre de sa carrière professionnelle (actuellement retraité) :

- Mairie de Blois (Directeur animateur de « l'Atelier vivant » au centre d'animation municipal de la ZUP de Blois).
- Conservatoire aux espaces naturels (CEN) de Loir-et-Cher (salarié pendant douze années).

Dans le cadre de sa carrière artistique :

- La Maison des artistes (affilié depuis 1984).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Collectivités, musées, parcs naturels régionaux (notamment pour les expositions).
- Associations.
- Éditeurs (dont éditions Ouest-France, Actes Sud, Gallimard).
- Artistes et auteurs.

Dans le cadre de son engagement militant en faveur de la protection de la nature et de l'environnement

- La « Maison botanique – Atelier vivant » à Boursay (administrateur, fondateur)
- «Perche nature» (fondateur, bénévole, auteur et illustrateur)
- Commune de Boursay (sentiers pédagogiques)

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Novembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Dominique Mansion.

Présentation du contenu conservé par Dominique Mansion :

- **Papiers personnels :**

Archives administratives relatives au travail de Dominique Mansion (décennie 1980 – 2018) (0,80 ml) : comptes, contrats avec les éditeurs, devis.

- **Papiers de fonctions**

Engagement à titre individuel en faveur de la protection de la nature – Fonds relatifs aux actions nature :

Fonds Trognès (6,0 ml) : Notes et travail de recherche, diapositives classées par localités, documentation (dont études), carte postale ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Articles rédigés par Dominique Mansion relatif à la connaissance de la nature (notamment sur la transplantation de haies dans « Le courrier de la nature » et « Combat nature ») ;

Diapositives « nature et environnement » classées dans des classeurs par thème ou sujet (dont, oiseaux, poiriers, habitats et paysages locaux, plessage) (3,50 ml).

Activité au sein de l'association «Perche nature» - Fonds « Perche nature » (1980 - début de la décennie 1990) (0,5 ml) :

Création et vie statutaire de « Perche nature », dont. - Projet des premiers statuts : brouillons et notes (1980) ; Conseils d'Administration : cahiers de notes de séances, feuilles de présence, ordres du jour ;

Courriers ;

Activités et fonctionnements.- Actions entreprises dans la décennie 1980 (dont plantations de haies et dossier habitat) ;

Publications de Perche nature. - Feuilles de liaisons ; bulletins : dessins réalisés par Dominique Mansion, maquettes ; esquisses d'autocollants ; publications diverses (dont « Oiseaux nicheurs du Perche », « La mémoire en plantant », prospectus et brochures) ; bons de commande ;

Documentation. - Coupures de presse.

Activité au sein de la Maison botanique de Boursay :

Dont diapositives et dossier d'inauguration.

Carrière professionnelle :

Animateur à la ZUP (quartiers nord) de Blois : animations arts et nature.

• Œuvres

Œuvres d'art n'ayant aucun lien particulier avec la nature (décennie 1970 – 2018) (volume non estimé) : peintures abstraites, sculptures, détournements d'objets ;

Dessins, aquarelles et croquis. - Aquarelles classées par thème ou sujet (principalement relatives à la flore) conservées dans cartonniers à dessins (environ 5 ml) ; Fonds d'aquarelles sur la faune et la flore classées dans des classeurs par sujet (dont originaux d'ouvrages) (1,20 ml) ; dessins au trait (0,80 ml) ; carnets de croquis ; dessins publiés et illustrations diverses ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Publication de la « Flore forestière française ». - Dossiers de travail (vers 1985) : courriers, contacts, listes de plantes, dessins originaux, croquis de terrain (environ 0,5 ml), documents préparatoires ;

Créations, expositions dont : chemin botanique (avec réactualisation), chemin des trognes, Jardin des Trognes du Festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire, jardin médiéval de la Commanderie d'Arville (2001), exposition « Mansion Nature » à la médiathèque d'Issoudun (2011), exposition à Selommes « le jardin et son cadre », Perche nature ;

Expositions, préparations et rétrospectives (dont Chapelle Saint-Jacques à Vendôme en 2000, Hôtel de Ville de Tours en 1999, Maison du Loir-et-Cher) (environ 2,0 ml) : photographies, catalogues ;

Expositions, créations. - Panneaux, réalisations diverses ;

Travail sur la « disparition de l'image » (avec exposition).

• **Varia**

Bibliothèque principalement composée d'ouvrages naturalistes avec une prédominance botaniste (environ 13 ml) ;

Documentation diverse rassemblée ou produite par Dominique Mansion (dont sur le plessage et le bouturage) (0,80 ml) ;

Cassettes relatives aux interviews, colloques, entretiens à la radio et la télévision de Dominique Mansion ;

Coupures de presse relatives aux interventions, conférences, articles, expositions, films, et animations pour la Maison botanique de Boursay (1973-2018) (1,0 ml) ;

Fonds Marcel Mansion¹⁴ (vers 1925 – décennie 1950) (0,10 ml) : carnets de dessins, courriers.

Herbier de M. Pousset (pharmacien et ancien Maire de Mondoubleau) sur la flore du canton de Mondoubleau (début XX^e siècle) (9 volumes) ;

Herbier de M. Richard¹⁵.

Dates extrêmes

1925 - 2018

¹⁴ *Enseignant et botaniste amateur. Son fonds d'archives se trouve à la Maison botanique de Boursay et il est composé des éléments suivants :*

Fonds M. Richard (vers 1934-1970) (0,20 ml) : notes d'ouvrages, dépouillements de flores (dont carnet), recherches sur la végétation de l'Adour, note d'un colloque de 1959, courriers, bulletins « le Monde des Plantes » (1934-1950) et feuille d'information de « Science et Nature » (association des Amis du Muséum d'Histoire naturelle) (1958-1970).

¹⁵ *Il s'agit du père de Dominique Mansion.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Métrage linéaire conservé

Environ 53,5 ml¹⁶

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné. Il comprend un fonds photographique (70 000 photographies) principalement sur les trognes, similaire au fonds diapositive conservé.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Très bon état de conservation dans un environnement sain. Les dessins et aquarelles sont notamment conservés dans des cartonniers adaptés à leur bonne conservation. La masse la plus importante des archives est conservée soit dans des classeurs identifiés ou dans des boîtes archives également identifiées.

Classement selon les activités de Dominique Mansion ou selon le format des documents.

Localisation physique

Au domicile de Dominique Mansion à Boursay (Loir-et-Cher)

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 02 54 80 94 75

Courriel : dominique.mansion@orange.fr

¹⁶ *Calcul somme toute relatif en raison du nombre conséquent d'œuvres d'art réalisées ne pouvant pas toujours être pris en considération dans le comptage dudit volume.*

Reille Antoine

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personnalité

1.2. Forme autorisée du nom

Antoine Reille

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1943 - Aujourd'hui

2.2. Histoire

« *Ornithologue amateur, Antoine Reille a longtemps présidé la LPO (Ligue pour la protection des oiseaux) et participé à la fondation de la FFSPN (Fédération française des sociétés de protection de la nature) devenue FNE (France nature environnement).*

Fils du baron Karl Reille, grand peintre de la chasse à courre, Antoine Reille est né en Touraine le 2 décembre 1942. De brillantes études le mènent en 1961, à Ecole normale supérieure. Son intérêt pour les oiseaux vient d'une rencontre avec Michel Lacoste, normalien comme lui avec qui il lance des opérations de baguage et réalise des échanges d'oiseaux entre parcs zoologiques, notamment avec celui de Clères (Seine-Maritime), propriété de Jean Delacour, président de la LPO.

Agrégé de physique, il prépare une thèse de 3^e cycle sous la direction d'Yves Rocard, le père de Michel, qui le charge d'étudier le champ magnétique terrestre perçu par les oiseaux. Pour cela, il dispose d'un élevage de pigeons sur le toit de la Halle aux vins, la nouvelle faculté des sciences, puis sur le toit de l'ENS. Son intérêt pour les oiseaux et leur protection le conduit à être un des premiers bénévoles au siège parisien de la LPO. Il en devient le secrétaire général de 1965 à 1976, vice-président de 1976 à 1978, président de 1978 à 1986 et président d'honneur depuis lors¹⁷.

En 1968, il est recruté par François de la Grange pour l'assister dans l'émission *Les animaux du monde*. Après sa mort, en 1976, il en devient le producteur avec la femme de François, Marlyse. Il y restera jusqu'en 1988, date à

¹⁷ Pour préciser, Antoine Reille entre au bureau de la Ligue de Protection des Oiseaux en 1964. L'année 1986, où il cède la Présidence Allain Bougrain-Dubourg, correspond au début du procès de l'Amoco Cadiz à Chicago dans lequel figurait des associations telles que la LPO et la SNPN (Société nationale de protection de la nature).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

laquelle TF1 est rachetée par l'entrepreneur Francis Bouygues qui, divisant par deux le budget de l'émission, provoquera sa suppression.

En 1969, il participe à la fondation de l'Association des journalistes pour la protection de la nature et de l'environnement (AJPNE). Il sera aussi à l'œuvre pour la création, la même année de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), aujourd'hui France Nature Environnement (FNE) dont il devient secrétaire général. Antoine Reille publie en 1970, en collaboration avec François de la Grange, *Les Oiseaux du Monde*. Il assure aussi la réédition de *l'histoire naturelle des oiseaux* de François-Nicolas Martinet et publie des guides sur les réserves naturelles et les parcs naturels régionaux.

Antoine Reille a aussi appartenu au Conseil national de protection de la nature (CNPN) de 1982 à 2000¹⁸, au World wide found¹⁹ (WWF) France²⁰ et il a assuré la direction de la réserve des Sept-Iles²¹ de 1993 à 2005. Retiré dans sa propriété de Touraine, il y préside le Syndicat des propriétaires forestiers privés et participe aux comités de pilotage de plusieurs sites Natura 2000 du département.²²

Aujourd'hui comme hier, il partage toujours ses loisirs entre la vénerie et les voyages au long cours à la recherche des oiseaux du monde. »²³

2.3. Lieu

Château de Baudry
37 390 Cerelles

2.4. Statuts juridiques

Droit privé.

2.5. Fonctions et activités

Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) : Président d'honneur, ancien secrétaire, vice-président et Président,

Administrateur au Conseil national de protection de la nature (CNPN) de 1982 à 2000,

Administrateur à WWF France et directeur de la réserve des Sept-Iles de 1993 à 2005,

¹⁸ *Antoine Reille a présidé la commission faune au sein du Comité permanent du CNPN*

¹⁹ Au sein de la WWF France, Antoine Reille a été administrateur et à participé au montage des opérations.

²⁰ *Au sein de la WWF France, Antoine Reille a été administrateur et à participé au montage des opérations.*

²¹ *Pour préciser le rôle d'Antoine Reille dans la Direction de la RN des Sept îles, ce dernier est à l'origine de la réintroduction les macareux avec l'aide du Colonel Millon.*

²² *Antoine Reille est le président du Syndicat des propriétaires forestiers privés d'Indre-et-Loire depuis 1999.*

²³ *Biographie écrite par Roger Cans et Jean-Marc Thiollay.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Animateur et producteur de l'émission *Les animaux du monde* de 1968 à 1988,

Président du Syndicat des propriétaires forestiers privés d'Indre-et-Loire depuis 1999.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Cf. Fonctions et activités.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Mai 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Antoine Reille.

Présentation du contenu conservé par Antoine Reille :

Fonds relatif aux fonctions occupées à Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) (décennies 1980 - 1990) (0,2 ml) : documents de travail, études, courriers ;

Fonctions au sein du Conseil national de protection de la nature (CNP) (décennies 1980 - 1990) (3,5 ml). - Réserves naturelles (dont PNR Vercors, Guyane) : actions (dont procès-verbaux), études classées par aire géographique (dont charte en Guyane), documentation ;

Fonds de la Présidence de la Réserve Naturelle des Sept îles ;

Érismature en corse : études ;

Fonds relatif à la faune classé par espèce (dont Hamster, ortolan, tertres, mammifères marins) : études, actions de la LPO (environ 5,5 ml) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fonds Cormoran : action de déclassement dans le cadre de la LPO et CNPN ;

Dossier de protection « tourterelle » contre les chasseurs ;

Dossier relatif au trafics d'animaux en tant qu'expert auprès des tribunaux (décennies 1970-1980) (0,1 ml) : opérations ;

Fonds relatif au réseau faune Nature France – France Nature Environnement ;

Articles ;

Documentation. - Revues et magazines (dont *Alauda, revue d'ornithologie*) (5,0 ml) (1963-2018)

Dates extrêmes

1963 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 16,0 ml

Stockage bureautique conservé

Non renseigné.

Accroissement

Fonds clos.

Mode de classement et état de conservation.

Classement par dossier, le plus souvent par aire géographique ou par espèce.

Archives pour la plupart non conditionnées. Très bon état de conservation dans un environnement sain.

Localisation physique

Château de Baudry

37 390 Cerelles

Modalités d'accès

Sur demande.

Courriel : antoine.reille@orange.fr

Rousseau Henri (Association de Keremma)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Henri Rousseau – Association de Keremma

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1902 – 2003

2.2 Histoire

Henri Rousseau (1902-2003), a été le président de l'association de Keremma de 1965 à 1974. Il a succédé à Louis Jullien qui était le premier président dès 1963, année de création de l'association de Keremma.

L'association de Keremma, fondée en 1963, est agréée au titre de la protection de la nature.

Depuis la donation au Conservatoire du littoral de 1987, elle participe activement au comité de gestion des dunes et aux réunions de concertation (par exemple pour l'élaboration du plan de gestion)

2.3 Lieux

Fonds Henri Rousseau

Chez ses descendants

Siège de l'association de Keremma

Keremma, 29430 Tréfléz

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

L'association a pour objet essentiel :

a) de conserver aux terres de Keremma, acquises et/ou conquises sur les éléments, et aménagées à partir de 1823 par Louis Rousseau et son épouse Emma Michau, puis par leurs descendants et ceux de leur neveu Henri Michau, le caractère original qui en fait un site exceptionnel au pays du Léon.

Ces terres sont réparties, pour l'essentiel, sur les communes de Tréfléz et Plounévez-Lochrist.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

b) d'y maintenir chez tous les descendants des fondateurs et de leur neveu Henri Michau, les solides traditions qui n'ont cessé d'assurer la cohésion de la famille et du domaine de Keremma.

Les actions de l'association :

a)

la préservation du site de Keremma et le respect, par ses membres et tous autres, des servitudes et droits découlant de l'acte d'afféagement de 1789, le suivi de la protection des dunes contre la mer et l'érosion des vents, contre les éboulements, les incendies d'oyats et toutes autres dégradations, en liaison avec les organismes compétents,

les questions relatives à l'aménagement paysager du domaine de Keremma, à la circulation et à la sécurité dans ce domaine,

l'entretien de la chapelle de Saint-Guévroc,

b)

Le maintien de l'unité et de la solidarité familiales,

l'organisation dans un cadre familial de toutes activités et manifestations sportives, artistiques, littéraires ou de loisirs, soit directement, soit par appui à des groupements spécialisés,

l'utilisation, l'entretien et le développement d'installations communautaires sur les terrains mis à sa disposition à cette fin par la Société Civile Immobilière de Keremma ou sur d'autres terrains dont elle dispose en propriété propre ou en location.

la communication entre ses membres par exemple au moyen d'une revue familiale et d'un annuaire des descendants des fondateurs de Keremma et de leur neveu Henri Michau,

la représentation et la défense éventuelles des intérêts de tout ou partie de ses membres, vis-à-vis des pouvoirs publics, de toute personne physique ou morale, de tout établissement public ou privé, dans la mesure où ces intérêts particuliers sont représentatifs des intérêts que l'Association a pour objet de défendre,

l'assistance à tout ou partie de ses membres, à leur demande, pour ce qui concerne leurs propriétés immobilières situées notamment sur les communes de Tréfléz et de Plounévez-Lochrist, dans la mesure où ces intérêts particuliers sont représentatifs des intérêts que l'Association a pour objet de défendre, les consultations juridiques, l'entraide.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://www.assokeremma.free.fr>

Fonds "Henri Rousseau (Association de Keremma)".

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu de réunion... (1962-1998).

Dossiers de l'activité : classement du site de Keremma (projet de classement, inscription à l'inventaire, correspondance..., 1968-1972), donation au conservatoire du littoral (réflexions, études de l'approbation des propriétaires à la signature de la convention, convention, donation, correspondance..., 1974-1988).

Documentation : "la dépêche de Keremma" (publication interne semestrielle, à partir de 1968).

1962-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,60 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez les descendants d'Henri Rousseau.

Origine

Rousseau, Henri (Association de Keremma)

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr

Thyrion Jean-Pierre

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personnalité.

1.2. Forme autorisée du nom

Jean-Pierre Thyrion

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1947 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Avant d'être une personnalité connue et reconnue dans la protection de la nature et de l'environnement dans le département du Cher, Jean-Pierre Thyrion est d'abord un passionné d'aéronautique.

Ainsi à l'âge 16 ans, il obtient son brevet de pilote d'avion privé (Private *Pilot* Licence - PPL). Jean-Pierre Thyrion s'est ensuite naturellement dirigé vers une carrière professionnelle dans l'aéronautique. Il a commencé sa vie professionnelle dans l'évaluation des matériels aéronautiques et de leur certification à la *Direction technique des constructions aéronautiques* (DCTA) en Île-de-France.

En 1980, Jean-Pierre Thyrion a l'opportunité de travailler à Bourges pour le compte de l'État au sein du SIAR (Service industriel de l'armement), avec pour mission de surveiller les productions aéronautiques auprès de l'Aérospatiale en s'assurant « de la qualité des produits, de gérer les modifications, de contrôler le suivi financier des marchés et contrats, et de vérifier la satisfaction client »²⁴.

Cette évolution dans sa vie professionnelle lui permet de s'installer à Pigny, dans la campagne environnante de Bourges en raison de sa passion pour la nature. Sa vision idyllique du milieu rural est alors confrontée à un environnement en pleine mutation dans un contexte des premiers remembrements et du développement d'une agriculture productiviste et destructrice des milieux naturels. Passionné par la nature, Jean-Pierre Thyrion cherche alors à s'impliquer en tant que militant dans l'écologie.

²⁴ Extrait de l'article « Mémoire vive. Jean-Pierre Thyrion : un homme de passions » rédigé par Bernard Rousseau et Gilles Pineau.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Dès 1982, il adhère à la Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature et de l'environnement du Cher (SEPANEC). Son entrée dans l'association coïncide avec le contexte des pré-études pour le projet de barrage de Chambonchard contre lequel Jean-Pierre Thyrion milite activement au sein de la SEPANEC et de Loire-Vivante. Il participe ainsi à des occupations, des marches et à diverses actions en faveur de l'annulation de ce projet, définitivement abandonné en 1999. Jean-Pierre Thyrion devient alors très rapidement un des bénévoles les plus actifs de la SEPANEC, laquelle changera de nom en 1988 pour devenir Nature 18. Il entre ainsi au Conseil d'administration dès la décennie 1980, puis obtient successivement les mandats de président (vers 2012 – 2016) et de vice-président (vers 2016 à aujourd'hui).

Dans le cadre de ses activités militantes au service de l'environnement, Jean-Pierre Thyrion rejoint également l'Association de veille environnementale du Cher (AVEC), dont il est actuellement le Vice-Président. Cette association, présidée par Willy Beteau, est notamment très active sur les sujets des farines animales et des épandages des boues d'Achères dans le département du Cher.

Jean-Pierre Thyrion milite principalement contre l'agriculture productiviste (lutte contre les produits phytosanitaires et contre les brûlages de pailles, de haies et de champs) en réalisant notamment des enquêtes de terrain ou en écrivant des articles militants avec un ami journaliste au Berry Républicain, Laurent Courtet. Il défend également la préservation et la plantation des haies qui constituent notamment un abri naturel pour les oiseaux et la faune. Jean-Pierre Thyrion promeut ainsi leur plantation par la transmission de son savoir, par ses conseils sur l'application de la méthode Soltner, par des actions de valorisation et par des initiatives telles que la création du programme « Plantons-le-décor »²⁵.

2.3. Lieu

Pigny (Cher)

2.4. Statuts juridiques

Droit privé.

2.5. Fonctions et activités

Carrière professionnelle dans l'aéronautique.

- Engagement dans les associations de protection de la nature :
 - Vice-président de Nature 18 (anciennement SEPANEC) et ancien Président,
 - Vice-président de l'Association de veille environnementale du Cher (AVEC),

²⁵ Le programme « Plantons-le-décor » a été créé dans le but d'aider et de sensibiliser les particuliers et/ou les collectivités à la plantation de haies selon la méthode Soltner. Depuis sa création, 7000 à 1000 arbres ont été plantés grâce au concours de Jean-Pierre Thyrion et de Nature 18. Ce programme a été depuis repris par les « Pays » de Bourges et de Vierzon.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Ancien adhérent au FIR (fonds d'intervention des rapaces),
- Militant à titre individuel.
- Divers :
 - Photographe amateur,
 - Adhérent à la Société pomologique du Berry (Indre), fondée par Jacques Aubourg,
 - Rédaction d'articles humoristiques et pamphlets sous le pseudonyme « Alain Broglia » dans le blog de Jean-Pierre Gilbert « La Borne / Gilblog » (<http://www.gilblog.fr/>).

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Monde associatif de la protection de la nature et de l'environnement, dont :

- SEPANEC – Nature 18 (Vice-Président, ancien Président).
- Association de veille environnementale du Cher (AVEC) (vice-président).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Octobre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Jean-Pierre Thyron

Présentation du contenu conservé par Jean-Pierre Thyron :

Correspondance :

Courriers relatifs aux activités de protection de l'environnement de Jean-Pierre Thyron (dont relatives à ses fonctions au sein de la SEPANEC - Nature 18).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Activités :

Dossier « la Haie – SEPANEC » (vers 1983 - 85) (un classeur). - Pédagogie et techniques de plantation (avec fiches rédigées par Jean-Pierre Thyron) ; photographies relatives au remembrement de Lizy-Pigny ; plantations de haies : campagnes du milieu de la décennie 1980, photographies, coupures de presse ;

Opération « plantons le décor » : dossier relai avec le Pays de Bourges (vers 2001-2003) ;

Fonds relatif aux haies : écrits et revue de presse sur la haie champêtre, modèle personnel d'une plantation en terrain argilo-calcaire chez Jean-Pierre Thyron ;

Dossiers des litiges et contentieux (décennie 1980 - 2016) : décharges sauvages, plantations de haies ;

Dossier de pétition contre le brûlage de pailles (avec réserve) (1986) ;

Dossier de sauvegarde du site du Patouillet à la Chapelle Saint-Ursin (1980-1985) ;

Notes de travail, ébauches d'articles, conseils et réflexions (pièces manuscrites).

Documentation :

Articles de presse : sur Jean-Pierre Thyron, tribune faune-flore de Nature 18 dans le journal le Berry Républicain), sur l'environnement principalement dans le département du Cher ;

Documentation personnelle (0,30 ml) (nucléaire, busard, OGM, remembrement, haie).

Identification du fonds et conditions d'accès

Dates extrêmes

1994 - 2018

Métrage linéaire conservé

0,50 ml environ

Stockage bureautique conservé

Volume total de 461 Mo. Décennies 2000 – 2010.

Les archives numériques sont conservées sur disque dur. Dans leur dossier originel, ces archives ne suivent aucun plan de classement et ne bénéficient d'aucun nommage particulier. Ce travail de nommage et de classement a été par la suite réalisé à l'aide de la copie des fichiers donnée par Jean-Pierre Thyron à l'AHPNE.

Le fonds se compose désormais de la manière suivante :

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- **Activités :**

Défendre. - Enquêtes personnelles de Jean-Pierre Thyrion ou en relation avec son engagement au sein de Nature 18 : décharges sauvages (dont enquête de 2014 relative à une décharge sauvage sise sur les communes de Vierzon et Foëcy avec le courrier à la Ministre de l'Environnement, Ségolène Royal), pesticides et produits phytosanitaires (dont enquête relative à un épandage massif de désherbant entraînant la destruction de prairies humides et haies à Achères), dossiers divers (dont unité de désamiantage à Vierzon, Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux de Saint Palais).

Sensibiliser. - Opération « Zéro Pesticide » ; Programme « Plantons le décor » ; documents de sensibilisation relatifs à la haie champêtre ; reportage relatifs aux conférences de la COP 21 organisées par Nature 18.

Articles écrits par Jean-Pierre Thyrion.

- **Documentation :**

Bulletin de nature 18 « Le traine-buissons » (2014-2016).

Coupures de presse.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les archives sont classées par dossier selon les activités ou les thèmes abordés. Elles disposent pour la plupart d'entre elles d'un conditionnement adapté (boite, classeur), mais les différents dossiers ne sont pas toujours séparés par des chemises.

L'ensemble des archives est en très bon état et se trouve dans un environnement sain.

Localisation physique

Pigny

Modalités d'accès

Sur demande :

Téléphone : 02 48 69 41 56

Courriel : jp.thyrion@orange.fr

Associations de protection de la nature et de l'environnement

Abers nature

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Abers Nature

1.3 Autres formes du nom

Consommation et Environnement

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1988 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association « Consommation et Environnement » a été créée en 1988 par un groupe de bénévoles préoccupés par les problèmes qu'engendrait la société sur son environnement (déchets, méfaits de l'agriculture intensive ...).

En 1992, elle devient « Abers Nature ». Les objectifs de l'association sont alors peu à peu centrés sur la reconquête de la qualité de l'eau (notamment sur l'aber Benoît), la gestion de la nature et la sensibilisation à l'environnement.

En 2000, l'association obtient l'agrément au titre de la protection de l'environnement par la préfecture du Finistère.

2.3 Lieux

Siège social

68 avenue de Waltenhofen, 29860 Plabennec

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

But de l'association : La protection de l'environnement, la gestion des zones humides et l'éducation à l'environnement.

Moyens de l'association : des enquêtes, des informations (exposés, débats, spectacles), des propositions écrites ou orales, et des actions d'aide sur le terrain en ce qui concerne la défense et la protection de l'environnement.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association

Fonds "Abers Nature"

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration, demande d'agrément..., (à partir de 1988).

Comptabilité : demandes de subvention, salaires, factures... (1988-2003).

Etudes et inventaires réalisés par l'association : zone humide de Kérivin, de Lanorven, landes de Lanveur, zones humides de la communauté de communes de Plabennec et des Abers, inventaire de la faune et de la flore des zones humides... (1999-2006).

Dossiers de l'activité : gestion de la zone humide de lanorven (plan de gestion, cartographie, inventaire floristique et ornithologique, contrat nature, bilan, convention de gestion..., 1996-2006), contrat restauration entretien-CRE sur l'Aber Benoît et les

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

cours d'eau du pays des Abers - Côte des légendes (projets, études, dossiers de demande de subvention, fiche de renseignement..., 1999-2000), programme bocage Plabennec Leader + (comité de pilotage environnement, projet de protection et valorisation des zones humides de la communauté de communes de Plabennec et des Abers, compte-rendu de réunion, correspondance..., 2000-2006), programme d'action de sensibilisation et d'éducation à l'environnement de l'association (2005-2006), actions inter-association (collectif eau pure Léon Trégor, 1998-2002).

Revue de presse sur l'association, les municipalités... (1988-2000).

Documentation : Syndicat de l'*Elorn* et de la rivière de Daoulas (1998), charte intercommunale de développement et d'aménagement du territoire (1998), études agropédologiques, contrat de baie programme pour la rade de Brest, études sur l'Aber Benoît de Jean-Yves Piriou (1990-1995).

Documents iconographiques : 150 photographies non légendées sur la nature, les zones humides, la flore, des fêtes de l'association... (2000-2005), photographies sur un CD-Rom (inventaire de l'entomofaune de la zone humide de Kérivin, 2006), plaquettes de l'association (à partir de 1998), exposition sur les zones humides.

1988-XXIe

siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 1,40 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association à Plabennec.

Origine

Abers Nature

Accroissement

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable

(adresse électronique : abers.nature@laposte.net)

Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie (AREHN)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie.

1.3. Autres formes du nom

A.R.E.H.N.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1996 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Un premier centre de documentation a été créé en 1978, au sein du , afin de conserver sa bibliothèque, une des plus importantes de France. Le fonds était alors essentiellement scientifique.

Le centre de documentation a, par la suite, accueilli le fonds de la Société des amis des sciences naturelles et du Muséum de Rouen et celui de la Société d'horticulture.

En 1983, le centre de documentation est devenu une association. Tout en gérant la bibliothèque, il continuait à acquérir des fonds.

Depuis 1983, plusieurs associations se sont succédées : Le Centre de documentation des milieux (CDM), l'Observatoire régional de l'environnement puis en 1996, l'A.R.E.H.N..

Le centre de documentation de l'A.R.E.H.N. est ouvert gratuitement à tous les publics.

De nombreux thèmes y sont développés : nature, biodiversité, jardinage, écologie, faune, flore, géologie, environnement, développement durable, énergie, changement climatique, aménagement, transports, aménagement urbain, urbanisme durable, habitat écologique, éco-gestes au quotidien, éducation à l'environnement, santé et environnement, pollutions, nuisances, législation, nature, protection de la nature, métiers, formations et emplois en environnement.

2.3. Lieu

Pôle Régional des Savoirs

115 Boulevard de l'Europe

76100 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'A.R.E.H.N. a pour mission d'informer et de sensibiliser.

Elle accompagne les collectivités, les entreprises, les associations ou encore les particuliers dans leurs démarches environnementales ou de développement durable.

Elle aide à cadrer les projets :

- appui technique, ou stratégique,
- diagnostics et préconisations en amonts des études,
- formation, sensibilisation du public et des personnels des collectivités ou des entreprises,
- conférences, sorties sur le terrain commentées pour tous publics,
- journées techniques, voyages d'étude, colloques,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- conception et édition de supports d'information et de communication (brochures, livres, panneaux).

Tout ceci se traduit par des activités très variées comme :

- Le Club éco mobilité scolaire de Haute-Normandie : réseau créé en 2010, pour accompagner et fédérer les acteurs de terrain (établissements scolaires, parents d'élèves, collectivités locales, associations). Il met à la disposition de ses membres des supports pédagogiques et méthodologiques, des outils éducatifs et de communication (vidéos, plaquettes), une aide à la création de projet, et organise des ateliers et des visites de terrain.

- L'Educ'Tour : il s'agit de rencontres de terrain entre élus locaux et acteurs du développement durable.

- La découverte/sensibilisation grâce à des sorties thématiques (biodiversité dans les villes, les villages, les jardins familiaux, ou sur les exploitations agricoles...).

- Les expositions : l'association en possède un très grand nombre. En plus de gérer les expositions de l'ADEME, l'association a à son actif une cinquantaine d'expositions qui lui sont propres.

Elle édite également des supports d'information et de communication : brochures, livres, panneaux. Ces publications balayent un large éventail et concernent, entre autre, la biodiversité, les problèmes de mobilités, les énergies.

Enfin, l'association est un observatoire régional du développement durable. En réseau avec d'autres associations, elle réalise la synthèse de données brutes régionales et territoriales.

2.7. Organisation interne

12 salariés.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.arehn.asso.fr>

<http://www.arehn-asso.superdoc.com>

Présentation du contenu :

Création : statuts, récépissé de création, règlement intérieur.

Administration et composition (1996-2014) : compte-rendu de conseil d'administration et d'assemblée générale, dossiers salariés, bulletins d'adhésions, abonnements lecteurs, correspondance.

Comptabilité : bilans annuels, grands livres, journaux de recettes et de dépenses, pièces justificatives.

Activités : expositions, plaquettes, brochures, fiches lectures, questionnaires pédagogiques, répertoires d'outils pédagogiques et de sentiers de découvertes, synthèses de données brutes, veilles, répertoires, études, rapports d'activités, fiches ressources, annuaires des acteurs du développement durable et de la consommation durable.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Études : collection *Études du Centre de Documentation des Milieux*, *Rapports du Centre de Documentation des Milieux*, *Dossier du Centre de Documentation des Milieux*.

Publications : collection *Connaître pour Agir, Environnement Haute-Normandie*, *AREHN Infos*.

Documentation : affiches, plaquettes, fascicules, brochures, ouvrages, ouvrages pour la jeunesse, journaux de presse, jeux de société, bandes dessinées, cartes, études, rapports, exposition, carnets d'adresse, revues et publications de sociétés savantes, ouvrages anciens (1618-1876).

Notes : l'association détient un fonds ancien précieux de la Société des amis des sciences naturelles et du Muséum de Rouen comprenant des ouvrages notamment de Voltaire, Darwin, Gadeau-de-Kerville (1618-1876). Le dépôt aux Archives départementales de la Seine-Maritime est prévu en 2015.

Métrage linéaire : environ 200 ml.

Lieu de conservation :

A.R.E.H.N. - Pôle Régional des Savoirs
115 Boulevard de l'Europe
76100 Rouen

Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Agir ensemble pour Combrit Sainte Marine

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1995 – aujourd'hui

2.2 Histoire

Cette association créée en 1995 a obtenu l'agrément au titre de la défense de l'environnement en 2001.

2.3 Lieux

Siège social

Chez un membre de l'association à Combrit.

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

L'association « Agir ensemble pour Combrit Sainte Marine » a pour but la réflexion et l'action sur tous les sujets concernant la commune de Combrit Sainte-Marine et ses habitants, ses entreprises notamment en ce qui concerne les points de vue écologique, politique, sociologique, culturel et historique, la protection et la sauvegarde de l'environnement, l'étude et la protection du patrimoine et tout autre sujet d'intérêt collectif de la population concernée.

Ses moyens d'action sont notamment les publications sous quelque forme que ce soit, cours et conférences ; l'organisation de toutes manifestations jugées utiles au but de l'association.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://arbannour.free.fr>

Fonds "Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine".

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, liste des adhérents, compte-rendu d'assemblée générale, bulletin d'adhésion, commissions internes, lettre d'information inter-adhérents... (à partir de 1995).

Comptabilité : bilan financier, relevés et livres de compte... (à partir de 1995).

Dossiers de l'activité concernant l'environnement : dune (publication sur le plan de prévision des risques, articles de presse, correspondance, photographies, cassette vidéo VHS), urbanisme (motocross, plan, articles de presse, projet, compte-rendu de réunion, correspondance), lotissement de Pen Diry (articles de presse, plan, projet, photographies, vidéo mp4 "La France défigurée 20 ans après" émission diffusée sur France 2), publication de la revue "Ar Bannour" (correspondance, inscription CPPAP,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

dépôt BNF), polder, abattage d'arbres, plan d'occupation des sols et plan local d'urbanisme, décharges, animations... (1983-2003).

Documentation : "Ar Bannour" (revue publiée par l'association, 15 numéros et un hors série, 1996-1999).

1983-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,60 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez un membre de l'association.

Origine

Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Air-Normand

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Air-Normand.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1973 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

C'est au cours des années 1973/1974 que sont créés des réseaux de mesure de la pollution autour de l'estuaire de la Seine et à Rouen.

Ce sont les associations ALPA. (*Association pour la mise en œuvre du réseau d'étude, de mesure et d'alarme pour la prévention de la pollution atmosphérique de la Basse-Seine au niveau de l'estuaire*) et REMAPPA (*Association pour la mise en œuvre du réseau d'étude, de mesure et d'alarme pour la prévention de la pollution atmosphérique de la Basse-Seine au niveau de Rouen*) qui en avaient la charge et, qui étaient, à l'époque, parmi les toutes premières à se créer en France.

L'ALPA et la REMAPPA ont été réunies en décembre 2005 en une seule et même association : Air Normand, depuis lors agréée par l'État sur l'ensemble de la Haute-Normandie.

Air Normand se place au service de l'intérêt général et s'attache à respecter le caractère factuel des données, la neutralité dans l'interprétation et la diffusion des résultats.

2.3. Lieu

3, place de la Pomme d'Or

76000 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901 agréée par l'État.

2.5. Fonctions et activités

L'association Air Normand a pour but :

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- d'assurer la gestion et le bon fonctionnement du dispositif de surveillance de la qualité de l'air en Haute Normandie,
- de participer à l'application des procédures d'information et d'alerte sur délégation du Préfet,
- de servir de support à la mise en place d'actions destinées à étudier, mesurer ou réduire les pollutions et les nuisances atmosphériques et leurs effets sur la santé et l'environnement,
- d'informer et de sensibiliser le public sur les problèmes de qualité de l'air.

En plus de la qualité de l'air, l'association évalue, également, les nuisances olfactives depuis 1991 en réunissant des groupes de riverains habitant sur des sites industriels : *les Nez Normands*.

Elle est régie par les lois sur l'air. Air Normand est une association agréée par le ministère de l'Écologie et du Développement Durable.

2.7. Organisation interne

24 salariés.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Membres du conseil d'administration :

- Préfecture de la Seine-Maritime,
- Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie,
- Agence régionale de santé de Haute-Normandie,
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Haute-Normandie
- Grands Ports Maritimes de Rouen et du Havre,
- Conseils généraux de la Seine-Maritime et de l'Eure,
- Conseil régional de Haute-Normandie
- Différentes CCI,
- UFC Que Choisir de Haute-Normandie,
- Écologie pour le Havre,
- Différentes communautés de communes,
- Association des usagers de la plaine alluviale de l'estuaire de la Seine,
- (ASICEN),

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Fédération Haute-Normandie nature-environnement
- Effet de serre, toi-même !
- Eco Choix,
- Mr le docteur LE ROUX.

Collège des membres d'Air Normand :

- Services de l'État et Établissements publics de Haute-Normandie : préfectures de Seine-Maritime et Eure, DREAL, Agence régionale de santé (ARS), Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et des forêts (DRAAF), Grands ports maritimes de Rouen et du Havre, ADEME, SNCF,
- Collectivités territoriales et groupements de communes : conseils généraux de Seine-Maritime et de l'Eure, conseil régional de Haute-Normandie, communautés d'agglomération (Rouen-Elbeuf-Austreberthe, Le Havre, Évreux, Seine-Eure, Caux Vallée de Seine, Saint-Romain-de-Colbosc, Quillebeuf-sur-Seine, Région dieppoise), parc naturel régional des Boucles de la Seine Normande,
- Industriels et Chambres de commerces et de l'industrie (CCI) : Association des usagers de la plaine alluviale de l'estuaire de la Seine, ASICEN, Union Régionales de Normandie, Association des Industries de Port-Jérôme et sa région, CCIR de Haute-Normandie, les CCIT de Rouen, d'Elbeuf, du Havre et de Fécamp-Bolbec,
- Associations, personnalités qualifiées et professions de santé : Effet de serre, toi-même !, Eco Choix, Famille de France, Écologie pour le Havre, Fédération de Haute-Normandie Nature-Environnement, UFC Que Choisir de Haute-Normandie, Messieurs les professeurs Czernichow, Marguet, messieurs les docteurs Le Roux, Gehanno, monsieur Boudhabhay, professionnel de santé, monsieur le délégué régional de Météo France Haute-Normandie.

3.2. Type de relations

Membres du conseil d'administration et membres d'Air Normand.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Français

4.8. Sources

<http://www.air-com.asso.fr/>

Présentation du contenu conservé par Air Normand :

Administration (1986-2014) : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale, dossiers bureaux, comptes-rendus d'assemblée générale R.E.M.A.P.P.A. (1986-2005), dossiers de candidatures, documents assurance-qualité, dossiers stagiaires et salariés, demandes de l'État.

Correspondance (1991-2014).

Comptabilités (1973-2014) : journaux de recettes et de dépenses, grands livres des comptes, bilans annuels (1989-2013), budget, trésorerie, pièces justificatives, fiches de paie, comptabilité de l'A.L.P.A.

Activités : bulletin d'information *La Lettre Air Normand* (1984-2013), plaquettes, panneaux d'exposition, comptes-rendus de réunion, rapports de stage, rapports d'étude, articles de presse, dossiers relatif aux projets « *Odeur* » et « *CYRANO* ».

Étude de la qualité de l'air : historique des stations, plan de protection atmosphérique, tests d'inter comparaison, dossier de maintenance, données techniques brutes des stations en activité et arrêtées, campagnes et rapports de mesure, photographies, résultats techniques d'analyseurs, documents de maintenance annuelle des appareils de mesures, fiches des appareils de contrôle, fiches d'alerte (1989-2013), fiches d'appels.

Documentation : documents divers sur les transports, l'école des Mines, INERIS, la surveillance de la qualité de l'air, les industries nucléaires, cartographies, exposés, études et protocoles.

Métrage linéaire : 80 ml.

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (332J) :

Statuts (2006).

Administration et composition (1997-2002) : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale (2002-2005), bureau, restructuration,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

ARMO (2005-2006), Interreg II, III et IV, commission d'information, conférences, communiqués de presse (1997-2002).

Personnel (1996-2003) : congés annuels, notes de service.

Correspondance (1991-2004).

Activités (1973-2014) :

Rapports : campagnes de mesures (1983-2006), études de lichens (1994-2000), LARCHER, techniques (1987-1990).

Appareils de mesures et stations : relevés de stations (1973-1978), classeurs de situations géographiques.

Pollution : relevés atmosphériques et météorologiques, graphiques, plans du port autonome du Havre et usine Atochem, correspondance, matériel de mesures, fiches d'identité des stations ALPA et REMAPPA, rapports, thèses, études, état sanitaire des végétaux aux environs de Gaillon (1984-1985).

Alertes : arrêtés préfectoraux, alertes (1989-2012), récapitulatifs (1974-1985), correspondance, fiches et cahiers d'alertes (1986-2004).

« *Plomb, acidité* » : relevés, guide des pathologies végétales.

Forêts : dossier forêt de Roumare, lichens et qualité de l'air, forêts normandes.

Publications : bilans d'activités de mesures (1997-2004), *La Gazette du Nez* (2000-2014), *La Lettre Air Normand* (1991-2004), revues de presse (1990-1992).

« *Trafic aggro Rouen* » : essais, rapports techniques.

Études odeurs « Cyrano » (1990-1991), herbiers, compte-rendu d'activité, notes, conférence de presse, dossiers de presse odeurs (2006) et de transfert de fichiers informatiques.

Documentation (1992-2010) : documentation ONF et FEDER (2000-2006), conférences de presse (1995-1996), rapports de stage, thèses, coupures de presse (1999-2010), conventions d'études, expositions, dossier « implantation, évolution du système d'acquisition de données », programme PIREN-SEINE (2009), dossier de recherches de l'IES (2007), notice d'utilisation du code MINERVE (1999), *user's manuel*, projet (1992), coupures de presse, cassettes vidéos et audio, CD-Rom.

Métrage linéaire : environ 30 ml

Lieux de conservation :

Association Air Normand

3, place de la Pomme d'Or

76000 Rouen

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Archives départementales de la Seine-Maritime

Pôle Culturel Grammont

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Alsace nature

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Alsace Nature

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1965 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'histoire d'Alsace Nature débute le 20 mars 1965, autour des docteurs Henri-Jean Maresquelle et Henri Ulrich, alors président et vice-président de l'association connue à l'époque sous le nom d'Association fédérative régionale pour la protection de la nature (AFRPN). La nécessité de créer un tel mouvement vient d'un constat : l'aménagement du territoire ne prend que trop rarement en considération ses effets sur les sites, les paysages, le patrimoine, l'équilibre biologique et la réglementation en matière de protection de l'environnement est quasi inexistante.

Les premiers pas de l'AFRPN l'emmène vers l'initiation d'un inventaire des sites, monuments naturels, plantes et animaux rares ou menacés, dans le but de définir les moyens à mettre en jeu pour les protéger. L'un des premiers chantier sera la mise sur pied de la surveillance des faucons pèlerins. .

2.3 Lieux

Siège social: 8 rue Adèle Riton à Strasbourg

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Alsace Nature est affilié à France nature environnement et est composée de trois entités : la fédération régionale, Alsace Nature Région et deux fédérations départementales Alsace Nature 67 et Alsace Nature 68.

Alsace Nature réunit et coordonne les efforts et volontés en regroupant le savoir et les compétences de près de 140 associations fédérées.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

En tant que fédération, elle mobilise et anime un large réseau d'experts et bénévoles. Les réflexions produites par l'association contribuent au débat public et apportent des propositions dans plus de 300 instances officielles.

Alsace Nature alerte et sensibilise les acteurs locaux dans des domaines telles que la sauvegarde d'espèce menacées, les pollutions, la préservation des sites

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

4. Contrôle

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.6 Dates de création

1965

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://www.alsacenature.org>

Fonds « Alsace Nature " », 1989.-2012

Présentation du contenu conservé par Alsace nature :

Documents administratifs et fonctionnement

Rapports d'activités (parfois sur cédérom) : 1998-2010, 3 ml

Dossiers de formation : 1989-2010, 3 ml

Comptabilité : 1998-2011, 15 ml

Contentieux : 1995-2013, 4 ml

Dossiers de l'activité : 1983-2012, 50 ml

Animation réseau, relations avec fédérations d'associations : 1998-2007, 4 ml

Espèces protégées : 1991-2015, 5 ml (dont Grand hamster, 1988-2015, 1 ml)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Aménagement, transports, énergie, pollution, déchets, espaces naturels

Participation à des commissions départementales

Revue de presse 2004-2008, 1 ml

Documentation : 1995-2010, 15 ml

Espaces naturels, Natura 2000, zones humides

Plaquette : bulletin Alsace nature info (1995-1997)

Documents iconographiques :

2000 photographies (négatifs et tirage papier) du Dr Pierre Schmitt concernant la région Alsace, ses rieds, la forêt du Rhin ...

Les photographies sont décrites dans un fichier informatique. Projet de numérisation en collaboration avec le conseil général du Bas-Rhin.

Métrage conservé : 150 ml dont 30 ml non triés

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association, 8 rue Adèle Riton à Strasbourg

Modalités d'accès : Communication libre après demande préalable d'autorisation.

AMAP de Haute-Normandie

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Réseau des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) de Haute-Normandie.

1.3. Autres formes du nom

Réseau des AMAP de Haute-Normandie.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2010 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Les partenariats en AMAP ont été initiés pour la première fois, en 2003, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ils sont apparus en 2005 en Haute-Normandie ; le réseau des AMAP de Haute-Normandie est né à la suite. Le statut d'association loi 1901 a été choisi pour asseoir sa présence en région comme acteur à part entière et pour se donner les moyens d'atteindre des objectifs communs.

Depuis le réseau régional a évolué. En plus des assemblées générales annuelles, le Réseau est présent sur le territoire pour tenir des stands, participer aux différentes assemblées générales des AMAP, rencontrer des producteurs, des personnes souhaitant monter de nouvelles structures, discuter avec les associations ayant des objectifs communs.

Aujourd'hui le réseau regroupe plus de 30 groupes de consommateurs en Seine-Maritime et 16 dans l'Eure. Chacun de ces consommateurs développe un ou plusieurs partenariats en AMAP avec des maraîchers, des éleveurs, des producteurs/transformatateurs de lait, etc.

2.3. Lieu

340, rue des 4 Amis

76230 Bois-Guillaume

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Elle a pour objectif :

- de renforcer et de développer des AMAP (appui à la création, à leurs développements, à la mutualisation de leurs expériences, etc.) ;
- de positionner des associations membres en tant que projet politique par un travail de sensibilisation interne ;
- d'être acteur du champ politique de Haute-Normandie aux côtés des autres acteurs agricoles, associatifs et économiques ;
- d'être force de proposition, de construction de projets propres au réseau et qui ne pourraient être portés par une seule association membre ;
- de communiquer en faisant connaître le réseau, en faisant la promotion du système et en garantissant les informations diffusées ;
- de défendre des producteurs en AMAP ;
- de créer un réseau entre les différents intervenants : producteurs, consommateurs et AMAP entre autre.

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

AMAP de Haute-Normandie

3.2. Type de relations

Réseau.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8.Sources

<http://reseau-amap-hn.com/>

Statuts de l'association

Note : le fonds « Réseau AMAP de Haute-Normandie » est un fonds numérique dans sa quasi-totalité.

Présentation du contenu :

Création (2010) : statuts, récépissé de création, modification de statuts.

Administration et composition (2010-2014) : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale, listes de présences, ordres du jour, demande de subvention, charte des AMAP, charte de révision.

Dossier FSE : charte, correspondance, cahier de révisions, plaquette, compte-rendu d'atelier, fiches de producteurs et de consommateurs en AMAP.

Correspondance (2010-2014).

Comptabilité : relevés de comptes, journal de recettes et de dépenses, exercices annuels, affectations de dépense, correspondance, pièces justificatives, subventions.

Activités : comptes-rendus de réunion, rapports d'activités, bulletin d'adhésion, comptes-rendus de réunions publiques, comptes-rendus de contacts, plaquette, flyers, communiqué de presse.

Stage : compte-rendu de stage, questionnaire, étude de questionnaire.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Réseau AMAP de Haute-Normandie

340, rue des 4 Amis

76230 Bois-Guillaume

Aquacaux

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Aquacaux.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Installée sur une ancienne base de l'OTAN construite dans les années 50 (ancienne station de pompage de carburant), l'association Aquacaux a été créée le 16 juin 1988 pour favoriser l'émergence de projets novateurs et porteurs d'emplois.

Le projet d'origine s'appuie sur le développement d'installations aquacoles. En collaboration avec l'Éducation nationale, les fondateurs de l'association élaborent un projet de transformation de l'ancienne station de pompage en ferme marine et choisissent de s'intéresser au turbot.

En 1993, l'association, fidèle à sa vocation de lutte contre les exclusions liées au chômage, met en place un premier chantier d'insertion s'appuyant sur la restauration des bâtiments de la station de pompage.

Dès 1994, ce chantier d'insertion s'élargit à la problématique de l'environnement littoral avec la mise en œuvre de chantiers de nettoyage des plages et d'entretien des falaises sur la zone allant du Havre à Saint-Jouin-Bruneval.

En 1998, l'association crée huit postes autour de la protection et de l'éducation à l'environnement dans le cadre de la mesure emplois-jeunes. Quatre de ces huit postes sont aujourd'hui transformés en postes permanents, grâce à une réflexion menée en 2003 sur la réécriture du projet associatif et qui conduit à la rédaction du programme d'actions ETIQ (Environnement, tourisme, insertion, qualification).

2.3. Lieu

70, chemin de Saint-Andrieux

76390 Octville-sur-Mer

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.4. Statuts juridiques

Chantier d'insertion.

2.5. Fonctions et activités

L'association ne pratiquait que des chantiers d'insertion dont le premier a été mis en place en 1993. Puis elle s'est spécialisée dans l'éducation à l'environnement grâce à sa ferme marine.

Depuis 1994, elle mène des actions de nettoyage de plage et d'entretien de l'environnement entre Le Havre et Saint-Jouin-de-Bruneval au vu du grand nombre de déchets qui s'échouent.

Depuis quelques années, l'association a mis en place des actions plus scientifiques. Elle est ainsi devenue spécialiste du littoral en réalisant par exemple des inventaires faunistiques et floristiques (inventaire botanique annuel).

Elle met également en place des pâturages de chèvres et d'ânes ainsi que des chantiers de débroussaillage afin d'entretenir les sites naturels pour le compte du conseil général. Elle entretient et crée, par ailleurs, des sentiers pédestres pour accéder à la mer.

Aquacaux est aussi prestataire pour le comptage d'oiseaux et pour le suivi des pêcheurs à pieds pour le conservatoire du littoral.

Enfin, depuis 2 ans, elle est partenaire avec la région afin de cartographier les espaces naturels transférés ensuite sur l'atlas de la biodiversité.

2.7. Organisation interne

11 salariés et trente adhérents.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur :

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.8. Sources

<http://www.aquacaux.fr>

Présentation du contenu :

Création : statuts.

Administration et composition (1988-2013) : comptes-rendus de Conseil d'administration et d'assemblée générale (1988-2013), conventions (1988-2006), dossiers salariés, dossiers contrats aidés, feuilles d'émargements.

Comptabilité : comptes annuels, livres de caisse, impôts, bilans comptables, charges sociales, factures, journal des recettes et des dépenses, bulletins de paie.

Activités (1988-2013) : revue de presse, rapports d'activités (1998-2013), plans du site, livrets pédagogiques, dépliants, panneaux d'expositions, documents de travail.

Métrage linéaire : 15 ml.

Lieu de conservation :

Aquacaux

70, chemin de Saint-Andrieux

76390 Octville-sur-Mer

Amis de la nature – section Berry

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Les Amis de la Nature - section Berry

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1974 (date officieuse), 1978 (date officielle) – 2018

2.2. Histoire

« Les Amis de la nature - section Berry » est l'une des 100 associations locales appartenant à la fédération nationale « L'union touristique des amis de la nature », dénommée depuis 2018, « Les Amis de la nature - France » qui est elle-même membre de l'Internationale des Amis de la nature.

La création de l'association « les Amis de la Nature » remonte à 1895. Elle a été fondée par un instituteur d'Autriche-Hongrie « qui voulut, qu'après leurs 12 à 15 heures de travail quotidien, les ouvriers se réfugient dans la nature, plutôt que dans les cafés »²⁶. L'association s'est ensuite développée en Allemagne, puis dans toute l'Europe centrale et nordique et à partir de 1919, dans le monde et notamment en France.

Le développement des Amis de la Nature en France a d'abord débuté dans les régions montagneuses des Alpes et des Vosges, puis dans l'ensemble du pays dans l'ordre suivant : la région parisienne, les régions côtières de la Manche et de l'Atlantique et les Pyrénées et la Méditerranée. En 1949, est créée à Colmar (aujourd'hui à Montreuil) la fédération « L'union touristique des amis de la nature ». La fédération et les différentes associations locales rassemblent des gens faisant de la randonnée et possèdent un réseau de chalets ou de terrains de camping comme en Alsace. Le rapport à la nature est abordé avec une vision idyllique et hygiéniste : « la nature est faite pour se promener, respirer et se purifier ». L'approche est

²⁶ Extrait du rapport du 31 décembre 1977 de la section du Berry des Amis de la Nature destiné à M. Le Maire de Bourges et à toutes autorités départementales, régionales et nationales.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

également assez similaire avec celle des auberges de jeunesse, tout en proposant une variété d'activités dans la nature.

La création d'une association locale dans le Berry est quant à elle beaucoup plus récente, le mouvement des Amis de la Nature n'ayant pas pénétré le centre de la France pendant de nombreuses décennies. La section Berry des Amis de la Nature a été finalement fondée le 17 avril 1974 suite à l'installation en 1973 dans le département du Cher de deux couples, membres des Amis de la Nature : Jean et Jacqueline Leclercq et Roger et Réjane Meugnier.

Avec l'appui apporté par les dirigeants de la « Fédération des Œuvres Laïques du Cher » et des enseignants de Saint-Amand-Montrond, proches des auberges de jeunesse, « la section du Berry des Amis de la Nature » est officiellement créée le 8 juin 1978 (date à laquelle sont publiés les statuts au Journal officiel). Les quatre années nécessaires à cette création ont permis aux fondateurs de la section de s'organiser, de réaliser des sorties, de créer un bulletin intitulé « Le Chant du Berry », de nouer des relations avec le monde association (dont, affiliation avec la SEPANEC) et de se donner des objectifs clairs, à savoir : « la pratique du plein air par des promenades et randonnées et de favoriser toutes les activités parasportives dans un esprit d'enrichissement et d'amélioration humaine, hors de conceptions compétitives ou de recherches »²⁷. Jean Leclercq devient le premier Président et passera ensuite le relais à un autre fondateur de la section : Roger Meugnier.

Depuis sa création en 1974, la section du Berry des Amis de la Nature, organise une marche – randonnée chaque dimanche.

En 2018, un nouveau Président dirige la section en la personne de Jean-François Lerat. L'objectif de l'association reste le même depuis sa création, à savoir organiser des randonnées dans la nature. Cependant, le public et l'approche ont évolué : si tous les âges sont accueillis, la section fait face aux problématiques de son vieillissement et de la baisse des adhérents ; l'association est confrontée au vieillissement et à la gestion des équipements ; le public est désormais majoritairement féminin et à la recherche d'entretien physique et de santé ; le Président essaye également de mettre en place une démarche participative et davantage de vie collective au sein de l'administration de la structure.

2.3. Lieu

Siège de la section Berry :

16, rue de Vauvert

²⁷ Extrait du rapport du 31 décembre 1977 de la section du Berry des Amis de la Nature destiné à M. Le Maire de Bourges et à toutes autorités départementales, régionales et nationales.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

18000 Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

« Les Amis de la Nature » ont, depuis leur création, œuvré pour la préservation de l'environnement et des milieux de vie, pour la paix et le rapprochement des peuples, pour les droits sociaux et démocratiques de tous, ainsi que pour des pratiques de loisirs enrichissantes sur le plan physique et culturel.

Les principales activités principales de la section Berry des Amis de la Nature sont :

- L'organisation de marches et de randonnées chaque dimanche. Tout âge est représenté. Concernant leur organisation : un programme des sorties est régulièrement établi à l'aide de guides papier ou informatisé (via des applications), la section entreprend de trouver de nouveaux itinéraires en mettant en valeurs certains thèmes, le système de covoiturage est privilégié, des bénévoles de l'association partagent leurs passions en expliquant divers éléments afin de partager leurs connaissances (Histoire, patrimoine, botanique...).
- La participation à la fête des associations à Bourges.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

« L'Internationale des Amis de la Nature » compte environ 350 000 adhérents dans 45 organisations membres et partenaires, dont figure « Les Amis de la Nature - France », fédérant elle-même 100 associations locales qui représentent près de 7 500 adhérents.

La « section Berry des Amis de la Nature » compte environ 50 adhérents, majoritairement des femmes. L'Assemblée générale se réunit une fois par an et le Conseil d'administration tous les trimestres pour réaliser les programmes de marche. Ce dernier est composé de 12 membres.

Quant au Bureau, il est actuellement composé de :

Jean-François Lerat (Président)

Gislène Miolin (Vice Présidente et Trésorière)

Vivianne Lehaye (Secrétaire)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

La « section Berry des Amis de la Nature » entretient ou a entretenu les relations suivantes :

- Membre de la fédération « Les Amis de la Nature - France ».
- Anciennement (à la création) soutenue « Fédération des Œuvres Laiques du Cher ».
- Mairie de Bourges (participation à la Fête des associations).
- Associations locales et régionales de grande randonnée.
- Nature 18 (anciennement SEPANEC).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Novembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Jean-François Lerat, Président de la section Berry des Amis de la nature.

<http://www.amis-nature.org> (site de la fédération nationale).

Rapport du 31 décembre 1977 de la section du Berry des Amis de la Nature destiné à M. Le Maire de Bourges et à toutes autorités départementales, régionales et nationales.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par les Amis de la Nature section Berry²⁸ :

Création :

Statuts : Modification du 15/01/2017 ;

Rapport du 31 décembre 1977 de la section du Berry des Amis de la Nature destiné à M. Le Maire de Bourges et à toutes autorités départementales, régionales et nationales.

Administration et composition :

Assemblée générale : comptes-rendus (2018) ;

Conseil d'administration : comptes-rendus (1994, 2018) ;

Cahier des adhérents (1979-1989) ;

Listes et fiches des adhérents (décennie 1990, 2018).

Correspondance :

Courriers avec la fédération (vers 1996).

Comptabilité :

Livres de comptes (1993-2009) ;

Facturier (1996-2009) ;

Comptes du jumelage (1999) ;

Cotisations et abonnements au bulletin de l'association (1974-1976, décennie 1980 – 2009) (0,10 ml), dont : 4 cahiers, bulletins, lettres de demandes de timbres.

Fonctionnement et activités²⁹ :

Séjours longs (environ 4 jours) : voyages touristiques ;

Sorties journalières ;

Programmes des marches (avec parcours) (2015-2018) ;

Fiches des marches thématiques ;

Dossier sauvegarde des sentiers cadastrés appartenant aux collectivités (2018) : pétition ;

Menu du XX^e anniversaire de la section (1994).

²⁸ Il s'agit du fonds d'archives réuni par l'actuel Président de l'association : Jean-François Lerat.

²⁹ Chaque dossier comporte des éléments de correspondance liés à chaque activité de l'association.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Documentation :

Bulletins : « L'ami de la Nature » (fédération) (n°89-104), « le chant du Berry des amis de la nature » (section Berry) (1997-2008) (n°81 – 104) ;

Cartes IGN renseignées ;

Diapositives des sorties et des chalets (1975 - décennie 1980) (3 boîtes) ;

Photographies anciennes de la vie associative (vers 1975 – 1983)

Album photographique du séjour de la section Berry des Amis de la Nature à Augsburg (1982) ;

Photographies des activités (décennie 1990) ;

Blason et broche de « l'Union touristique des Amis de la Nature ».

Dates extrêmes

1974 – 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 0,60 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprends notamment : des courriels, la préparation de sorties, des cartes numériques, des échanges et des comptes-rendus des Assemblées générales et Conseils d'administration).

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les fonds d'archives sont conservés dans des boîtes dédiées ou dans d'autres supports de conservation et classés par dossiers, typologies documentaires ou objets.

Très bon état de conservation des fonds d'archives dans un environnement sain.

Localisation physique

Au siège de la section Berry :

16, rue de Vauvert

18000 Bourges

Modalités d'accès

Sur demande auprès du Président de l'association, Jean-François Lerat :

Courriel : lerat.francois@wanadoo.f

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique de l'Elorn (AAPPMA Elorn)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique de l'Elorn

1.3 Autres formes du nom

AAPPMA Elorn

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1981 – aujourd'hui

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Siège social

Maison de la Rivière, Moulin de Vergraon, 29450 Sizun

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

L'association a pour objet :

1. De détenir et de gérer des droits de pêche :

2. De participer activement à la protection et à la surveillance des milieux aquatiques et de leur patrimoine piscicole, notamment :

. par la lutte contre le braconnage,

. par la participation à la lutte contre toute altération de l'eau et des milieux aquatiques, la pollution des eaux et la destruction des zones essentielles à la vie du poisson, et en œuvrant en faveur du maintien dans les cours d'eau de débits garantissant la vie aquatique et la libre circulation des espèces piscicoles,

. par la participation à la sauvegarde, à la protection et à la restauration de la biodiversité.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3. D'élaborer et de mettre en œuvre un plan de gestion piscicole prévoyant les mesures et interventions techniques de surveillance, de protection, d'amélioration et d'exploitation équilibrée des ressources piscicoles de ses droits de pêche.

4. D'effectuer tous travaux et interventions de mise en valeur piscicole, tels des inventaires piscicoles, la constitution de réserves, l'aménagement de frayères, des opérations de repeuplement, l'établissement de passes à poissons et, plus généralement, toute réalisation nécessaire à l'accomplissement du but qu'elle s'est fixé.

5. De mener des actions d'information, de formation et d'éducation en matière de protection des milieux aquatiques et du patrimoine piscicole et d'éducation à l'environnement, au développement durable et à la biodiversité.

6. De se rapprocher des associations du même bassin ou sous-bassin pour constituer des regroupements permettant une cohérence de gestion, d'élaboration des mesures et interventions techniques de surveillance, de protection, d'amélioration et d'exploitation équilibrée des ressources piscicoles des droits de pêche.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

Fédération départementale et nationale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique

3.2 Type de la relation

Adhésion

3.3 Description de la relation

Office national de l'eau et des forêts

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association

<http://www.elorn-aappma.com>

Fonds "Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de l'Elorn" (AAPPMA Elorn).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, rapport d'activité, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration, bulletin de liaison interne au conseil d'administration, agrément jeunesse et sport, pisciculture, protection de la nature et garde... (à partir de 1981).

Comptabilité : rapport financier, bilan, grand livre, factures... (à partir de 1981).

Dossiers de l'activité : actions en justice par rapport à des pollutions (abattoir GAD, SA Rolland Flippi...) et à la pêche (Procès-verbaux d'infraction, dépôt de plainte, jugement, mémoire d'avocat, enquête publique, résultat d'analyse, correspondance..., à partir de 1981), gestion de sites (comité de gestion Kerhamon, plan de gestion piscicole, études et comptage de saumons, chantiers d'entretien de rivières, cartographie..., à partir de 1982), école de pêche (la création de l'école, compte-rendu d'activité, charte des écoles de pêche, correspondance..., 1984-2001), partenariats (syndicat de bassin de l'*Elorn*, contrat de restauration entretien de l'*Elorn*, schéma d'aménagement et de gestion des eaux - SAGE *Elorn*, contrat de baie rade de Brest, conseil supérieur de la pêche, compagnie des eaux et de l'ozone, conseil général du Finistère..., à partir de 1995), enquête tourisme-pêche de l'*AAPPMA* (rapport, feuilles d'enquête, 1996-2000), Pétition de l'association contre la pêche au filet en estuaire (1995), Fédération *AAPPMA* du Finistère (compte rendu d'assemblée générale, à partir de 1983).

Revue de presse sur l'association, la pêche et les rivières (à partir de 1995).

Documentation : études du conseil général, du Forum Centre Bretagne Environnement, du ministère de l'environnement, de l'inspection générale de l'environnement et des rapports de stage sur l'eau, les tourbières et la pêche (à partir de 1990), revue "Eaux et Rivières de Bretagne" (à partir de 1996), "Bulletin de liaison ABPM" (association bretonne de pêche à la mouche, à partir de 1996), diverses revues sur la pêche.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Documents iconographiques : 400 photographies de rivières, berges, fête de l'AAPPMA, Kerhamon (à partir de 1985), 1200 diapositives sur l'accident GAD, la faune, la flore, les rivières (1985-1995), dépliants, plaquettes et brochures de l'association (à partir de 1989).

1981-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 9,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association : Maison de la rivière, Moulin Vergraon, 29450 Sizun

Origine

Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de l'*Elorn*

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'Environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Association Brayonne dynamique (ABD)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association Brayonne Dynamique.

1.3. Autres formes du nom

A.B.D.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association Brayonne Dynamique a été créée pour lutter contre le projet de circuit de Formule 1 sur les communes de Mauquenchy et Rouvray.

Malgré l'abandon du projet, l'association a décidé de continuer à mettre tout en œuvre afin de préserver le patrimoine bâti et paysager du Pays Brayon.

Tout en considérant les exigences et l'évolution du monde moderne, l'A.B.D. tente de sensibiliser à la nécessité de respecter l'environnement humain et naturel.

2.3. Lieu

Chez Madame Sylvie Turban

4, rue Abbé Forgé

76440 Forges-les-Eaux

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901 agréée depuis 2009 au titre de la protection de l'environnement.

2.5. Fonctions et activités

L'Association Brayonne Dynamique a lancé son premier chantier de restauration, celui de l'oratoire fontaine Sainte-Anne, tout en mettant en place un chantier jeune. Elle continue aujourd'hui à participer à des chantiers de restauration du patrimoine bâti.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Par ailleurs, elle organise différentes manifestations notamment autour du bocage et de sa préservation, des expositions (sur le Pays Brayon, sur les champignons), des thèmes et visites pour les Journées européennes du patrimoine ainsi que des journées découvertes.

L'association intervient auprès des scolaires notamment en organisant des sorties nature avec des intervenants spécialisés (mycologie, découvertes de mare, de potager sans pesticides, des abeilles...).

L'association mène également des enquêtes d'utilité publique, intervient pour la mise en place du plan local d'urbanisme (PLU).

Enfin, elle met en place des pétitions et organise ou participe à des commissions.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Association Haute-Normandie Nature-Environnement (H.N.N.E.).

3.2. Type de relations

Membre du réseau H.N.N.E.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Notes : Une partie des archives de l'Association Brayonne Dynamique se trouve aux Archives départementales de la Seine-Maritime (J 1499).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par l'Association Brayonne Dynamique, 1988 à aujourd'hui :

Création (1988) : statuts, récépissé de création.

Administration et composition (1988-2014) : comptes-rendus de conseils d'administration et d'assemblées générales (1988-2014), correspondance, demande d'agrément et récépissé.

Comptabilité (1988-2014) : bilan, projet de budget, pièces justificatives, journaux de recettes et de dépenses, grands livres.

Activités : comptes-rendus de commissions, panneaux d'exposition, notes de présentation, bulletins d'informations *L'Ami brayon* (1988-2014), photographies, plaquettes, articles de presse (2005-2014).

Réalisation du film *La Bergère et l'orchidée* (2009) : DVD, correspondances, notes d'explication, liste de gestion des stocks, demande de subventions.

Fascicules pour les Journées Européennes du Patrimoine (2001-2003) : *Patrimoine de la céramique architecturale, 1880-1930, dans le Bray-Oise et le Beauvaisis* (2001), *Patrimoine argile du premier au troisième millénaire* (2002), *Patrimoine argile du premier au troisième millénaire dans le Bray Seine-Maritime* (2003).

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association Brayonne Dynamique

Chez Madame Sylvie Turban

4, rue Abbé Forgé

76440 Forges-les-Eaux

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par les Archives départementales de la Seine-Maritime

(J 1499).

Création (1988) : statuts.

Administration et composition (2009) : demande et autorisation d'agrément.

Activités : notes de présentation, bulletins d'informations *L'Ami brayon* (1988-2012), notes de présentation de l'association et des panneaux d'exposition, plaquette.

Film *La Bergère et l'orchidée* (2009) : DVD, notes d'explication.
Fascicules pour les Journées Européennes du Patrimoine (2001-2003) : *Patrimoine de la céramique architecturale, 1880-1930, dans le Bray-Oise et le Beauvais* (2001), *Patrimoine argile du premier au troisième millénaire* (2002), *Patrimoine argile du premier au troisième millénaire dans le Bray Seine-Maritime* (2003).

Métrage linéaire :

0,10 ml.

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime

42 rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Association Brenne – Pays d'Azay (CPIE Brenne-Berry)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association Brenne – Pays d'Azay

1.3. Autres formes du nom

Association Brenne – Pays d'Azay (création – aujourd'hui),

Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE) Brenne-Pays d'Azay (label CPIE depuis 1980 – vers 1997),

Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Brenne- Pays d'Azay (vers 1997 – vers 2014),

Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Brenne-Berry (nom sans modification des statuts vers 2014-2015).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1979 - aujourd'hui

2.2. Histoire

« L'Association Brenne – Pays d'Azay » (plus communément appelé CPIE Brenne-Pays d'Azay entre 1980 et 2014, puis CPIE Brenne-Berry) a été fondée en 1979 dans l'objectif de devenir un Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE) [\[1\]](#). Cette association doit sa création à des personnalités et des institutions locales (dont Raymond Coutant, décédé en 2016).

Elle obtient en 1980, sa labellisation en tant que CPIE Brenne-Pays d'Azay. Dès sa création, son principal objectif est l'accueil de groupes principalement scolaires pour faire de l'éducation à l'environnement.

Par la suite, l'association s'implique activement dans la préfiguration du parc naturel régional (PNR) de la Brenne, créé en 1989.

À sa création « L'Association Brenne – Pays d'Azay » étend seulement son action que sur une partie de l'Indre. L'action vers le territoire est donc venue plus tardivement. Son expansion est finalement réalisée vers 2002-2003 sur l'ensemble du département, puis en 2016 dans celui du Cher, avec la création d'une antenne à

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Saint-Amand-Montrond. En parallèle, les activités du CPIE augmentent jusqu'à prendre la forme actuelle.

Vers 2014-2015, par proposition de ses adhérents à l'Union nationale des CPIE (UNCPIE), l'association change de nom sans pour autant modifier ses statuts pour devenir le CPIE Brenne-Berry.

Le CPIE a eu notamment pour anciens présidents Raymond Coutant, Pascal Sionneau (2007 – 2008) et Jean-François Hellio (2008 – 2015/16).

2.3. Lieu

Siège³⁰ :

35 rue Hersent Luzarche

36290 Azay-le-Ferron

Antenne :

16 rue de la Brasserie

18200 Saint-Amand-Montrond

35 rue Hersent Luzarche

36290 Azay-le-Ferron

Antenne :

16 rue de la Brasserie

18200 Saint-Amand-Montrond

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

« L'Association Brenne – Pays d'Azay » ou plus communément dénommée « Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Brenne-Berry » mène de nombreuses missions en lien avec l'éducation à l'environnement vers tous les publics, la formation professionnelle et l'accompagnement de démarches de développement durable.

Il s'agit d'une association de loi 1901 qui entreprend différentes actions dans les départements de l'Indre et du Cher pour répondre aux deux objectifs généraux suivants :

³⁰ *Les locaux sont situés dans les anciens communs du château d'Azay-le-Ferron. Ils sont eux-mêmes issus d'un legs qui appartient à la ville de Tours et ont été cédés à la commune d'Azay-le-Ferron par bail emphytéotique jusqu'en 2047.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Faciliter l'appropriation de connaissances, de capacités et d'attitudes nécessaires à la prise de conscience des réalités du monde actuel et des enjeux liés au développement durable ;
- Accompagner les projets permettant l'évolution des comportements individuels ou collectifs au regard des enjeux liés au développement durable.

Outre le label CPIE obtenu en 1980, l'association est reconnue d'utilité publique et a toujours gardé un lien fort avec l'éducation nationale en raison d'une cohérence pédagogique et de son histoire (les anciens directeurs étaient tous enseignants de profession). À la différence du CPIE Touraine – Val de Loire, elle ne mène aucune étude afin de centrer ses activités sur l'éducation à l'environnement.

Ses principales missions sont les suivantes :

- Par l'intermédiaire de son équipe d'animateurs, le CPIE Brenne-Berry réalise de nombreuses animations à destination de tous les publics et particulier vers les scolaires. Il privilégie le contact avec le terrain et la pédagogie par objectifs (notionnels, méthodologiques, comportementaux). Ces animations peuvent se dérouler sur une ou plusieurs demi-journées ou journées tout au long de l'année. Le CPIE a également la capacité d'accueillir son public dans le cadre de séjours de classes découvertes ou de camps (dont colonies) lors des vacances.

- Le CPIE Brenne-Berry propose des formations naturalistes, méthodologiques ou artistiques à différents publics (particuliers, professionnels, élus...). Chaque année depuis 2003, un programme est élaboré (« Stages en Brenne ») et comprend une vingtaine de formations pour permettre aux professionnels et particuliers d'approfondir leurs connaissances sur la faune et la flore, d'enrichir leurs compétences dans le domaine de l'éducation à l'environnement, ou encore de développer leur esprit créatif et artistique.

- Parallèlement, le CPIE apporte un accompagnement pédagogique et technique pour favoriser l'évolution des comportements individuels ou collectifs au regard des enjeux liés au développement durable. Par exemple, le CPIE s'est associé depuis 2010 avec l'association « Indre Nature » pour développer l'opération « Objectif Zéro Pesticide dans nos villes et villages » (OZP) dans l'Indre. Il a aussi accompagné des collectivités pour un approvisionnement en circuits courts de proximité de ses cantines scolaires ainsi que cinq collèges du territoire de l'Indre.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

« L'Association Brenne – Pays d'Azay » / « CPIE Brenne-Berry », se compose d'un Conseil d'administration qui se réunit d'une à trois fois par an et qui comprend des membres de droit (Président de la Région et Président du Conseil départemental,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Président du PNR de Brenne, directeur académique, maire d'Azay-le-Ferron, conseillers municipaux d'Azay-le-Ferron, élus de la ville de Tours) et des membres individuels élus. Le président actuel est Patrick Roux (conseiller municipal de la commune d'Azay-le-Ferron)

L'association compte également environ 160 adhérents.

Le bureau et les salariés ont un rôle prépondérant pour assurer le fonctionnement au quotidien.

L'équipe salariée est quant à elle actuellement composée de 13 permanents, d'une personne mise à disposition par l'éducation nationale et de contractuels (dont un animateur de vie quotidienne en CDD). Elle se décompose en différents « pôles » : administration (dont l'actuelle directrice est Aline Chérencé) ; pôle animations ; pôle Développement territorial ; pôle Formations et Communication ; antenne de Saint-Amand-Montrond ; pôle Hébergement et Restauration ; Sécurité, maintenance et transport.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Le CPIE Brenne-Berry entretient notamment des relations avec l'Union nationale des CPIE, le Centre permanent d'initiation à l'environnement Touraine – Val de Loire et la commune d'Azay-le-Ferron, le parc naturel régional de la Brenne, la Réserve de Chérine, et les associations Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre et Indre Nature.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Novembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Aline Chérencé, directrice du CPIE Brenne-Berry.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Dominique Bachelart, Administratrice du CPIE Touraine – Val de Loire et maître de conférences à l'Université François Rabelais de Tours.

<http://www.cpiebrenne.fr/>

Présentation du contenu conservé par l'Association Brenne – Pays d'Azay (CPIE Brenne-Berry) :

Administration et composition :

Registre des délibérations (1985-1998) : comptes rendus des assemblées générales et des conseils d'administration, convocations et ordres du jour ;

Réunions du bureau et du conseil d'administration (1998-2018) (0,2ml) : comptes rendus ;

Comptes rendus de réunions d'équipe (2003-2005) ;

Registre du personnel (1982-2018) ;

Rapports d'activités (2001-2012) ;

Dossiers de la direction (0,2ml).

Correspondance :

Courriers reçus (2006).

Comptabilité :

Comptabilité (1999-2016) (environ 13 ml). - Comptabilité générale (avec factures) ; salaires et charges ; subventions (2009-2016) (0,4 ml) ; demandes de financements (0,5ml) ;

Assurances.

Fonctionnement et activités :

Agréments ;

Conventions (dont conventions vertes avec la région Centre entre 2004-2017 (0,3 ml) ;

Animateurs de vie ;

Animations. - Projets ; réalisations dans le cadre de Natura 2000 (2000-2005) (0,2 ml) ; animations des clubs nature et jardins ; agendas des salariés (2010-2017) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

plannings (2008-2018) ; rapports de stages (0,5 ml) ; outils pédagogiques ;
documentation ;

Projets (dont non aboutis) ;

Bilans de séjours (2009-2018) (0,1 ml) ;

Dossiers clients relatifs à l'accueil des publics (2013-2017) (environ 2 ml) ;

Programme « Objectif Zéro Pesticides » : projets, chartes avec les communes ;

Formations (dont stages, bilans pour la période 2011-2018 (0,2ml)) ;

Dossiers relatifs aux espaces naturels sensibles (ENS) ;

Travaux entre le CPIE et les institutions ;

Relations avec les partenaires du CPIE (dont parc naturel régional, réserve de Chérine, Graine Centre) (0,4 ml) ;

Autorisations d'images ;

Attestations de sécurité.

Documentation :

Publications du CPIE Brenne-Berry, dont : « Passeport Mare », « Passeport Rivière », bulletin « Le Bout' bout » (du n°9, 2008 au N°23, 2011),

Documentation produite par le CPIE Brenne-Berry et l'UNCPIE : affiches et plaquettes, DVD inauguration d'un sentier pédagogique ;

Rapport de stage effectué au CPIE Brenne-Berry ;

Revue de presse (2003-2018) (0,5 ml) ;

Diapositives : 3 classeurs concernant notamment des sorties et activités du CPIE (classement thématique) (décennies 1980 – 1990) ;

Exposition : panneaux relatifs à l'écogestion ;

Plaque d'accueil ancienne du CPIE Brenne-Berry ;

Centre de documentation (11 ml) : publications diverses classées par thème (dont éducation à l'environnement, jardinage), DVD ;

Films sur support VHS ;

Documentation diverse (0,5 ml).

Dates extrêmes

1982 – 2018

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Métrage linéaire conservé

Environ 40,5 ml.

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprends notamment un fonds photographique important et les documents relatifs à l'ensemble de la vie statutaire de l'association depuis 2012). Des copies sont réalisées régulièrement.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation des archives. L'environnement est sain malgré le manque de capacité de stockage, sauf pour certaines archives (principalement de la comptabilité) qui malgré leur bon état sont conservées dans un hangar et exposées aux risques suivants : variations de température, à l'humidité et aux nuisibles.

Localisation physique

35 rue Hersent Luzarche
36290 Azay-le-Ferron

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 02 54 39 23 43

Courriel : info@cpiébrenne.org

Association culture et loisirs (ACL)

1.Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association Culture et Loisirs.

1.3. Autres formes du nom

A.C.L.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1981 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association Culture et Loisirs a été créée en 1981 et comptait à ses débuts deux sections : le ciné club et la peinture sur soie.

Progressivement, l'association s'est enrichie de nouveaux membres et de bénévoles compétents qui ont su développer les activités de l'A.C.L.. Ils ont participé à l'illustration de l'évolution historique de Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

L'association a ainsi retracé toute l'histoire de la ville, depuis le paléolithique.

Elle s'intéresse également au patrimoine culturel et naturel et a convaincu la municipalité d'acheter le pressoir de la ville et de préserver le site naturel des Communaux, devenu site naturel sauvegardé à des fins conservatrices et didactiques.

Ce site est remarquable par sa richesse naturelle. Situé sur une ancienne marnière, il disparaissait sous les déchets incontrôlés. Face à cela, la municipalité a confié à l'A.C.L. la gestion du site. Elle en est devenue un acteur principal en pérennisant l'entretien du site. Le site présente, aujourd'hui, une flore et une faune importante, protégée au niveau national (l'orchidée frelon par exemple).

La violette de Rouen, plante extrêmement rare et protégée, y a été réintroduite en 1989 sur un talus crayeux devenu un véritable laboratoire.

Elle a également créé des classes natures.

2.3. Lieu

Le Pressoir

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

27, rue Martin Luther King

B.P. 24

76320 Saint-Pierre-les-Elbeuf

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association compte 7 volets d'activités :

les loisirs ;

le cinéma enfant ;

les jeux de société ;

les activités sportives : randonnées pédestres ;

la culture ;

les manifestations et sorties naturelles et culturelles ;

la gestion du site des Communaux.

Elle organise des « classes Nature », qui visent à sensibiliser les enfants de la ville à l'environnement et à la nécessaire préservation de la nature, ainsi que des opérations de nettoyage.

La présentation des essences du site au public a été diminuée à cause de la mise en danger d'espèces floristiques protégées.

L'association participe aux Journées du développement durable et à la labellisation d'arbres remarquables en Normandie ;

Elle travaille en étroite collaboration avec l'Office national des forêts, et fait partie des membres du comité de pilotage Natura 2000 des Coteaux d'Orival et des îles et berges de la Seine.

2.7. Organisation interne

237 adhérents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Haute-Normandie Nature-Environnement.

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3.3. Description de la relation

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : les archives de l'association se trouvent sur deux sites à Saint-Pierre-les-Elbeuf. Seule une partie des archives a été vue.

Présentation du contenu :

Création : statuts (1981).

Administration et composition (1981-2014) : bulletins d'adhésion (2011-2014), subventions, comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale (1981-2014).

Comptabilité (2009-2014) : bilans, projets de budget, journaux de recettes et de dépenses, balances des comptes, pièces justificatives.

Activités : tableaux et panneaux d'exposition, photographies, press-book (1981-2014), rapports d'activités (1981-2014), présentation des activités, comptes-rendus de réunion, documents de travail, dépliants, plaquettes.

Publications : *Le P'tit Pierrotin* (1981-2013), *Le P'tit Pierrotin : Faune et flore d'un coin de Normandie*, *Communaux de Saint-Pierre* (2004), *Saint-Pierre d'hier à aujourd'hui*, *Hier Saint-Pierre*, *Atlas des Orchidées sauvages de Haute-Normandie*, *Arbres remarquables de Haute-Normandie* (2010), étude : *1857, Naissance de Saint-Pierre-les-Elbeuf*.

Documentation : *Géo*, *le Journal de la Nature*, *le Viquet* ; cartes, bulletins, cassettes vidéo, CD-Rom, ouvrages.

Métrage linéaire : 20 ml.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Lieu de Conservation :

Association Culture et Loisirs

Le Pressoir

27, rue Martin Luther King

B.P. 24

76320 Saint-Pierre-les-Elbeuf

Association de défense de l'environnement, du patrimoine, pour la lutte anti-Inondations et ruissellements (DEPLAIR)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association de Défense de l'Environnement, du Patrimoine, pour la Lutte Anti-Inondations et Ruissellements.

1.3. Autres formes du nom

D.E.P.L.A.I.R.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2001-2007.

2.2. Histoire

L'association a été fondée en 2001 suite à une importante inondation.

Cette association a été mise en place pour protéger les communes d'Anneville-sur-Scie, de Manénuville et de Crosville des ruissellements et débordements de rivières dont elles peuvent être victimes.

Elles travaillaient en collaboration avec les bassins versants.

2.3. Lieu

6, route de la Chaussée

76590 Anneville-sur-Scie

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association avait pour but de mettre tout en œuvre afin que des travaux soient mis en place dans le but de protéger les 3 communes contre les ruissellements et les débordements de ruisseaux et rivières.

2.7. Organisation interne

Nombre de membres variables selon les incidents.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Présentation du contenu :

Création (2001) : programme d'assemblée générale (2001), statuts (2001), déclaration au journal officiel (2001), récépissé de déclaration de création (2001), modification d'association, guide pratique de la vie associative, documents de travail.

Administration et composition (2001-2007) : correspondance, registre des réunions de comité (2001-2005), ordre du jour et compte-rendu d'assemblée générale (2001-2007), ordre du jour de réunion (2003), documents de travail (2003).

Comptabilité (2001-2007) : journal des recettes et des dépenses (2001-2004), carnets de reçus, pièces justificatives (2001-2007).

Activités (2000-2006) : articles de presse (2000), correspondance, reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, exercices, projet de budget et exercice du syndicat des bassins versants (2001-2006), *Reflets 76* (2000), flyers, bilan (2002), documents de travail, cartes, programme d'activité, plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (2001), marché de maîtrise d'œuvre, graphiques, schémas, études et orientations d'aménagement, procès verbal de réunion (2001), projets et bilans de travaux (2001), photographies.

Documentation : cartes, bulletins municipaux.

Métrage linéaire : 0,32 ml.

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

n° versement 322J

AHPNE

21/03/20

page 129/563

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Association de Langazel

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association de Langazel

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1979 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association est née le 15 février 1979 par la volonté de certains habitants de Trémaouézan de conserver le patrimoine naturel de leur commune. Un an plus tôt, en 1978, le S.I.V.O.M de Landerneau a proposé le site de Langazel pour la construction d'une usine de broyage des ordures ménagères. Les riverains se mobilisent, adressent une pétition aux autorités, et obtiennent le retrait du projet. L'association de Langazel est alors constituée.

Historique :

1979 : Création de l'association

1984 : Organisation de la 1ère Fête de la Bruyère et protection de 120 ha du site.

1985/86 : Création par les bénévoles d'un circuit de randonnée de 7 km.

1991/92 : Embauche du 1er salarié et accueil de classes de nature.

1993 : Première opération de gestion : achat d'animaux et mise en place du pâturage extensif.

1994 : Acquisition de 25 ha par le conseil général du Finistère et création d'une zone de préemption départementale (140 ha).

1995 : Signature du Contrat Nature 1995-1998

1999 : L'association est désignée comme opérateur local Natura 2000

La tourbière de Langazel est datée comme étant la plus ancienne de Bretagne + de 10 000 ans).

2000 : Signature du Contrat Nature 2000-2003

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2001 : Acquisition de 3 ha de prairies humides.

2003 : validation du document d'objectifs Natura 2000

2.3 Lieux

Siège social

Maison commune, 29800 Trémaouézan

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

Actions sur la tourbière de Langazel

Entretien du site naturel :

- . Suivi d'un troupeau de Vaches bretonnes pie noir et de poneys .
- . Entretien du sentier de randonnée.
- . Travaux de génie écologique pour la conservation d'espèces remarquables.

Éducation à l'environnement :

- . Classes de nature et d'écologie.
- Formation aux métiers des espaces naturels.

Randonnées et sorties naturalistes

Accueil de stagiaire.

Études et coordination :

- . Inventaire faune - flore -habitats naturels.
- . Études scientifiques.
- . Coordination des actions des partenaires : Contat-Nature, Natura 2000...

Actions dans le département du Finistère

- . Expertise et conseil en gestion des espaces naturels auprès des collectivités.
- . Représentation associative (ex : comité de pilotage bassin versant Aber Wrac'h)
- . Suivi d'espèces végétales menacées (Ciste hérissé, Spiranthe d'été, Prêle des bois).
- . Éducation à l'environnement (Classes de nature, d'écologie, formation aux métiers des espaces naturels)

2.6 Textes de référence

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://www.langazel.asso.fr>

Fonds "Association de Langazel".

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, rapport d'activité, procès-verbaux de réunion (à partir de 1979).

Études et inventaires réalisés par l'association sur les tourbières, la faune, la flore, l'archéobotanique, l'hydrogéologie, les zones humides de Langazel, Ploudiry, Landerneau... (à partir de 1985).

Dossiers de l'activité : gestion de la zone humide de Langazel (contrat nature, Natura 2000, plan de gestion, convention de gestion..., à partir de 1994), protection de la tourbière de Langazel (actions en justice, études, arrêté de protection biotope, correspondance..., 1974-1984), suivi de trois plantes protégées pour le conservatoire botanique de Brest (à partir de 2003), conservatoire régional des espaces naturels

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

en Bretagne (statuts, procès-verbaux de réunion, fiches d'action, correspondance..., 2002-2008).

Revue de presse sur l'association (à partir de 1977).

Documentation : "La lettre de Langazel" (à partir de 1997), "L'échos des tourbières" (1995-2008), "les annuaires et travaux des réserves" de Bretagne Vivante-SEPNB (à partir de 2000), "Penn ar Bed" de Bretagne Vivante-SEPNB (à partir de 1985), documentation et publication pour les animations.

Documents iconographiques : sept DVD de photographies sur les animations, l'architecture, les atteintes à l'environnement, la faune, la flore, les paysages, la gestion de la zone humide (1984-2010).

1977-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 12,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association : maison commune, 29800 Trémaouzan.

Origine

Association de Langazel

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr..

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Association de l'industrie et du commerce pour l'environnement normand (AsICEN)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association de l'Industrie et du Commerce pour l'Environnement Normand.

1.3. Autres formes du nom

As.I.C.E.N.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1977 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le C.E.D.I.H.N. a été créé en 1975 par des industriels suite à la loi sur les déchets. Cette association est tournée vers l'étude des déchets industriels dangereux et non dangereux.

Après la guerre, la reconstruction de la ville a engendré une augmentation de la consommation et donc de la pollution.

Des lois se sont ainsi succédé pour réglementer les usines.

En effet, la plupart rejetait leurs déchets directement dans la Seine ou dans les ruisseaux. l'A.S.I.C.E.N. a été créée, dans ce cadre, par des industriels membres du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) pour devancer les questions environnementales en rapport avec les déchets industriels.

Il s'agit d'associations interprofessionnelles régionales. Elles ont pour vocation de regrouper les entreprises de toute taille autour d'enjeux environnementaux, de santé et de sécurité.

2.3. Lieu

66, quai de Boisguilbert

76000 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.5. Fonctions et activités

Il s'agit d'un service d'informations créé pour répondre aux questions des entreprises mais également pour aider à la défense de leurs intérêts dans les instances et réunions régionales.

Elle offre la possibilité d'une assistance sur le terrain ainsi que des tarifs préférentiels pour leurs journées techniques, les « jeudis de l'environnement », et permet d'accéder plus facilement aux agences environnementales, syndicats professionnels et organismes consulaires.

L'Action Collective Carbone, lancée en 2009 par le Groupe régional haut normand « *Stratégie Carbone* » (en collaboration avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (A.D.E.M.E.), l'ASICEN ainsi que des professionnels visent à réunir tous les acteurs qui ont réalisé, réalisent ou sont intéressés par la démarche carbone.

Les 3 priorités de l'Action Collective Carbone sont :

- amplifier la quantification GES, notamment auprès des PME ;
- encourager les entreprises à engager des plans d'action par le soutien financier à des études de cadrage ou de mise en œuvre ;
- animer, par le biais d'un consultant expert, une appropriation collective des enjeux, des objectifs et des solutions par une dynamique de fertilisation croisée d'idées et d'initiatives.

2.7. Organisation interne

1 salarié.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

- Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (A.D.E.M.E.),
- Fonds Européen de Développement Régional (F.E.D.E.R.).

3.2. Type de relations

- A.D.E.M.E. : collaboration,
- F.E.D.E.R. : soutien financier.

3.3. Description de la relation

L'A.D.E.M.E. et l'A.S.I.C.E.N. mènent une action collective favorisant le partage des expériences entre les entreprises haut-normandes. Cette initiative est soutenue par l'Union Européenne à travers le Fonds européen de développement régional (FEDER).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3.4. Dates de la relation

2009.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www2.asicen-carbone.fr>

Notes : Une partie des archives de l'association a été déposée aux Archives départementales de la Seine-Maritime.

Présentation du contenu conservé dans les locaux de l'Association de l'Industrie et du Commerce pour l'Environnement Normand (As.I.C.E.N.) :

Administration et composition (1978-2010) : comptes-rendus de réunions (1998-2010), procès verbaux de la commission environnement (1993-1998), comptes-rendus de réunions S3PI (1978-1993), dossiers emploi jeune.

Comptabilité : journaux de banque, journaux de recettes et de dépenses, bilans annuels, grands livres, balance des comptes, pièces justificatives.

Activités : études, enquêtes sur les déchets (1990-2004), rapport environnement.

Documentation : fascicule INERIS, revue *Bulletins du droit de l'environnement industriel*, ouvrages, guides, documents de travail (sur les zones humides, Natura 2000, plan climat...), plans départementaux.

Métrage linéaire : 18 ml.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (316J) :

Documentation (1980-2011) : *Revue juridique de l'Environnement* (1984-2002), *Droit de l'Environnement* (2009-2011), rapport d'action et d'orientation de la DREAL (2009-2010), livret de la Direction Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) (2006-2009), bilan et objectifs de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) de Haute-Normandie (2002-2005), bilans DRIRE de l'environnement industriel haut-normand (1994-2004), rapports d'activités de la DRIRE (2000-2001), guide des déchets en Haute-Normandie (2004), Code de l'Environnement et protection de la Nature et de lutte contre les nuisances (1980), articles de presses (1997-2005).

Métrage linéaire : 1,15 ml.

Lieux de conservation :

Association de Commerce et de l'Industrie pour l'Environnement Normand

66, quai de Boisguilbert

76000 Rouen

Archives départementales de la Seine-Maritime

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Association de préservation du Clos-Masure du Gourvaudon

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association de préservation du Clos-Masure du Gourvaudon.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2012 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le clos-masure de Gourvaudon est un domaine familial construit sous Henri IV. La première trace remonte à l'achat du clos-masure par un seigneur de Gourvaudon en 1602.

Il a ensuite été acquis en 1792 par un ancêtre du propriétaire actuel. Aujourd'hui il reste une forêt de 15 hectares, une pâture de 10 hectares et des bâtiments. Le clos-masure en lui-même représente 4 hectares.

Au sein du clos on trouve une maison à pans de bois sur deux étages ainsi qu'une maison bourgeoise. Certains bâtiments sont à l'abandon et ont permis à certaines espèces protégées de s'y installer (hirondelles, chauves-souris).

Ce clos-masure est lié à l'industrie normande, puisque c'est le frère de Durecu-Lavoisier Jean-Pierre Durecu) qui a acheté le clos-masure en 1792.

L'association a été créée pour la protection du clos contre la construction d'une autoroute reliant Barentin à Yvetot.

2.3. Lieu

Villers-Ecalles.

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Une autoroute en cours de construction passera à 9 mètres d'une des haies du clos-masure.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Elle a pour but de lutter pour la protection de la biodiversité qui s'est développée dans le clos-masure, ainsi que dans les bois qui ont été lourdement déboisés. Avec le déboisement il y a des impacts directs sur le clos-masure : chute de certains chênes formant la haie ou encore problèmes de toiture.

Un procès a été engagé contre les constructeurs d'autoroutes. L'association a également commandé deux études d'impacts sur les oiseaux auprès de naturalistes.

2.7. Organisation interne

Une trentaine de membres.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Haute-Normandie Nature-Environnement (H.N.N.E.).

3.2. Type de relations

Membre du réseau H.N.N.E.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Présentation du contenu :

Création : statuts de l'association, récépissé de création.

Activités : plans, photographies, affiches, études sur les espèces protégés.

Documentation : études d'impacts, études Air et Santé, extraits de loi sur l'eau.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association de préservation du Clos-Masure du Gourvaudon

Chez Mme Baudu

Ferme du Gourvaudon

La Croisée des chemins

76360 Villers-Ecalles

Association entomologique et invertébriste de Haute-Normandie (ASEIHN)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Association Entomologique et Invertébriste de Haute-Normandie.

1.3. Autres formes du nom

A.S.E.I.H.N.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2010.

2.2. Histoire

L'association a été fondée en 2010.

Elle prend la suite de l'AEE (Association entomologique d'Évreux) qui a existé de 1975 à 2010 dont l'activité était plutôt concentrée sur les papillons.

L'A.S.E.I.H.N. a pour but de faire connaître le monde entomologique et invertébriste.

2.3. Lieu

Saint-Pierre-les-Elbeuf.

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'A.S.E.I.H.N. organise :

des sorties sur le terrain,

des réunions mensuelles,

des relevés sur le terrain,

des sorties pour détermination.

Elle participe également aux 24h de la biodiversité.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Enfin, elle édite des catalogues sur les insectes (libellules, coprophages, longicornes...) et un bulletin annuel (2011-2012).

2.7. Organisation interne

45 adhérents.

4. Zone du contrôle

4.1. Code d'identification de la notice d'autorité

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Présentation du contenu :

Activités : bulletin annuel de l'A.S.E.I.H.N. (2011-2012), fiches d'enquêtes écologiques (1968-1969), catalogue *L'Entomologiste Haut-Normand* (2012), bulletin de l'association entomologique d'Évreux (1978-2006), lettre de liaisons *Atlas amphibiens et reptiles de Normandie* (1999-2004) liste des lépidoptères de Mr MAECHLER, liste des papillons de France selon P. Lérau.

Documentation : Mémoires du Muséum National d'Histoire Naturelle (1947), annales du Muséum du Havre *Macre lépidoptères de Normandie* (1976-1986), notes fauniques de Gemblaux (1993), atlas des orthoptères de France (1991), réglementations nationales et internationales relatives aux invertébrés, revue de la Réserve Naturelle de l'Estuaire de la Seine, *Catalogue permanent de l'entomologie*, catalogue d'exposition, livret *Symbioses* (1999-2010).

Bulletins : *Le Courrier de l'Environnement de l'INRA* (1994-1996), *Bulletin de la Société d'études des Sciences Naturelles et du Musée d'Elbeuf* (1974-2013), *Bulletin d'Entomologie Picard* (1990-2010), *Bulletin d'entomologie de Mulhouse* (1976-2008), *Bulletin de la Société Scientifiques de Touraine* (2001-2010), *Rutilus* (1974-1978), *Bulletin de la Société Entomologique de France*, *Gretia*, *Bulletin d'Entomologie champenoise*, *Les Nouvelles de l'Entomologie de l'Union Entomologique de France*.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ouvrages : Le Peuplement de Lépidoptères de la Bourgogne, Nota Lepidopterologica (1995-2006), Inventaire et cartographie des invertébrés comme contribution à la gestion des milieux nationaux français (1995), l'Affaire du Courrier de Rouen : carnet d'un Poilu de l'Eure.

Fascicules : Les Actes du Muséum de Rouen (1978-1996), Papillons et Coccinelles, Oiseaux, Côte d'Albâtre, Connaître et gérer les milieux sensibles des forêts, Les coteaux crayeux, Les zones humides, Éduquer à la biodiversité, Notre environnement, Le Paysage et ses fonctions, Les Cours d'eau, Pollution, Vallée de Seine, Ecosystèmes et biodiversité.

Métrage linéaire : 4 ml.

Lieu de conservation :

Maison de la Nature

Place Mendès France

76640 Saint-Pierre-les-Elbeuf

Association pour la découverte du monde sous-marin (ADMS)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association pour la découverte du monde sous-marin

1.3 Autres formes du nom

ADMS

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1983 – 2001

2.2 Histoire

L'association pour la découverte du monde sous-marin, fondée en 1983, est agréée « association de protection de l'environnement ».

2.3 Lieux

Siège social

Station de biologie marine du Muséum national d'histoire naturelle, 29900 Concarneau

Chez un membre de l'association

Melgven

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

L'ADMS est une association qui faisait le lien entre des scientifiques naturalistes appartenant à des grands organismes (CNRS, Muséum National d'Histoire Naturelle, IFREMER,...) et des plongeurs passionnés par la nature.

En collaboration avec les nombreux clubs de plongée échelonnés le long de la façade Manche-Atlantique, l'ADMS réalisait les actions suivantes :

Initiation à la biologie marine et aux techniques de relevé et d'échantillonnage ;

Prospection des fonds sublittoraux, inventaires floristiques et faunistiques ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Sensibilisation et éducation à l'environnement ;

Édition de documents scientifiques destinés au grand public.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Fonds "Association pour la Découverte du Monde Sous-marin" (ADMS).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration, demande de subventions, relations CNRS-ADMS, convention avec le Muséum national d'histoire naturelle... (1983-2001).

Etudes réalisées par l'association : inventaire des Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (Ouessant, Crozon-Cap Sizun, les sept Iles, Saint-Malo-Dinan, l'estuaire du Trieux, Côte de Granite Rose, la baie de Lannion, Groix, le golfe du Morbihan-Etel, Bréhat, la rade de Brest, les Glénan, 1990-2001).

Dossiers de l'activité : fichiers d'identification d'espèces sous-marines (1983-1985), fiches de plongées (1983-2001)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Revue de presse sur l'association (1983-2001).

Documentation : "les nouvelles de l'ADMS" (bulletin pour les adhérents, 1984-2000), Annie Castric "La vie sous-marine en Bretagne, découverte des fonds rocheux" (les cahiers naturalistes de Bretagne, 2001).

Documents iconographiques : diapotheque sur les fonds marins (1983-2001).

1983-2001

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 3,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé à la station de biologie marine de Concarneau et chez un membre de l'association.

Origine

Association pour la Découverte du Monde Sous-marin

Accroissements

Le fonds est clos.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'Environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Association pour la qualité de la vie dans l'agglomération tourangelle (AQUAVIT)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Fonds Association pour la Qualité de la Vie dans l'agglomération Tourangelle.

1.3 Autres formes de nom

AQUAVIT

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1990 – aujourd'hui

2.2. Histoire

L'Association pour la Qualité de la Vie dans l'agglomération Tourangelle (AQUAVIT) a été créée en 1990 en réaction à des choix politiques en matière d'urbanisme et d'environnement dans l'agglomération Tourangelle : autoroute intra-urbaine, artificialisation du lit du Cher, remblaiement des zones inondables, effets de la périurbanisation, dégradations de la qualité de vie liées aux promoteurs immobiliers et aux entreprises de Bâtiments et de travaux publics.

Parmi les dossiers notables que l'association a défendu, on peut par exemple citer la sauvegarde des bâtiments de caractère de l'Hôpital Bretonneau, la protection du Couvent des Minimes à La Riche et la restauration de l'ancienne école Mirabeau qui devait être démolie.

L'association - qui a été en sommeil quelques années durant - a été relancée depuis la reprise de la Présidence par François Louault.

La Présidence d'AQUAVIT a été occupée successivement par Claude Guillomaud, Hervé Buisson (début des années 2000), Jean-Michel Bouillet (fin des années 2000), et François Louault.

2.3. Lieu

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901 inscrite au Journal officiel le 1er février 1990 et agréée au titre de l'urbanisme par arrêté préfectoral du 20 juin 1995.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.5. Fonctions et activités

L'AQUAVIT est une association citoyenne, indépendante, apolitique, sans subventionnement local, hors des milieux d'affaires et des réseaux de pouvoir. Elle s'en tient strictement à ses objectifs statutaires et aux choix démocratiquement formulés par ses sociétaires dans le but de contribuer à une meilleure qualité de vie des Tourangeaux.

L'association s'intéresse de ce fait à l'ensemble des problématiques environnementales concernant l'agglomération tourangelle et ses environs, participant du concept d'écologie urbaine. Sa priorité va à la maîtrise des impacts environnementaux et patrimoniaux de l'urbanisation afin d'améliorer le cadre et la qualité de vie des habitants. L'AQUAVIT défend une approche globale de tous les thèmes aidant à la promotion d'un mode de vie soutenable en zone urbaine (valorisation de la démocratie locale, urbanisme, habitat, transports, lutte contre les nuisances et pollutions, sauvegarde des milieux naturels et des continuités écologiques, notamment des « trames vertes et bleues » urbaines, *etc.*).

Chaque second jeudi du mois se tient aux Halles une réunion des adhérents, ouverte aux sympathisants, au cours de laquelle est fait le point de tous les dossiers en cours et se décide l'ouverture de nouveaux dossiers.

Pour chaque dossier, après discussion, l'assemblée esquisse les actions à mener. Les particuliers peuvent exposer lors de cette assemblée les difficultés liées à leur environnement ; l'AQUAVIT essaye d'y repérer les éléments significatifs et s'efforce d'apporter des réponses ou d'indiquer des pistes à explorer et de soutenir les actions proposées par des particuliers ou des « collectifs ».

Les dossiers traités par l'AQUAVIT abordent différents thèmes relevant de l'intérêt général :

- urbanisation,
- qualité de l'eau et traitement des eaux usées,
- qualité de l'air et Plan de déplacement urbain,
- protection des espaces verts,
- protection et mise en valeur du patrimoine architectural,
- problèmes locaux de circulation,
- traitement des déchets, etc.

L'association est particulièrement attachée à :

- La préservation de l'urbanisme XIX^{ème} siècle et à la protection juridique de ce patrimoine au titre d'une Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP).
- La protection des arbres remarquables et des jardins publics : le jardin botanique, le jardin des Prébendes, le parc Mirabeau, le parc Grandmont

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

ainsi que les alignements d'arbres des boulevards et de l'avenue de Grammont.

- La préservation des rives et des îles de la Loire avant même que la vallée de la Loire n'entre dans le patrimoine mondial de l'humanité sur l'initiative de l'Unesco : Coteau Saint-Symphorien, Sainte-Radegonde, Marmoutier.
- La qualité de l'eau et au traitement des eaux usées de l'agglomération dans des conditions techniquement et écologiquement satisfaisantes.
- La qualité de l'air et un Transport en commun en site propre (TCSP) issu d'un débat démocratique mené au niveau de toute l'agglomération.
- La prise en compte du bruit : trafic routier, aérien, etc.....
- La limitation de la publicité. L' AQUAVIT est adhérente à l'association Paysages de France. Notre association est intervenue à plusieurs reprises pour faire démonter des panneaux illégaux. Elle a participé aux groupes de travail chargés de préparer un nouveau règlement de publicité à Tours et Saint-Avertin. Actuellement, elle fait partie du groupe de travail de Joué les Tours.
- La surveillance des implantations de téléphonie mobile.

L'AQUAVIT présente son actualité, ses actions et son analyse de la situation tourangelle par l'intermédiaire d'un bulletin disponible sur le site de l'association et de courriels d'information.

2.6 Textes de référence

Statuts de l'association.

2.7 Organisation interne

L'association est entièrement composée de bénévoles (environ une centaine) qui se réunissent chaque second jeudi du mois aux « Halles ».

Le président actuel est François Louault, géographe à l'université de Tours. Claude Guillaumaud-Pujol est présidente d'honneur.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Monde associatif : Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT), Association santé protection et information environnement (ASPIE), adhésion à l'association Paysages de France.

Collectivités.

3.2. Type de relations

L'association est membre de la SEPANT et mène des actions communes avec cette dernière ainsi qu'avec l'ASPIE.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

En tant qu'association ancrée dans l'agglomération Tourangelle, l'AQUAVIT est en relation avec les différentes collectivités et les différents services déconcentrés de l'État selon les actions menées et selon la participation de l'association dans le débat public (ville de Tours pour le Tramway et la défense des arbres dans la commune, Direction départementale des territoires dans le cadre de questions relatives à l'urbanisme...)

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3. Règles ou conventions

ISAAR (CPF)

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Août 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

François Louault, Président d'AQUAVIT.

<http://www.aquavit37.fr>

<http://pressibus.org/blogcvl/>

<http://pressibus.org/blogcvl/a2/arbres2d.html> (« Les luttes de l'Aquavit de 1993 à 2006 » relatives à la défense des arbres)

BEYRAND Alain, *Tours et ses arbres qu'on ne laisse pas grandir : chronique d'un saccage écologique urbain*, ILV éditions, 2012.

Présentation du contenu conservé par l'AQUAVIT

- Archives courantes et intermédiaires conservées chez le Président François Louault (2010-2017) (environ 2,50 ml)

Création:

Statuts

Administration et composition

Comptes rendus des réunions de bureau et des Assemblées Générales (2010-2017)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fonctionnement et activités :

Suivis des inondations et des digues (décennie 2010) (0,20 ml). - Dossier Pont-sur-le-Cher, recours relatif à la digue du canal, procédures diverses ;

Dossiers clos relatifs à l'urbanisation (dont rue de la Pierre, « îlot Vinci à Tours », Château de Saint-Avertin)

Dossier Tramway ;

Recours divers et dossiers en cours.

Documentation :

Documentation diverse (dont juridiques)

- Archives définitives (environ 18 ml) :

Personnel

Secrétariat de l'association (0,10 ml).

Correspondance :

Courrier (2004-2010).

Fonctionnement et activités :

Recours contre l'implantation d'une zone commerciale « Casino » à La Riche (1992-2003) (0,40 ml) : recours, courriers informatifs, coupures de presse, documentation ;
Défense des arbres du Parc de Grammont (avec un livre d'or des arbres réalisé par des enfants) (2000) ;

Défense du parc Montsoudun (avec recours et pétition) (2000-2001) (0,30 ml) ;

Actions diverses relatives à la défense contre l'abatage d'arbre et la bétonisation dans l'agglomération tourangelle ;

Tramway de Tours : dossier de participation à la concertation, étude, documentation ;

Dossier relatif à la construction du Parc des expositions « Vinci » à Tours (avec recours pour la période 1990-1992) ;

Actions de défense du patrimoine. - Protection du couvent des Ursulines à Tours, dossier foyer Mirabeau ; défense de la chapelle à l'Hôpital Bretenneau (1991-1992) : historique, pétition, revue de presse ;

Urbanisme : recours ;

Avis de l'AQUAVIT sur le Plan de déplacement urbain (PDU) (2002-2003) ;

Participation à l'enquête publique du Plan local d'urbanisme (PLU) de Tours (2011) (0,10 ml) : sondage sur la stratégie locale, courriers, travail d'information dans le cadre du débat public ;

Participation à la commission des sites (0,40 ml)

Actions diverses (dont rue de la Fourbisserie à Joué-lès-Tours) (0,10 ml).

Documentation :

Affiches de l'AQUAVIT ;

Plaquettes de l'AQUAVIT ;

Revue de presse thématique (aménagement du territoire, transport, etc.) et photographies aériennes (0,20 ml) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Coupures et dossiers de presse (1990-2010) (0,60 ml) ;
Réglementation sur la publicité (dont mémoire de stage pour l'AQUAVIT) (0,30 ml) ;
Photographies (dont construction du Parc des expositions « Vinci » à Tours) (décennies 1990 – 2000) ;
Diapositives relatives aux actions de l'AQUAVIT (dont Hôpital Bretonneau et rue Nationale à Tours) : une mallette ;
Documentation relative à l'urbanisme et au Plan d'occupation des sols (POS) de la ville de Tours (avec double), aux zones inondables et aux secteurs sauvegardés.

Identification du fonds et conditions d'accès :

Dates extrêmes

1990-2017

Métrage linéaire conservé

Environ 6.20 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné en raison de présence de nombreuses ressources mises en ligne sur le site de l'AQUAVIT.

Bulletins de l'association (2012-2017) :

<http://www.aquavit37.fr/bulletins/index.html>

Dossiers archivés de l'association (1990-2018) :

<http://www.aquavit37.fr/dossiers.html>

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les archives courantes et intermédiaires sont conservées dans un environnement sain et sont classées par dossiers selon leur suivi.

Les archives définitives (fonds clos des anciennes Présidences) sont quant à elles conservées dans des boîtes archives et sont en bon état. L'environnement est relativement sain, mais présente des risques (variations de température, poussière, nuisibles).

Localisation physique

Chez François Loualt, Président actuel de l'AQUAVIT.

Modalités d'accès

Sur demande par courriel à l'adresse suivante:

contact@aquavit37.fr

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Association pour le développement durable de Doudeville et ses environs (A3DE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association pour le développement durable de Doudeville et ses Environs.

1.3. Autres formes du nom

A.3.D.E.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2009 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association a été constituée le 8 avril 2009 dans le prolongement d'un mouvement contre le projet de déménagement du supermarché actuellement situé dans le centre de Doudeville.

L'A3DE a pour but « *de promouvoir le développement durable sur le secteur de Doudeville en défendant un développement économique viable à l'échelle du territoire, qui tient compte du respect de l'environnement et de la qualité de vie des habitants, et en agissant pour la préservation et la restauration de la biodiversité et des habitats naturels* ».

2.3. Lieu

953, rue des Forrières

76560 Doudeville

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association a deux grandes actions prévues pour 2014 et 2015 :

favoriser la mise en place de consignes des bouteilles en verre en collaboration avec les entreprises locales ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

l'étude des mares de Doudeville. En effet, la biodiversité du plateau de Caux est sous-inventoriée. Bien souvent, toutes les espèces présentes dans la commune ne figurent pas forcément dans les atlas et inventaires. L'association s'est également rendue compte que toutes les mares ne sont pas répertoriées sur les cartes. Pour identifier ces mares à préserver dans le PLU de Doudeville actuellement en cours d'élaboration, il faut recenser les plus intéressantes, notamment du point de vue de la biodiversité.

Par ailleurs, en 2015, un inventaire faunistique et floristique sera réalisé par un professionnel.

Cet inventaire comportera un volet participatif concernant un petit nombre d'espèces indicatrices, faciles d'identification et de valeur patrimoniale. La collecte de données par des non spécialistes peut jouer un rôle utile pour la connaissance de la biodiversité. Des espèces protégées comme la salamandre ou le crapaud alyte sont des amphibiens patrimoniaux dont l'inventaire peut se révéler difficile dans le cadre d'une étude classique. La fédération des habitants autour d'un tel projet permet, entre autres, de récolter de nombreuses informations et connaissances.

L'association mène également une opération, « *Jardins de la biodiversité* », par l'organisation de visites de jardins, en mettant l'accent sur l'action collective en faveur de la faune et flore.

Elle met aussi en place des chantiers de restauration de mares.

Enfin, elle propose des sorties nature et organise de conférences.

2.7. Organisation interne

15 adhérents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.a3de.org>

Présentation du contenu :

Création (2009) : statuts, récépissé de création.

Administration et composition (2009-2014) : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblées générales, procès verbaux de réunions, convocations.

Activités : communiqués de presse, plaquettes, livrets, contenu du site internet <http://www.a3de.org>, revue de presse, conférences, comptes-rendus d'événements.

Dossier de contestation d'un projet de déménagement et d'agrandissement d'une grande surface : remarque de l'association dans le cadre d'une enquête publique, recours au tribunal administratif, pièces juridiques, documents de travail.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association pour le développement durable de Doudeville et de ses environs

953, rue des Forrières

76560 Doudeville

<http://www.a3de.org>

Association pour la protection de l'environnement de Saint-Aubin et Cléon (APESAC)

1. zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association pour la protection de l'Environnement de Saint-Aubin et Cléon.

1.3. Autres formes du nom

A.P.E.S.A.C.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2005

2.2. Histoire

L'A.P.E.S.A.C. est une association de défense de l'environnement et du cadre de vie.

Elle a été créée pour améliorer les conditions de vie des habitants des deux communes de Saint-Aubin-les-Elbeuf et de Cléon en contribuant à protéger leur environnement.

2.3. Lieu

Saint-Aubin-les-Elbeuf.

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Administration et fonctionnement : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale.

Correspondance : diverses correspondances avec les institutions locales telles que DREAL, Air Normand, SANOFI .

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

A.P.E.S.A.C.

108, avenue Pasteur

76410 Saint-Aubin-les-Elbeuf

Association pour la protection des dunes de Porspoder (APDP)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association pour la Protection des Dunes de Porspoder

1.3 Autres formes du nom

APDP

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1983 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association pour la Protection des Dunes de Porspoder a été fondée en octobre 1983.

Elle a reçu le 2 septembre 2003, l'agrément au titre de la protection de l'environnement pour les actions qu'elle mène dans la commune de Porspoder.

2.3 Lieux

Siège social

Porspoder

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

But de l'association :

Protéger les dunes de Porspoder dans le cadre du décret n° 79-716 du 25 août 1979 relatif à la protection et à l'aménagement du littoral ;

Eviter qu'aucune délimitation quelle qu'elle soit ne soit faite sur ces dunes et qu'aucune construction en dur n'y soit édifiée à l'avenir

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://apdp29.pagesperso-orange.fr>

Fonds "Association pour la Protection des Dunes de Porspoder" (APDP).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, procès-verbaux de réunion, compte-rendu de conseil d'administration et d'assemblée générale... (à partir de 2000).

Dossier de l'activité : protection des dunes de Porspoder (retrait du camping (correspondance avec la mairie, la communauté de communes du pays d'Iroise, le préfet), participation au plan local d'urbanisme de Porspoder, convention de pâturage sur les dunes, dossiers des trophées de la vie locale..., à partir de 2000).

Documents iconographiques : 100 photographies des dunes de Porspoder (à partir de 1983).

1983-XXIe siècle

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,50 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président de l'association.

Origine

Association pour la Protection des Dunes de Porspoder

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : apdp29@orange.fr)

Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs (ASRIPE)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association de sauvegarde de la rivière de Pont L'Abbé et de ses environs

1.3 Autres formes du nom

ASRIPE

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1971 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association de sauvegarde de la rivière de Pont L'Abbé (ASRIP) est créée en août 1971.

Le 6 janvier 1991, son nom est modifié. Elle devient l'association de sauvegarde de la rivière de Pont L'Abbé et de ses environs (ASRIPE).

En 2006, elle obtient l'agrément d'association de protection de l'environnement.

2.3 Lieux

Siège social

Pont L'Abbé

Chez un ancien président de l'association

Quimper

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

But de l'association :

Sauvegarder l'intérêt écologique de la rivière (ornithologie, géologie, flore...) contre toute pollution et atteinte à son environnement (déboisement, remblais, urbanisation, bruits...);

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- . Défendre le patrimoine historique, éducatif et culturel ;
- . Action sur les communes : Pont L'Abbé, Plogastel Saint Germain, Plonéour Lanvern, Tréméoc, Saint Jean Trolimon, Plomeur, Plobannalec, Loctudy, L'Île Tudy, Combrit, l'anse de Pouldon.

Moyens d'action :

- . Publication d'une étude circonstanciée sur tous les aspects de la rivière, d'un bulletin et d'articles dans les revues déjà existantes (SEPNB, Site et monument) ;
- . Conférences et projections ;
- . Expositions ;
- . Organisation de concours, de manifestations relatives à son objet ;
- . La possibilité d'agir en justice

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

Fonds "Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs" (ASRIPE).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu de réunion et de conseil d'administration, les décisions du conseil d'administration pour les actions en justice... (à partir de 1971).

Dossiers de l'activité : actions en justice contre des particuliers et des municipalités pour le respect de la loi littorale et du domaine public maritime (permis de construire, certificat d'urbanisme, station d'épuration, le chemin du Pouldon, sentier côtier, le polder de Combrit, le port de Loctudy, le plan d'occupation des sols de Pont L'Abbé..., à partir de 1973), mise en réserve de chasse du Pouldon (1972-1983),

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

conservatoire du littoral (correspondance au moment de l'achat de terrains, 1980-1984), participation à l'élaboration du plan d'occupation des sols de Pont L'Abbé (1975-1980), correspondance sur l'association (membres du comité d'honneur, M. Brissaud l'administrateur de Kérazan, ambassade des Etats-Unis et du Canada..., 1971-1991), ornithologie (relevés ornithologiques, remblais pour la nidification des sternes au Dourdy, recensement des oiseaux d'eau pour l'atlas Wetlands, à partir de 1971), Natura 2000, Zone Naturelle d'Intérêt écologique faunistique et floristique, Bretagne Vivante (études sur la faune et la flore autour de la rivière de Pont L'Abbé, mesure de protection, correspondance..., 1995-2007).

Revue de presse sur l'association, les municipalités... (à partir de 1971).

1971-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 1,75 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président et chez un ancien président de l'association.

Origine

Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'Environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr..

Association pour la sauvegarde du patrimoine et de l'eau

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association pour la sauvegarde du patrimoine et de l'eau.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2001 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association a été créée par l'ancien Maire de la commune d'Ectot-l'Auber, Antoine Leforestier, dans le but de préserver le caractère rural du village.

L'association est actuellement en sommeil mais pas dissoute.

2.3. Lieu

Ferme de la Maison Blanche

Rue d'Esquetot

76760 Ectot-l'Auber

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association a pour but de :

_ planter et veiller à la protection des arbres du village (plus de 1000 arbres ont été plantés, notamment des pommiers), elle subventionne également les plantations d'arbres fruitiers ;

_ conserver, entretenir et revaloriser le patrimoine bâti du village ;

_ gérer et contrôler la qualité des eaux naturelles ;

_ créer et protéger les mares d'Ectot-l'Auber ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

protéger les talus, véritables remparts contre les inondations ;

lutter contre l'implantation de l'A29.

2.7. Organisation interne

Le bureau est constitué de 8 bénévoles.

Environ 30 adhérents.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Présentation du contenu :

Administration et composition : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale, bulletins d'adhérents.

Comptabilités : pièces justificatives.

Activités : comptes-rendus de réunion d'informations, bulletins municipaux : articles sur les activités de l'association, informations sur les marnières...

Documentation : articles de presse.

Dates extrêmes : depuis 2001

Métrage linéaire : 0,6 ml.

Lieu de conservation :

Ferme de la Maison Blanche

Rue d'Esquetot

76760 Ectot-l'Auber

Association pour la sauvegarde du pays fouesnantais (APF)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association pour la sauvegarde du Pays Fouesnantais

1.3 Autres formes du nom

ASPF

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1972 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association pour la Sauvegarde du Pays Fouesnantais (ASPF) a été créée en 1972, par un groupe de Fouesnantais inquiets des projets d'urbanisation des marais littoraux de Beg-Meil.

Elle obtient en 2002 l'agrément « association de protection de l'environnement ».

L'ASPF fait partie de l'Union des associations de défense du littoral (UADL) et participe aux ateliers du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

2.3 Lieux

Siège social

Chez un membre de l'association à Fouesnant.

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

Buts de l'association :

Entreprendre toutes actions et susciter toutes initiatives, coordonner toutes campagnes ayant pour but la préservation des sites, la protection de l'environnement naturel du Pays Fouesnantais et de son littoral ;

Veiller à ce que le développement du Pays Fouesnantais se réalise de façon harmonieuse et dans le respect des composantes de toute nature qui en constituent la richesse ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Défendre les intérêts collectifs tant moraux que matériels des habitants et résidents du Pays Fouesnantais, pour tout ce qui concerne les objectifs mentionnés ci-dessus ;

Se constituer partie civile pour toute action judiciaire relative à des faits portant atteinte ou entraînant un préjudice direct aux intérêts que l'association a pour objet de défendre.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://www.aspfasso.fr>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fonds "Association pour la Sauvegarde du Pays Fouesnantais" (ASPF).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration... (à partir de 1942).

Dossiers de l'activité : actions en justice et défense du littoral (le sentier côtier de Beg Meil jusqu'au Cap Coz, les marais de Moustierlin, les plan d'occupation des sols de Moustierlin, Fouesnant, Beg Meil et du Cap Coz, le plan local d'urbanisme de Fouesnant-Moustierlin, les permis de construire et projets immobiliers (Tipiak, Bouygues, Mona Lisa, Ker Elo...), les algues vertes, la station d'épuration de l'anse du petit moulin, l'eau et l'assainissement, les chemins ruraux, les zones humides et les carrières..., à partir de 1972), Union des Associations de Défense du Littoral (compte-rendu d'assemblée générale, recours contre les municipalités, correspondance..., à partir de 2005), Contrat territorial Odet-Aven (enquête publique, études, correspondance..., à partir de 2005).

Documentation : bulletin de l'association (à partir de 2000).

Documents iconographiques : 200 photographies des marais, de la côte de Beg Meil, Fouesnant, Moustierlin (1972-2002).

1972-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 4,70 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président de l'association.

Origine

Association pour la sauvegarde du Pays Fouesnantais

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Association pour la sauvegarde et la protection de l'environnement de Combrit - Sainte Marine - Ile Tudy (SPE)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association pour la sauvegarde et la protection de l'environnement de Combrit – Sainte-Marine –Ile Tudy

1.3 Autres formes du nom

SPE

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

2005 – aujourd'hui

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Siège social

Chez un membre de l'association à Combrit

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Cette association a pour objet la sauvegarde et la protection du littoral sud de la Cornouaille, en particulier dans les communes de Combrit - Sainte-Marine - Ile Tudy.

Elle veille à l'application des lois et règlements, « des dispositions particulières au littoral », garants des zones à protéger.

Elle œuvre plus particulièrement pour :

- La protection de la faune et la flore en zone humide
- Le développement de la culture biologique
- La défense des sentiers

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- La qualité des sites et de l'habitat
- La qualité des plages et des eaux de baignade.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

Fonds "Association pour la Sauvegarde et la Protection de l'Environnement de Combrit - Sainte Marine - Ile Tudy" (SPE).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu de réunion, registres de délibération du conseil d'administration... (à partir de 2005).

Dossiers de l'activité : station d'épuration de Combrit (procédure pour le tribunal administratif, jugement, jurisprudence, mémoire d'avocat, correspondances..., 2005-2010), protection de la dune et du polder de Combrit (dossier avec la commune de

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Combrit et le syndicat intercommunal, rapport, étude, correspondance..., à partir de 2009).

Revue de presse sur l'association, Combrit, Sainte-Marine et l'Île Tudy (à partir de 2005).

2005-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,50 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez un membre de l'association.

Origine

Association pour la sauvegarde et la protection de l'environnement de Combrit - Sainte-Marine - Ile Tudy

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr)

**Association régionale pour l'étude et l'amélioration des sols
(AREAS)**

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Association Régionale pour l'Étude et l'Amélioration des Sols

1.3. Autres formes du nom

A.R.E.A.S.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1985 à aujourd'hui

2.2. Histoire

L'association régionale a été créée par le Docteur Jacques Couture en partenariat avec des élus locaux et la Chambre d'agriculture de la Seine-Maritime. L'association s'adresse tout particulièrement aux collectivités territoriales et aux syndicats des bassins versants en leur apportant des conseils et des expertises en matière de phénomènes de ruissellement et d'érosion des sols, de coulées de boue, d'inondations et de pollution des eaux. Cela concerne des dossiers techniques et les politiques d'actions.

Les membres de l'association sont les syndicats de bassins versants de la Seine-Maritime et des syndicats d'eau potable et des communautés de communes de l'Eure. Elle est financée par le département de la Seine-Maritime et de l'Eure, l'Agence de l'eau Seine-Normandie, l'Europe, l'État et la région, ainsi que par les cotisations des collectivités membres.

2.3. Lieu

2, avenue Foch

76460 Saint-Valéry-en-Caux

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.5. Fonctions et activités

Sa principale activité est d'œuvrer pour la réduction des ruissellements : trouver et développer des solutions préventives et curatives afin de limiter l'érosion des sols, les pollutions associées, les coulées de boues et les inondations. Les compétences portent sur l'aménagement du territoire, l'agronomie et les systèmes de culture, les eaux pluviales et l'érosion des sols.

L'association a 3 principales missions :

1- Apporter un appui technique aux maîtres d'ouvrages de la région (syndicats de bassins versants, communautés de communes) sur les thèmes de la réduction de l'érosion des sols, du ruissellement et des inondations ;

2- Transmettre ses connaissances et son expérience à tous les acteurs locaux lors de formations et de visites (approche globale de bassin versant, méthodologie d'études et d'aménagements cohérents des bassins versants, conception d'aménagements hydrauliques, développement d'indicateurs d'efficacité ou de suivi d'actions...);

3- Conduire des expérimentations sur le terrain et participer à l'acquisition de références régionales et aux travaux de recherches appliquées.

A titre d'exemple, de 2000 à 2014, la production de connaissances et de savoirs-faire a porté notamment sur :

la réalisation du film « *Lutter contre l'érosion – un enjeu de territoire* » ;

la conduite de l'étude de caractérisation de l'efficacité et des conditions d'utilisation des haies et des fascines pour réduire les effets du ruissellement érosif ;

la création et gestion de l'observatoire « Pesticéros », observatoire des usages et des transferts de produits phytosanitaires dans les eaux de ruissellement du bassin versant érosif de Bourville (76) ;

la création et gestion du site de démonstration de haies et de fascines « Hairoision »

la création et gestion de la base de données « BD Castor » de recensement des aménagements de réduction de l'érosion, des ruissellements et des inondations en Haute-Normandie ;

l'initiation du développement de la culture du risque inondation (enquête auprès des maires, conférence, plaquette de sensibilisation).

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association et règlement intérieur (en date du 16/06/14).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.7. Organisation interne

9 salariés – un Conseil d'administration composé de 10 à 15 membres élus parmi les adhérents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Conseils généraux de la Seine-Maritime et de l'Eure, chambre d'agriculture de la Seine-Maritime, agence de l'eau Seine-Normandie, services de l'État, syndicats de bassins versants et autres structures intercommunales chargées de la réduction des ruissellements et des inondations.

Institutions et organismes de recherche : INRA, Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA), Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), ministère de l'écologie et du développement durable, Université de Rouen, université de Leuven...

3.2. Type de relations

Partenariat.

3.3. Description de la relation

Apport de connaissances et d'expériences, aide au développement de solutions globales et durables.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création

Mai 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Plaquette de l'association. Site internet : www.areas.asso.fr

Présentation du contenu :

Administration et composition (années non précisées) :

Comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale, correspondance, conventions, dossier de fonctionnement interne, contrats de travail.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Comptabilité (2000-2013) :

Bilans, balance des comptes, journaux de recettes et de dépenses, fiches de paie, pièces justificatives, classeur banque, documentation technique.

Activités (1985-2014) :

Inondations : photographies, diapositives, vues aériennes (1982-2000) et vidéos, rapports, articles de presses, documents de travail, dossiers d'études.

Mesures agro-environnementales : montage de dossiers avec les agriculteurs dans le cadre du Fonds de gestion de l'espace rural (FGER), participation aux PDD (Plan de développement durable), aux CTE et CAD.

Expérimentations de terrain : observations d'état de surface, résultats de mesures de ruissellement sous pluie naturelle et à l'aide d'un simulateur de pluie, enquête européenne sur les techniques culturales antiérosives.

Ouvrages hydrauliques : documents relatifs au premier recensement des ouvrages hydrauliques de lutte contre les inondations (1998-2001), fiches d'identification par ouvrage hydraulique, photos, publications des recensements.

Documents d'urbanisme : bilans hydrologiques réalisés dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des POS, PLU et cartes communales des communes de Seine-Maritime (et 2 communes de l'Eure).

Participation à des études : études de remembrements et d'aménagements fonciers, études hydrauliques de bassins versants, études de maîtrise d'œuvre des aménagements hydrauliques, schémas de gestion des eaux pluviales, plans communaux d'aménagement d'hydraulique douce, Plans de prévention des risques d'inondation (PPRI), Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

Documentation (1989-2014) :

Thèses, mémoires de fin d'études, rapports de stage en lien avec le ruissellement, l'érosion, les inondations, dossier de presse Vie de l'AREAS.

Plaquettes et brochures diverses : newsletter European Society for Soil Conservation (1989-2013), bulletin du Réseau Erosion de l'Orstom (1995-2004), publications de CATENA, revue internationale La Houille Blanche (1999-2013), Publications de la SHF (Société hydrotechnique de France), journal Le Courrier de l'Environnement de l'INRA, journal Cultivar, journal l'Echo du Cedapa, journal Fertil Info et autres publications de la Chambre d'agriculture de la Seine-Maritime, journal l'Agriculteur Moderne de Haute-Normandie (1988-2004), revue TCS (Techniques Culturelles Simplifiées), journal du CER France, lettre des acteurs de l'eau Journ'eau, cassettes vidéo et DVD, journal Le Moniteur des travaux publics, articles de journaux, lettres d'information de plusieurs collectivités régionales, publications de l'AREHN, du CAUE 76...

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Documentation technique : études, cartes IGN, cartes des sols et autres cartes, atlas de zones inondables, atlas de l'aléa érosion en Haute-Normandie, atlas hydrogéologiques de la Seine-Maritime et de l'Eure...

Métrage linéaire : 113,55 ml

Lieu de conservation :

2, avenue Foch

76460 Saint-Valéry-en-Caux

Association rurale brayonne pour le respect de l'environnement (ARBRE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association Rurale Brayonne pour le Respect de l'Environnement.

1.3. Autres formes du nom

A.R.B.R.E.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988.

2.2. Histoire

L'association est née en 1988. Son siège social est situé à Forges-les-Eaux mais son rayon d'action s'étend sur l'ensemble du Pays de Bray, territoire aux paysages marqués par la présence du bocage et de zones humides.

Tout en s'opposant ponctuellement à des projets néfastes d'un point de vue écologique et en dénonçant, auprès des autorités administratives compétentes, des actes répréhensibles au regard de la législation sur la protection de l'environnement, l'A.R.B.R.E. se bat pour mieux faire connaître et défendre le patrimoine naturel du Pays de Bray, et pour s'efforcer de léguer une planète vivable aux futures générations.

L'A.R.B.R.E. est une association agréée de protection de l'environnement et reconnue par les diverses administrations et par les élus pour lesquels elle est devenue un interlocuteur incontournable.

2.3. Lieu

Place de la Presle

76440 Beaubec-la-Rosière

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901, agréée au titre de la protection de l'environnement.

2.5. Fonctions et activités

L'association A.R.B.R.E a de nombreuses activités :

Sorties "découverte de la nature" ou à des actions de protection de la biodiversité (installation de plateformes à cigognes par exemple) ;

Publication de la « Feuille de l'ARBRE », bulletin de liaison et d'information sur les activités et actions de l'association et sur l'évolution des problèmes d'environnement locaux ou plus généraux.

Projet de création d'une mission « bocage » en Pays de Bray.

Organisation de campagnes de protection locale (pétition pour la sauvegarde des haies) ou nationale (nucléaire, OGM, chasse).

Conseils et soutien aux citoyens confrontés à des problèmes de nuisances (décharges sauvages, arrachages de haie, pollutions industrielles ou agricoles, bruit, etc.)

Participation à la demande des administrations, à des réunions de travail, d'étude de projets ou de contrôle d'installations existantes.

Consultation pour des avis sur les projets qui touchent le Pays de Bray.

Participation aux comités de pilotage « Natura 2000 » pour le Bray.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Implication pour le classement du Pays de Bray en Parc Naturel Régional et en étant un acteur de la structure « Pays ».

Elle est membre fondateur de la fédération des associations de protection de la nature et de l'environnement de Haute-Normandie (H.N.N.E.).

Enfin elle fait la promotion active des énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse....) et des économies d'énergie tout en militant activement pour la sortie du nucléaire.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Haute-Normandie Nature-Environnement

3.2. Type de relations

Membre fondateur du réseau

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<https://sites.google.com/site/arbrepaysdebray/presentation-de-l-association>

Présentation du contenu conservé par les Archives départementales de la Seine-Maritime (328J) :

Comptabilité (1989-2003) : subvention : correspondance (1989-2003), notes personnelles, budget prévisionnel (1989), pièces justificatives (1989-2002), appel à projet (2003), conventions (2000), compte-rendu de réunion (2000).

Activités (1988-2014) : autocollants, flyers, notices, bulletin d'adhésion, pétition, documents d'informations, présentation de projet (1997), cartes, plaquettes, documents de travail, fiches action, rapports d'études (2000), cassettes vidéos (1990-1991), correspondance (2000-2003).

« *Natura 2000* » : Analyses comparatives (2005), cartes, présentation power point, dépliants, notes d'informations et personnelles, bulletins d'informations *La Lettre Natura 2000* et *Zone Humide Infos* (1998) ; documents d'objectifs et suivi des sites Natura 2000 (2004), contrat territorial d'exploitation (2001), documents de travail, comptes-rendus de comité de pilotage et de conférence (2000-2002), fiches sur les espèces, communiqué de presse (2002), synthèse de diagnostic écologique, ordre du jour de réunion (2003), circulaire de direction de la nature et des paysages (2001), guide d'entretien pour diagnostic des exploitations, cahier des charges, articles de presse (2000-2003), correspondance (1997-2006).

« *Agriculture* » : plaquette, notes d'informations, bulletin d'information *Zone Humide infos*, Confédération paysanne (1999-2000) ; dépliant, flyers, calendrier de réunion de travail (1999), rapports d'activités (1997), articles de presse (1998-2000), correspondance (1998-2000).

« *Décharge Roquemont* » : articles de presse (2003), journal d'associations (2003), pétition.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

« *Carrière Saint-Riquier* » : communiqué, notes d'information, articles de presse (1999-2004).

« *Ligne SNCF* » : schéma local de transport de voyageurs normands (1994-1996), articles de presse (1988-1994), correspondance (1994-1996).

« *Tourisme, bocage, remembrement, club nature Forges, école nature* » : notes personnelles et d'informations, échéancier d'actions (1989), budget prévisionnel, carte, flyers, bulletin d'information, articles de presse (1988-1994), correspondance (1989).

« *Affaire Clais : déclassement de voies communales* » : certificat (2003), photocopies de registre d'enquête publique (2003), notice explicative (2003), notes personnelles, enquête publique (2003), carte, articles de presse (2003), correspondance (2003-2004).

« *Pesticides Bully Mesnières* » : ordre du jour du conseil départemental d'hygiène (2001), conférence (2000), rapport (2001), documents de travail (2001), notes d'informations, bilan de qualité de l'eau (1999), cartes, diagramme, photographies, plaquette, décret (2000), directives européennes (1998), avis du conseil supérieur d'hygiène (2000), bulletin d'information *La Feuille de l'A.R.B.R.E.* (2001-2014), flyers, dépliants, cahier d'acteurs France Nature Environnement (2010), articles de presse (2000-2001), correspondance (1998-2001).

« *Boue Chapelle d'Arblay* » : notes d'information, documents de travail (2002), dépliants, communiqué de presse (2001), registre et rapport d'enquête, devis (2000), extrait de délibération de conseil municipal (1999), correspondance (1999-2001), articles de presse (1999-2001).

« *Marais de Fesques* » : photographies (2000), arrêté préfectoral et ministériel (1990-2000), extrait code rural, statuts (1995), dépôt de plainte (2000), décret (1993), extrait du code permanent environnement et nuisances (1992), documents de travail, récépissé de consignation (2000), correspondance (1999-2002), article de presse (1999).

« *Problèmes eau* » : journal *Le Canard sauvage* (1993), documents de travail, recommandations de la commission des clauses abusives (2002), listing, notes personnelles, réunion préparatoire (2002), invitation, compte-rendu d'enquête publique (2000), livret, articles du code rural, de la santé publique, des communes et des collectivités territoriales, bilan du comité de bassin de Seine Normandie, bulletin d'information *Zone Humide Infos* (1998), dépliant, discours (1997), dispositions communes eau et assainissement (1997), articles de presse (1990-2003), correspondance (1998-2002).

« *Dampierre en Bray* » :

« *Dampierre données ZNIEFF dossier arrêté de biotope* » : fiche d'observation ornithologique, fiche ZNIEFF (1983), document descriptif d'un site naturel (1986), notes personnelles, cartes, données d'observation ornithologique, inventaire ZNIEFF ;

« *dossier plainte* » : correspondance (1999-2002), compte-rendu d'audience et conclusion de tribunal de grande instance (2001), délibération et procès verbal de conseil d'administration (1998-2001), décret (2001), ordonnance de dispenses de consignation (1998), notes personnelles ;

"*Dampierre*" : correspondance (1982-1986), avant projet et projet d'études d'impacts, cartes, documents de travail, extrait de lois et décrets, articles de presse (1986).

« *Coordination eau Haute-Normandie* » : articles de presse (1999-2001), comptes-rendus de réunion (1999-2001), bilan financier (2000-2002), correspondance (2000),

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

dépliant, plaquette, notes d'information, flyers, préparation de réunion (1999), extrait de loi.

« *Mauquenchy* » : analyse (1987), articles de presse (1989-2002), proposition de reconversion de Mauquenchy (1995), correspondance (1987-2002), projet de communiqué de presse, intervention, dossier de présentation (1997), synthèse financière (1997), rapport du conseil départemental d'hygiène (2002), enquête publique (2002), présentation de projet, "*Mauquenchy : F1, centre de loisirs, hippodrome*" : correspondance (1997-2001), articles de presse (1987-2001), procès-verbal de délibération (1997-1998), communiqué de presse, pétition.

« *Mauquenchy documents officiels* » : carte, analyse des sites pressentis (1987), rapport (1988), notice explicative (1987), extrait de procès-verbal de délibération (1987-1988), correspondance (1987-1989).

« *Autoroute et RN31* » : avant projet, flyers, carte, communiqué de presse (1988-1998), notes personnelles, articles de presse (1994), correspondance, charte, documents de travail.

Documentation (1982-2006) : études (1988-1989), lettre d'information (1990-1991), recensement régional (1988), études d'impacts (1988-1989), fichier analytique, article de presse (1998-1999), inventaire du patrimoine naturel de Picardie, projets (2004), *le courrier de l'environnement de l'instance nationale de la recherche agronomique* (2002-2003), diagnostic environnement (2006), diagnostic ornithologique (2006), rapport (2005), commission de suivi (2002), article de presse, schéma départemental des carrières de Seine-Maritime, réglementation, dossier d'enquête publique (2001).

Centre de documentation sur le milieu naturel : études (1988-1989), rapports d'activité et de stage (1982-1989), enquêtes (1985), programmes et comptes-rendus des journées de l'environnement (1985), études d'impacts (1985), bibliographie (1985), techniques documentaires (1985) ; note de présentation du groupement régional des associations pour la protection de l'environnement en Haute-Normandie.

Métrage linéaire : 0,96 ml.

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime
42, rue Henri II Plantagenêt
76100 Rouen

Association vie environnement respect nature (AVERN)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association Vie Environnement Respect Nature

1.3. Autres formes du nom

AVERN (sigle).

Association Vernouillitaine pour un environnement respectueux et nouveau (ancienne dénomination).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2001 - aujourd'hui

2.2. Histoire

« L'Association Vie Environnement Respect Nature » (AVERN) a été fondée officiellement le 8 octobre 2001 (date du dépôt des statuts ; l'annonce au Journal officiel date du 3 novembre 2001) sous la dénomination « Association Vernouillitaine pour un environnement respectueux et nouveau ».

Cette création fait suite à une prise de conscience environnementale d'habitants du bourg (« les corvées ») de la commune de Vernouillet dans le département de l'Eure-et-Loir. En 2001, une déchetterie sauvage s'était installée au milieu des habitations de la commune de Vernouillet. Après la réaction des riverains, le Maire de la commune est venu sur place et la déchetterie sauvage fut fermée. Cette prise de conscience environnementale d'habitants, liée notamment avec cet événement déclencheur, donna alors lieu à la création d'une association de protection de la nature et de l'environnement : l'AVERN.

Dès sa création, l'association a pour ambition de dépasser les seuls intérêts locaux, tout en poursuivant les actions auprès de la commune de Vernouillet pour améliorer le cadre de vie des habitants. L'association se donne alors pour objet la protection et le respect de l'environnement, de la nature, des animaux, de la santé, du cadre de vie et de la qualité de vie ainsi que du patrimoine sous tous ses aspects (architectural, paysager...).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Le tri et le compostage individuel ont été l'un des premiers engagements de l'AVERN dans l'agglomération drouaise. En effet, plusieurs membres de l'association étaient déjà sensibilisés à ce sujet, n'employaient ni pesticides, ni engrais et pratiquaient le tri de leurs déchets en faisant notamment du compost. L'association commence alors son travail de sensibilisation sur le tri des déchets et le compostage individuel en organisant une conférence et en distribuant des composteurs à l'issue de celle-ci.

En parallèle, l'AVERN accompagne et porte une demande de haies de la part de la population de Vernouillet. Cette demande est acceptée vers 2002 - 2003 par la commune.

En 2005, l'association poursuit son engagement sur le tri des déchets malgré les difficultés rencontrées pour convaincre les élus. Une réunion d'information est organisée à Luray dans laquelle sont présents un atelier enfant, des promenades à cheval et une loterie gratuite où sont offerts des plantes, des outils et trois composteurs. Germaine Fraudin, Présidente de l'association réalise également des interventions sur le tri et le compostage dans les classes des écoles élémentaires de Luray, Vernouillet et Dreux. Ces actions contribuent à l'institution d'un plan de prévention des déchets à Luray en 2008, qui fut par la suite adopté à échelle départementale en 2012.

En 2007, l'AVERN obtient l'agrément de protection de l'environnement sur les 75 communes du Drouais.

En 2009, l'association est reconnue d'intérêt général.

En 2010, l'AVERN est acceptée comme membre de Nature Centre (depuis, France nature environnement - Centre Val de Loire).

En 2013, l'association obtient l'agrément de protection de l'environnement sur le département de l'Eure-et-Loir.

2.3. Lieu

41, rue Henri Dupont

28500 Vernouillet

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'AVERN a pour objectif d'informer, de sensibiliser et d'agir pour une prise de conscience collective au plan environnemental et assurer un avenir meilleur et durable. L'association s'engage principalement sur les thématiques et sujets suivants : la protection de la biodiversité, l'eau et sa qualité, la santé, la réduction

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

des déchets et le compostage individuel, le jardin au naturel, les économies d'énergie, la promotion d'une agriculture non productiviste, le cadre de vie et la santé, l'intervention auprès des jeunes et des pouvoirs publics pour respecter et protéger la nature.

Afin de parvenir à ses objectifs, l'AVERN mène les actions suivantes :

- Participation et organisation de conférences, colloques et débats sur des thèmes variés (dont biodiversité, climat, environnement et santé, qualités des eaux, manipulations génétiques, rapports avec les animaux, énergies durables, nucléaire, biomimétisme, nanomatériaux, agriculture, agroécologie, arbres et forêts, polluants chimiques et pesticides, perturbateurs endocriniens, OGM) en invitant des spécialistes et personnalités de la protection de la nature (dont Lauriane d'Este, *prof.* ; Jane Lecomte, *prof.* ; Jacques Testart ; Jean-Mary Pelt ; Allain Bourgrain Dubourg ; Jean Jouzel ; Jean-Marc Lainé, journaliste ; Perrine Hervé-Gruyer, « ferme du Bec Hellouin » dédiée à la permaculture ; Hervé Kempf).
- Organisation de projections de films suivis de débats avec le public.
- Organisation d'ateliers « jardin au naturel » et formation à la permaculture.
- Organisation de sorties nature avec des naturalistes de l'association.
- Plantation d'arbres à Vernouillet en 2010 (des aulnes en raison de l'étymologie de la commune : « Vern » correspond à aulne en Celte) et 2011 (120 arbustes pour les dix ans de l'association et à Dreux en 2016 (2 pommiers).
- Protection du patrimoine et valorisation des lieux de mémoire (brochure sur l'église de Vernouillet, don de deux plaques pour rebaptiser une place « la place de la Mare », don d'une stèle en l'honneur du lieutenant Walter Francis Perra dont l'avion a été abattu en 1944).
- Protection et sensibilisation autour du sujet de l'eau (conférences dans des lycées, sorties et visites).
- Mobilisation pour sensibiliser les habitants et les scolaires aux problèmes des déchets ménagers et pour promouvoir le tri et le compostage.
- Interventions auprès des scolaires et des jeunes pour les sensibiliser, les informer et les éduquer à l'environnement.
- Organisation et participation au salon « Vivre et habiter, écologique et bio » afin de faire évoluer les modes de pensées et les conduites qui accentuent le changement climatique et la perte de la biodiversité en incitant à adopter un autre mode de vie (stands, conférences, atelier...).
- Présence de l'AVERN au forum des associations à Dreux.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Partenariat avec la Lyonnaise des eaux pour la mise en œuvre d'un plan d'action « Biodiversité et milieux naturels » (protection des captages des eaux, de l'usine de traitement des eaux de Vernouillet et à Ivry-la-Bataille, inventaire faune-flore, conseils).
- Actions auprès des pouvoirs publics et des élus pour protéger la nature, l'environnement et le cadre de vie (dont contre projet à celui de l'autoroute concédée A 154).
- Publication d'un bulletin depuis 2005.

2.6. Textes de référence

Statuts du 8 octobre 2001, modification de 2009.

2.7 Organisation interne

L'AVERN se compose d'une assemblée générale ordinaire qui réunit chaque année tous les adhérents et dans laquelle sont notamment abordés la situation morale, les activités, la gestion et le bilan financier de l'association.

L'AVERN est également composé d'un conseil d'Administration de 3 à 20 Membres élus par l'Assemblée générale ordinaire pour 2 ans et d'un Bureau composé notamment de la Présidente actuelle Germaine Fraudin. Tous les membres sont rééligibles.

L'Association se compose actuellement de 412 adhérents (membres fondateurs, membres actifs et membres bienfaiteurs versant une cotisation annuelle). Reposant sur le bénévolat exclusivement, elle ne compte aucun salarié, ni ne dispose de local dédié.

3. Zone des relations

3.1 Collectivités, personnes ou familles associées

L'AVERN entretient des relations avec les entités, structures associatives et institutions suivantes :

- Membre de France nature environnement Centre-Val de Loire depuis 2010, et vice-présidence assurée par Germaine Fraudin.
- Membre de la Fédération environnement Eure-et-Loir (FEEL).
- Participation au débat public par sa présence et ses représentations aux commissions et dans les instances délibératives : membre de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPP), du Conseil de développement de l'agglomération du Pays de Dreux, de la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL de Vernouillet), du Comité de pilotage du plan de prévention des déchets (départemental et régional), du Comité de suivi de l'aménagement autoroutier RN 154 – RN 12, participant à l'élaboration

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

du Plan local d'urbanisme (PLU) de Vernouillet, et à celle de l'Agenda 21 de l'agglomération de Dreux.

- Région Centre Val-de-Loire (subvention relative au salon « Vivre et habiter, écologique et bio »).
- Commune de Vernouillet et agglomération du Pays de Dreux.
- Lyonnaise des eaux (convention dans la mise en œuvre d'un plan d'action Biodiversité et milieux naturels).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Novembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Germain Fraudin, Présidente de l'AVERN et Vice-Présidente de France Nature Environnement (FNE) Centre – Val de Loire.

<http://www.avern.fr/>

Présentation du contenu conservé par l'AVERN :

Création :

Statuts (08/10/2001), modification (2009).

Administration et composition :

Assemblée générale et Conseil d'Administration (2001-2018) : comptes-rendus, rapports moraux d'activités et financiers.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fonctionnement et activités :

Actions de l'AVERN classées par année (2001-2017) (0,80 ml) : comptes rendus des activités, courriers, coupures de presse, documentation relative aux manifestations (dont brochures) ;

Participation et organisation à des salons (dont « Mieux vivre autrement ») (0,5 ml).

Documentation :

Bulletin de l'AVERN (2005-2018) (46 numéros, soit 3 par an) ;

Lettres d'informations de l'AVERN (2001-2004) ;

Affiches des conférences et manifestations diverses organisées par l'AVERN (deux classeurs) ;

Publication « La cause des animaux : des livres clés » ;

Documentation diverse (1,0 ml).

Varia :

Archives non classées (environ 1,0 ml)

Dates extrêmes

2001-2018

Métrage linéaire conservé

4,0 ml

Stockage bureautique conservé

85 Go (dont plaquette de l'association, courriels et 60 Go de photographies).

Enregistrements audio de conférenciers sur le site de l'association :

<http://www.avern.fr/enregistrements-audio/>

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

La majorité des fonds d'archives sont conservés dans des classeurs ou des dossiers (les actions et activités de l'AVERN suivent un classement chronologique). Un fonds est cependant non classé.

Bon état de conservation des fonds d'archives dans un environnement sain.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Localisation physique

41, rue Henri Dupont

28500 Vernouillet

Modalités d'accès

Sur demande auprès de Germaine Fraudin, présidente de l'AVERN :

Tél. : 02 37 46 71 97

Courriel : fraule@wanadoo.fr

Beva e bro Daoulas

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Beva e bro Daoulas

1.3 Autres formes du nom

Association logonnaise pour la défense de l'environnement

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1976 – 2001

2.2 Histoire

En 1976, Jean Salaün participe à la création de l'association Logonnaise pour la défense de l'environnement, qui deviendra l'association Beva e bro Daoulas. Cette association a obtenu l'agrément « environnement et urbanisme ». Elle est dissoute en 2001.

2.3 Lieux

Chez un membre de l'association

Logonna Daoulas

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Jean Salaün a été le président de l'association Beva e bro Daoulas de 1976 à 2001, c'est à dire de sa création à sa dissolution.

Au sein de cette association, Jean Salaün qui a également été président de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) de 1984 à 1988, puis de 1990 à 1991, a œuvré pour la protection du domaine public maritime en collaboration avec la SEPNB.

En effet, l'association Beva e bro Daoulas a pour but la défense du littoral, notamment sur des dossiers comme le comblement de la rade de Brest et l'étang du Moulin Mer.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Informations transmises par Jean Salaün.

Fonds "Beva e bro Daoulas".

Dossiers sur des atteintes au domaine maritime : comblement de zones humides dans la rade de Brest (jugement, mémoire d'avocat, procès-verbaux de réunion de la commission départementale des rivages et de la mer, rapport, correspondance..., 1978-1995), la domanialité publique de l'étang du Moulin-Mer (acte de vente, enquête, correspondance..., 1995-2005).

1978-2005

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,06 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président de l'association.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Origine

Beva e bro Daoulas

Accroissements

Le fonds est clos.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Blaise vallée durable

1. Zone d'identification;

1.1. Type d'entité; Association

1.2. Forme autorisée du nom; Blaise Vallée Durable

1.3. Autres formes du nom; BVD,

Anciennement Saulnières préservation et valorisation du cadre de vie (SPVCV) (aujourd'hui fusionnée avec Blaise Vallée Durable)

2. Zone de la description;

2.1. Dates d'existence; SPVCV : septembre 2003 – 2014

BVD : 2009 – aujourd'hui

2.2. Histoire; Blaise Vallée Durable (BVD) a été créée en 2009 pour s'inscrire dans la mouvance de l'association Saulnières Préservation et Valorisation du Cadre de Vie (SPVCV) qui s'est battue avec succès contre une carrière qui menaçait l'environnement de la commune de Saulnières et la rivière de la Blaise. Cette création résulte aussi de l'idée d'élargir les actions de la SPVCV à l'ensemble de la vallée de la Blaise (actions de protection de la nature et de l'environnement, d'éducation à l'environnement et de protection du patrimoine) (cf. tableau du site).

Depuis 2009, cela a amené l'association à faire un certain nombre d'actions, ou publier divers documents. Entre 2011 et 2013 a été mis en place la conception et la création de supports graphiques, suivi du projet dans l'opération signalétique à Crécy-Couvé (flyers ; plaques de maison ; panneau central et site internet pour l'association Crécy d'Hier et d'Aujourd'hui ; conception, réalisation graphique et initialisation du site internet de la mairie pour valoriser la commune). En 2014, l'association organise la visite à la ferme du Bec Hellouin en permaculture, réalise un document d'information sur le panachage dans les communes de moins de 1 000 habitants et assiste dans le projet d'amélioration de la circulation rue principale de Crécy-Couvé. En avril, 2016, BVD ouvre le Café 16 - de la Blaise autour duquel s'organise de nombreuses manifestations tels que des concerts. Ce café culturel à pour objectif de valoriser la commune et son patrimoine historique et environnemental.

Quant à l'association Saulnières Préservation et Valorisation du Cadre de Vie (SPVCV), elle n'a jamais été officiellement dissoute. La SPVCV a fusionnée au sein de Blaise Vallée durable en décembre 2014 après le dédommagement, la même année, des frais de procédure relatifs à la lutte contre la carrière de Saulnières.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

La SPVCV a été créée en 2003 en raison de cette lutte emblématique pour l'association. Il s'agissait d'un projet de carrière appartenant au groupe Béton-Lafarge. Ce projet consistait à la création d'une exploitation de silex, prévue sur 35 hectares, pouvant être étendue en zone sauvegardée. La SPVCV s'est alors créée en réaction à la menace environnementale sur la vallée de la Blaise. En effet, cette carrière devait laver les cailloux dans la Blaise (rivière de vallée karstique avec une présence de multiples nappes phréatiques) avec des produits hautement toxiques dont du floculant. En 2005, après l'avis favorable du Préfet, malgré le désaccord des Mairies, de commissaire enquêteur et des habitants, la SPVCV lance urgence un référé. Même si l'action en justice devant le tribunal est gagnée par les opposants à la carrière, il faut attendre l'année 2011 pour que le Conseil d'État se prononce et casse le projet de carrière.

En parallèle à cette lutte la SPVCV a mené différentes actions de protection de la nature et de l'environnement telles que l'organisation en 2003 d'une Foire au fleur ou « de sorties natures ».

2.3. Lieu; Le 16 – Café de la Blaise

16 rue de l'ancien château

28 500 Crécy-Couvé

2.4. Statuts juridiques; Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités; Saulnières Préservation et Valorisation du Cadre de Vie (SPVCV) avait pour but de protéger et de valoriser l'environnement et le Patrimoine de la commune Saulnières. L'association s'est construite autour de la lutte emblématique qu'elle a menée Lutte emblématique contre une carrière de silex, tout en réalisant des actions de protection et de valorisation de la nature et de l'environnement (organisation d'une Foire au fleur ou « de sorties natures », nettoyage de la Blaise, actions d'éducation à l'environnement).

Blaise Vallée Durable (BVD) est quant à elle une association « citoyenne », domiciliée à Crécy-Couvé, qui se veut résolument tournée vers l'information au citoyen dans la vie de tous les jours.

En tant qu'association de la protection de la nature et de l'environnement et plus largement, BVD a pour buts³¹ :

- La protection de la nature et de l'environnement,
- La protection et l'amélioration du cadre de vie, la protection de l'eau, de l'air, du sol, des sites et des paysages, de l'urbanisme,
- La lutte contre les pollutions et les nuisances,
- La mise en valeur du patrimoine naturel, culturel et historique.

³¹ *Extrait des statuts de l'association.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- *Partage et mise en valeur des compétences*
- *Sentinelle : relais et/ou force de proposition auprès des collectivités locales, en direction des scolaires »*

BVD a réalisée comme principales actions :

- 2011-2013 : Mise en place, conception et création des supports graphiques, suivi du projet dans l'opération signalétique à Crécy-Couvé : flyers, plaques de maison, panneau central et site internet pour l'association Crécy d'Hier et d'Aujourd'hui, réalisation graphique et initialisation du site internet de la Mairie de Crécy-Couvé.
- 2014 : organisation de la visite à la ferme du Bec Hellouin en permaculture, réalisation d'un document d'information sur le panachage dans les communes de moins de 1 000 habitants et assistance dans le projet d'amélioration de la circulation rue principale de Crécy-Couvé.
- Depuis avril 2016 : Gestion du Café 16 – de la Blaise (ouvert en avril 2016), café culturel valorisant le patrimoine, et l'environnement de la vallée de la Blaise.

2.6. Textes de référence; Statuts.

2.7 Organisation interne; Blaise Vallée Durable dispose d'un bureau et d'un Conseil d'administration. Elle se réunit en Assemblée Générale environ une fois par an.

Le bureau actuel est notamment composé de sa Présidente, Catherine Aussel et de sa Vice Présidente Dominique Van Den Heede.

BVD compte 350 adhérents dont 30 bénévoles actifs et un « noyau dur » d'une dizaine de personnes.

Les locaux du 16 - Café de la Blaise sont prêtés à titre gracieux par un particulier et fonctionne grâce aux bénévoles selon des services.

3. Zone des relations;

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées; BVD (et anciennement SPVCV) sont membres de la Fédération environnement Eure-et-Loir (FEEL),

Partenariats et actions commune avec l'agglomération du Pays Drouais et les communes de la vallée de la Blaise,

BVD, est membre de Maisons paysannes de France,

BVD, est adhérente au réseau des cafés culturels associatifs.

4. Zone du contrôle;

4.1. Identification de la notice d'autorité; Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions; ISAAR (CPF).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution; Juin 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s); Français.

4.8. Sources; Dominique Van Den Heede (vice-présidente de BVD)

Présentation du contenu conservé par BVD et ex SPVCV :

- **Fonds de l'association SPVCV (2003-2015) (environ 1,80 ml)**

Création, modifications :

Statuts (2003), modification sous la forme d'une fusion/absorption (2015).

Administration et composition :

Assemblée Générale, Conseil d'administration (2003-2015) . - Comptes rendus et procès verbaux : 1 classeur ;

Listes d'adhérents.

Correspondance :

Courriers divers : 1 dossier.

Comptabilité (2003-2015) (0,3 ml) :

Livre de comptabilité, Cotisations, dons, relevés bancaires, factures.

Activités :

Carrière de silex de Saulnières (environ 1,0 ml) (2003-2014) : dossier explicatif du projet, mémoires des procès (0,40 ml), expertises (dont fiche donnée de sécurité, expertise de l'hydrogéologue François Fillon), pièces du Conseil d'État, copie du dossier d'enquête publique, soutiens, courriers, affiches de journaux, coupures de presse, réunions d'informations, documentation (concernant principalement des recherches sur l'impact touristique, et la dangerosité des produits), cassette de l'enregistrement de la présentation du carrier au Conseil municipal ;

Dossier de lutte contre le projet d'autoroute A 154 : documentation ;

Étude paysagère ;

Fiches de liaisons interne au Conseil municipal ;

Dossiers d'activités diverses et de sensibilisation à la nature et à l'environnement : rallyes à pied, à cheval et à vélo, week-end champignons.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Documentation :

Varia : Doubles relatif à l'activité de Dominique Van Den Heede au sein de l'association.

- **Fonds de l'association Blaise Vallée Durable (BVD) (2009-2018) (0,2 ml)**³²

Administration et composition :

Assemblée Générale, (2009-2017) : comptes rendus ;

Cahiers-registres d'adhésions.

Comptabilité : demandes de subvention.

Activités, fonctionnement :

Activités diverses, actions (2009 – 2015) (0,05 ml) . - Projet d'assainissement collectif : document de conférence (2015) ; Action scolaire « l'eau à la Maison » : document distribué dans les écoles (2016) ; signalétique de circuit touristique (vers 2009) ; participations aux manifestations ; dossier sur le panachage (2014), dossier éolien ;

Café 16 de la Blaise, fonctionnement, actions. - Dossiers de présentation du Café de la Blaise classés par année (2014-2018) (0,05 ml) ; personnel : Service civique ; organisation de manifestations diverses (avec affiches et flyers) ; concerts (avec documents comptables) ; participation aux réseaux des cafés culturels associatifs.

Dates extrêmes; 2003-2018

Métrage linéaire conservé; Environ 2,0 ml.

Stockage bureautique conservé; Volume non renseigné (présence pour les archives de BVD de : rapports moraux ; comptes rendus des Assemblées Générales, des Conseils d'Administration et des réunions de Bureau ; cahier d'adhésion).

Accroissement; Fonds clos pour la SPVCV,

Fonds non clos pour Blaise Vallée Durable.

Mode de classement et état de conservation.; Classement dans des classeurs, ou dans des dossiers rangés dans des cartons. Bon état de conservation.

Localisation physique; Chez Catherine Aussel (Présidente de BVD) et Dominique Van Den Heede (Vice-Présidente de BVD).

Modalités d'accès; Sur demande par courriel adressé à Dominique Van Den Heede : dvdh.16@orange.fr

³² Archives essentiellement numériques.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne (SEPNB)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Bretagne Vivante – Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne

1.3 Autres formes du nom

SEPNB

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1958 – aujourd'hui

2.2 Histoire

La Société pour l'étude et la protection de la nature (SEPNB) est créée en décembre 1958 afin de prolonger l'action des « Cercles Géographiques et Naturalistes du Finistère », formés en novembre 1953.

Fondée à une époque où l'écologie ne concernait encore que quelques initiés, la SEPNB a joué un rôle précurseur en créant des réserves ornithologiques sur le littoral. Son champ d'action s'est rapidement élargi à tous les problèmes de défense de l'environnement se posant sur l'ensemble des cinq départements de la Bretagne historique.

En 1968, l'association SEPNB est reconnue d'utilité publique.

En 1998, la SEPNB change de nom et devient Bretagne Vivante-SEPNB.

En 2009, à l'occasion de ses 50 ans, l'association a réactualisé son projet associatif, et s'est dotée d'un plan d'action sur trois ans déclinant les actions qu'elle se fixe d'entreprendre en priorité.

Portée par près de 3000 adhérents, de nombreux militants et une quarantaine de salariés, l'association gère aujourd'hui un réseau de plus de 100 espaces naturels protégés, répartis sur les cinq départements de la Bretagne historique.

2.3 Lieux

Siège social

186 rue Anatole France, 29200 Brest

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Sections locales

Trégor-Goëlo, Concarneau-Trégunc, Crozon, Douarnenez, Pays de Morlaix, Quimper-Pays Bigouden, Quimperlé, Rade de Brest, Fougères, Rance-Emeraude, Rennes, Châteaubriant, Estuaire-Loire-Océan, Nantes, Belle-Ile, Brocéliande-Lanvaux, Kreiz Breizh, Pays de Lorient, Pays de Vannes

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

Bretagne Vivante est une association régionale active qui est intégrée à des réseaux scientifiques (programmes européens) et institutionnels (commissions régionales et départementales).

But de l'association :

Sauvegarder dans les départements des Côtes-d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire Atlantique, Morbihan et éventuellement dans les départements limitrophes faisant biogéographiquement partie de la même région naturelle que la Bretagne, la faune et la flore naturelles en même temps que les milieux dont elles dépendent (roches, paysages, sols et eaux) lorsque leur conservation s'impose par suite d'un intérêt scientifique, économique ou esthétique caractérisé ;

Développer le goût et l'intérêt pour les sciences naturelles, la géographie et la protection de la nature ;

Réaliser des études scientifiques ;

Protéger de l'extinction les espèces animales et végétales menacées ;

Veiller à la protection de l'environnement en étant compétent et capable d'intervenir dans différents domaines indissociables et complémentaires de la protection de la nature (protection des espèces et des espaces), domaine traditionnel d'action de la SEPNE : les déchets, la gestion des ressources naturelles, l'utilisation de l'espace, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, l'énergie, l'impact des aménagements.

Moyens d'action de l'association :

Obtenir en propriété, par achat, ou à défaut en location des terrains et les ériger en réserves ou parcs naturels ;

Aménager et mettre en valeur les différentes sortes de parcs et réserves de l'association, de les surveiller et de les entretenir à l'aide d'un personnel rétribué ou bénévole ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Créer dans ces parcs et réserves, ou en dehors mais dans le cadre de la zone d'influence de la société, des stations scientifiques, musées, parcs faunistiques ou botaniques et en assurer la gestion avec l'aide d'un personnel rétribué ou bénévole ;

Mener toute action en justice, se constituer partie civile, réclamer des dommages et intérêts dans l'intérêt de la conservation de la nature ;

Entreprendre toutes recherches, mener toute enquête, donner tout avis, poursuivre toutes études se rapportant directement ou indirectement à toutes ces questions ;

Faire fonctionner une ou plusieurs bibliothèques de Sciences Naturelles et de géographie ;

Publier périodiquement son bulletin « Penn ar Bed », des mémoires, ainsi que des brochures, affiches, tracts, cartes postales, etc... se rapportant à l'étude ou la protection de la nature, au besoin en collaboration avec des sociétés ou établissements poursuivant en tout ou partie des buts analogues ;

Assurer des missions d'éducation à l'environnement pour tous types de publics ;

Gérer des centres d'éducation à l'environnement avec ou sans hébergement et restauration ;

Organiser des actions de formation ;

Participer à différentes instances de concertation avec les pouvoirs publics.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

Maurice Le Démézet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne – La SEPNB (1953-2003)*, Presses universitaires de Rennes, 2003.

<http://www.bretagne-vivante.org>

Fonds "Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne" (SEPNB).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, décrets, compte-rendu et extrait de délibération du conseil d'administration, rapport d'activité... (à partir de 1958).

Comptabilité : bilan comptable, grand livre de compte, subventions, budgets des réserves naturelles, budget des réserves nationales... (à partir de 1963).

Etudes réalisées par l'association sur les zones humides, les goélands, l'Amoco-Cadiz, la faune, la flore, les réserves naturelles, le parc éolien... (à partir de 1975).

Revue de presse sur l'association, la faune, la flore, les atteintes à l'environnement... (à partir de 1989).

Dossiers de l'activité : affaires juridiques et contentieux (Amoco Cadiz, Tanio, Erika, la chasse, la ligne haute tension Brennilis-Pleyber Christ, le sentier littoral du Pouldon - Loctudy..., à partir de 1978), la gestion des 110 réserves naturelles (études, convention de gestion, compte-rendu de réunion, rapport d'activité et financier, actes notariés, plan de gestion, annuaires et travaux des réserves, dossiers des réserves naturelles nationales (Glénan, Molène, Iroise, Groix, Falguerec-Séné, Venec), bilan des animations, projets de réserves, dossiers spécifiques à Goulien, au Cragou et au Bois Joubert, correspondance..., à partir de 1957), le suivi des oiseaux et des mammifères marins (sternes, goélands, oiseaux mazoutés, oiseaux échoués, belugas, phoques..., à partir de 1950), l'Erika (suivi de chantier de nettoyage, compte-rendu de Bretagne Vivante et de la préfecture, conseils et protocole technique plan Polmar, organisation de Bretagne Vivante, études post Erika, suivi des oiseaux et soins..., 2000-2001), Unité Mobile de Soins pour Oiseaux Mazoutés - UMSOM (rapports, dossier technique, correspondance..., à partir de 2000), programmes européens (Life, Natura 2000, Interreg, contrat nature, programme Morgane : phragmite aquatique, archipels et îlots marins, mulette, sterne..., à partir de 1990), partenariats (conservatoire du littoral, conservatoire botanique de Brest, opération "grands sites nationaux", commission

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

départementale des sites 29, communauté urbaine de Brest, DIREN, réserves naturelles de France..., à partir de 1977), dossiers sur les sites naturels du littoral et du continent en Bretagne, les routes départementales, la faune, la flore, l'eau, les déchets, les zones humides, le littoral, l'agriculture, les différentes interventions de Bretagne vivante... (1985-2005), les animations (fiches et outils pédagogiques, documents de préparation, réseau d'éducation à l'environnement en Bretagne - REEB, colloque Life landes, les 40 ans de l'association, à partir de 1995).

Documentation : Bretagne Vivante dispose d'un centre de documentation dans ses locaux, ouvert au public le jeudi de 14h à 18h, "bulletin de liaison SEPNB" (1980-1999), "Bretagne vivante" (revue trimestrielle de l'association, à partir de 2000), "Penn ar Bed" (revue de l'association, à partir de 1953), 7 publications de Bretagne Vivante (1999-2010), "atelier technique des espaces naturels" (revue, 1987-2007), "la lettre des réserves" (revue de Réserves naturelles de France, à partir de 1990).

Documents iconographiques : 60 affiches sur Bretagne Vivante-SEPNB, les réserves naturelles et l'environnement (à partir de 1960), photothèque (2400 photographies des réserves naturelles et de l'Erika au siège de l'association, 30000 diapositives et 4200 photographies numérisées à la photothèque chez un membre de l'association sur la flore, la faune, les oiseaux, les oiseaux marins mazoutés, les milieux divers, les grands sites, les réserves naturelles, dont le fonds d'Edouard Lebeurier de 4000 diapositives naturalistes, à partir de 1950).

Enregistrements audiovisuels : 35 cassettes vidéo VHS sur les îles, les réserves naturelles..., dont 32 pour le service animation de l'association, à partir de 1990. 1950-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 70,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au siège social de l'association :

186 rue Anatole France, 29200 Brest

Origine

Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature et de l'environnement

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : contact@bretagne-vivante.org)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Bibliographie

Maurice Le Demézét, Bruno Maresca, "La protection de la nature en Bretagne, la SEPNE (1953-2003)", Presses Universitaires de Rennes, collection "Espace et territoires", 2003.

Centre de découverte de la nature (CEDENA)

1. Identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Centre de Découverte de la Nature.

1.3. Autres formes du nom

CE.DE.NA.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1973-2000.

2.2. Histoire

Au cœur du parc naturel de Brotonne , crée en 1973, le centre de découverte de la nature a pour principale mission d'initier et de sensibiliser le public, et notamment les scolaires, à l'environnement en Haute-Normandie.

Le parc naturel de Brotonne, avant de devenir le parc naturel régional des bouches de la Seine normande (syndicat mixte autonome), déléguait certaines missions à des associations comme le CE.DE.NA., pour la partie environnementale.

L'association a été dissoute en 2000 et ses attributions ont été récupérées par le syndicat mixte autonome.

D'une façon générale, le CE.DE.NA. avait pour but de donner au parc naturel de Brotonne un conseil scientifique en matière de gestion et d'aménagement de son patrimoine foncier.

Le CE.DE.NA. était également responsable de la gestion de la Réserve Naturelle des Manneville au Marais Vernier.

Il avait pour but de mener à bien des actions à caractère scientifique :

- en effectuant l'inventaire des ressources naturelles et ethno biologiques du territoire du Parc Naturel.

Il entreprenait également des actions à caractère pédagogique et d'éducation populaire :

- en organisant des campagnes d'information et de sensibilisation (stages, expositions, conférences, sorties, publications) pour tout public,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- en formant ou en participant à la formation de personnes susceptibles de participer à la pédagogie de l'environnement. De façon générale, il agissait pour l'intérêt du parc ou de son patrimoine naturel, en ce qui concerne la connaissance du milieu naturel, la recherche, l'expérimentation ainsi que l'information du public.

2.3. Lieu

Le Trait.

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901 agréée au titre de la protection de la nature, de la formation professionnelle.

2.5. Fonctions et activités

Ses principaux domaines d'intervention étaient :

- La pédagogie de l'environnement (découvertes de milieux naturels au travers de sorties, de classes découvertes, de camps nature et sport), la réalisation d'outils pédagogiques à l'intention des enseignants, l'organisation de manifestations et la mise en place du Naturalibus (bus itinérant de découverte de la nature) ;
- La gestion des espaces naturels ;
- L'élaboration et la rédaction d'études portant sur l'environnement ;
- La création et l'animation de stages de formation.

L'association avait pour vocation d'être un lieu d'accueil d'information pour la découverte des paysages et des sites naturels de Haute-Normandie tels que les forêts, les boucles et coteaux de la Seine, les tourbières et prairies humides, le marais de la Risle.

Elle a mené plusieurs opérations au niveau des espaces naturels seino-marins :

la restauration et la revalorisation écologique, par le pâturage extensif de tourbières abandonnées sur la réserve des Manneville au Marais Vernier,

l'entretien de la richesse naturelle de prairies humides par des chevaux de Camargues dans les Marais de Saint-Wandrille,

la conduite d'un projet de gestion du milieu en étroite collaboration avec la commune de Saint-Sulpice de Grambouville dans les Marais de la Risle.

Elle a mené aussi plusieurs études scientifiques :

des cartes communales d'inventaires systématiques de zones d'intérêt écologique sur le territoire du Parc Naturel de Brotonne (outil d'aide et de décision dans le cadre des plans d'occupation des sols),

des études écologiques sur le milieu estuarien de la basse vallée de la Seine,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

des études botaniques du vallon de Rogerville dans le cadre de la mise en place d'une autoroute,

des études de suivi scientifique du milieu géré par le CE.DE.NA..

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association.

2.7. Organisation interne

Salariés et adhérents.

3. Zone des relations

3.1. collectivités, personnes ou familles associées

Parc naturel de Brotonne.

3.2. Type de relations

Conseil scientifique du Parc Naturel de Brotonne.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Statuts de l'association.

Note : L'ensemble du fonds a été déposé aux Archives départementales de la Seine-Maritime.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (319J) :

Statuts (1982-1993) : statuts (1982-1992), certificat d'identification au répertoire national des entreprises et leurs établissements (1993) ; approbation des statuts (1984) : délibération de réunion de bureau, cahier des charges, convention entre le CE.DE.NA. et le parc naturel Régional de Brotonne.

Administration et fonctionnement (1984-2000) : conseil d'administration : comptes-rendus, ordres du jour (1984-1997), bulletin de participation, délibération (1984), bilans, listes de membres.

Comptes-rendus d'assemblée générale et de réunion de bureau (1991-2000), baux, convention et révision, documents de travail, audit (1996-1999), notes de synthèse, barème de rémunération, état des lieux de la situation de l'association (1999), études, cahier des charges, contrat État-Région (1994), notes personnelles et de service, listes de membres (1987-1996), attestations, rapport moral (1995), notes sur l'organisation administrative (1996), projet de convention cadre. Dossiers du personnel.

Comptabilité (1979-1999) : exercices (1993), grands livres (1993-1997) , comptes de résultat (1983-1999), budget (1991-1998), journal des recettes et des dépenses (1981-1999), pièces justificatives (1991-1994), bilan (1986-1995), notes de synthèse de compte annuel (1997), devis, plan de financement, taxes sur les salaires (1991-1997), charges sociales (1992-1996), cotisations sociales (1994), taxes sur la valeur ajoutée, rapport d'expertise, situation financière (1997), état des dettes (1997), valeur comptable de cheptel (1994), études des comptes (1983-1984), subventions, rapport financier (1979), coût et tarification des interventions pédagogiques (1990), tableau synthétique de reprise de déficit.

Correspondance (1971-2000).

Activités (1988-1999) : comptes-rendus de réunion de bureau (1994), travaux de recherches, dossiers de presse, études ZNIEFF (1999), bilan d'activités, projet, travaux scientifiques sur la réserve, notes d'information et techniques, documents de travail, projet d'acquisition, dossier de restauration des prairies humides, propositions de stratégie de développement du tourisme (1992), organigrammes, projet de réalisation d'une carte de l'environnement naturel, proposition de plan quinquennal (1989), photographies, inventaire climatique.

Activités scientifiques et pédagogiques : projets pédagogiques (1992), dossiers d'offres, guides, calendriers d'activités, bilans, programmes d'actions pour la pédagogie (1991), propositions d'actions de formation pour instituteurs (1988).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Pâturage extensif : étude sur la gestion d'un marais par le pâturage extensif, suivi de pâturage (1987), devis, demande de financement, notes explicatives, articles de presse.

Travaux sur la déprise agricole (1987) : études, déclaration d'intention, procédures de classement de réserve naturelle.

Projet de maison de la nature (1995) : commission d'appel d'offre, programme, acte d'engagement, documents de travail, listes, cahiers des clauses administratives, projets de contrat, cahiers des charges, notes d'information, financements.

Projet sur la chouette chevêche (1988-1995) : correspondance (1989), plaquettes, plan de communication, projet d'élaboration de produits pédagogiques (1988).

Publications : dépliants, brochures, fascicules, flyers, livrets, carte, bulletins de liaison, dépliants.

Projet de réseau régional de vergers-conservatoires (1989) : descriptions, notes personnelles, mise en place du réseau.

Documentation (1975-1999) : dépliants, flyers, bulletins d'informations (1976), plaquettes, livrets, fiches techniques, press-book, articles de presse, lettres d'information, rapports d'études, comptes-rendus d'assemblées générales et de conseils d'administration (1997-1999), dossiers d'inscription, programme, projet d'exposition, articles de presse, documentation sur les intérêt phytothérapeutiques des arbres (1986), informations sur les éoliennes, comptes-rendus de restauration des richesses naturelles de la réserve des Manneville (1980), articles de lois, études d'impacts, plan de recherche, mémoire (1975), cahier d'exposition (1971), schéma.
Associations partenaires (1996-1998) : statuts, règlement intérieur, comptes-rendus de conseils d'administration et d'assemblées générales, fiches descriptives, photographies, proposition de projet, livret, situation financière.

Pont de Normandie : dépliants, liste de destinataires, relevé de décisions de réunions (1988), compte-rendu de réunion (1987), correspondance (1985-1988), articles de presse (1988), notes personnelles, études de commission de convention, projet de création de réserves naturelles (1984), carte, plan.

Métrage linéaire : 3,50ml.

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime

Pôle culturel Grammont

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Touraine - Val de Loire

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) Touraine – Val de Loire

1.3. Autres formes du nom

Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Touraine – Val de Loire (vers 1997-1998) ;

Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE) d'Indre-et-Loire (à partir de 1980) ;

CPIE Maison Val de Vienne (antenne du CPIE à Lerné) ;

Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE) de Lerné (1976-1980) ;

Association Val de Vienne (support du CPIE) (1971 - aujourd'hui).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1976 - aujourd'hui

2.2. Histoire

La création du CPIE Touraine – Val de Loire remonte à la fondation en 1971 de l'Association Val de Vienne par Yves Dauge³³. Cette association soutient alors activement un projet de création de Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE) qui aboutit officiellement le 15 mars 1976 par la déclaration des statuts du CPIE de Lerné en préfecture. L'association a pour objet de « favoriser et développer l'étude des questions concernant l'homme et son environnement, et conseiller les personnes ou associations appelées à intervenir dans les domaines de l'aménagement, de la conservation de l'environnement et de l'action éducative »³⁴.

Durant les années suivantes le CPIE de Lerné, s'inscrit dans le cadre du projet de création d'un CPIE départemental en Indre-et-Loire porté depuis 1977 par Marc Jacquet, Conseiller général du canton d'Azay-le-Rideau. Ce CPIE prend alors la

³³ *Président de l'association Val de Vienne, Maire de Saint-Germain-sur-Vienne, puis Président du SIVOM de la rive gauche de la Vienne et Conseiller général du canton de Chion*

³⁴ *Extrait des statuts du 15 mars 1976.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

forme d'une structure départementale à deux antennes, l'une à Lerné, l'autre au Teillay à Saint-Benoît-la-Forêt.

Le 11 février 1980, le label CPIE est officiellement attribué en 1980 au CPIE d'Indre-et-Loire et l'antenne de Lerné devient la « Maison Val de Vienne ». Les premiers postes de salariés sont alors créés et Jean-Pierre Camuzard devient le premier Directeur. L'équipe professionnelle s'implante l'année suivante sur le site de l'abbaye de Seuilly pour accueillir des actions éducatives telles que des séjours scolaires. L'action du CPIE se fonde ainsi sur une « approche pluridisciplinaire de l'environnement » visant à « apprendre de son cadre de vie » et propose dans son programme de 1981 des animations en milieu rural, la participation au développement économique, la participation à la vie sociale, la formation de formateurs, des actions éducatives, des études d'impacts et des contrats d'enseignement avec le Centre d'études supérieures de l'aménagement (CESA) à Tours.

En 1982, les statuts du CPIE sont de nouveau modifiés pour notamment permettre sa reconnaissance comme association d'éducation populaire et pour élargir les activités aux études à la demande d'administration, d'organismes public ou d'intérêt public.

Au début des années 1990, le CPIE s'implique dans le projet de parc naturel régional Val de Loire - Anjou – Touraine en tant « qu'opérateur technique et logistique du projet ».

Après une courte période marquée par des difficultés (dont fragilité financière), le CPIE recentre dans son programme de 1994 ses activités autour de l'initiation à l'environnement (classes découvertes, interventions auprès d'établissements scolaires), de l'action de sensibilisation et d'animation à l'environnement et au patrimoine et au développement d'un service d'étude et de conseil en environnement. En parallèle, l'association voit son équipe salariée se reconstituer.

En 1997, Franck Boitard devient le nouveau directeur du CPIE. La même année les CPIE changent de noms pour devenir des centres permanents d'initiatives pour l'environnement, marquant ainsi une évolution de la structure et du secteur de l'éducation à l'environnement qui s'oriente désormais vers le développement durable.

En 2004, Vincent Lecureuil devient le nouveau directeur.

En 2010, l'Union régionale Centre Val-de-Loire (URCPIE) est créée et s'installe à l'abbaye de Seuilly.

2.3. Lieu

4 route de l'Abbaye

37500 Seuilly

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Le CPIE Touraine – Val de Loire est une association loi 1901 labellisée Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement. Ce label traduit la nature et la qualité de ses activités et son appartenance à un réseau national (UNCPIE : Union Nationale des CPIE) qui contribue au développement durable des territoires.

Situé dans le cadre historique de l'Abbaye de Seuilly, le CPIE a pour mission de développer des actions de valorisation, de sensibilisation et de gestion de l'environnement et du patrimoine local. Il joue également le rôle de médiateur, alliant le conseil et l'action à travers des disciplines aussi diverses que l'écologie, l'écotourisme, les sciences de l'éducation.

Les principales missions du CPIE sont ainsi :

- L'éducation à l'environnement pour les scolaires :

L'équipe salariée conçoit et anime des journées et des séjours d'initiation pour les scolaires. Elle met également en oeuvre des programmes pédagogiques pour le compte des collectivités.

- La formation de professionnels :

En tant que spécialiste de l'environnement, le CPIE mène des actions de formation pour des publics variés (programme régional de formation à l'environnement, intervention dans des formations universitaires...).

- Le Conseil et les études :

Le CPIE mène des études et propose ses conseils pour répondre aux demandes et aux interrogations des collectivités et des services de l'État en matières de gestion, d'entretien d'espaces naturels et d'aménagement rural.

- Chantiers d'entretien de milieux naturels :

Une équipe d'agents de l'environnement (Régie rurale de l'environnement et des espaces naturels) aide les collectivités pour réhabiliter et gérer des sites naturels..

- Tourisme de nature – écotourisme :

Le CPIE organise des rendez-vous lors des diverses balades et d'itinérances organisées tout au long de l'année afin de découvrir des sites patrimoniaux. Ces balades se déroulent à pied, en bateaux traditionnels (à Candes-Saint-Martin) et en roulotte (itinérance nature).

2.6. Textes de référence

Statuts.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.7 Organisation interne

Le CPIE Touraine - Val de Loire dispose d'un Conseil d'Administration de 20 personnes qui participent au pilotage de l'association. Celui-ci est composé des membres du bureau, d'un collège des élus membres de droit, d'un collège d'élus et d'un collège des membres individuels.

Le bureau actuel est le suivant :

Présidente : Madame Lise Couedy-Gruet

Vice-président délégué : Monsieur Christian Porcherel

Trésorier : Monsieur Franck Hennebel

Secrétaire : Madame Maryvonne Albert

Afin de remplir ses missions au quotidien, le CPIE s'appuie sur une équipe de salarié de 14 permanents répartie en 5 « pôles » (direction, gestion, secrétariat, communication ; Environnement (étude, animation locale) ; animation, formation et interprétation du patrimoine ; régie rurale ; tourisme de nature). L'actuel directeur est Vincent Lecureuil.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Partenaires Institutionnels :

- Union régionale des CPIE Centre-Val de Loire (URCPIE) (créée en 2010, elle se trouve également à l'abbaye de Seuilly).
- Union nationale des CPIE
- Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine
- Agence de l'eau Loire-Bretagne
- Direction régionale de l'environnement Centre
- Communautés de communes Chinon Vienne et Loire et Touraine – Val de Vienne
- Ville de Chinon
- Conseil départemental d'Indre-et-Loire
- Conseil régional Centre-Val de Loire
- SMICTOM du chinonais
- Syndicat de la Manse et de ses affluents
- Syndicat d'Aménagement de la Vallée de l'Indre
- Syndicat Intercommunal d'aménagement des cours d'eau du bassin de l'Authion (SIACEBA)
- Syndicat mixte du pays du Chinonais
- Conservatoire d'espaces naturels de la région Centre
- Ecomusée du Véron
- Chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Fédération de pêche d'Indre-et-Loire

Partenaires associatifs environnement et patrimoine:

- Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine
- Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT)
- Jardiniers des Hucherolles
- Jardiniers de Nouâtre
- Foyer associatif rural Lerné

Tourisme :

- Office de tourisme Azay – Chinon – Val de Loire
- Agence départementale du tourisme d'Indre-et-Loire
- Maison des vins et du tourisme du Véron

Education à l'environnement :

- CPIE Brenne Berry
- Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre

Gîtes et hébergements :

- Gîte Pic Epeiche, Lerné

Partenaires Privés (dont EDF (mécénat d'entreprise) et Cofiroute (prestation)).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Septembre 2018

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Vincent Lecureuil, directeur du CPIE Touraine – Val de Loire.

Dominique Bachelart, Administratrice du CPIE Touraine – Val de Loire et maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

<http://www.cpie-val-de-loire.org/>

Présentation du contenu conservé par le CPIE Touraine – Val de Loire :

Création

Projet de création de création du CPIE de Touraine. - Programme de développement et de projet pédagogique intitulé « Dossier Programme » ;

Statuts.

Administration et composition :

Registre associatif relatif à la vie statutaire (avec ordres du jour, comptes rendus de réunions, rapports moraux...) (1976-1996) ;

Conseil d'Administration, Bureau : comptes rendus (2004-2005) ;

Conseil d'administration : comptes rendus sous format papier (2004-2005) et sous format numérique (2004-2018) ;

Bureau : comptes rendus des réunions (2004-2005) ;

Assemblées générales, conseils d'administration et bureau. - Réunions (1998-2009) : notes, documents préparatoires, convocations) ;

Rapports d'activités (1994-2007) ;

Bilans (décennie 1990).

Correspondance :

Courriers : copies (vers 1989), originaux (1996) (0,2 ml) ;

Comptabilité :

Comptabilité générale (environ 15,0 ml) (1999-2015) : grands livres, factures (clients et fournisseurs), pièces justificatives, relevés de banque ;

Comptes annuels (2003-2006) (0,1 ml) ;

Demandes de subvention (décennie 1990) ;

Personnel :

Salaires et cotisations ;

Registre d'enregistrement des salariés (1982-2003) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Mutations, démissions ;

TUC, objecteurs de conscience ;

Dossiers de salariés.

Fonctionnement et activités :

Locaux de l'abbaye de Seully (0,5 ml) : chantier de 1981 et aménagements, plans ;

Préfiguration du parc naturel Régional (PNR) Val de Loire - Anjou - Touraine porté par le CPIE (avec création de l'association, échange de courriers avec Jean Royer Maire de Tours défendant un autre projet de PNR, courriers et comptes rendus de réunions, documents annotés par Yves Dauge , président du CPIE) (vers 1990) ;

Contrats verts ;

Conventions d'études (2000-2006) (0,5 ml) ;

Dossier Loire Vivante relatif à la remontée du saumon (1990) ;

Espaces naturels sensibles (aménagements) et protection de la faune et flore (1,0 ml) ;

Questionnaires dans le cadre de l'enquête « décideurs locaux et environnement » (1992) (0,1 ml) ;

Étude sur les batraciens (1993) ;

Éducation à l'environnement. - Séjours scolaires, activités sur le thème de l'énergie (0,1 ml) (décennie 2000), projets de classes, documentation ;

Tourisme. - Balades (dont bateaux et nature) (2009-2012) (0,2 ml) ; projets de séjours touristiques ; séjours relatifs au centre de loisirs (décennie 2010) ; aménagements de gîtes ;

Sorties nature : observations naturalistes, balades (avec plaquettes, programmations) ;

Chantiers et actions d'insertion ;

Stages (avec conventions) ;

Prestations sous la forme d'animations extérieures ;

Prestations diverses (dont stages, réalisation théâtrale sur Rabelais, demandes de séjours) (1987 - décennie 1990) ;

Procédures et contentieux (0,2 ml) ;

Organisation de manifestations (dont « Veillée aux noix », sur Rabelais (1992-1996)) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Relations avec l'Union nationale des CPIE (UNCPIE).

Documentation :

Centre de documentation. - Études du CPIE classées par thème (environnement, milieux et habitats, espèces, eau, sciences humaines, ressources territorialisées, développement durable, agriculture) (environ 12,0 ml) ; Documentation (environ 25,0 ml) : ouvrages et publications extérieures à l'association (dont périodiques et revues), outils pédagogiques, supports vidéos ;

Revue de presse (vers 1994 – décennie 2010) (environ 1,5 ml) ;

Documentation pédagogique (0,1 ml) ;

Photographies de « sorties » ;

Documentation diverse (dont articles de presse, bulletin du syndicat intercommunal à vocations multiples (SIVOM) sur le CPIE).

Varia :

Fonds Jacky Breton relatif à ses fonctions d'administrateur et de vice-président délégué du CPIE (1976-1993) (0,30 ml). - Dossier de création et de genèse de l'association Val de Vienne (dont récépissé de déclaration en préfecture) (1976-1980) ; vie statutaire : comptes rendus de réunions de Conseil d'Administration et de bureau (décennie 1980 - vers 1992), Assemblée Générale de 1985, projet de budget ; contrat de travail ; courriers ; actions du CPIE : constitution de l'association de préfiguration du PNR Val de Loire – Anjou – Touraine (1990), projets (dont projet de formation dans le cadre de la création du PNR en 1993, projets pédagogiques, projet d'exposition artistique (1992), activités diverses (dont classe patrimoine), participation à des commissions (décennie 1980) ; plaquettes de l'association ; coupures de presse ; documentation ; notes.

Archives orales (4 témoignages constitués dont celui de Jacky Breton, en cours de dépôt).

Dates extrêmes

1976 - 2017

Métrage linéaire conservé

Environ 64,0 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné. Existence d'archives sur support numérique.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation.

Les archives dans les bureaux et dans le centre de documentation sont classées et mises en boîte archives lorsqu'il cela s'avérait nécessaire.

Le fonds Jacky Breton n'est ni conditionné, ni classé.

Un fonds important (environ 21 ml) situé dans un grenier présente des risques de conservation, en raison de facteurs environnementaux (variation de température, poussière très présente). Les archives sont cependant en bon état de conservation et pour la plupart en boîte.

Localisation physique

4 route de l'Abbaye

37500 Seuilly

Modalités d'accès

Sur demande :

Tel : 02 47 95 93 15

Courriel : info@cpievaldeloire.org

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Centre permanent d'initiation à la nature de Gorre Menez (CPIE vallée de l'Elorn)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Centre permanent d'initiation à la nature de Gorre Menez

1.3 Autres formes du nom

CPIE Vallée de l'Elorn

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1985 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association est labellisée Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) depuis juillet 1996.

2.3 Lieux

Siège social

Gorre Menez, 29470 Loperhet

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

But de l'association :

Favoriser la découverte, l'étude et la protection du milieu naturel, en développant les activités éducatives à caractère scientifique, technique et l'étude du milieu ;
Créer, gérer et promouvoir le centre permanent d'initiation à la nature de Gorre Menez ;

Permettre l'utilisation du centre et de ses infrastructures aux associations dûment déclarées ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Promouvoir l'équitation par l'animation d'une école d'équitation et par la mise en place et la gestion d'une base équestre sur la commune de Plougastel-Daoulas et en partenariat avec la municipalité de la commune ;

Contribuer à l'insertion sociale et professionnelle de personnes éloignées du marché de l'emploi.

Moyens d'action de l'association :

L'accueil de groupes d'enfants, de jeunes, dans le cadre de classes de nature et centres de loisirs ;

L'accueil de groupes d'institutions spécialisés ;

L'accueil d'adultes : formation permanente, stages, rencontres, débats, conférences, associations... ;

Le conseil, l'étude, le diagnostic, la gestion, l'entretien, l'aménagement, la valorisation et la préservation des milieux naturels ;

La réalisation d'études, d'expertises, de conseils, d'ingénieries qui concourent à une meilleure prise en considération de l'environnement et du développement durable ;

L'organisation de chantiers d'insertion.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

Union régionale et nationale des CPIE (URCPIE et Union nationale des CPIE)

3.2 Type de la relation

Adhésion, labellisation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://www.cpie-elorn.net>

Fonds "Centre permanent d'initiation à la nature de Gorre Menez" (CPIE vallée de l'Elorn).

Documents administratifs et fonctionnement :

statuts, compte-rendu de conseil d'administration, rapport d'activité, bilan financier, grand livre comptable... (à partir de 1985).

Études réalisées par l'association : étude de mouillage, études cartographiques, étude pour la création d'un verger conservatoire à Loperhet, rapports de stages, études sur les zones humides, études naturalistes... (à partir de 1990).

Dossiers de l'activité :

contrat nature Loperhet (bilan annuel, cartographie, proposition de gestion..., 2000-2008), Natura 2000 Elorn et rade de Brest (rapports du comité de pilotage, compte-rendu de réunion de la commission espaces naturels, correspondance avec les élus, plaquettes, lettre d'information..., à partir de 2003), Étang du Roual (rapport, cartographie, inventaire, correspondance, revue de presse, documents de recherche..., 2003-2005), eau (agence de l'eau, Direction Régionale de l'Environnement - DIREN, Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux - SDAGE, conventions, bilan des actions, commissions géographiques, rapport d'activité, études sur les éducateurs à l'environnement..., à partir de 1996), Schéma d'aménagement et de gestion des eaux - SAGE Elorn (documents validés du SAGE, 2010), charte environnement de la communauté de communes de Landerneau - Daoulas (compte-rendu de réunion et des commissions, 2003), Collectif breton pour la préparation d'assises régionales d'éducation à l'environnement (compte-rendu de réunion, 1999), Réseau éducation environnement en Bretagne - REEB, dispositif emploi jeune (convention avec les directions régionales et départementales du travail, compte-rendu du comité de pilotage, Diagnostic territorial approfondi et diagnostic d'ancrage territorial dans le Pays de Brest, études, synthèses, protocole d'enquête, dossiers des structures..., 1997-2004), Contrat de baie - rade de Brest

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

(documents scientifiques et techniques, documents d'animation des communes du bassin versant, exposition..., 1999-2006), contrat de ville Brest (correspondance, fiches de capitalisation..., 2003-2005), chantier d'insertion pour détenus en fin de peine (gestion, valorisation de secteurs naturels, travaux écologiques, bilan annuel, dossiers de financement, contrat de travail, correspondance avec les partenaires..., à partir de 2000), Agenda 21 - Conseil général du Finistère (convention avec le Conseil général, soutien aux groupes de pilotage, à l'état des lieux et suivi par l'association..., 2007-2010), Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'Environnement - UNCPIE (documents et rapports de la commission d'attribution du label CPIE, études de candidatures, compte-rendu d'assemblée générale, tableau de bord, état des actions années par années..., à partir de 1992), actes des journées nationales des CPIE (ateliers d'éducation à l'environnement, 1994-2004), chambre régionale de l'économie sociale et solidaire, ADESS Brest (compte-rendu de réunion, statuts, documents de travail, à partir de 2007), plate forme inter-associative du Pays de Brest (compte-rendu de réunion, documents de propositions pour les collectivités, à partir de 1990), appel à projet du conseil régional (documents d'élaboration d'actions pédagogiques, à partir de 1990), animations (emploi du temps des classes vertes, à partir de 2000).

Revue de presse sur l'association (1990-2005).

Documentation sur l'énergie, les déchets, la forêt, la faune et la flore, revues "Eau et Rivières de Bretagne", "Polypode", magazine d'animation en Finistère (à partir de 1985).

Documents iconographiques : 500 photographies naturalistes et sur l'association (1985-2000), maquettes et plaquettes CPIE (à partir de 1986).
1985-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 16,30 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association.

Origine

Centre permanent d'initiation à la nature de Gorre Menez

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'Environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr)

Chauve qui peut

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Chauve-qui-peut

3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1997 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Peu avant la création de « Chauve-qui-peut », Laurent Arthur et Michèle Lemaire (direction du Muséum d'histoire naturelle de Bourges) et Jean-Jacques Chaut, tous trois spécialistes des chauves-souris, décidèrent de soutenir financièrement la structure « Bats » dans l'Indre, afin de participer activement à la protection de l'espèce.

L'association « Chauve-qui-peut » est finalement créée en 1997 dans le but de servir de « banque » pour aider à la conservation et à la préservation des colonies de chauves-souris dans le département du Cher. Afin de remplir cet objectif, l'association a dégagé des fonds propres grâce aux bénéfices de la vente de jeux, achetés à l'occasion d'une importante exposition au Muséum d'histoire naturelle de Bourges. Ce premier apport financier a été ensuite complété par des droits d'auteurs perçus sur des photographies de chauves-souris, des ventes de produits, des dons privés et des subventions. L'association perçoit également des revenus provenant d'actions particulières, d'expertises et de ventes de données à des tarifs avantageux contre des connaissances pour des études. Ces études sont commandées par des bureaux d'études dans le Cher, des collectivités (conseil régional Centre-Val de Loire et conseil départemental du Cher), des services déconcentrés de l'État (DREAL) ou des entreprises. L'ensemble de ces modes de financement sont d'ailleurs toujours d'actualité.

Depuis l'année 2000³⁵, « Chauve-qui-peut » mène des actions d'urgence (« programmes d'aide ») en faveur des chauves-souris. L'efficacité de ses

³⁵ Cf. document « Programmes d'aide aux chauves-souris soutenus par Chauve-qui-peut ».

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

interventions est due à son autonomie, son indépendance et à sa faculté de pouvoir débloquer des fonds très rapidement.

Vers 2007, « Chauve-qui-peut » prend une dimension internationale en menant des programmes internationaux, notamment au Burkina Fasso, au Cameroun ou au Bénin pour encourager la préservation des colonies de chauves-souris et pour aider les personnes faisant appel à l'association.

« Chauve-qui-peut » va prochainement évoluer avec le projet d'une structure associative (« Chiroveille ») au champ plus large (réalisation d'études, publication, journées d'étude).

2.3. Lieu

Mme Lemaire - L'Observatoire

22, Rue Ranchot

18000 Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Depuis sa création, l'association n'a pas vocation à faire du militantisme. Elle souhaite surtout apporter une aide aux chauves-souris lorsqu'il y a conflit d'usage ou problème de cohabitation avec l'homme (l'espèce peut être source de nuisances). Elle consacre ainsi environ 6000 euros par an dans la protection de sites.

« Chauve-qui-peut » priorise ainsi le dialogue en faisant notamment du travail de lobbying pour par exemple obtenir des contreparties lors de l'aménagement de la rocade nord de Bourges. L'association va donc rarement devant les tribunaux (elle n'a porté plainte qu'à trois reprises pour des cas de destruction d'espèces).

« Chauve-qui-peut » assume sa discrétion en matière de communication pour se consacrer pleinement à son rôle de « banque » en faveur de la conservation et préservation des colonies de chauves-souris dans le Cher et aussi pour conserver son autonomie et indépendance. Pour autant, l'association est reconnue dans la région centre et s'inscrit comme la pièce financière du réseau de protection de chauve-souris dans le département du Cher. « Chauve-qui-peut » a également une dimension internationale en raison des actions qu'elle mène notamment en Afrique.

Les principales actions et activités de l'association sont les suivantes :

- Programmes d'aide aux chauves-souris dans le département du Cher : aménagements de gîtes avec des entrepreneurs et des artisans (pose de bâche au sol, aménagement de grenier, etc. comme à l'abbaye de Blairon pour l'aménagement d'une colonie de sérotines pour 3000 euros).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Programmes d'aide aux chauves-souris à dimension internationale (« Chauve-qui-peut » investit environ 500 euros par an au Burkina Fasso et encourage et aide à la protection des colonies de chauves-souris dans de nombreux pays tels que le Cameroun ou le Bénin).
- Aide à la valorisation et assistance financière pour le Muséum d'Histoire naturelle de Bourges lors d'acquisitions (ex. : gravures de François Saint-Hilaire).
- Promotion des structures de soins pour les chauves-souris.
- Gratifications à des personnes ayant oeuvré à la protection des chauves-souris.
- Acquisitions de terrains au niveau de la rocade de Bourges en connexion avec la zone Natura 2000 pour favoriser la biodiversité.
- Travail de lobbying (blocage de la construction d'un parc de loisirs et d'un projet de fast-food à Bourges, rôle dans le détournement de la rocade de Bourges).
- Découvertes de nouvelles colonies grâce aux aménagements réalisés dans le cadre de programmes d'aide.
- Réalisation d'analyses et d'études pour des programmes scientifiques.
- Paiement de bus pour des écoles dans des communes éloignées de Bourges pour les « rencontres chauve-souris ».

Depuis sa création, l'association a mené et soutenu les programmes d'aide aux chauves-souris suivants³⁶:

2000-2002

- Plantation de noyers et de tilleuls aux entrées d'une cavité souterraine (Charly, Cher)
- Pose d'une bâche dans une grange pour une colonie de grands rhinolophes (Vornay, Cher)
- Bâche dans un grenier pour maintenir une colonie de sérotines (Loye sur Arnon, Cher)
- Pose d'une bâche au sein d'une colonie de pipistrelles (commune de Foëcy, Cher)
- Réouverture d'un clocher pour une colonie de sérotines (Saint-Eloy-de-Gy, Cher)
- Maintien d'un accès à un site d'hibernation de petits rhinolophes (Bourges, Cher)

³⁶ Extrait de la liste des actions et de leur financement intitulée « Programmes d'aide aux chauves-souris soutenus par « Chauve-qui-peut » » (sous format numérique) transmise par Laurent Arthur.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Prise en charge d'une chiroptère pour maintenir une colonie de Petits rhinolophes
- Pose d'une gouttière anti-guano sous une colonie de sérotines (commune de Villabon, Cher)
- Plantation d'une haie protéger l'entrée d'un site d'hibernation (commune de Charly, Cher)

2003-2006

- Participation à la pose d'un plancher sur une colonie d'oreillards (Dampierre en Crôt, Cher)
- Pose d'un plancher sous une colonie de sérotines (Loye sur Arnon , Cher)
- Construction d'un mini-grenier à sérotines (Bengy sur Craon, Cher)
- Percement d'un accès à une colonie de sérotines (Saint-Eloy-de-Gy, Cher)
- Occultation d'un éclairage pour rendre un accès aux sérotines (Lugny Bourbonnais, Cher)
- Travaux pour le maintien d'une colonie de sérotines (Colombiers, Cher)
- Pose d'un plancher sous une colonie de M.emarginatus (Sancoins, Cher)
- Travaux pour le maintien d'une colonie de sérotines (Bengy, Cher)
- Pose d'une cloison pour une colonie de pipistrelle (Nohant en Graçay, Cher)
- Cloison isolante pour une colonie mixte rhinolophes / échancrés (Saint-Denis-de-Palin, Cher)
- Pose d'une bâche dans un grenier pour une colonie de sérotines communes (Ménétréol, Cher)

2007-2011

- Participation à la création d'un réseau associatif pour les chauves-souris au Cameroun
- Pose d'un plancher dans une colonie de sérotines (Saint-Amand-Montrond, Cher)
- Aide au réseau chauves-souris de Madagascar
- Pose d'une chiroptière sur colonie de grand murins (Vignoux-sur-Barangeon, Cher)
- Participation à la formation d'un réseau chauve-souris au Bénin
- Aide au réseau chauves-souris du Cameroun
- Isolation d'un grenier de sérotines (Loye-sur-Arnon, Cher)
- Aménagement d'une chiroptière pour une colonie de grands murins (Cher)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Aménagement pour le maintien de 200 noctules de Leisler (Sidiailles, Cher)
- Aménagement d'un grenier suspendu pour une colonie de sérotines (Saint-Amand-Montrond, Cher)
- Participation à la construction d'une tour à chauves-souris au Bénin
- Participation à l'isolation pour une colonie de pipistrelles (Jars, Cher)
- Aide au réseau malgache

2012-2014

- Aménagement d'une passerelle métallique de guidage sur une rocade (Bourges, Cher)
- Aménagement sur un gîte à sérotines commune (Saint-Amand-Montrond, Cher)
- Pose d'un nichoir géant pour une colonie de noctules communes (Culan Cher)
- Achat de 5 nichoirs de substitution pour les particuliers
- Pose d'un plancher sous une colonie de 150 sérotines
- Aménagement sur colonie de pipistrelles + pose nichoir substitution
- Aménagement et programme de sensibilisation pour les chauves-souris du Burkian-Fasso
- Aménagement accès sur colonie mixte de 400 rhino-échancrées (Saint-Denis-de-Palin Cher)
- Pose de gîtes de substitution pour une colonie de barbastelles (pose de deux gîtes en bénévolat)
- Changement de l'isolation sur colonie de 160 leisler (Sidiailles, Cher)

2015-2018

- Aménagement gîte à 40 sérotines (Farges-Allichamps, Cher)
- Pose ouate cellulose sur gîte 150 sérotines (Dun-sur-Auron, Cher)
- Pose d'une grille sur colonie de 400 rhino-échancrées (Saint-Denis-de-Palin Cher)
- Mise en place d'une toiture-access sur colonie 250 grands murins (Mareuil Cher)
- Pose d'un plancher pour une colonie de 500 grands murins (Morogues)
- Installation d'une pièce gîte pour une colonie de 800 grands murins (La Guerche)
- Changement de l'isolation sur une colonie de sérotines (Saint-Amand-Montrond)
- Pose d'un gîte prototype sur chien-assis (Sidiailles)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Pour plus d'efficacité, l'association a pour particularité de n'avoir aucun adhérent et de seulement compter sur les membres de son bureau qui sont les suivants :

Président : Jean-Jacques Chaut

Trésorier : Laurent Arthur

Secrétaire : Michèle Lemaire

Membres d'honneur : Patrick Hafnner, Gunther Capo

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Muséum d'histoire naturelle de Bourges (structure institutionnelle par laquelle il est possible de contacter l'association).

Monde associatif (dont associations de chiroptologues et Indre Nature).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Octobre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Laurent Arthur, trésorier de Chauve-qui-peut et directeur adjoint du Muséum d'Histoire naturelle de Bourges.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par « Chauve-qui-Peut »³⁷ :

Statuts ;

Liste des actions et de leur financement intitulée « Programmes d'aide aux chauves-souris soutenus par « Chauve-qui-peut » » (sous format numérique) ;

Compte-rendu d'assemblée général (1999-2018) : 1 classeur ;

Livre de compte.

Dates extrêmes

1997 - 2018

Métrage linéaire conservé

0,1 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprends notamment les programmes d'aide aux chauves-souris soutenus par « Chauve-qui-peut »)

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation.

Localisation physique

Chez les membres de l'association.

Modalités d'accès

Sur demande :

Téléphone (numéro du Muséum d'histoire naturelle pour joindre Laurent Arthur) :

02 48 65 37 34

Courriel : laurent.arthur@ville-bourges.fr

³⁷ *L'association produit assez peu d'archives en raison de sa structure qui priorise une efficacité optimale pour débloquer des fonds le plus rapidement possible afin de venir en aide aux chauves-souris. Le livre de compte est le document essentiel pour rendre compte de l'activité de « Chauve-qui-peut ».*

Club connaître et protéger la nature « La Sittelle »

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Club Connaître et Protéger la Nature « La Sittelle ».

1.3. Autres formes du nom

C.P.N. « la Sittelle ».

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1982 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Depuis 1983, la fédération des CPN développe des clubs nature à travers la France et ailleurs, afin de promouvoir la culture de la nature et de la faire connaître au plus grand nombre.

La Sittelle est l'un de ses clubs et membre de la fédération parmi 400 autres CPN présents en France et en Europe, voire en Afrique.

Son but est d'initier les enfants à la connaissance et à la protection de la nature.

Elle regroupe des enfants âgés de 7 à 12 ans qui s'intéressent à la nature. Ces enfants, aidés par leur animateur, entreprennent des actions pédagogiques.

Depuis 2009, une nouvelle section a vu le jour : la Sittelle adulte.

La Sittelle évolue dans une réserve naturelle de 2 hectares, appartenant à la commune de Saint-Laurent-de-Brévedent, où elle a aménagé un ensemble de milieux accueillants pour la faune et la flore.

On y trouve un arboretum de quatre-vingt essences différentes, quatre mares ainsi que trois modèles de haies normandes : une haie brise-vent, une haie fleurie et une haie champêtre.

2.3. Lieu

Ancienne école

76700 Saint-Laurent-de-Brévedent

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association mène différentes actions en faveur de la protection de la nature normande mais aussi en faveur d'une pédagogie naturaliste.

Pour cela, elle organise :

- des sorties natures,
- des chantiers de plantation d'arbres,
- des ateliers (fabrication d'hôtel à insectes, recyclage...),
- des actions de nettoyage de la nature,
- des moments d'observations (reconnaissance des arbres, de l'avifaune, étude du rôle des rivières et de leur biotope).

Au sein de la réserve, elle a mis en place un parcours de visite aménagé accessible à tous et notamment aux écoles.

Elle a également mis en place un sentier pédestre en milieu forestier dans les bois d'Aplemour jonché de 13 bornes, et a publié un guide.

Elle organise également des journées telles que les 24h de la Biodiversité, en collaboration avec le réseau des CPN de Haute-Normandie, ainsi que « Les Z'arts des bois ».

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Fédération des Clubs Connaître et Protéger la Nature (HNNE).

3.2. Type de relations

Membre de la fédération

Membre du réseau HNNE.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.lasittelle.org/>

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Administration et fonctionnement : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale.

Activités : comptes-rendus de réunion, dossiers d'animation nature, cahiers techniques, cahiers du jeune naturaliste, fiches pédagogiques, vidéos, campagnes éducatives, fiche de signalement, guide.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

CPN La Sittelle

Ancienne école

76700 Saint-Laurent-de-Brévedent

Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2009.

2.2. Histoire

L'association a été créée afin de s'opposer de façon pacifiste à la construction du réacteur électronucléaire de type *European Pressurized Reactor*, dit EPR, sur la commune de Penly. Elle agit également sur le territoire national ou à l'étranger.

2.3. Lieu

Rouen.

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association informe les populations locales et les élu(e)s sur les dangers du nucléaire.

Elle tente de promouvoir des débats démocratiques locaux, nationaux et internationaux sur les politiques énergétiques.

L'association développe et anime des actions publiques collectives et unitaires.

Par ailleurs, elle sensibilise à l'utilisation des énergies renouvelables.

Enfin, elle œuvre pour la protection de l'environnement et pose la question de la suppression du nucléaire.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Administration et fonctionnement : comptes-rendus de conseils d'administration et d'assemblées générales.

Correspondance.

Activités : communiqués de presse, dossiers d'études, tracts, affiches, comptes-rendus de réunions et de débats.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs

Maison des associations et de la solidarité

22, rue Dumont d'Urville

76000 Rouen

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Comité de défense de l'environnement et des sites de Moëlan sur Mer (CDESM)

Présentation du contenu :

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration, rapport général, liste des adhérents, dissolution... (1986-2011).

Comptabilité : bilan financier, factures, relevés de compte, adhésions... (1993-2011).

Dossiers d'actions en justice et de recours auprès des municipalités :

Station de lagunage de Kergloanou (compte-rendu de réunion, registre de délibération de conseil municipal, correspondance entre l'association, les mairies, le préfet et l'avocat, plan d'occupation des sols, revue de presse, déclaration d'utilité publique, dossier du bureau d'étude Guitton..., 1987-1994) ;

Permis de construire d'un entrepôt de boisson au lieu dit Le Vern (projet, jugement, mémoire d'avocat, revue de presse, correspondance..., 1987-2003) ;

Elevage de saumon hors sol à Malachappe et chemin de Malachappe à Brigneau (jugement, mémoire d'avocat, revue de presse, convention avec le conservatoire du littoral, correspondance..., 1992-2001) ;

Colombier de Kermoguer (projet de restauration, dossier avec photographies, convention, correspondance..., 1999-2002) ;

Urbanisme (logement, plan d'occupation des sols et plan local d'urbanisme de Moëlan sur Mer, plans, dossiers, revue de presse, correspondance avec la mairie et le préfet..., 1992-2009) ;

Environnement (décharges, infractions à la loi littorale, permis de construire illicite, porcheries, élevages, espaces boisés, camping sauvage, correspondance, dossiers, plans, revue de presse, photographies, jugements..., 1992-2009).

Métrage conservé : 1,40 ml

Localisation physique : Le fonds est déposé aux Archives départementales du Finistère

Modalités d'accès : Communication libre après demande d'autorisation préalable.

Comité de défense du quartier des moulins neufs (CDQMN)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Comité de défense du quartier des Moulins Neufs

1.3. Autres formes du nom

CDQMN

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1978 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs (CDQMN) est une association loi 1901 qui a été fondée le 8 avril par Serge de Filippis, ancien magasinier d'une entreprise de serrurerie né en 1935 et aujourd'hui à la retraite. D'abord association de riverains, elle a évolué très rapidement en association militante de protection de la nature et de l'environnement dans le département de l'Eure-et-Loir et en particulier dans le secteur de Jouy.

Cette création fait suite à un incident de quartier et problèmes environnementaux locaux. En 1976, Serge de Filippis voit la construction de bâtiments industriels contre sa maison dans un site protégé de la commune de Jouy. L'installation de cet Atelier-usine d'art et de mobilier cause alors de nombreuses nuisances (fumées de plastiques et d'amiante brûlés, poussières, peinture et nuisances sonores). Après la création d'une pétition, une association de voisinage - le CDQMN - a été constituée par des riverains du quartier, dont figure Serge de Filippis. S'en est suivie une action en justice menée par ladite association. En 1980, le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs gagne le procès.

En parallèle à cette action, Serge de Filippis, préoccupé par une autre menace pesant sur l'environnement du hameau des Moulins Neufs, se mobilise contre la fermeture d'une décharge dans une ballastière.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Dans la foulée du procès gagné en 1980, il rejoint une autre association de protection de la nature et de l'environnement en adhérent à « l'Amicale des Vallées »³⁸.

Depuis, le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs et Serge de Filippis ont mené de nombreuses actions sous la forme de luttes ciblées à l'encontre d'atteintes à la nature et l'environnement qui ont valu à son président de fortes inimitiés et des menaces physiques et verbales. Ainsi en 1991, des chasseurs sont venus demander l'aide du CDQMN, suite à des déversements de boues de fosses septiques dans un bois entre Jouy-et-Berchère la Maingot qui risquaient de polluer la nappe phréatique. Ce lieu a d'ailleurs auparavant fait l'objet d'une mobilisation de Serge de Filippis en raison de résidus et de déchets provenant d'une usine d'abattage de poulets qui a été fermée à l'aide notamment du soutien apporté par l'association « l'Amicale des Vallées » et de l'un de ses membres, François Fillon.

En 1996, le CDQMN rejoint la « Fédération environnement Eure-et-Loir » (FEEL) dans l'idée de pouvoir s'unir et de peser lorsque la construction d'un rapport de force est nécessaire. De nombreuses actions communes ont ainsi été menées telles que le soutien au parc naturel régional du Perche, l'encouragement des syndicats intercommunaux d'Épernon, de Maintenon, d'Auneau et de Rambouillet à valoriser le tri sélectif, l'engagement en faveur de la réouverture de la ligne ferroviaire Chartres-Orléans et la lutte contre le projet de troisième aéroport bassin parisien.

L'association a également mené des actions de sensibilisation et de protection sous la forme de campagnes informatives, d'expositions-débats notamment sur le thème de l'eau, de plantations d'arbres avec les enfants des écoles de Saint-Prest et de Jouy, de ramassage de déchets dans les bois et de rédactions d'articles.

Depuis la décennie 2010, le CDQMN est en sommeil relatif en tant qu'organisme associatif. Cependant, Serge de Filippis poursuit sa mission de protection de l'environnement en prodiguant de nombreux conseils à la FEEL et en prenant position sur divers sujets tels que récemment des brûlages de déchets plastiques à Jouy ou la lutte contre le projet de mise en concession autoroutière des routes nationales 154 et 12.

2.3. Lieu

2, rue des Moulins Neufs

28300 Jouy

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

³⁸ Cette association est aujourd'hui dissoute, mais a fortement contribué à la création de la Fédération Environnement Eure-et-Loir (FEEL).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.5. Fonctions et activités

Le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs (CDQMN) est une association loi 1901 qui milite en faveur de la protection de la nature et de l'environnement.

Ses principales activités sont l'information et la sensibilisation du patrimoine naturel, et la dénonciation et la lutte contre des projets ou des actions menaçant l'environnement dans le département d'Eure-et-Loir, et plus particulièrement dans le secteur de la commune de Jouy.

Depuis 1978, le CDQMN a notamment mené les actions notables suivantes :

- Luttons et actions militantes en faveur de la protection de l'environnement.
- Fermeture d'une décharge publique dans une ballastière.
- Mobilisation contre la construction de bâtiments industriels « Atelier-usine » contre la maison de Serge de Filippis dans un site protégé de la commune de Jouy, et responsable de nombreuses nuisances (fumées de plastiques et d'amiante brûlés, poussières, peinture et nuisances sonores) (condamnation en 1982).
- Intervention contre la réutilisation de l'« Atelier-usine » en atelier de customisation de véhicules et causant également des nuisances sonores (dont nocturnes) et provoquant un certain nombre de risques en raison de l'utilisation de produits dangereux.
- Arrêt d'un projet d'extension d'une usine et de création d'une conserverie situé dans un secteur protégé de la vallée de l'Eure.
- Dénonciation auprès des médias et mobilisation contre des déversements de boues de fosses septiques dans un bois entre Jouy-et-Berchère la Maingot qui risquaient de polluer la nappe phréatique.
- Interventions auprès des services de l'État (Préfecture, Ministère de l'écologie, Direction départementale de l'agriculture) au sujet d'un abattage massif d'arbres dans la vallée de l'Eure.
- Implication contre le projet de troisième aéroport Bassin-Parisien (dont manifestations).
- Lutte contre les carrières de Villebeau, Mondeville Sainte-Barbe et Prasville.
- Assistance contre un élevage de porcs à Authon-du-Perche avec la FEEL.
- Lutte contre des constructions illégales en zone inondable.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Participation à la mobilisation contre l'ouverture d'un club de moto-trial à l'emplacement de l'ancienne décharge du quartier des Moulins Neufs à Jouy.
- **Actions de sensibilisation et d'informations.**
 - Expositions-débats sur la protection de l'environnement (dont sur les inondations et zones inondables, thème de l'eau).
 - Tables rondes avec la presse.
 - Rédactions d'articles et de films.
 - Implication lors de fêtes de villages (création de chars, stands...).
 - Participation aux rencontres de l'écologie.
 - Interventions de sensibilisation dans les écoles (avec plantations d'arbres avec les scolaires).
 - Participation à la Journée de la Terre (nettoyages avec les enfants des communes de Jouy et de Saint-Prest).
- **Actions diverses.**
 - Actions d'aide pour d'autres associations (dont formation avec « l'Amicale des vallées », participation à la commission environnement de « l'UFC d'Eure-et-Loir », membre et vice-présidence de la Fédération Environnement Eure-et-Loir, recueil de signatures pour une action de la fondation Cousteau...).
 - Participation à la vie communale de Jouy et de Saint-Prest (remise en état d'un fossé, busé en accord avec la commune de Saint-Prest, intervention au sujet de l'appropriation d'un chemin communal, obtention d'un passage piéton et d'un panneau de signalisation dans un lieu de passage fréquenté par les écoliers...).
 - Achat et revente de jeux au bénéfice de futures plantations d'arbres.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs a compté jusqu'à 54 bénévoles. Actuellement en sommeil relatif, elle est présidée depuis sa création par Serge de Filippis.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs entretient, ou a entretenu des relations avec notamment :

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- L'association « l'Amicale des Vallées » (aujourd'hui dissoute) : adhésion de Serge de Filippis et engagements communs.
- La (FEEL) (membre) et les associations membres (dont l'UFC Que-choisir ? d'Eure-et-Loir)³⁹ : actions communes.
- La coordination d'Eure-et-Loir.
- Les communes de Saint-Prest et Jouy.
- Les écoles de Saint-Prest et de Jouy.
- Les services de l'État (dont Préfecture d'Eure-et-Loir) : alertes.
- Personnes ou groupes divers : chasseurs, randonneurs, spéléologues, promeneurs...

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Novembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Serge de Filippis

³⁹ Cf. Notice et inventaire de la FEEL.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs (CDQMN) :

Création :

Création de l'association (1977-1978) (1 classeur). - Statuts ; dossier de constitution ; Assemblée Générale constituante ; comptes rendus de Conseil d'administration (procès-verbaux) ; participations aux commissions communales ; premières actions de l'association ; courriers ; photographies (dont des premières réunions) ; coupures de presse.

Fonctionnement et activités :

Dossiers des actions de l'association ⁴⁰ (2,00 ml), dont. - Dossier « usine-atelier » de la Société Philippe Jean (avec dossier de procédure au tribunal) (1976-1983) ; informations relatives aux inondations et lutte contre les constructions en zone inondable (avec plans) ; dossier Manoir des près du Roy relatif au déversement de déchets (2001) ; dossier contre le projet d'autoroute A 154 ; plantations d'arbres (avec invitations) ; dossier usine d'abattage de poulets à Jouy ;

Participation et organisation de manifestations (1989 - décennie 1990) (0,1 ml), dont. - Animations avec enfants, album de photographies (1989-1998) ;

Expositions réalisées par l'association (dont sur l'eau) : panneaux ;

Dossier des 30 ans du CDQMN : coupures de presse, photographies, lettres, dessins, comptes rendus, articles rédigés par Serge de Filippis, pétitions ;

Notes écrites par Serge de Filippis (dont notes sur les menaces et les dégradations à son encontre) (0,20 ml).

Documentation :

Articles pour la presse ;

Communiqués de presse ;

Coupures de presse (dont l'écho République, La République du Centre) ;

DVD de vidéos prises (2008-2009) ;

DVD 55e anniversaire de la libération de Saint-Prest ;

Cassette VHS des inondations de 1995,1997,1999 et de l'orage de 2000 ;

Films sur les inondations.

⁴⁰ Pour précision, chaque dossier d'action menée par le CDQMN contient un certain nombre de photographies.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Documentation diverse (environ 0,10 ml) : informations et bulletins d'associations de la protection de la nature et de l'environnement (dont bulletins du PIAF, combat nature), dans le cadre de la Coopération à l'écriture du Livre Blanc de l'environnement (1982), sur le bruit.

Dates extrêmes

1976 - 2017

Métrage linéaire conservé

Environ 3,50 ml

Stockage bureautique conservé

Conservation de films également déposés à l'agence régionale du Centre pour le livre, l'image et la culture numérique (CICLIC).

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation.

Classement des fonds par dossier.

Bon état de conservation des archives dans un environnement sain.

Localisation physique

Au domicile du Président du CDQMN, Serge de Filippis :

2, rue des Moulins Neufs

28300 Jouy

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 02 37 22 31 94

Courriel : serge.defilippis@sfr.fr

Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement (CDPNE)

1. Zone d'identification;

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement.

1.3. Autres formes du nom

CDPNE

2. Zone de la description;

2.1. Dates d'existence

1972 – Aujourd'hui

2.2. Histoire

Le Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement (CDPNE) fût constitué sous la forme d'une association de type loi 1901, avec Maurice Druon comme président d'Honneur qui définissait cette structure comme « un conseil des sages en Loir et Cher pour que l'application de la science demeure sous le contrôle politique, par instances élues et interposées de la conscience de chacun ».

Par la suite, le CDPNE a développé des actions éducatives en matière d'environnement à destination des milieux scolaires et du grand public et a engagé une démarche de gestion et d'animation des sites naturels. Depuis 1972, le CDPNE a contribué à la création de diverses réserves naturelles, notamment celle de « Grand-Pierre et Vitain », création officialisée par décret en 1979.

Cette Réserve dont le CDPNE est gestionnaire pour le compte de l'État est associée à la Maison de la nature à Marolles, récemment aménagée sous forme d'équipements muséographiques. Cette maison est ouverte au public et plus particulièrement destinée à la sensibilisation des scolaires.

Le CDPNE propose depuis plus de 20 ans avec l'appui du conseil départemental de Loir-et-Cher, des animations, visites et conférences principalement sur les thèmes liés à l'environnement. Ces « Rendez-Vous Nature », organisés à Blois avec l'aide financière du conseil départemental de Loir-et-Cher, se sont étendus depuis 2004 à d'autres villes.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.3. Lieu

Centre Administratif
Porte B
34 avenue Maunoury
41000 Blois

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Les orientations du CDPNE se définissent en quatre grands secteurs :

- Études et expertises : Les collectivités comme les entreprises, s'inscrivent de plus en plus dans une démarche de management et de qualité où l'environnement prend une grande place. Elles doivent par ailleurs satisfaire à la demande sociétale (exprimée par les riverains, les associations, la population...) et prendre en compte les contraintes réglementaires. Dans cet esprit, le CDPNE fournit son appui pour définir les éléments d'une politique environnementale, concevoir et finaliser un projet, gérer la mise en œuvre d'actions environnementales. Le CDPNE réalise ainsi diverses prestations pour le compte de donneurs d'ordre privés ou publics et fournit une assistance aux maîtres d'ouvrage (expertises environnementales, études préalables d'environnement, diagnostics environnementaux, études de faisabilité, assistance au maître d'ouvrage, missions de génie écologique, dossiers réglementaires tels que l'autorisation d'installations classées pour la protection de l'environnement, loi sur l'eau, études d'impact, et notices d'incidence Natura 2000).
- Conseils et assistance aux communes, communautés de communes, Pays, conseil départemental, pour intégrer au mieux les préoccupations de cohérence et de qualité environnementales.
- Gestion d'espaces naturels : Le CDPNE est notamment gestionnaire de la réserve naturelle de Grand-Pierre et Vitain, de la réserve naturelle régionale géologique de Pontlevoy et de la réserve archéologique et géologique des Grouais de Chicheray – Pezou. Pour accomplir sa mission, l'association dispose de compétences qui lui permettent de mettre en œuvre des opérations de génie écologique, des actions de gestion et d'aménagement des milieux naturels.
- Éducation à l'environnement : Le CDPNE anime les sites naturels et les réserves dont il est gestionnaire en proposant des modules de formation sur différents thèmes et des visites guidées. La Maison de la nature à Marolles propose par exemple une muséographie fondée sur l'interactivité, permettant de donner les clés de lecture et de compréhension de la réserve naturelle de

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Grand-Pierre et Vitain en s'adressant principalement au public scolaire. Le CDPNE peut également intervenir dans les structures (écoles, centres de loisirs) sur des thématiques liées à la biodiversité, à l'eau, au sol, au jardin.

2.6. Textes de référence; Statuts.

2.7 Organisation interne

Le CDPNE est une association de statut « loi 1901 ». A ce titre il est constitué de membres actifs qui se réunissent une fois par an en assemblée générale et élisent leurs administrateurs.

Le conseil d'administration est actuellement composé de 22 membres, renouvelable chaque année par tiers et d'un bureau élu pour un an. En outre, l'association se compose de membres d'honneur, membres associés et membres correspondants (dont 4 membres de droits du conseil départemental de Loir-et-Cher).

L'équipe salariée est actuellement composée de 11 permanents et de 7 non permanents (services civiques, CDD).

L'association compte également une centaine d'adhérents.

3. Zone des relations;

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Le CDPNE est principalement en relation avec le Conseil départemental de Loir-et-Cher, la Région Centre Val-de-Loire, le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), Life CROAA, et la Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire .

3.2. Type de relations; Partenariats et collaborations avec le monde associatif et les collectivités,

Conseils aux collectivités,

Prestations aux entreprises et aux collectivités,

Éducation à l'environnement auprès du public scolaire,

Mission de service public par l'intermédiaire de la gestion des espaces naturels.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Avril 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Angélique Vallée-Sygut, Directrice du CDPNE

Nathalie Procureur, Secrétaire du CDPNE

Site : <http://www.cdpne.org/>

Présentation du contenu conservé par le CDPNE à Blois :

Administration et composition :

Conseils d'administration, assemblées générales (1973-2018) (4,0 ml) : Comptes-rendus, procès-verbaux, rapports d'activités.

Correspondance :

Registres des courriers arrivés : 12 pièces (1994-2018) ;

Courriers départs et arrivés (chronos) (1988-2016) (2,0 ml).

Comptabilité :

Grand Livres de comptabilité (1991-2002) ;

Registre journaux de banques ;

Comptes de gestion : exercices (1973-2013) ;

Pièces comptables (1978-2014) (environ 10,0 ml) : factures (dont « fournisseurs »), justificatifs kilométriques et véhicules (1996-2002), pièces justificatives ;

Assurances : devis, factures.

Personnel, salaires :

Registres des salaires, salaires et cotisations, dossiers de personnel (1978-2014) (5,00ml) ;

Fiches horaires dites « Temps de travaux » (1996-2007).

Fonctionnement et activités :

Agréments ;

Subventions (dont demandes et arrêtés) (1981-2018) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Conseils aux communes : dossiers par communes (1989-2000) (3,0 ml) ;

Prestations, études. - Propositions d'études (1992-2001), dossiers de prestations (avec devis, factures) (1996-2015), certificats de capacités (décennie 2000) ;

Études (décennie 1970-2005). - Dont sur la faune (réintroduction du Castor, le blaireau, les batraciens, comptages d'oiseaux, nuisibles) : dossiers d'études, documentation, conseils (2,0 ml) ; sur la Loire-Moyenne (1997-1998) (0,5 ml) ; dossier Center Parc de Chaumont-sur-Tharonne ; remembrements ; études d'impacts relatives aux ZAC, lotissements, carrières et stations d'épurations (avec dossiers d'autorisations d'exploitation de carrières et de stockage d'engrais liquides) ;

Manifestation. - *Rendez-vous Nature* : organisation (1979-2007) (3,0 ml) ;

Mise en œuvre de *Natura 2000* ;

Relations avec France Nature Environnement (FNE) : Convocations aux assemblées générales FNE (1999-2007) ;

Participation aux commissions (dont Conseil départemental de l'Hygiène (CDH), Commission locale d'informations (CLIS)) (Décennie 1990 – 2016) : dossiers de préparations, procès-verbaux, documentation ;

Participation aux conférences régionales de l'environnement (1991-1997).

Activité, gestion et projets de Réserves naturelles (RN) :

RN de Grand-Pierre et Vitain (1975-2018) : création (1975-1976), comités de gestion et rapports d'activités, plans de gestion, budgets, bail, projet de convention, dossiers chasse (1979-1991), documentation, courriers, plans, sentiers, commémoration des 30 ans, audioguides, Inventaires de la faune et de la flore (dont ornithologiques, entomologiques, lichens et mousses) suivis des oiseaux, bibliographie (6,0 ml) ;

RN des Grouais de Chicheray : projet d'aménagement, (décennie 1980) (0,50 ml) ;

RN régionale de la Chesnaye – La Ferté-Saint-Cyr (vers 1976-1988) : conventions, plans de gestion, plans, cartes, photos, sorties d'études (avec relevés de faune et flore) (décennie 1990) ;

RN naturelle Pontlevoy : missions, aménagements (dont études) (0,5 ml) ;

RN d'Herbaut-en-Sologne : dossier de projet (fin décennie 1970) ;

Projets de gestion de sites (dont la Rougellerie à Chaumont-sur-Tharonne) ;

Documentation :

Revue de presse (1973-2017) ;

Documentation du CDPNE : dépliants, cassettes vidéos, affiches ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Bibliothèque du CDPNE. - Ouvrages, publications et études extérieurs à l'association par thème (la flore, les réserves naturelles et parcs, l'éducation à l'environnement, la biodiversité, l'écologie, la faune, les déchets, l'eau, la climatologie, les risques naturels, l'archéologie, le patrimoine, la géologie, le développement durable, l'agriculture, l'aménagement, le jardinage, la chasse et la pêche) (environ 15,0 ml) ;

Thèse « *La Grande Sologne* » par Pierre Gillardot (1981) ;

Revue spécialisée sur les insectes, la faune, la Sologne, la botanique et biologie, le paysage et l'aménagement ;

Bulletins et revues d'associations de la protection de la nature et de l'environnement : dont *La lettre du hérisson*, *Forêt conservation* (1983-1986), *Le courrier de l'environnement*, *Revue du Palais de la Découverte*, *Plein champ*, *Greenpeace*, *Terre Sauvage* (1986-1990), *bulletin de la société herpétologique française*, *Ornitho*, *La Houlette*, *Environnement Magazine*, *Combat Nature* (1977-1984), *Courrier de la Nature* (1969-2008), *Espaces Naturels* (2011-2017), *Les Naturalistes Orléanais* (1984-1994), *Perche nature*. (12,0 ml) ;

Documentation relative à la chasse : réglementation, plans de chasses (1981-2006) (2,0 ml) ;

Documentation diverse (dont comptes-rendus de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, observatoire de l'économie et des territoires, textes réglementaires, plans).

Varia :

Fonds botaniste Philippe Maubert, dossiers de travail (1985-2014)⁴¹. - Études et diagnostics sur la faune et la flore (dont études pour des PLU), inventaires botaniques (dont zone des étangs de Sologne et réserve naturelle de Chérine), propositions, courriers, conseils. (3,0 ml).

Vrac (dont concours architecture, documentation, photographies, études) (environ 3 ml)

Dates extrêmes; 1973-2018

Métrage linéaire conservé; Environ 100,0 ml.

Stockage bureautique conservé; Non renseigné.

Accroissement; Fonds non clos.

⁴¹ Philippe Maubert est un ancien permanent du CDPNE.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Mode de classement et état de conservation; Plupart des archives mises en boîtes ou dans des cartons, certains fonds sont classés et stockés dans un local dédié ; Bon état de conservation.

Localisation physique

Centre Administratif

Porte B

34 avenue Maunoury

41000 Blois

Modalités d'accès; sur demande :

Tél. : 02 54 51 56 70

Courriel : contact@cdpne.org

Confédération A29

1. Identification

1.1. Type d'entité

Association loi 1901.

1.2. Forme autorisée du nom

Confédération A29.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988-1996.

2.2. Histoire

L'association a été créée afin de lutter contre la construction de l'A29.

L'association est aujourd'hui dissoute.

2.3. Lieu

Le Havre

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Sa lutte a consisté à organiser un bivouac de plusieurs jours.

Elle s'occupait également d'interpeller les élus locaux.

Elle a mis en place de nombreux communiqués de presse et a participé à des émissions de radio tout en menant des contre-enquêtes.

2.7. Organisation interne

Non communiquée.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : L'ensemble du fonds est conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (323 J).

Présentation du contenu :

Comptabilité : pièces justificatives (1989).

Activités : registre de signatures du bivouac du Bec-de-Caux (1989), contre enquête d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'A29 (1990), cassettes audio, diapositives, photographies (1988-1990), négatifs, avis du collège de prévention des risques technologiques (1990-1992), articles de presse, ordre du jour d'assemblée général de Conseil d'État (1990), déclaration d'utilité publique de l'A29 (1991), flyers, diagnostic de sécurité, recours au tribunal administratif (1992), magazine *Macadam Magazine* (1989), autocollant, carte, invitation, conférence et communiqué de presse (1989, 1992), correspondance (1989-1995), notes d'informations, notion d'urgence (1992), requête pour enquête publique complémentaire (1992), communiqué de syndicat (1990), ordre du jour de comité d'établissement extraordinaire (1990), ordre du jour de réunion, journal *Hebdo* (1995), plaquette.

Plainte pour mise en danger de la personne (1995-1996) : projet de dépôt de plainte (1994), correspondance, photographies, avis d'ordonnance rendu.

Contentieux avec l'association « Ecologie Pour le Havre », "EPLH au Tribunal Administratif" : correspondance, notifications d'ordonnance (1995).

Documentation : panneau, dossier de la préfecture de région Haute-Normandie, correspondance (1989), documents de travail, notes d'informations, cartes, fascicule d'informations sur les ZNIEFF, journal écologiste de Haute-Normandie *Le Canard sauvage* (n.d.-1998), articles de presse (1989-1995)

Fascicules de conférences (1990-1991) : *Eau et environnement* (1991), *L'Avocette* (1990), *La Faune du Pays de Caux* (1991), *Les Groupements forestiers du Vallon, Écologie des fonds de vallées humides* (1991).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Métrage linéaire : 0,41 ml.

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire

1.3. Autres formes du nom

CEN Centre Val-de-Loire

Conservatoire du patrimoine naturel de la région Centre (ancien nom entre 1990 - 2014)

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1990 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre Val-de-Loire a été créé en 1990, à l'initiative du tissu associatif régional de la protection de la nature et de l'environnement, sous la dénomination suivante : « Conservatoire du patrimoine naturel de la région Centre ». Les statuts de l'association ont été adoptés lors de l'assemblée générale du 27 octobre 1990.

Cette création est le résultat d'un processus de plus de 20 ans remontant à la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et à son application. Cette application de la loi sur le patrimoine naturel se concrétise essentiellement par la création des parcs et des réserves naturelles. Cette démarche est longue et complexe (en près de 30 ans, les sites préservés en France, comme en région Centre, concernent moins de 1 % du territoire), mais devant la dégradation rapide des milieux naturels et de la biodiversité, les mesures réglementaires se révèlent parfois insuffisantes.

C'est pourquoi un large réseau d'associations s'est engagé en faveur d'une politique de préservation des sites remarquables. Les conservatoires d'espaces naturels sont alors nés de cette initiative. En 1987, le Conservatoire d'espaces naturels de Loir- et-Cher est fondé par des membres du tissu associatif du département sous le nom de « *Conservatoire des sites de Loir-et-Cher* ». Dans une volonté d'un élargissement à l'ensemble de la région Centre – Val de Loire une seconde structure

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

– indépendante de la première - est créée : le « Conservatoire du patrimoine naturel de la région Centre ». Association d'initiative citoyenne, consensuelle et professionnelle, le CEN permet, grâce au soutien de plusieurs partenaires convaincus de l'intérêt de sa démarche, de compléter les mesures réglementaires à une échelle plus fine, et plus adaptée aux différents contextes locaux dans l'ensemble de la région.

En 2015, le Conservatoire du patrimoine naturel de la région Centre change de nom pour devenir Conservatoire d'espaces naturels Centre Val-de-Loire, mais ses objectifs et missions restent les mêmes, à savoir la sauvegarde des milieux naturels remarquables pour leur faune, leur flore, leur qualité paysagère ou leur intérêt géologique.

Après 20 ans d'action, le CEN Centre-Val de Loire et ses quatre antennes (Antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher, antenne Loiret, antenne Eure-et-Loir, antenne Cher/Indre) gèrent et protègent un réseau de près de 120 de sites protégés, répartis sur près de 3 500 hectares en région Centre-Val de Loire, dont la réserve naturelle du Val de Loire.

2.3. Lieu

3, rue de la Lionne

45000 Orléans

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre - Val de Loire est une association Loi 1901 qui s'est donnée pour mission la sauvegarde des milieux naturels les plus remarquables pour leur faune, leur flore, leur qualité paysagère ou géologique.

Ses priorités d'intervention portent sur la préservation des sites ligériens les plus beaux et les plus menacés, la sauvegarde des milieux humides les plus remarquables (mares, étangs, tourbières, prairies...) ainsi que la protection et la gestion de milieux naturels variés abritant des espèces rares (pelouses sèches, sites à outarde canepetière...). Le CEN assure ainsi la gestion et la protection de près 120 sites répartis sur près de 3500 hectares⁴².

⁴² *Chiffres de 2017.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ses axes de travail et activités principales sont :

- **La connaissance des espèces et des milieux afin d'assurer leur protection.**

Le CEN Centre – Val de Loire réalise des études et s'appuie sur les inventaires nationaux tels que les ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) et sur le réseau Natura 2000 principalement pour définir ses priorités d'intervention et les objectifs de gestion établis. Il fait également appel à l'expertise de son Conseil scientifique composé de bénévoles choisis et reconnus pour leurs compétences scientifiques. Grâce à son expérience de gestionnaire, le CEN intervient également comme expert dans de nombreuses instances (Natura 2000, conférence régionale de l'environnement pour un développement durable, politiques Espaces naturels sensibles...).

- **La préservation et la protection par la maîtrise foncière et la maîtrise d'usage.**

En fonction du contexte, le CEN Centre - Val de Loire dispose de différents moyens d'intervention afin de pérenniser les actions en faveur des espaces et des espèces et de les rendre efficaces : signature de baux (emphytéotiques...), conventions d'usage (avec des propriétaires privés ou des collectivités), conventions avec les services de l'État pour la gestion du domaine public fluvial et acquisitions en propre. Le cas échéant, des mesures réglementaires peuvent être appliquées pour renforcer la protection : réserve naturelle, arrêté de protection du biotope...

- **La gestion des espaces naturels.**

Chaque site du réseau des espaces protégés par le CEN Centre - Val de Loire fait l'objet de la rédaction d'un plan de gestion pour définir les actions à mettre en œuvre pour entretenir, voire restaurer la biodiversité. Ces actions consistent notamment à des travaux de fauche, à la mise en place de pâturage, au débroussaillage de pelouses, à la restauration de mares, à la réhabilitation de carrières, à l'entretien ou à la libre évolution des forêts.

- **La Valorisation des espaces et des espèces.**

Les sites naturels en région Centre - Val de Loire constituent un support pour l'éducation à l'environnement et à la sensibilisation du grand public (animations «balades nature», chantiers de bénévoles, conférences, informations...) et des scolaires (actions et projets pédagogiques à destination des établissements scolaires proches). Pour la plupart ouverts au public, les espaces sont aménagés pour favoriser une découverte autonome ; un effort particulier est mené sur les sites propices au développement du tourisme de nature.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Le CEN Centre – Val de Loire repose sur un Conseil d'administration d'une quarantaine de membres répartis en trois collèges, les deux premiers avec voix délibérative. Ainsi, le Conseil d'administration est composé de la manière suivante :

- 16 membres de droit : Conseil régional (deux sièges), Conseils départementaux du Cher, d'Eure-et-Loir, de l'Indre, de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher et du Loiret (un siège chacun), France nature environnement Centre-Val de Loire (deux sièges), Conservatoire d'espaces naturels du Loir-et-Cher (un siège), Conseil scientifique (un siège), représentants du personnel du Conservatoire (deux sièges), Comités de bassin (un siège pour Loire-Bretagne, un siège pour Seine-Normandie), délégué des conservateurs de sites (un siège) ;
- 21 membres élus par l'assemblée générale parmi les adhérents. Treize d'entre eux forment le bureau, dont figure l'actuel président de l'association : Michel Prévost, également délégué départemental de l'Indre.
- Un collège de membres invités, avec voix consultative.

Le CEN Centre – Val de Loire dispose également d'un conseil scientifique composé d'une quarantaine de bénévoles choisis pour leurs compétences scientifiques (disciplines naturalistes, gestion de sites...) et l'intérêt qu'ils portent à la préservation des espaces naturels. Par ses avis et ses propositions, le Conseil scientifique guide le conseil d'administration sur le choix des sites à acquérir, sur les études à y réaliser et sur leur gestion. Il est le garant de la rigueur scientifique du Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire.

Le CEN Centre – Val de Loire se décline également à l'échelle départementale par l'intermédiaire de ses quatre antennes (antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher, antenne Loiret, antenne Eure-et-Loir, antenne Cher/Indre) et des délégués départementaux. Ces derniers, au nombre de six, sont des bénévoles qui ont pour mission de représenter le CEN à l'échelon départemental. Ils coordonnent ainsi l'action sur les sites et s'attachent à mettre en œuvre la politique du conservatoire. Leur rôle est d'établir un relais entre le conseil d'administration et le réseau des conservateurs. Les délégués départementaux sont également conservateurs provisoires des sites non encore pourvus.

Le CEN Centre – Val de Loire s'appuie aussi sur son réseau de conservateurs bénévoles, nommés par le conseil d'administration, et chargés de représenter le CEN à l'échelon local, en tenant le rôle d'ambassadeur de leur site naturel et d'assurer sa surveillance et son entretien. Ils veillent aussi aux côtés de l'équipe technique concernée à la mise en œuvre du plan de gestion.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Le CEN Centre – Val de Loire emploie 31 personnes aux fonctions diverses (directeur, chargé de mission territoriale, responsable scientifique et technique, responsable communication-animation, géomaticien, chargé d'études scientifiques, chargé de gestion écologique, animateur, secrétaire, comptable, animateur Natura 2000). Ils sont répartis entre le siège social à Orléans, les antennes Indre-et-Loire/Loir-et-Cher (à Tours), Cher/Indre (à Vierzon), Eure-et-Loir/Loiret (à Orléans), la mission Eure-et-Loir (à Chartres) et la Réserve naturelle du Val de Loire dont le conservatoire est co-gestionnaire (à Pouilly-sur-Loire). L'actuel directeur est Frédéric Breton.

Enfin, l'association compte environ 350 adhérents, dont 70 bénévoles actifs (conservation de sites).

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Le CEN Centre – Val de Loire entretient les relations suivantes :

- Adhésions au CEN Centre – Val de Loire
 - Collectivités : mairie de Barjouville, mairie de Bonny-sur-Loire, ville de Chartres, mairie d'Oulins, ville de Beaugency, ville de Dordives, syndicat mixte de la Vallée de l'Ouanne et du Loing, ville de Neung-sur-Beuvron, ville de Châtillon-sur-Loire, ville de Vierzon.
 - Entreprises et associations : Entomologie tourangelle et ligérienne (ETL), Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine, Bon'Eure de Vivre, Saint-Martin-d'Abbat demain, Castel vie et joie, Association pour la valorisation des coteaux Luynois, Foyer rural de Couffy, Société de chasse La Saint Hubert, Société pour le muséum d'Orléans et les sciences, GEOD SARL, Pisciculture Hennequart.
- Partenaires financiers
 - L'État par le biais du ministère de l'écologie et de sa direction régionale, la Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire : l'État soutient le CEN depuis sa création dans le cadre du contrat de plan État-Région et du Plan Loire Grandeur Nature notamment. Le CEN accompagne l'État dans l'application en région des politiques de préservation de la biodiversité, dont Natura 2000.
 - L'Union européenne : Plusieurs dispositifs européens permettent au Conservatoire de financer ses actions, notamment dans le cadre du plan Loire grandeur nature (Life, Fonds européen de développement régional, Fonds européen agricole pour le développement rural).
 - Le Conseil régional Centre-Val de Loire (dans le cadre du contrat de plan État-Région et du Plan Loire Grandeur Nature, dans le cadre des politiques régionales

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

de préservation de la biodiversité comme la mise en place des réserves naturelles régionales, du réseau écologique régional ainsi que dans le cadre d'ÉcoPôle).

- Les agences de l'eau Loire-Bretagne et Seine-Normandie (actions liées aux zones humides dans le cadre de leur 10e programme (2013-2018) et dans le respect de la directive cadre sur l'eau (DCE), les contrats restauration entretien (AELB) ou contrats garde zones humides (AESN)).

Les conseils départementaux (Cher, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire et Loiret) dans le cadre de mise en œuvre de politiques, d'assistances, de gestions de sites et espaces naturels, de conventions et du plan Loire Grandeur Nature.

- EDF/centre nucléaire de production d'électricité de Dampierre-en-Burly (Loiret) (EDF soutient notamment le projet de réinstauration du pâturage comme mode de gestion et de préservation des bords de Loire et des actions de mises en œuvre sur les sites proches de Benne (Dampierre-en-Burly) et la Plaine de Villaine (Ouzouer-sur-Loire).

- Partenaires techniques

L'Agence française pour la biodiversité (AFB) Centre-Val de Loire, le réseau France nature environnement Centre-Val de Loire, le Conservatoire botanique national du bassin parisien, la SAFER Centre, le Conservatoire d'espaces naturels du Loir-et-Cher (avec qui le CEN Centre travail en étroite collaboration), la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt Centre-Val de Loire, les Directions départementales des territoires (DDT), les Chambres d'agriculture, l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), la Fédération régionale des chasseurs, les fédérations départementales pour la pêche et la protection du milieu aquatique, les Maisons de Loire, le Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement (GRAINE) Centre, le SINP (Système d'information sur la nature et les paysages), les agences de développement touristique, et les Gîtes de France Loiret.

- Mécénat d'entreprise (dont Caisse d'Épargne Loire-Centre, Cemex, Fondation du Patrimoine)

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Frédéric Breton, directeur du CEN Centre – Val de Loire.

Isabelle Gravrand, responsable communication – animation.

Site : <https://www.cen-centrevalde Loire.org/>

4.9. Fonds associés

Conservatoire d'espaces naturels Centre–Val de Loire: antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher.

Présentation du contenu conservé par le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre Val-de-Loire au sein de son siège à Orléans :

• **Fonds du siège du CEN Centre – Val de Loire**

Administration et composition :

Vie statutaire (1990 – 2017) (5,50 ml). - Assemblée générale (1995-2017), Conseil d'administration (1990-2009, 2013-2017), Bureau (2000-2008, 2011-2017) et réunions internes (2003-2007) : comptes rendus des réunions, procès-verbaux, feuilles d'émargement, extraits des délibérations et dossiers de séances ; agréments ; déclarations de modification des statuts ; maîtrise foncière des locaux ; Conseil scientifique (0,80 ml) ;

Rapports d'activités (2001-2017) (0,20 ml) ;

Projets stratégiques (2007-2013) (0,10 ml).

Personnel :

Dossiers de carrières, salaires, cotisations et charges (1,50 ml) ;

Formations des salariés et des conservateurs bénévoles (avec états de frais et remboursements) (0,70 ml).

Comptabilité, biens de l'association :

Comptabilité générale (2006 – 2014) (8,0 ml). - Bilans financiers, factures, notes de frais, devis, appels d'offres, taxes foncières ;

Subventions reçues et demandées par le CEN Centre – Val de Loire (dont , Région Centre, État, conseil départemental du Loiret) (1999-2015) (5,0 ml) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Assurances ;

Maîtrise foncière et d'usage des sites : actes notariés (3,50 ml).

Fonctionnement et activités :

Gestion des locaux (0,10 ml) ;

Réserve naturelle Val de Loire (1993-2000) (0,10 ml) : convention, courriers ;

Plans de gestion de sites gérés par le CEN Centre – Val de Loire principalement classés par département (avec rapports d'activités et études) (environ 4,0 ml) ;

Fonds d'études et d'inventaires réalisés par le CEN Centre – Val de Loire et des partenaires extérieurs (dont thématiques sur la Loire, les forêts et dans le cadre de Natura 2000) (5,0 ml) ;

Études diverses réalisées par le CEN Centre – Val de Loire (originaux) (2,0 ml) ;

Plan Loire Grandeur Nature (2,0 ml) : programmes, études, documents de travail, cartes documentation ;

Participation au programme *Life* relatif aux pelouses (avec rapports techniques, plans de gestion, études et documentation) (1,0 ml) (décennie 2000) ;

Dossiers de travail relatifs à la communication et à l'animation (4,0 ml) ;

Études de fréquentation des sites protégés.

Documentation :

Bulletin du CEN Centre - Val de Loire « La Feuille de liaison Expli-sites » (1991-2015) ;

Newsletter du CEN Centre – Val de Loire (support informatique) ;

Plaquettes du CEN Centre – Val de Loire ;

Communiqués de presse ;

Revue de presse (1991-2017) (1,0 ml) ;

Expositions ;

Affiches ;

Diapositives et photographies des sites protégés par le CEN et des événements (0,50 ml) ;

Publications extérieures au CEN Centre – Val de Loire : bulletins associatifs et autres (dont courrier de l'environnement de l'INRA) (2,0 ml) ;

Documentation juridique (1,50 ml) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Documentation diverse (environ 5,0 ml), dont. - Ouvrages, publications et études extérieures au CEN (4,0 ml) ; films VHS ; dessins d'illustrateurs.

Varia non identifié (1,50 ml).

- **Fonds de l'antenne Eure-et-Loir (environ 1,50 ml)⁴³**

Inventaires communaux du patrimoine naturel de l'Eure et Loir (2001-2004) (0,60 ml) ;

Schéma de gestion des sites dans le département de l'Eure-et-Loir ;

Cartographie nationale des enjeux territoriaux de biodiversité remarquable réalisée par le CEN Centre – Val de Loire « Carnets B » ;

« Cahiers du Patrimoine naturel d'Eure-et-Loir » (2001-2008) ;

Photographies et diapositives.

- **Fonds de l'antenne Loiret (environ 5,50 ml)**

Gestion et études par site (3,0 ml) (dont Vallée des ardouses, Val de Sully) ;

Suivis de travaux par site (0,30 ml) ;

Études (1,0 ml) ;

Programmes transversaux avec le CEN Centre (dont Ligero et Pasto Loire) (1,0 ml) ;

Photographies et diapositives.

Dates extrêmes

1990-2017

Métrage linéaire conservé

Environ 61 ml.

Stockage bureautique conservé

Volume total estimé : 1,68 To. Stockage sur un serveur (avec sauvegardes très fréquentes). Les archives numériques sont divisées en fonction des missions et des fonctions de l'association sur plusieurs disques et suivent une arborescence précise. L'association adopte depuis peu le nommage des fichiers.

L'arborescence est dans ses grandes lignes la suivante :

⁴³ *Les fonds les plus récents de l'antenne Eure-et-Loir du CEN Centre Val de Loire sont situés au siège de ladite antenne :*

21, rue de Loigny-la-Bataille - 28000 Chartres

Téléphone : 02 37 28 54 48

Courriel : antenne28@cen-centrevaldeloire.org

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Siège :- Vie statutaire
- Administratif
- Comptabilité
- Communication – Animation
- Scientifique
- Iconographie (191 Go, 60 000 fichiers)
- Antenne :- Sites
- Photothèque
- Valorisation
- Vidéos et visites virtuelles
- Archives informatiques
- Plan d'action quinquennal

Certains documents numériques produits par le CEN sont consultables sur le site :

Films et vidéos : <https://www.cen-centrevalde Loire.org/videos>

Photographies concernant principalement des sites gérés par le CEN : <https://www.cen-centrevalde Loire.org/images-photos>

Documentation éditée par le CEN (dont certains numéros du bulletin « Expli-Sites ») :

https://www.cen-centrevalde Loire.org/telechargements/view_repository_sort_order/

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Le CEN Centre – Val de Loire organise ses archives dans un but d'efficacité dans le travail quotidien de l'équipe salariée. Ainsi, certains fonds sont non conditionnés (en raison de leur utilité permanente, les études et les plans de gestion des sites sont classés comme un fonds documentaire et ne disposent pas de conditionnement particulier pour la plupart ; les actes notariés relatifs aux sites sont classés dans des armoires). D'autres fonds sont rangés dans des boîtes ou cartons pour archives. De manière générale les fonds ne sont pas éclatés et sont répartis en fonction de leur typologie dans les bureaux ou dans des pièces (exemples : fonds des antennes Loiret et Eure-et-Loir dans un même bureau, subventions dans une pièce à part...).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Très bon état de conservation des fonds d'archives localisés pour la grande majorité dans un environnement sain (exception faite pour les archives comptables les plus anciennes qui sont situées dans le sous-sol de l'ÉcoPôle, un environnement potentiellement soumis à d'importantes variations de température et à la poussière).

Localisation physique

3, rue de la Lionne

45000 Orléans

Modalités d'accès

Sur demande :

Téléphone : 02 38 77 02 72

Courriel : siege.orleans@cen-centrevaldeloire.org

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : Antenne Cher/Indre

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association - antenne

1.2. Forme autorisée du nom

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : Antenne Cher/Indre

1.3. Autres formes du nom

CEN Centre – Val de Loire : Antenne Cher/Indre

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Vers 1999 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Le 27 octobre 1990 est fondé le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre Val-de-Loire à l'initiative du tissu associatif régional de la protection de la nature et de l'environnement sous la dénomination suivante : « Conservatoire du Patrimoine Naturel de la région Centre »⁴⁴. L'association s'est donnée dès sa création pour mission la sauvegarde des milieux naturels les plus remarquables pour leur faune, leur flore, leur qualité paysagère ou géologique.

Dans le cadre de cette démarche, le CEN Centre Val-de-Loire a entrepris de compléter les mesures réglementaires relatives à la protection du patrimoine naturel dans une échelle de plus en plus fine, et de plus en plus adaptée aux différents contextes locaux de l'ensemble de la région.

C'est ainsi qu'à la fin de la décennie 1990, l'association décide de créer des antennes locales (antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher, antenne Loiret, antenne Eure-et-Loir et Cher/Indre) afin de couvrir au mieux le territoire et d'assurer une gestion encore plus optimale des sites protégés. L'antenne Cher/Indre a été fondée vers 1999. Depuis, ses bureaux sont installés à Vierzon. Depuis sa création, l'antenne est amenée par l'intermédiaire de ses bénévoles et de ses salariés à gérer et protéger un réseau de 41 sites sur près de 1000 hectares en comprenant la Réserve naturelle nationale des Chaumes du Verniller (département du Cher) et la

⁴⁴ Le « Conservatoire du Patrimoine Naturel de la région Centre » est devenu Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre Val-de-Loire en 2015.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Réserve naturelle du Val de Loire qui dispose également d'un bureau et d'une équipe détachée à la Charité-sur-Loire (Nièvre).

2.3. Lieu

16, rue bas de Grange

18100 Vierzon

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901 par l'intermédiaire Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire.

2.5. Fonctions et activités

L'antenne Cher/Indre remplit les mêmes missions que CEN Centre – Val de Loire, car elle dépend directement du siège localisé à Orléans. Néanmoins, elle limite ses interventions dans un territoire plus restreint, à savoir les départements du Cher et de l'Indre.

Pour rappel, CEN Centre – Val de Loire s'est donné pour mission de la sauvegarde des milieux naturels les plus remarquables pour leur faune, leur flore, leur qualité paysagère ou géologique, notamment à travers la gestion et la protection d'un réseau de 41 sites sur près de 1000 hectares (la réserve naturelle du Val de Loire comprise)[\[2\]](#).

Ses priorités d'intervention portent sur la préservation des sites ligériens les plus beaux et les plus menacés, la sauvegarde des milieux humides les plus remarquables (mares, étangs, tourbières, prairies...) ainsi que la protection et la gestion de milieux naturels variés abritant des espèces rares (pelouses sèches, sites à outarde canepetière...).

Ses axes de travail et activités principales sont :

- La connaissance des espèces et des milieux afin d'assurer leur protection.
- La préservation et la protection par la maîtrise foncière et la maîtrise d'usage.
- La gestion des espaces naturels.
- La Valorisation des espaces et des espèces.

2.6. Textes de référence

Statuts.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.7 Organisation interne

Le CEN Centre – Val de Loire repose sur un Conseil d'administration d'une quarantaine de membres répartis en trois collèges (membres de droits, membres élus et membres invités), les deux premiers avec voix délibérative.

Il dispose aussi d'un conseil scientifique composé d'une quarantaine de bénévoles choisis pour leurs compétences scientifiques (disciplines naturalistes, gestion de sites...) et l'intérêt qu'ils portent à la préservation des espaces naturels.

L'association compte également environ 350 adhérents, dont 70 bénévoles actifs (« conservateurs bénévoles », chargés de représenter le CEN à l'échelon local, en tenant le rôle d'ambassadeur de leur site naturel, d'assurer leur surveillance et leur entretien et de veiller aux côtés de l'équipe technique concernée à la mise en œuvre du plan de gestion).

Elle emploie 31 personnes réparties entre le siège social à Orléans, les antennes et au bureau de la réserve naturelle du Val de Loire dont le CEN est co-gestionnaire.

L'antenne Cher/Indre du CEN Centre – Val de Loire est quant à elle organisée comme une déclinaison territoriale du CEN Centre – Val de Loire.

Deux délégués bénévoles (actuellement : Jean-Claude Bourdin pour le Cher et Michel Prévost pour l'Indre) représentent l'association, coordonnent l'action sur les sites et mettent en œuvre la politique du CEN dans chaque département.

L'antenne dispose de locaux à Vierzon dans lesquelles sont présents sept salariés permanents aux fonctions diverses et assurant ainsi les missions du CEN Centre – Val dans les départements du Cher et de l'Indre (dont le responsable d'antenne Jean-Baptiste Colombo).

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

En raison de sa dépendance directe au siège du CEN Centre – Val de Loire localisé à Orléans, l'antenne Cher/Indre entretient les relations avec les mêmes partenaires et collaborateurs que l'ensemble de l'association. Ces relations sont orientées vers l'échelon territorial attribué à l'antenne (communes et Conseil départemental de l'Indre et du Cher et partenaires techniques locaux).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Jean-Baptiste Colombo, responsable de l'antenne Cher/Indre du CEN Centre – Val de Loire

Site : <https://www.cen-centrevaldeloire.org/>

4.9. Fonds associés

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher.

Présentation du contenu conservé par l'Antenne Cher/Indre du Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire :

Correspondance :

Courriers reçus (2010-2018).

Personnel :

Dossiers de recrutements.

Comptabilité :

Mécénat (doubles des documents présents au siège du CEN Centre – Val de Loire à Orléans).

Fonctionnement et activités :

Projets d'acquisitions foncières dans les départements de l'Indre et du Cher ;

Plans de gestion de sites protégés dans les départements de l'Indre et du Cher (0,30 ml) ;

Gestion et suivi des sites (dont Hauts de Lapan, Île Marie, Terres de l'Orme, étang Massé, Prairies de Chênevièvres, Chaumes du Vernillet, Chaumes de Périssette, Bois des Roches, Prairies de Guzon, Îles de la Gargaude, carrière de Baraize, Val d'Herry (captage, sentiers), Chabris, Bocage de Noirlac) (environ 9,50 ml) : communication, animation, historique, inventaires, études, documents de gestion (dont plan de gestion, devis), financements ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Pelouses calcicoles du site de Lapan (avec études et projet d'acquisition) (1992-2001) ;

Réserve Naturelle Val de Loire (1999 - vers 2018). - Plan d'interprétation (1999), synthèse, plans de gestion (dont provisoire), subventions, études (dont diagnostique écologique), captages, chantiers expérimentaux ;

Suivi « Hors Site » relatif au Parc naturel régional (PNR) Brenne-Berry (environ 1,0 ml) ;

Demandes d'autorisations de capture (1 dossier) ;

Programme Loire Nature (environ 0,50 ml) (dont site du Val d'Herry). - Études, subventions et organisation de séminaires ;

Cartographie nationale des enjeux territoriaux de biodiversité remarquable réalisée par l'antenne « Carnets B » ;

Études et projets (dont Val d'Allier, Pays Fort) (0,40 ml) ;

Souscriptions pour la préservation de chauves-souris de la cave du Parc (1998) ;

Dossiers de travail relatif à l'éducation à l'environnement (dont bilans animations 2000-2018) ;

Dossier écoparc ;

Sites Natura 2000 (2,0 ml). - Participation aux comités de pilotage (dont animation des sites Natura 2000 des îlots de marais et des coteaux calcaires au nord-ouest de la Champagne Berrichonne), documentation ;

Participation aux commissions (dont commission des sites), au Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Yèvre-Auron et au Conseil scientifique de la Réserve Naturelle du Val de Loire (environ 1,0 ml) ;

Relations avec les associations, l'État, les collectivités et la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (0,50 ml).

Documentation :

« Centre de documentation » (12,0 ml). - Bulletins « feuille de liaison » du CEN – Val de Loire, rapports d'activités du CEN Centre – Val de Loire, études sur les milieux (dont études réalisées par le CEN Centre – Val de Loire) (1,0 ml), réglementation et textes juridiques (notamment relatifs à la gestion des sites) (0,80 ml), cartes IGN, publications extérieures au CEN Centre – Val de Loire : revues et bulletins (dont « Le courrier de l'INRA », « Symbiose ») ;

Documentation diverse (dont juridique et SAGE), doubles (environ 2,0 ml).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Varia non classé (dont projets scolaires, rapports et dossiers de travail, documentation du CEN Centre – Val de Loire, dossier tourisme, contrat territorial d'exploitation, rapport de stage) (environ 1,0 ml).

Dates extrêmes

1992 – 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 33 ml.

Stockage bureautique conservé

Outre l'accès au serveur du CEN Centre – Val de Loire dont le volume total est estimé à 1,68 To, l'antenne Cher/Indre dispose d'un serveur local où sont notamment stockés les courriers et les dossiers de travail de chaque salarié. Des sauvegardes sont également réalisées fréquemment (journalières et hebdomadaires). Comme au siège de l'association à Orléans, le nommage des fichiers est appliqué.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les fonds d'archives sont dans un très bon état de conservation et se trouvent dans un environnement sain. Ils sont regroupés par fonds selon l'usage des salariés et conditionnés dans des boîtes. À noter toutefois que par manque d'espace de stockage, un fonds de 4,0 ml (documentation et archives n'ayant plus d'utilité administrative) est entreposé à l'écart et peut présenter un risque en vue du déménagement prochain de l'antenne.

Localisation physique

16, rue bas de Grange

18100 Vierzon

Modalités d'accès

Sur demande :

Téléphone : 02 48 83 00 28

Courriel : antenne18-36@cen-centrevaldeloire.org

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : Antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association - antenne

1.2. Forme autorisée du nom

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : Antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher

1.3. Autres formes du nom

CEN Centre – Val de Loire : Antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Vers 1998 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Le 27 octobre 1990 est fondé le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre Val-de-Loire à l'initiative du tissu associatif régional de la protection de la nature et de l'environnement sous la dénomination suivante : « Conservatoire du Patrimoine Naturel de la région Centre »⁴⁵. L'association s'est donnée dès sa création pour mission la sauvegarde des milieux naturels les plus remarquables pour leur faune, leur flore, leur qualité paysagère ou géologique

Dans le cadre de cette démarche, le CEN Centre Val-de-Loire a entrepris de compléter les mesures réglementaires relatives à la protection du patrimoine naturel dans une échelle de plus en plus fine, et de plus en plus adaptée aux différents contextes locaux de l'ensemble de la région.

C'est ainsi qu'à la fin de la décennie 1990, l'association décide de créer des antennes locales (antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher, antenne Loiret, antenne Eure-et-Loir et Cher/Indre) afin de couvrir au mieux le territoire et d'assurer une gestion encore plus optimale des sites protégés. L'antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher est fondée vers 1998 et s'installe à ses débuts à la Maison de la Loire à Montlouis-sur-Loire, avant de déménager - peu de temps après - à Tours. Depuis sa création, elle est amenée par l'intermédiaire de ses bénévoles et de ses salariés à gérer et protéger un réseau de 34 sites sur près de 1300 hectares. Le premier site protégé

⁴⁵ Le « Conservatoire du Patrimoine Naturel de la région Centre » est devenu Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre Val-de-Loire en 2015.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

acquis dans le département a été celui de l'île de la Folie (Loir-et-Cher) grâce aux crédits *Life*.

2.3. Lieu

6 Place Johann Strauss

37 200 Tours

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901 par l'intermédiaire Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire.

2.5. Fonctions et activités

L'antenne Indre- et- Loire/Loir-et-Cher remplit les mêmes missions que CEN Centre – Val de Loire, car elle dépend directement du siège localisé à Orléans. Néanmoins, elle limite ses interventions dans un territoire plus restreint, à savoir les départements de l'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher⁴⁶

Pour rappel, CEN Centre – Val de Loire s'est donné pour mission de la sauvegarde des milieux naturels les plus remarquables pour leur faune, leur flore, leur qualité paysagère ou géologique, notamment à travers la gestion et la protection d'un réseau de 34 sites sur près de 1300 hectares⁴⁷.

Ses priorités d'intervention portent sur la préservation des sites ligériens les plus beaux et les plus menacés, la sauvegarde des milieux humides les plus remarquables (mares, étangs, tourbières, prairies...) ainsi que la protection et la gestion de milieux naturels variés abritant des espèces rares (pelouses sèches, sites à outarde canepetière...).

Ses axes de travail et activités principales sont :

- La connaissance des espèces et des milieux afin d'assurer leur protection.
- La préservation et la protection par la maîtrise foncière et la maîtrise d'usage.
- La gestion des espaces naturels.
- La Valorisation des espaces et des espèces.

2.6. Textes de référence

Statuts.

⁴⁶ À noter que l'antenne est à cheval dans le département du Loir-et-Cher avec un autre CEN indépendant de celui du Centre – Val de Loire : « le Conservatoire d'espaces naturels du Loir-et-Cher » (créé en 1987).

⁴⁷ À noter que l'antenne est à cheval dans le département du Loir-et-Cher avec un autre CEN indépendant de celui du Centre – Val de Loire : « le Conservatoire d'espaces naturels du Loir-et-Cher » (créé en 1987).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.7 Organisation interne

Le CEN Centre – Val de Loire repose sur un Conseil d'administration d'une quarantaine de membres répartis en trois collèges (membres de droits, membres élus et membres invités), les deux premiers avec voix délibérative.

Il dispose aussi d'un Conseil scientifique composé d'une quarantaine de bénévoles choisis pour leurs compétences scientifiques (disciplines naturalistes, gestion de sites...) et l'intérêt qu'ils portent à la préservation des espaces naturels.

L'association compte également environ 350 adhérents, dont 70 bénévoles actifs (« conservateurs bénévoles », chargés de représenter le CEN à l'échelon local, en tenant le rôle d'ambassadeur de leur site naturel, d'assurer leur surveillance et leur entretien et de veiller aux côtés de l'équipe technique concernée à la mise en œuvre du plan de gestion).

Elle emploie 31 personnes réparties entre le siège social à Orléans, les antennes et au Bureau de la Réserve naturelle du Val de Loire dont le CEN est co-gestionnaire.

L'antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher du CEN Centre – Val de Loire est quant à elle organisée comme une déclinaison territoriale du CEN Centre – Val de Loire.

Deux délégués bénévoles (actuellement : Gérard Tardivo pour l'Indre-et-Loire et Jean-Pierre Jollivet pour le Loir-et-Cher) représentent l'association, coordonnent l'action sur les sites et mettent en œuvre la politique du CEN dans chaque département.

L'antenne dispose de locaux à Tours dans lesquelles sont présents sept salariés permanents aux fonctions diverses (animatrice nature, chargé d'études scientifiques, chargé de gestion écologique, chargés de mission animation, chargée des mesures compensatoires et informaticien rattaché au siège), assurant ainsi les missions du CEN Centre – Val dans les départements du Loir-et-Cher et de l'Indre-et-Loire. La responsable d'antenne est actuellement Cécile Otto-Bruc

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

En raison de sa dépendance directe au siège du CEN Centre – Val de Loire localisé à Orléans, l'antenne Indre- et- Loire / Loir - et-Cher entretient des relations avec les mêmes partenaires et collaborateurs que l'ensemble de l'association.

Ces relations sont orientées vers l'échelon territorial attribué à l'antenne (communes et Conseil départemental d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher, partenaires techniques locaux, partenaires privés financiers locaux, dont Vinci en raison de mesures compensatoires).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Cécile Otto-Bruc, responsable de l'antenne Indre- et- Loire/Loir - et - Cher du CEN Centre – Val de Loire

Site : <https://www.cen-centrevalde Loire.org/>

4.9. Fonds associés

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : antenne Cher/Indre.

Présentation du contenu conservé par l'Antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher du Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire :

Fonctionnement et activités :

Suivi et gestion des sites (dont Puys du Chinonais, prairies du Fouzon, bocage du Véron, Val de Langeais, Val de Montlouis, île de la Folie, vallée de la Choisille, étang de Beaumont) (environ 6,50 ml) (vers 1998-2017). - Plans de gestion (doubles), études et données scientifiques, réflexions et prises de positions, conventions, baux de chasse et de régulation d'espèces (principalement des copies), observations, demandes de financements, aménagements (avec factures) ;

« Hors sites » du CEN Centre – Val de Loire (0,70 ml). - Plans de gestion (0,20 ml), études hors sites CEN (région Centre, Indre et Loire, Loir-et Cher) (0,50 ml) ;

Suivi et animation des sites Natura 2000 (environ 1,0 ml) (vers 2006) : conventions, courriers, comité de pilotage, dossiers de travail, documents d'objectifs, doubles du CEN Centre, documentation ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Programme Loire Nature (1,0 ml) : doubles, documentation ;

Animations (0,60 ml, dont : dossiers de travail (0,10 ml) et sorties ;

Fiches pédagogiques (0,50 ml)

Événements et manifestations (vers 2003-2017) (0,50 ml) : organisation et préparation, dossiers de travail, programmation, communication ;

Actions de valorisation diverses (dont aménagement de sentiers pédagogiques) (0,50 ml).

Documentation :

Newsletters ;

Brochures et prospectus du CEN Centre – Val de Loire ;

Revue de presse (1999-2015) (0,40 ml) ;

Cartes IGN

Bibliothèque/centre de documentation. - Ouvrages et publications classés par thématique (dont pédagogie, insectes, botaniques, mammifères, ornithologie) ; revues et magazines (dont « Symbiose », « Le courrier de l'environnement de l'INRA », « Recherches naturalistes ») (1,0 ml) ;

Documentation diverse (dont relative aux amphibiens, aux pelouses calcicoles et à l'agro-environnement) (2,50 ml).

Dates extrêmes

1998-2017

Métrage linéaire conservé

Environ 15,50 ml.

Stockage bureautique conservé

Outre l'accès au serveur du CEN Centre – Val de Loire dont le volume total est estimé à 1,68 To, l'antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher dispose d'un serveur local où sont notamment stockés les courriers et les dossiers de travail de chaque salarié, ainsi que les photographies et une cartothèque. Des sauvegardes sont également réalisées fréquemment tous les jours. Comme au siège de l'association à Orléans, le nommage des fichiers est appliqué.

Accroissement

Fonds non clos.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Mode de classement et état de conservation.

Les fonds d'archives sont dans un très bon état de conservation et se trouvent dans un environnement sain. Ils sont regroupés par fonds selon l'usage des salariés et conditionnés dans des boîtes ou rangés dans des étagères (pour la documentation).

Localisation physique

6 Place Johann Strauss

37 200 Tours

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 02 47 27 81 03

Courriel : antenne37-41@cen-centrevaldeloire.org

Conservatoire d'espaces naturels de Haute-Normandie

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Conservatoire d'Espaces Naturels de Haute-Normandie.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1993 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le Conservatoire d'espaces naturels a été créé en 1993 à l'initiative de naturalistes bénévoles soucieux de préserver la richesse écologique du territoire normand.

C'est une association Loi 1901, d'intérêt général et à but non lucratif, qui a pour objet la protection du patrimoine naturel, la conservation des sites présentant un intérêt biologique, écologique, géologique et paysager.

Son équipe est composée de membres bénévoles formant un conseil d'administration et un Bureau, organes décisionnels de l'association élus en assemblée Générale.

2.3. Lieu

Rue Pierre de Coubertin

B.P. 424

76805 Saint-Étienne-du-Rouvray

2.4. Statuts juridiques

Association agréée au titre de la protection de l'environnement et au titre des associations de jeunesse et d'éducation populaire.

2.5. Fonctions et activités

Le conservatoire intervient sur le territoire haut-normand en tant qu'animateur Natura 2000 et partenaire des Politiques espaces naturels sensibles des départements de l'Eure et de la Seine-Maritime.

Il accompagne également les collectivités locales soucieuses de mettre en place une gestion responsable de leur patrimoine.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Il est un acteur privilégié de la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue dans le cadre du schéma régional de cohérence écologique.

Elle a pour objectif :

la protection du patrimoine naturel,

la conservation des sites présentant un intérêt biologique, écologique, géologique et paysager.

Ses buts :

connaître et comprendre le fonctionnement des milieux naturels par des études et des inventaires scientifiques,

protéger par la maîtrise foncière ou d'usage, les sites naturels présentant une forte valeur patrimoniale,

gérer les milieux naturels par la restauration et l'entretien pour maintenir la biodiversité,

valoriser les sites et sensibiliser le grand public.

Plusieurs filières d'activités interviennent :

- *La filière scientifique* : qui travaille à la réalisation d'études, d'inventaires, à la rédaction de plans de gestion et au suivi scientifique de la gestion mise en place. Elle dispose également de qualifications dans le domaine du traitement et de la cartographie des données.

- *La filière technique* : qui maîtrise les techniques d'aménagement d'espaces naturels. Elle réalise des travaux de gestion écologique : fauchage, débroussaillage, déboisement, création de mares, curage, élagage.

- *La filière zootechnique* : intervient dans la mise en place d'actions de pâturage (moutons, chèvres, vaches et chevaux) sur les sites naturels et veillent au suivi sanitaire des différents cheptels.

Le conservatoire veille également à la valorisation du territoire en informant le grand public de ses actions grâce à l'édition de brochures, guides et fiches conseils, des visites de sites, des animations nature, des conférences, des chantiers « natures » et des interventions scolaires.

La valorisation du patrimoine naturel passe par des travaux d'équipement sur les sites, par des panneaux d'information et de sensibilisation, par la création de sentiers pédagogiques, par des aménagements favorisant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

2.7. Organisation interne

23 administrateurs, 16 membres du Conseil Scientifiques

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

24 conservateurs bénévoles, 35 salariés.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Union Européenne, État, région Haute-Normandie, départements de l'Eure et de la Seine-Maritime, communautés d'agglomérations Seine-Eure, Rouen-Elbeuf-Austreberthe, Dieppe Maritime, Grand Evreux agglomération, villes de Tourville la Rivière, Tréport, Harfleur, Rouen, agence de l'eau Seine-Normandie, Grand Port Maritime de Rouen, SAPN, CEMEX, LAFARGE Granulats, Carrières STREFF.

3.2. Type de relations

Partenariats.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur :

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Présentation du contenu :

Administration et composition : comptes-rendus d'assemblée générale (2001-2007) et de conseil d'administration (2003-2010).

Comptabilité : journaux de recettes et de dépenses (2009-2011), factures, bulletins de paie, taxes salariales, bilans, charges sociales.

Activités : mémoires, dossiers animations, chantiers bénévoles, études.

Correspondance (2005-2010).

Métrage linéaire : 45 ml.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Lieu de conservation :

Conservatoire d'espaces naturels de Haute-Normandie

Rue Pierre de Coubertin

B.P. 424

76805 Saint-Étienne-du-Rouvray

Coordination entomologique de la région Centre pour l'organisation de projets d'études (CERCOPE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Coordination entomologique de la région Centre pour l'organisation de projets d'études

1.3. Autres formes du nom

CERCOPE

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2005

2.2. Histoire

La création de la CERCOPE fait suite à un groupe plus ou moins informel d'entomologistes spécialisés dans les Odonates qui réunissait les adhérents régionaux de la Société française d'odonatologie (les Libellules).

Le projet de lancement d'une étude pluriannuelle régionale sur deux espèces protégées de cette faune avec l'appui financier de la Direction régionale de l'environnement (DIREN) a poussé ce groupe à prendre son autonomie, la DIREN ne souhaitant pas apporter son financement à un organisme national.

La CERCOPE est à ce jour la seule association d'entomologie à l'échelle régionale

2.3. Lieu

Siège :

3 rue de la Lionne

45000 Orléans

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901 déclarée le 1er mars 2005 au Blanc (Indre).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.5. Fonctions et activités

La CERCOPE est une association pluridisciplinaire, spécialisée dans le domaine des invertébrés, intégrant l'ensemble des ordres d'insectes, mais également les autres arthropodes et les mollusques.

L'activité associative se divise en deux parties principales, souvent liées :

- d'une part les études (de sites, d'espèces, de groupes d'espèces...) menées de façon collective ou individuelle, l'organisation des études ainsi que les rendus auprès des financeurs lorsqu'il y en a, revenant au salarié de l'association.
- d'autre part les sorties de prospection sur le terrain, ouvertes aux entomologistes des autres structures.

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association publiés au Journal Officiel.

2.7 Organisation interne

La CERCOPE se compose d'environ 10 à 15 membres selon son évolution.

Elle emploie un salarié permanent à plein temps depuis avril 2013.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

La CERCOPE entretient des contacts avec des associations et groupes entomologiques de la région Centre-Val-de-Loire.

L'association est également membre de France Nature Environnement Centre-Val-de-Loire.

3.2. Type de relations

En tant que membre affilié à France nature environnement Centre-Val de Loire, la CERCOPE participe par ce biais au Pôle faune de l'Ecopole à Orléans.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Février 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Jean-Louis Pratz, trésorier de la CERCOPE.

Présentation du contenu conservé par la CERCOPE⁴⁸ :

A part les comptes-rendus d'activité annuels sous format informatique qui reprennent principalement les études en cours ou réalisées, la CERCOPE génère très peu d'archives.

Le gros de la production de l'association se résume aux données brutes produites par ses membres et sont pour une grande part versées sur un compte spécial auprès du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) (base de données collective Cardobs saisies en ligne et régulièrement versées dans l'Institut national du patrimoine naturel (INPN) accessible à tous publics. La base compte actuellement 90 000 données saisies pour 4500 taxons de faune et de flore (certains travaux amènent à produire également des données en flore et vertébrés).

La rédaction d'un listing des études et publications scientifiques menées par l'association et/ou ses membres depuis la création de l'association a été engagé. Toutes ces études sont archivées sous format informatique, moins systématiquement en format papier.

Dates extrêmes

2005 - aujourd'hui

Métrage linéaire conservé

Inconnu.

Stockage bureautique conservé

Inconnu.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Fonds principalement composé d'archives numériques.

⁴⁸ *En raison du volume d'archives restreint et de la disponibilité de M. Pratz, les locaux de la CERCOPE n'ont pas été visités. La liste des archives a été donnée par Jean-Louis Pratz.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Localisation physique

- Au siège de l'association, 3 rue de la Lionne à Orléans.
- Chez les différents membres de l'association.

Modalités d'accès

Les données numériques relatives aux études sont accessibles en ligne sur la base de données Cardobs (<https://cardobs.mnhn.fr/>).

Défense de l'environnement bigouden (DEB)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Défense de l'environnement Bigouden

1.3 Autres formes du nom

DEB

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1990 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association Défense de l'environnement Bigouden, fondée en 1990, est agréée au titre de la protection de l'environnement.

2.3 Lieux

Siège social

Plobannalec-Lesconil

Chez un membre de l'association

Plomeur

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

Cette association a pour objet la protection et la défense de l'environnement naturel dans la baie d'Audierne, de la pointe du Raz à la pointe de Penmarc'h et dans l'ensemble du pays bigouden.

Elle veille tout particulièrement à la défense du milieu naturel, des paysages, de la qualité des sites, des perspectives et des ensembles monumentaux, notamment des points de vue esthétiques, historiques ou écologiques.

Elle lutte contre les pollutions ou nuisances et œuvre pour la protection de la faune et de la flore.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Exceptionnellement, elle peut intervenir indirectement en soutien d'une autre association de protection de l'environnement. Elle peut alors, sur décision spéciale de son conseil d'administration, apporter une aide financière, remboursable ou non, à une association si elle est de création récente ou si elle met en œuvre une action visant à défendre les intérêts énumérés précédemment.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

Fonds "Défense de l'environnement Bigouden" (DEB).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, procès-verbaux d'administration et d'assemblée générale, correspondance... (à partir de 1990).

Revue de presse sur l'association, les municipalités du pays bigouden, la qualité de l'eau... (à partir de 1990).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Dossiers d'actions en justice (plans d'occupation des sols (à signaler, celui de Saint-Jean-Trolimon, particulièrement intéressant), plans locaux d'urbanisme, pollutions, permis de construire, à partir de 1990).

Documentation (à partir de 1990).

1990-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 5,00 ml

Localisation physique : Fonds conservé chez le président de l'association.

Origine

Défense de l'Environnement Bigouden

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Eau et rivières de Bretagne (ERB)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Eau et Rivière de Bretagne

1.3 Autres formes du nom

ERB

Association pour la protection des salmonidés en Bretagne – Basse-Normandie (APPSB)

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1969 – aujourd'hui

2.2 Histoire

En 1969, l'Association pour la protection des salmonidés en Bretagne – Basse-Normandie (APPSB) est créée par des pêcheurs de saumon et des naturalistes inquiets de la disparition de ce poisson des rivières.

Devenue en 1983 « Eau & rivières de Bretagne », l'association a élargi son action et sa réflexion à l'ensemble des problèmes de gestion et de protection de l'eau et des milieux naturels de la source à la mer.

L'association est agréée par l'État :

. au titre de la protection de la nature par un arrêté du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 17 février 1998 ;

. au titre de la défense et de l'information des consommateurs par un arrêté du préfet des Côtes d'Armor du 16 novembre 2007 ;

. au titre de l'éducation nationale par une décision du recteur de l'académie de Rennes du 17 décembre 2007 ;

. au titre de l'éducation populaire par un arrêté de la Directrice Départementale de la Jeunesse et des Sports des Côtes d'Armor du 29 octobre 2007.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

« Eau et rivières de Bretagne » est membre de la fédération nationale (« France nature environnement ») et européenne (« Bureau européen de l'environnement ») des associations de protection de la nature.

2.3 Lieux

Siège social

Guingamp

Centre régional d'Initiation à la rivière

Belle Ile en Terre

Délégations territoriales

Lorient

Rennes

Brest

Quimper

Guingamp

Loire-Atlantique

Chez un ancien président de l'association

Baden

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Eau et rivières de Bretagne exerce ses activités dans les départements des Côtes-d'Armor, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique, de la Manche et du Morbihan, ainsi que sur les eaux intérieures, la mer territoriales et la zone économique exclusive adjacentes à ces départements.

But de l'association :

Faire œuvre d'éducation populaire en élevant la conscience écologique, la connaissance des règles qui régissent les équilibres naturels et le respect du patrimoine naturel, et en développant les comportements citoyens individuels et collectifs des consommateurs ;

Promouvoir le respect de l'eau et des milieux naturels aquatiques, tout au long du cycle de l'eau, et notamment des sources et des nappes jusqu'aux estuaires et à la mer ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Créer un mouvement de sympathie et d'intérêt autour de l'eau et des milieux naturels, notamment en contribuant à développer les activités éducatives, récréatives et touristiques autour d'eux ;

Susciter la participation des citoyens à la remise en valeur et à l'entretien de ces espaces naturels ;

Défendre les intérêts des usagers de l'eau et des milieux aquatiques, en particulier des consommateurs, notamment du fait des atteintes à la qualité de l'eau affectant directement ou indirectement la santé publique ;

Contribuer à l'amélioration de la gestion équilibrée des eaux souterraines et superficielles, phréatiques, alluviales, fluviales, estuariennes et marines, notamment en luttant pour la promotion des économies d'eau et contre le gaspillage de la ressource ;

Protéger la faune et la flore de ces espaces naturels aquatiques, notamment en faisant apparaître les salmonidés comme les symboles de l'eau pure, et en contribuant à la reconstitution du patrimoine aquatique et son environnement ;

Participer à la lutte contre la pollution directe et indirecte de l'eau, des milieux et écosystèmes aquatiques, leur transfert à d'autres milieux tout au long du cycle de l'eau, à la lutte contre les atteintes aux équilibres naturels, boisés, paysagers, esthétiques des vallées et des bassins versants, des estuaires et de la mer, de leur sol et leur sous-sol ;

Promouvoir une meilleure gestion des espèces vivant dans ces milieux, parmi lesquelles celles piscicoles, notamment salmonicoles, en contribuant à moraliser l'exercice des activités économiques et de loisirs, dont la pêche ; Prendre position sur les problèmes de société et de participer à des actions collectives à ce propos, ayant trait à titre principal à la mission sociale de l'association.

Moyens d'action de l'association :

Participation au fonctionnement des organismes publics et privés intéressés par la gestion de l'eau et du patrimoine naturel, en contribuant à l'orientation des politiques définies par ces organismes ;

Création et animation de centres d'initiation à l'environnement, de classes de découverte de l'eau et des rivières et d'écoles de pêche ;

Réalisation, édition et diffusion de travaux et de réflexions, notamment d'analyses, études, consultations, expertises, rapports scientifiques et techniques, évaluations environnementales ;

Organisation, réalisation et animation de travaux de remise en valeur du milieu naturel, notamment de chantiers de nettoyage de cours d'eau et de toutes activités de loisirs, de tourisme et de plein air s'articulant autour de l'eau et des rivières ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Réalisation, édition et diffusion de bulletins, revues, cahiers, publications diverses, montages audiophoniques et audiovisuels ;

Organisation et animation de conférences, colloques, expositions, sessions de formation, manifestations, interventions diverses ;

Acquisition ou la gestion d'espaces naturels représentatifs des écosystèmes aquatiques ;

Application des sources du droit international, du droit communautaire, des lois, règlements et actes individuels de droit interne, relatifs à la protection de la nature, de l'environnement, de la santé publique et des usagers-consommateurs, à la conservation des sites, des paysages et des monuments.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://www.eau-et-rivieres.asso.fr>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fonds "Eau et Rivières de Bretagne" (ERB)

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu de conseil d'administration, de bureau et d'assemblée générale, bulletin de liaison interne au conseil d'administration... (à partir de 1969).

Comptabilité : grands livres de compte (à partir de 2000).

Dossiers de l'activité : vie associative (convention pluriannuelle d'objectifs, congrès d'orientation de 2001, compte-rendu de réunion, commissions, stratégie et formations de l'association, manifestations menées par l'association, élections présidentielle et législative de 2002, plan d'action..., à partir de 1995), actions en justice (plan d'eau, pisciculture, captage, porcheries..., à partir de 1987), dossiers sur le nucléaire, les pesticides, l'eau potable, les marées vertes, la pisciculture, les nitrates, les autres pollutions (études, rapports, plan d'action, analyses, enquêtes, correspondance..., à partir de 1972), l'agriculture et l'élevage (charte pour un développement pérenne de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Bretagne, études, rapports, enquêtes, correspondance..., 1982-2002), protection des milieux naturels (Natura 2000, eau, faune, flore, loutre, littoral, assainissement : Trégor Goëlo, baie de Guiberon-Vilaine, les rivières de Crach, Noyal et Penerf, Moulin du Roch, Arzano, marais de Redon, Parc naturel régional d'Armorique..., à partir de 1980), Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques - CODERST (anciennement conseil départemental d'hygiène - CDH : rapport, études, correspondances..., à partir de 1994), actions d'Eau et Rivières de Bretagne sur l'eau et appui scientifique (directive cadre sur l'eau - DCE, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux - SDAGE Loire Bretagne, schéma d'aménagement et de gestion des eaux - SAGE, agence de l'eau Loire Bretagne - AELB, Bretagne eau pure - BEP, Comités de bassin versant (Trieux, Leff, Bizien, Jaudy, Guindy, Gouët, Gouessant), schéma régional d'alimentation en eau potable..., à partir de 1985), contrat de rivière et de baie (1993-2000), zones humides et plan local d'urbanisme (inventaire, études, convention..., à partir de 1982), Comité de gestion des poissons migrateurs - Cogepomi saumon (à partir de 1995), Commission pour la réduction de la pollution des eaux par les pesticides (1990-2008), Programme de maîtrise des pollutions agricoles - PmPoA (1995-2005), Aménagement du territoire, contrat de plan état-région (1994-1997), le Centre régional d'initiation à la rivière - CRIR (revue de presse, projet aquarium (études, réflexions, plans, muséographie), commission CRIR (rapports, compte-rendu de réunion, protocole de partenariat, convention, correspondance)..., à partir de 1987).

Revue de presse sur l'association, la faune, la flore, l'environnement..., (à partir de 1969).

Documentation : "Saumon et truite de Bretagne et de Basse Normandie" et "Eau et Rivières de Bretagne" (revue trimestrielle publiée par l'association, à partir de 1969), colloques régionaux d'Eau et Rivière de Bretagne, revues diverses ("France nature

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

environnement", "la lettre du hérisson", "Ar Men", "Porc magazine", "Nature et progrès", "Combat nature"...), publications et documentations diverses sur la qualité de l'eau, la pêche, la chasse et le saumon, études de sociologie sur Eau et Rivière de Bretagne.

Documents iconographiques : cinquante affiches d'Eau et Rivière de Bretagne (à partir de 1969), entre 4000 et 5000 photographies numérisées sur l'eau, les rivières, l'environnement, la faune, la flore... (à partir de 2002).

1969-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 54,80 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au siège de l'association à Guingamp, au Centre régional d'Initiation à la rivière à Belle Ile en terre et chez un membre de l'association.

Origine

Eau et Rivières de Bretagne

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (adresses électroniques : delegue-regional@eau-et-rivieres.asso.fr ou henri-girard@orange.fr).

Ecol'eau

L'association n'a pas été rencontrée. Les informations ci-présentes dans la notice d'autorité et dans l'inventaire ont été transmises par le président de l'association Tony Lukacs lors d'un échange téléphonique.

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Écol'eau

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2007 - aujourd'hui

2.2. Histoire

L'association Écol'Eau a été créée en juillet 2007. Depuis sa création, elle a pour objectif de nettoyer les rivières en canoë des nombreux déchets qu'elles contiennent et qui constituent un danger pour la nature et pour l'homme.

2.3. Lieu

5 rue Maréchal Rochambeau

41100 Vendôme

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association organise chaque dimanche d'avril à octobre des sorties en canoë (appelées « ballades écologiques ») lorsque le temps le permet. Elles ont principalement lieu sur le Loir (principalement dans le Vendômois), mais peuvent également se dérouler dans l'Indre ou dans la Sarthe. Lors de ces sorties de 6 à 9 km, les bénévoles œuvrent pour nettoyer les berges et les cours d'eau afin de préserver l'environnement. Entre 100 kg et 200 kg de déchets sont récoltés à

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

chaque sortie et remis dans des bacs à ordures appropriés. Chaque année, c'est environ deux tonnes de matériaux qui sont retirés des rivières.

En parallèle, l'association mène des opérations de sensibilisation auprès des scolaires pour informer sur les dangers de la pollution aquatique.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

L'association est entièrement constituée de bénévoles. Le président actuel est Tony Lukacs.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

L'association entretient principalement des relations avec les autorités locales (Police, Gendarmerie), notamment dans le cadre de signalements avant opérations (comme dans le cadre de découvertes de corps).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Février 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Tony Lukacs, Président de l'association.

Site : <https://ecoleau.jimdo.com/>

Présentation du contenu conservé par Tony Lukacs, Président de l'association Écol'eau :

Statuts ;

Fiches des sorties en canoë, dites « ballades écologiques » (2011-2017) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Photographies.

Dates extrêmes

2007 - 2017

Métrage linéaire conservé

Non communiqué.

Stockage bureautique conservé

Non communiqué.

Accroissement

Fonds non clos.

Localisation physique

Au domicile du président d'Écol'eau, Tony Lukacs

Modalités d'accès

Par demande auprès de Tony Lukacs, président d'Écol'eau :

Tél. : 06 79 01 95 90

Courriel : ecoleau41@gmail.com

Estran, cité de la mer

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Estran, cité de la Mer.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Mai 1987 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association Estran, cité de la mer est un centre de culture scientifique et technique associatif sur le thème du littoral haut-normand situé à Dieppe.

Elle accueille environ 40 000 visiteurs par an et est ainsi placée au 5ème rang des lieux muséographiques les plus fréquentés de Seine-Maritime.

2.3. Lieux

37, rue Asile Thomas

76200 Dieppe

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901

Association d'intérêt général agréée Jeunesse et sport.

2.5. Fonctions et activités

Ses domaines de compétences couvrent des thématiques spécifiques. Elle s'attelle à la diffusion et à la vulgarisation des sciences et techniques liées à l'identité maritime littorale de la Manche entre la baie de Somme et la baie de Seine. Ces thématiques sont développées dans les espaces du musée.

Ses missions sont :

- la vulgarisation de la culture scientifique et technique de la mer et de la pêche ;
- le développement d'un centre régional d'innovation et de technologie,
- la création d'une structure d'accueil, de formation et de recherche.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Elle présente à travers 1600 m² d'exposition la construction navale, les techniques de pêche, l'environnement littoral et la faune de la Manche à travers deux salles de grands aquariums.

Elle possède également un centre de documentation.

2.7. Organisation interne

42 membres actifs

20 associés (membres bienfaiteurs et entreprises)

22 salariés (CDI, CDD, contrats aidés)

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

- L'Association des musées de culture scientifique, technique et industrielle (AMCSTI) ;
- la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente ;
- l'association Cap sur Anita Conti.

3.2. Type de relations

- Membre du réseau de l'association des musées de culture scientifique, technique et industrielle (AMCSTI) ;
- Affiliée à la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente ;
- membre de l'association Cap sur Anita Conti.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

<http://www.estrancitedelamer.fr/>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu :

Création : récépissé de création.

Activités (1982-2014) : photographies et diapositives (1994-2014), livret pédagogique, plans, plaquettes et livrets, thèses, mémoires, rapports de stage, dossier d'animation nature, inventaires faunistiques et floristiques, études de projets, comptes-rendus de travaux, rapports annuels d'activités, rapports sur la pollution du littoral, rapports d'études (prélèvements GIS, surveillance EDF et Penly), articles de presse, bulletins d'informations.

Activités insertion sociale par la mer : programmes, études et réalisations.

Activités pédagogiques : fiches, jeux et livrets pédagogiques, mallettes pédagogiques, itinéraires de découvertes.

Aquariophilie : liste des espèces en aquarium d'eau de mer froide, documents techniques d'installation et de maintenance d'un aquarium, notes d'informations sur le nourrissage et le soin des espèces en aquarium.

Météorologie : études et conséquences des changements climatiques.

Documentation (1982-2014) :

Données touristiques régionales, données culturelles externes, données économiques régionales, européennes et mondiales, dictionnaires, encyclopédies, répertoires, index, bulletins bibliographiques, plans en rouleaux : plan de bateaux, cartes.

Construction navale, maquettes concernant différents types de bateaux (unités anciennes et récentes), les bateaux de pêche à voile et à vapeur, les bateaux de pêche classique et à moteur, les bateaux de pêche industrielle, les bateaux de commerce, les chimiquiers, les remorqueurs et bateaux de sauvetage, les bateaux de surveillance, les bateaux de drague portuaire et d'extraction au large, les bateaux de recherche, les bateaux de course et de compétition, les bateaux de combat, les bateaux de plaisance : techniques de réalisation, les types de maquettes ; documents d'informations sur l'entretien et la maintenance du bateau, documents d'informations sur les drapeaux et pavillons, documents d'informations sur les matériaux de construction, études des techniques et fonctionnements des moyens de propulsion.

Environnement littoral :

Aménagements de la mer et du littoral par l'homme, édifices de protection côtières, édifices maritimes : phares, ponts, tunnels, sémaphores ; les ports maritimes : Dieppe, Fécamp, Le Havre, Boulogne-sur-Mer, Dunkerque.

Énergies, les énergies fossiles : charbon, gaz, pétrole ; le nucléaire, les énergies renouvelables : soleil, vent, eau.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Développement durable : politiques énergétiques et gestes écocitoyens.

Pollution du littoral et milieux littoraux, types de pollution et processus : déchets, macro déchets, pollution chimique, CO₂, hydrocarbures (marées noires et dégazage); impacts sur les milieux littoraux: maladies et malformations, prolifération et raréfaction des espèces, risques écotoxiques et sanitaires, qualité de l'eau de mer et frange côtière.

Les mesures et actions de protection de la mer et du littoral : outils d'écologie côtière, outils de surveillance SIG, réseaux de surveillance REPHY, REMI, RNO, programme de recherches et d'études GIS, systèmes de régulation d'exploitation des milieux littoraux, réglementation, trafic maritime, exploitation des ressources, fonds marins, classement et protection des sites naturels, programmes et outils d'éducation à l'environnement.

Exploitation, transformation et commercialisation des ressources : documents relatifs au débarquement de la ressource, à la transformation à terre et en mer, au transport et au stockage, à la commercialisation et à l'économie de la pêche.

Géologie, géomorphologie : documents sur la sédimentologie : formation de craie, silex et granulats marins, exploitation, transformation et commercialisation de la matière ; documents sur la géomorphologie : processus et conséquences de recul du trait de côte.

Métiers et gens de la mer : documents de travail sur la chasse-marée, Anita Conti, Jules Verne, Paul Vatine, les métiers de la mer.

Océanographie : courants marins, marées, vagues.

Techniques de navigation : remorquage, manœuvres portuaires, sauvetages, signaux et codes de navigations, techniques de cordages et de nœuds marins, instruments de navigations anciens et récents, règles de sécurité à bord, surveillance et réglementation du trafic maritime, cours de navigation et guide du navigateur, cartographie.

Technique de pêche : pêche à pied, arts dormants côtiers et types de pêche, arts traînant hauturiers et types de pêche, entretien et maintenance des filets et instruments de pêche.

Biologie marine, faune, flore, mer et littoral, baie, estran, mer, dune, lagune, estuaire, falaise ; aquaculture : espèces développées, techniques et procédés, normes et réglementations.

Reuves (1982-2014) : *La Recherche, Le monde de la Mer, Manche Magazine, Sciences et Avenir, Sciences et Vie, Met Mar, Systèmes Solaires, Science Illustrée, Normandie Magazine, Études Normandes, Revue des Travaux de l'Institut des pêches maritimes, Océans, Hydroppolis, Chasse-marée, Connaissance du Dieppe.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Métrage linéaire : environ 60 ml.

Lieu de conservation :

Centre de documentation de l'Estran, cité de la Mer

37, rue Asile Thomas

76200 Dieppe

Eure-et-Loir nature

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Eure-et-Loir nature

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1992 - aujourd'hui

2.2. Histoire

L'association Eure-et-Loir nature a été créée le 10 mars 1992. Cette création résulte d'une scission des Amis du muséum d'histoire naturelle de Chartres. Parmi les quatre membres fondateurs, figure Jean-Pierre Barnagaud, directeur de l'association jusqu'en 2018. Eure-et-Loir Nature comptait alors 63 adhérents avec comme premier président Michel Doublet. Toujours dans la même année, paraît le premier numéro *la Gazette*. Eure-et-Loir nature mène dès sa création de nombreuses études (atlas des oiseaux en hiver, participation à l'atlas des mammifères de la région Centre, et étude floristique d'une pelouse calcicole à Maintenon). L'association réalise son premier dossier « protection » relatif à la destruction d'une héronnière dans le Perche, sur l'étang de Moulin-Richer.

En 1993, l'association est affiliée à Nature Centre, fédération régionale de France nature environnement.

En 1994, le sentier-nature de Séresville, à Mainvilliers est inauguré dans le cadre du premier « contrat vert » avec la région Centre (d'autres sentiers suivront en 1995 et 1996). En parallèle, est créé le premier poste salarié (coordination des activités, animations scolaires). L'association débute aussi ses premières animations pour les scolaires.

Vers 1994-1995, des membres de Perche nature présents dans le département de l'Eure-et-Loir rejoignent Eure-et-Loir nature.

Après l'agrément Jeunesse et éducation populaire, Eure-et-Loir nature bénéficie en 1996 de l'agrément protection de la nature et de l'environnement. Le contrat vert « chemins de nature en Eure-et-Loir » est achevé avec la création de 5 parcours

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

nature dont les panneaux sont toujours en place aujourd'hui. En parallèle, l'opération « les Oiseaux dans la Ville » est lancée (un parcours d'observation dans chaque ville du département). Eure-et-Loir nature s'empare du thème des déchets et prend position contre le plan d'élimination (trop d'incinération, pas assez de recyclage).

En 1998, François Perchet devient président de l'association.

En 1999, un second poste salarié dédié à l'éducation à l'environnement est créé, ainsi que la zone humide de Fontenay-sur-Eure. Cette année marque aussi le début du creusement du nouveau cours de la Cloche à Margon, dans le cadre du second contrat vert, en cours depuis 1998. Eure-et-Loir nature mène l'opération « Avifaune de plaine et environnement » avec des agriculteurs et des enfants des écoles des communes concernées : 41 classes bénéficient d'animations.

Suite au décès de François Perchet en 2000, Eric Le Bras devient président. Un troisième poste salarié (chargé de mission biodiversité) est en place depuis le 1er septembre 2000.

En 2001, l'association bénéficie de l'agrément Éducation nationale (renouvelé en 2011 et 2016).

Après des travaux d'aménagement, la Maison de la nature à Morancez est inaugurée par le préfet le 12 septembre. Eure-et-Loir nature s'installe le 1er juillet 2002. L'association dispose depuis d'un bail emphytéotique de 25 ans. Une Fête de la Nature, rassemblant environ 4800 visiteurs, est organisée sur le site le 22 septembre, coïncidant avec la parution du numéro 50 de *La Gazette*. 65 classes sont inscrites aux cycles d'animations scolaires. L'association est également occupée par de nombreux dossiers tels que l'extension de la carrière de la STAR à Margon (qui débouchera sur la création de la zone humide actuellement en cours de réalisation), le débat public sur le projet de 3ème aéroport en Beauce, la révision du plan départemental d'élimination des déchets, qui ne parle pas encore de prévention (il faudra attendre 2012).

En 2004, la seconde Fête de la nature à Morancez rassemble 3000 visiteurs. Un quatrième poste de salarié d'assistance à la vie associative est créé.

Entre 2004 et 2008, l'association réalise un 4ème et 5ème contrat vert avec la région Centre (parcours nature à Vernouillet, édition de 3 guides-nature, Fête de la nature, animations scolaires) et participe au plan d'élimination des déchets du BTP et des boues d'épuration. En parallèle Eure-et-Loir nature relaie l'opération régionale *Récup'ère* (exposition et atelier à Chartres d'Ambroise Monod, fils de Théodore en 2005), puis l'exposition *Vues sur la Mare*, mène un inventaire des Arbres remarquables pour le département, réalise les premières études d'impact avifaune associées au projet de fermes éoliennes et mène diverses études naturalistes telles que la participation à l'enquête Rapaces, à l'atlas national des

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

oiseaux nicheurs et hivernants, et à l'atlas régional des orchidées, et la réalisation de premières recherches entomologiques. Depuis 2005 l'association est présidée par Joël Aubouin et voit ses actions évoluées (biodiversité et agriculture, avec la réalisation de diagnostics biodiversité, l'organisation d'un colloque en décembre 2005 au lycée agricole de La Saussaye), l'aide à la création d'une première AMAP sur Chartres ; préfiguration de la Trame Verte avec les corridors écologiques dans le Perche ; accompagnement de la gestion différenciée des bords de routes mise en place par le département ; partenariat avec les agences de l'eau, pour relayer les consultations du public prévues par la directive-cadre sur l'eau ; investissement du thème de l'énergie (organisation d'un salon Eco-Habitats, et de l'opération Eco Mobiles, et enquêtes économies d'énergie dans les lycées par des lycéens.). Durant cette période, l'association se dote également d'un site internet.

En 2009-2010, l'association organise un colloque sur les trajets domicile-travail, avec l'objectif de lancer une dynamique sur Chartres et son agglomération. Dans le domaine de l'eau, Eure-et-Loir nature poursuit son action de sensibilisation en proposant des « parcours-spectacles » (dont *A l'eau, citoyens*). Eure-et-Loir nature participe également au débat public sur le devenir de la RN 154, en se prononçant contre l'option autoroutière, dans un cahier d'acteurs et à l'occasion de plusieurs séances publiques. L'année 2010 est aussi marquée par le début de l'action *Objectif Zéro Pesticide*.

En 2011, Eure-et-Loir nature réalise ses premiers Inventaires de la Biodiversité Communale à Mainvilliers et Champhol. En parallèle, un cinquième poste salarié est créé.

En 2012, l'association participe aux actions « Carnets B » sur les amphibiens et les chiroptères, organise et anime Jurys citoyens sur l'eau et élabore le plan de gestion de la centrale photovoltaïque de Crucey.

En 2015 est organisé un Repair Café à Mainvilliers (2ème édition en 2016). L'association adhère à la nouvelle base de données SIRFF Centre-Val de Loire et articule ses études sur les odonates et les amphibiens. En parallèle Eure-et-Loir nature accroît son action en direction des entreprises en se préparant à accompagner les PME dans les démarches Responsabilité Sociétale et Environnementale et sur la gestion différenciée des emprises dans les zones d'activité.

En 2016, la demande des communes s'accélère dans le cadre de l'opération *Objectif zéro pesticide* avec l'approche de l'application de la Loi Labbé (Illiers-Combray est la 200ème commune de la région et la 40ème d'Eure-et-Loir à signer la charte). Un partenariat commence avec Cofiroute dans le but de suivre la fréquentation des écoducs installés sous l'A11. L'association améliore sa communication en révisant la présentation de *La Garzette*, en ouvrant un compte Facebook et en démarrant un partenariat avec L'Echo Républicain.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

En 2017, Eure-et-Loir nature fête ses 25 ans et compte alors 244 adhérents dont une soixantaine de bénévoles actifs. La 56ème commune signe la charte Objectif zéro pesticide et 11 communes ont bénéficié d'un inventaire de la biodiversité communale. L'action avec les scolaires continue de prendre de l'ampleur avec 34 classes bénéficiaires d'animations.

En 2018, sont lancées deux actions biodiversité sur la Cloche et sur l'Eure en partenariat avec les agences de l'eau tandis que se prépare la *Semaine de l'Arbre* et d'un colloque sur l'eau en Eure et Loir.

2.3. Lieu

Maison de la Nature,
rue de Chavannes
28630 Morancez

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association exerce son action sur l'ensemble du département d'Eure-et-Loir, et sur tout fait externe au département qui serait de nature à avoir une incidence sur la préservation de la nature et de l'environnement en Eure-et-Loir.

En tant qu'association de la protection de la nature et de l'environnement, Eure-et-Loir nature a pour but⁴⁹ :

- La connaissance, la conservation et la restauration des espaces, milieux, habitats et ressources naturels, de la biodiversité et des équilibres fondamentaux écologiques,
- La protection de l'environnement et la lutte contre les pollutions et nuisances,
- L'aménagement équilibré du territoire et de l'urbanisme,
- L'information et la sensibilisation du public sur la nature et l'environnement,
- La mise en œuvre de toute action favorisant la connaissance et l'appropriation par le public de ces thématiques et de toute mesure concourant à un développement durable
- La participation aux instances consultatives et de débat public concernant la nature et l'environnement,
- La réalisation de projets en partenariat avec les instances publiques et les personnes morales privées concernées ou intéressées par les objets précités.

⁴⁹ Extrait des statuts : article 2.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Les actions phares de l'association sont la participation aux opérations Zéro Pesticides, Jardin au Naturel , Famille à énergie positive, la réalisation d'études (dont inventaires de la biodiversité communale) et les actions de sensibilisation à l'environnement par des animations scolaires.

L'association dispose des agréments de l'inspection académique et départemental « Protection de l'environnement ». A ce titre, et par ses compétences et son activité, l'association est représentée dans de nombreuses instances extérieures et commissions (CODERSET, CESER, SAGE, conseils de développements, espaces fonciers) au sein desquelles elle poursuit son objectif de protection de la nature et de l'environnement.

Eure-et-Loir Nature travail également en coordination avec les Agences de l'eau Loire Bretagne et Seine-Normandie.

Elle publie aussi un bulletin (*La Garzette Eure-et-Loir Nature*), des numéros hors série de la Garzette ainsi que des petits guides.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Eure-et-Loir nature se compose d'un bureau et d'un Conseil d'administration composés de 14 membres (sept hommes et sept femmes). Michel Cohu est le président actuel.

L'organisation interne est quant à elle structurée autour de sept commissions ou groupes (Groupe naturaliste, Commission nature/environnement, communication-animation, groupe social-économique...).

L'équipe salariée est actuellement dirigée par Jean-Pierre Barnagaud. Elle compte six salariés (direction, trois chargés de missions, secrétariat, technicien faune) à laquelle se joint des services civiques.

L'association compte également environ 250 adhérents et d'un noyau d'une cinquantaine de bénévoles composé en majorité de naturalistes amateurs.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Associations : France nature environnement (FNE), France nature environnement Centre-Val de Loire, réseau FNE CVL, Conservatoire d'espaces naturel (CEN), Fédération départementale de pêche et de protection des milieux aquatiques d'Eure-et-Loir, Fédération des chasseurs d'Eure-et-Loir, Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre, Hommes et Territoires.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

État, Collectivités, familles associées : DREAL, agence régionale de santé Centre-Val de Loire, conseil régional Centre-Val de Loire, Conseil départemental d'Eure-et-Loir, Communes, parc naturel régional du Perche, Office national de la chasse (ONC), Office national des forêts (ONF), CESER, SGAR, CCI, chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir.

Entreprises : (dont EDF pour l'éolien, Caisse des dépôts et consignations, Cofiroute).

Agences de l'eau (Seine-Normandie, Loire-Bretagne).

3.2. Type de relations

Partenariats avec le monde associatif.

Partenariats, financements (principalement DREAL et Région Centre Val-de-Loire), prestations (collectivités), relations techniques (PNR du Perche), colloques (CCI) avec l'État, les collectivités et familles associées.

Représentation au sein d'instances extérieures et commissions.

Partenariat avec Eau de Paris depuis 2018 pour 5 ans (convention sur les aires de captages).

Prestations pour des entreprises.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Mai 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Jean-Pierre Barnagaud, directeur d'Eure-et-Loir nature.

Site : <http://www.eln28.org/>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par Eure-et-Loir nature :

Administration et composition :

Conseil d'Administration (1992-2018) : procès-verbaux, rapports ;

Assemblée générale ordinaire et extraordinaire (1997-2017) : comptes-rendus.

Comptabilité :

Comptabilité générale (2001-2016) (environ 28,00 ml) : bilans et comptes de résultats, grand livre, journaux de comptes, factures, pièces justificatives de comptabilité ;

Rapports financiers au commissaire au compte (2012-2017).

Fonctionnement et activités :

Convention collective ;

Personnel : salaires et charges (1,0 ml), dossiers de stagiaires.

Activités (décennie 2000 – décennie 2010). - Actions spécifiques ; dossiers relatifs aux animations de sensibilisation et d'éducation à l'environnement (avec documentation) ; parcours spectacle : dossiers de préparation ; projet pédagogique sur les déchets ; études et diagnostics (dont sur les éoliennes, la biodiversité, la faune et la flore) ; collaborations avec les agences de l'eau ; activités naturalistes : dessins de bénévoles sur la flore, la faune et les milieux naturels (environ 10 classeurs) ; carton non identifié relatif aux activités (0,5 ml) ;

Actions : conventions, projets, dossiers administratifs, bilans (dont conventions vertes) (1999-2016) (0,4 ml) ;

Dossiers thématiques (décennie 2000) : avant projet de charte du parc naturel régional (PNR) du Perche, déchets, transports ;

Organisation de la fête de la nature (vers 2004) ;

Contrats vert (1993-2004).

Documentation :

Revue des actions d'Eure-et-Loir nature (un classeur) ;

Publications d'Eure-et-Loir nature : Bulletin *La Gazette d'Eure-et-Loir Nature* (collection complète de 128 numéros) (1992-2018), hors séries de *La Gazette d'Eure-et-Loir Nature*, dites « spéciales », études (principalement botaniques) ;

Affiches et banderoles (1,0 ml) ;

Plaquettes de l'association (4,0 ml) ;

Dépliants de sentiers ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Bibliothèque d'Eure-et-Loir nature (Centre de documentation). - Publications extérieures, études et rapports de stages (dont mémoires d'étudiants) et DVD classés par thème (sur l'ornithologie, les déchets, le génie urbain, l'agriculture, la forêt, le jardinage, l'urbanisme et l'aménagement urbain, sites naturels, la faune (dont batraciens, insectes, arthropodes), la flore, les eaux douces, la biodiversité, la protection de la nature, l'énergie, la science de la nature et le droit) ;

Bulletins et revues d'associations de la protection de la nature et de l'environnement (dont *La Hulotte*, *Environnement Magazine* de l'INRA) ;

Planches et tables de Gaston Bonnier, botaniste (1934) ;

Documentation diverse (dont SDAGE Eau Seine Normandie).

Varia (0,4 ml) : dont photographies (0,1 ml) et diapositives.

Dates extrêmes

1992-2018.

Métrage linéaire conservé

Environ 58 ml.

Stockage bureautique conservé

Non renseigné.

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation.

Fonds documentaire classé, archives mises en boîtes.

Bon état de conservation et environnement sain.

Localisation physique

Maison de la Nature,

rue de Chavannes

28630 Morancez

Modalités d'accès

Sur demande (accueil à la Maison de la Nature sur rendez-vous.

Permanence téléphonique du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30).

Tél : 02 37 30 96 96

Fédération connaître et protéger la nature (FCPN)⁵⁰

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Fédération connaître et protéger la nature .

1.3. Autres formes du nom

FCPN

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1972 - aujourd'hui

2.2. Histoire

En 1972, Pierre Déom, instituteur dans les Ardennes et membre de la société départementale de protection de la nature des Ardennes, crée au sein des écoles ardennaises les clubs CPN pour connaître et protéger la nature. Il rédige leur bulletin de liaison, *La Hulotte*, destiné à populariser la découverte de la nature. Finesse des dessins exécutés à la plume, humour des textes, rigueur scientifique des informations en sont les qualités principales..

De 1973 à 1983, les clubs se multiplient rapidement avec des lycéens ou des adultes. *La Hulotte* acquiert un succès international et se consacre maintenant uniquement à la connaissance de la nature. Les clubs CPN se dotent alors de leur propre bulletin de liaison *le Mulot* puis *la Gazette des terriers* et de fiches techniques et pédagogiques. Parallèlement, la maison des CPN se crée à Boult-aux-Bois, dans les locaux du centre d'initiation à la nature⁵¹. Des stages sont organisés et des milliers de jeunes adhèrent à des clubs CPN, se sensibilisant ainsi à l'environnement, acquérant des connaissances concrètes et s'initiant à la vie associative.

Le réseau informel des clubs CPN adopte la forme juridique d'association de type Loi 1901 en 1983 et devient la FCPN (Fédération nationale des clubs CPN). Elle a pour but de soutenir, coordonner et promouvoir l'action de tous les clubs. Membre de la fédération française des sociétés de protection de la nature (devenue

⁵⁰ La fédération prépare un don d'archives aux Archives départementales des Ardennes

⁵¹ Voir fonds « Centre d'initiation à la nature de Boult-aux-Bois »
http://archives-apne.e-monsite.com/pages/departements/grand-est/08-La_fédération_prépare_un_don_d'archives_aux_Archives_départementales_des_Ardennesardennes/centre-d-initiation-a-la-nature-de-boult-aux-bois.html

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

aujourd'hui France nature environnement), elle respecte l'autonomie et la spécificité de chaque club.

En 1985, les clubs se retrouvent tous à Céré-la-Ronde (Indre-et-Loire) pour la première fois. De grandes associations nationales ainsi que Madame Bouchardeau, ministre de l'environnement, sont présentes, marquant un pas décisif dans la reconnaissance des clubs CPN. Madame Huguette Bouchardeau reçoit la 10000 e carte de membre CPN.

Sources [Wikipedia](#)

2.3. Lieu

43 grand rue 08430 Poix-terron

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Les clubs CPN

Les clubs CPN sont nés en 1972. Ils sont les enfants de *La Hulotte* .

Un club CPN est un groupe d'enfants, d'ados, ou d'adultes qui s'intéressent à la nature et qui ont décidé de mieux la connaître et de la protéger ensemble. Ces clubs constituent des écoles de « jeunes naturalistes » où la soif d'apprendre et de transmettre des connaissances constituent la motivation première des membres. Il peut être créé entre copains ou en famille, dans une école ou encore un centre de loisirs, une association nature ou socio-culturelle (MJC, foyer rural), dans un mouvement de jeunesse ou un parc naturel.

Les clubs CPN sont des lieux d'apprentissage où les plus expérimentés accompagnent les novices. Ils agissent localement en faveur de la nature; les actions de découverte et d'étude, de protection et de sensibilisation constituent leur cadre d'activité fondamental et mènent des activités strictement respectueuses des écosystèmes naturels, de la faune et de la flore sauvages.

Les Familles CPN

En 2013, la fédération CPN lance une action spécifique vers les familles : les familles Nature. Toute famille peut adhérer à la FCPN. Les outils de communication électronique permettent à la fédération d'animer le réseau des clubs et celui des familles au plus près des besoins spécifiques de chaque type de structure adhérente.

Sources [Wikipedia](#)

2.6. Textes de référence

Statuts.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.7 Organisation interne

La FCPN est composée d'un conseil d'administration qui se réunit 4 à 6 fois par an. L'assemblée générale se réunit un ou 2 fois par an. La présidente actuelle est Céline Urso Baiardo.

L'équipe salariée est composée de 4,5 permanents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

La FCPN fédère des collectifs

Affiliée à FNE et École et nature

3.2. Type de relations

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution Novembre 2019

4.7. Langue(s) et écriture(s) Français.

4.8. Sources Amélie Sander, vice-présidente

Site officiel : www.fcnpn.org/

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par la FCPN à son siège 43 grand rue 08430 Poix-Terron

Dates extrêmes

1972-2018

Métrage linéaire conservé

Environ 10 ml

Stockage bureautique conservé

1 serveur, PC, Mac (mise en page édition)

CA, xxxx (19xx) xx Go

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

La plupart des archives sont conditionnées dans des boites archives, et sont le plus souvent identifiées.

Très bon état de conservation global.

Localisation physique

Au siège de la FCPN

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 03-24-22-54-55

Courriel : info@fcpn.org

Personne référente : Amélie Sander

21 rue Masséna

59650 Villeneuve d'Ascq

03-20-25-32-26

Années extrêmes : 1972-2018

Nombre de boîtes : 96 boîtes

Nombre de cartons 16

Soit 10 ml

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fonds « Fédération connaître et protéger la nature »

Description réalisée par la FCPN

Administration et composition :

Liste des adhérents : dossier de 5000 structures adhérentes (1972-2018)

Boite N°1 à 44 4 ml

Carton 1 : Clubs inactifs

Boite 1 : Clubs N°59 à 198

Boite 2 : Clubs 200 à 339

Boite 3 : Clubs 400 à 436

Boite 4 : Clubs 437 à 799

Boite 5 : Clubs 500 à 563 (1996).

Carton 2: Clubs inactifs

Boite 6 : Clubs 564 à 599

Boite 7 : Clubs 600 à 699

Boite 8 : Clubs 700 à 799

Boite 9 : Clubs 800 à 899

Boite 10 : Clubs 900 à 999

Boite 11 : Clubs 1000 à 1125

Boite 12 : Clubs 1126 à 1510

Carton 3 : Clubs par Région actif et inactifs

Boite 13 : Midi-Pyrénées

Boite 14 : Aquitaine

Boite 15 : PACA

Boite 16 : Languedoc Roussillon

Boite 17 : Rhône Alpes ½

Boite 18 : Rhône Alpes 2/2 – Bourgogne

Boite 19 : Poitou Charente – Corse – Limousin – Auvergne

Boite 20 : Centre

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Carton 4 : Clubs par Région actif et inactifs depuis leur création

Boite 21 : Haute Normandie

Boite 22 : Haute Normandie + Basse Normandie + Dom + tom

Boite 23 : Pays de Loire 1/2

Boite 24 : Pays de Loire 2/2

Boite 25 : Alsace

Boite 26 : Champagne Ardennes

Carton 5 : Clubs par Région actif et inactifs depuis leur création

Boite 27 : Ile-de-France 1/2

Boite 28 : Ile-de-France 2/2

Boite 29 : Nord Pas-de-Calais

Boite 30 : Lorraine

Boite 31 : Bretagne

Boite 32 : Franche comté + Picardie

Carton 6 : Clubs Etrangers

Boite 33 : Fédération espagnole des clubs CPN

Boite 34 : Clubs de Roumaine, Slovénie, Syrie, Arménie, Russie

Boite 35 : Clubs de Belgique, Suisse et Canada

Boite 36 : Clubs Benin, Madagascar, Comores.

Boite 37 : Clubs d'Algérie, Maros, Tunisie, Sénégal, Burkina Faso

Boite 38 : Clubs Togo, Benin, Congo Brazza, Cameroun, Niger, Mali, Guinée, Nigéria,

Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Centre Afrique, Ethiopie, Haïti

Boite 39 : Séminaires internationaux CPN – Liste adhérents – campagne Arbres à palabres

Carton 7 : Observatoire des clubs

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Boite 40 : Liste des adhérents année 1985 à 2014 –Année 2004 -2009 - 2011-2014 / Enquête 1995 – Enquête club en milieu urbain 1997) – les clubs en 1999 — Enquête ISA juin 2001 – Statistiques 2002 – 2003 - 2004- 2014

Boite 41 : Malle d'accueil des nouveaux clubs 2010-2017

Boite 42 : Adhésion 2003-2004

Boite 43 : Adhésion 2004-2005

Boite 44 : Assurance CPN MAIF 91 à 03

Conseil d'administration, assemblée : comptes rendus (1985-2018)

Boite 46 à 49 .0,60 ml

Carton 8 CA et AG Séminaire

Boite 46 : PV de CA et Bureau 1989 à 1997

Boite 47 : PV de CA et Bureau 02-1992 à 11/2012

Boite 48 : Séminaire réflexion (1994-96-98-00) / Gestion interne, réunion salariés 1996 à 2003

Boite : 49 Gestion interne et réunions de salariés 2002 à 2008

Comptabilité générale 85 à 2010 (0,20 ml).

Carton 8 Boite : 50 Compte : FCPN 85-89 / 92 à 2010

Correspondance : Courrier adhérents, abonnés et clients de la Boutique de publications (1984-2005)

Boite 51 à 68 2ml

Carton 9 envoi Gazette clubs et abonnés

Boite 51 : Abonnement gazette 1984 à 87

Boite 52 : Abonnement gazette + vente 1988

Boite 53 : Abonnement gazette + vente 1990

Boite 54 : Abonnement gazette 1991

Boite 55 : Abonnement gazette 1994 à 2001 + relance

Boite 56 : courrier activité info Club 2003-2004

Carton 10 : vie des clubs 1/2

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Boite 57 : Courrier des clubs 84 à 87 + 89

Boite 58 : Courrier des clubs 90-91

Boite 59: Courrier des clubs 95

Boite 60 : Courrier des clubs 96

Boite 61 : Courrier des clubs 1997 + demande de doc

Carton 11 : Vie des clubs 2/2

Boite 62 Journaux club 1/2 1985 à 1991

Boite 63 : Journaux club 2/2 1985 à 1991

Boite 64 : Projets club 1996 à 2005

Boite 65 : Courriers club 1992 à 1995 et journaux

Carton 11 : Réseau régionaux de 1998 à 2005

Boite 66 : Réseaux Régionaux de 1998 à 2004

Boite 67 : 1999 à 2003 Région Centre + le Puys

Boite 68 : 1999 à 2003 Région Pays de la Loire / PACA/ Presse champagne Ardennes

Rencontres des clubs: dossiers de montage, 1985 à 2013

Boîte 68 à 75 : 0,8ml

Carton 12 Fête CPN

Boite 69 1985 Céré la ronde

Boite 70 1987 Aureil

Boite 71 1989 Boulton aux bois

Boite 71 1991 Launaguet (31)

Boite 72 1993 Onzain

Boite 73 1993 Spicheren Moselle

Boite 74 1997 Frouville 1999 Belle garde en Forez + Fête CPN Mode d'emploi

Boite 75 2001 Marolle (loi et cher) 2003 Chauve (44) 2005 Mouscron (Belgique) 2007 Saint Bazille 2009 Saint Laurent de Bredent (76) 2011 Saint Martin d'Uriage (39) 2013 Marolle

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Actions FCPN : campagnes, journées d'action, formation, camps

_Boîte 76 à 85 + 91 à 96 2ml

Carton 13 Action FCPN 1/3

Boite 76 : printemps des grenouilles 96 / Nuit chouette 95

Boite 77 : Actions et partenariat divers : « l'odyssée des martinets » / Enquête le Printemps

arrive 85-92 / Printemps vivant / la rivière m'a dit 2000 / Fête de la Nature 2007-2010

Boite 78 : journée mares, inscription et bilan 98 à 2000

Boite 79 : Campagne chauvesouris 2002

Boite 80 : Campagne nature en ville refuge à insectes

Carton Action 14 FCPN 2/3

Boite 81 : Campagne Agaric Nature en Ville 96

Boite 82 : Campagne Arbre 2007 à 2009 Doc généraux : presse : Week-end

Boite 83 : Campagne Arbre Action des clubs par Région 1/2

Boite 84 : Campagne Arbre Action des clubs par Région 2/2

Boite 85 : Campagne Chemin + concoure poésie 2009 à 2004

Carton 16 : Actions Divers 3/3

Boite 91 : Jeunes et Nature Paris 79-85

Boite 92 : ANSTJ 80-86

Boite 93 : Pole Nature Boulton aux bois 92-94 et 08-09

Boite 94 : Camps CPN 1985 à 2001 / Chantier 1996-2002/ Piste verte (camps et concours

1995-96

Boite 95 : Formation : FNDVA, plaquette programme, dossier subvention 95 à 20015

Boite 96 : Projet 98 à 2008 Partenariat Nature et Découverte)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Partenariat Magasin Leclerc / Action Champagne Ardennes : Petite bibliothèque 2000 / doc pédagogique/2008 / Belgique Europ projet éducatifs 1997/ Fonjep 98 à 2007 / /Fond européens pour la jeunesse 1995 /

Divers subventions divers : Pentagonia 1999 / Agence de l'eau 1998 / Champagne Ardennes Active 2006 / Nicolas Hulot 2004

Documentation publications, coupures presse

Boite 86 à 88 + 56 +89-90 0,8ml

Carton 15 : Documents Edition FCPN Gazette

Boite 86 : Gazette des Terriers N°1 à 99 (1977 à 2001) / Mulot N° 3 et 4 /Fiches techniques de la gazette des Terriers 1977 à 1991

Boite 87 : Gazette des Terriers N°100 à 137 (2001 à 2017) Mini-Gazette N° 1 à 20 (1992 à1997+ Catalogue 1997 à 2018

Boite 88 : Dossier de la gazette des terriers (CT, CTJ, Coloriage, malette etc.....voir liste) 1989 à 2019

Carton 9 Boite 56 : Newsletters Gazette 2013-2016

Carton 16 : Divers finance Presse

Boite 90 : Presse 1985-1999

Boite 89 : Presse 2001-2012

Personnel : Dossiers de salariés (1985-2018)

0,2 ml

Carton 7: Observatoire des clubs

Boite 45 : Coordinateurs réseaux régionaux Emploi jeunes CNASEA 99-2004 + demande subvention

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fédération de la Seine-Maritime pour la pêche et la protection du milieu aquatique

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Fédération de la Seine-Maritime pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1941 à aujourd'hui.

2.3. Lieu

11, Cours Clémenceau

76100 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901, chargée par l'État de missions d'intérêt général. Elle est donc reconnue comme établissement d'utilité publique, agréée au titre de l'article L141-1 du code de l'environnement relatif à la protection de la nature et de l'environnement.

2.5. Fonctions et activités

Protection des milieux aquatiques :

- en luttant contre la pollution des eaux ;
- en participant à la police de la pêche ;
- en contribuant aux actions qui permettent le respect des zones de reproduction et en œuvrant en faveur du maintien dans les cours d'eau de débit garantissant la vie aquatique et la libre circulation du poisson.

Mise en valeur piscicole :

- Réalisation du plan départemental pour la protection du milieu aquatique et la gestion des ressources piscicoles de Seine-Maritime. (PDPG 76) ;
- Constitution du document d'objectifs Natura 2000 du bassin versant de l'Arques ;
- Aménagement de frayères à brochets, nettoyages de rivières, actions de repeuplement.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Promotion de la pêche :

- Animations et ateliers pêche nature ;
- Sensibilisation à l'environnement auprès des scolaires ;
- Formation et éducation des jeunes à la connaissance et à la préservation des milieux aquatiques.

2.7. Organisation interne

Bénévoles.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Fédération nationale de la pêche en France (FNPF).

3.2. Type de relations

Association coordinatrice.

3.3. Description de la relation

Construction pyramidale : FNPF, fédération régionale, fédération départementale puis association de pêche.

La FNPF coordonne les actions et assure la représentation nationale des fédérations départementales de pêche, et par leur intermédiaire, celles des associations de pêche.

3.4. Dates de la relation

1947

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Mai 2014

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.federationpeche.fr/76>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par l'association :

Administration (1988-2013) : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale (1988-2011), correspondance, congrès annuels.

Comptabilité (1987-2013) : bilan, journal de recettes et de dépenses, livre des comptes.

Activités : procès verbaux (2000-2013).

Métrage linéaire : 32 ml.

Présentation du contenu déposé aux Archives départementales de la Seine-Maritime

(320J) :

Administration et composition : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale (1988-2011), correspondance, congrès annuels.

Comptabilité (1981-1999) : journal de recettes et de dépenses, livre des comptes, balance des comptes, produits des stocks, barèmes transactionnels (1982-1988), extrait de budget (1998), bilans financiers.

Subventions : demande de subventions (1981-2002), demande de subvention présentée par le comité départemental de pêche sportive à coup de Seine-Maritime (2004-2006), demande de subvention de la FDAPP Seine-et-Marne pour l'acquisition de matériel de pêche électrique (1990), demande de subvention présentée par l'APP de Dieppe pour l'aménagement de frayères sur la Varenne (1991), demande de subvention présentée au CSP pour l'acquisition d'un camion pour la pisciculture (1989), demande de subvention présentée par l'APP de Dieppe pour l'acquisition d'un local (1988), circulaire portant sur les modalités d'attribution de subvention pour travaux piscicoles (1999), subvention de travaux piscicoles, circulaires du Conseil Supérieur de la pêche (1990-1993), demande de subvention présentée par l'APP de Dieppe TUC (1987-1989).

Activités (1948-2011) :

Dossiers pêche : médaille d'honneur pisciculture, ouverture et fermeture de pêche (P2), Parc régional de Brotonne, pêche électrique, Le pêcheur de France, Pollution/Loi, Plan départemental de lutte pollution, réserves de pêche, secrétariat et trésorerie, Union des fédérations de pêcheurs, fête de la pêche, dossier antérieur au 30 mai 1981 à l'union, taxe piscicole, véhicules (1975-1980), Conseil supérieur de la pêche, buses d'Arques (1986-1994), études, synthèse de débat (1991), surveillance de la qualité des eaux (1980-2011), synthèse et proposition d'orientation pour une

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

réforme de la politique de l'eau (2003), dossier de presse (1993-1995). Dossier sur les associations agréées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques (1948-2006).

Rivières : l'Andelle (1967-2006), l'Arques, pollution de l'Arques, la Bethune, la Bresle (1977-2006), Clères et Cailly (1971-2006), le Crevon, le Dun, la Durdent, l'Eaulne (1978-2006), l'Epte (1980-2006), l'Eure, l'Héranchelles (1969-2006), la Lézarde (1967-2006), l'Aubette et le Robec, la Sâane (1977-2006), Valmont-Ganzeville, la Seine, la Scie, la Varenne, l'Yères (1970-2006), petits cours d'eau (1975-2006).

« *Opérations jeunes* » : pisciculture fédérale opération jeune (1999), opération jeune (1996), liste des AAPPMA (Association Agréée pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques) ayant reçu des cartes de pêche jeunes (1995).

Vocation piscicole : annuaire de données piscicoles, schéma de vocation piscicole et halieutique de la Seine-Maritime (1991), notes d'information, schéma de vocation piscicole de l'Eaulne SDVP, synthèse du schéma des vocations piscicoles et halieutiques de l'Aube (1985-1987), schéma départemental de vocation piscicole (1984-1985), correspondance (1987), réunion schéma départemental (1988), schéma départemental à vocation piscicole du département de l'Eure (1988), recrutement au titre du schéma de vocation piscicole (1990), réunion du schéma départemental de vocation piscicole (1990-1991).

Pollutions : tableau de bord du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) Seine-Normandie, bilan (1977-1998), compte-rendu du service rural d'aménagement des eaux (1980), rapport d'activité de l'agence Seine-Normandie (1992-1995), résultats du réseau hydrobiologique et piscicole (1995), synthèses de données (1997), document introductif pour le débat national pour l'aménagement du territoire (1993), recensement des sites et impacts sur l'environnement (1995), bilan et alternatives des effets de l'extraction des granules alluvionales sur les milieux aquatiques (2000), consultation nationale pour une loi sur le littoral, synthèse (1992), bilan de la pollution et proposition d'acquisition pour le littoral normand (1992), bulletin d'information (1997), résultats de mesures de surveillance de la qualité des eaux piscicoles (1980-1982), résultats de mesures de suivi de la qualité des eaux des rivières de Seine-Maritime (1984), carte, campagne de qualité des eaux de rivières de Haute-Normandie (1986), analyses comparatives et propositions réglementaires à propos de la pêche des salmonides migrateurs en Seine-Maritime, cartographies des limites administratives fluviales maritimes et zone d'interdiction de pêche aux débouchés des rivières de l'estuaire de la Seine à la frontière belge (1992), bulletin d'information (1987), qualité sanitaire des eaux de baignade en Seine-Maritime (1994-1997), enquête sur la qualité des eaux de consommation (1994), relations par les médias de la présentation du bilan annuel "qualité des eaux de baignades" (1995-1996), cartes de visite, plaquette.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Rapports sur les pollutions (1986-1991) : recherches (1990), présentation au comité du bassin Seine-Normandie (1986), incidence sur les autres usagers et en particulier sur l'alimentation en eau potable de l'exploitation thermique des nappes (1986), ressources en eau et agriculture (1991), les pollutions accidentelles ayant affecté les eaux libres (1991), groupe de travail spécialisé "protection et gestion des plaines alluviales" et "protection des milieux naturels aquatiques" (1991).
Comptes-rendus : de réunion, d'activité (1993), de camp de surveillance (2003).

Procès-verbaux : pour non respect d'autorisation, d'infraction (1996-1997), de délits divers dressés au titre de la loi pêche (1999), pour pollution (1984-2002), de repeuplement (1988-2009), de contrôle (1994-1995), de prélèvement (1999), différents contentieux (1971-1975), correspondance.

Plan de classement à l'usage des délégations régionales, rapports d'activité du conseil supérieur de la pêche (1990-1997), contribution au débat sur la reconquête des effectifs de pêcheurs.

Enquêtes : hydraulique (1991), sur les pêcheurs (1990-1991).

Correspondance active et passive (1965-1982).

Documentation (1981-2001) :

Synthèse sur les débits des cours d'eau (1984-1993), prévention et indemnisation des risques de pollution industrielle (1991), bilan sécheresse (1992), schéma des vocations piscicoles et halieutiques du département de l'Aisne, comptes-rendus d'activité des agences financières de bassin (1986), la sauvegarde et la restauration du saumon atlantique dans les bassins fluviaux français (1992), qualité des eaux de baignades (2001), rapport annuel sur le prix et la qualité du service public communautaire d'assainissement de l'agglomération rouennaise (2001), carte départementale des objectifs de qualité des eaux superficielles (1997), carte départementale des objectifs des eaux des rivières de Seine-Maritime (1981-1983), suivi de la qualité des rivières de Haute-Normandie, compte-rendu de campagnes de surveillance de la pêche des civelles (2002), diagnostic régional de la pollution des eaux par les produits phytosanitaires (2001), enjeux du bassin Seine et cours d'eau côtiers normands (2003), synthèses de données du réseau hydrobiologique et piscicole (1997), livrets sur les zones humides, actes du forum du pôle compétence "Sol et Eau" Haute-Normandie (1998), schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux, profils physico-chimiques et hydro-biologiques.

Législation : projet de loi sur l'eau (1990-1991), projet de loi pêche et modifications (1987-1990), les pêcheurs et leurs droits civiques (1989), journées d'étude et circulaire D001 (1986), application de l'article 5 du décret 85.139, inventaire des barrages de Seine-Maritime (1985), législation notamment sur les rivières à poissons migrateurs truites de mer (1969-1988).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques (2010-2011) : correspondance, présentation powerpoint, rapport arrêté préfectoral, bilan d'activités, rapports, prescriptions complémentaires, prescriptions techniques.

Métrage linéaire : 27 ml.

Lieux de conservation :

Fédération de la Seine-Maritime pour la pêche et la protection du milieu aquatique

11, cours Clémenceau

76100 Rouen

Pisciculture de la Fédération de la Seine-Maritime pour la pêche et la protection du milieu aquatique

5, chemin de la Roselière

76490 Maulevrier-Sainte-Gertrude

Archives départementales de la Seine-Maritime

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Fédération environnement Eure & Loir (FEEL)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Fédération environnement Eure & Loir

1.3 Autres formes du nom

FEEL

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Mai 1995-aujourd'hui

2.2. Histoire

La Fédération environnement Eure & Loir (FEEL) a été créée en 1995, suite au décès d'Albine Du Peyrat, présidente de l'Amicale des vallées du bassin de l'Eure et vallées limitrophes et militante très active contre les implantation des carrières dans l'Eure-et-Loir dans les décennies 1970 et 1980.

Cette fédération a été constituée par douze d'associations euréliennes dont Action nature (aujourd'hui dissoute), le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs, la Confédération paysanne 28 et l'Union fédérale des consommateurs d'Eure-et-Loir. En tout, trente-deux associations sont ou ont été membre de la FEEL.

La fédération s'est ainsi constituée afin de continuer une action militante relative à la protection de la nature et l'environnement dans le département (dont les carrières).

Gérard Breteaux, membre fondateur de l'association et membre de l'Amicale des vallées depuis l'opposition à un projet d'implantation des carrière à Saint-Georges-sur-Eure, devient en décembre 1995 le premier président de la FEEL. Se succèdent ensuite Jean Moreau (2001-2006 ; 2007-2012), Jacques Le Gall (2006-2007) et depuis janvier 2012 Martine Trofleau.

En tant qu'acteur de la protection de la nature et de l'environnement dans l'Eure-et-Loir, la FEEL a été mobilisée par de nombreux dossiers, dont les plus emblématiques sont :

- La lutte contre le projet de troisième aéroport du bassin parisien qui a durée 9 ans. L'action de la FEEL s'est traduite par l'organisation et la participation à de nombreuses conférences et débats, par la rédaction de documents (dont « dossier de non candidature ») et par des participations à des manifestations et à des délégations (dont l'une au ministère des transports).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- La lutte contre le projet d'autoroute concédée A 154 depuis janvier 2007.
- La lutte contre les boues d'Achères.
- Le Plan départemental d'élimination des déchets ménagers.
- L'élaboration du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la nappe de Beauce.
- La réouverture aux voyageurs de la ligne Chartres-Orléans.
- Les dysfonctionnements de la Paris-Chartres-Le Mans.

La FEEL soutient et participe également à des combats régionaux et nationaux tels que la mobilisation contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le Comité Stop TAFTA 28 et des manifestations de passage (Marche contre les OGM, mobilisation contre l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure...).

La Fédération décernait également entre 1997 et 2007 les prix symboliques « Blés d'Or » et « Orties ». Ces prix avaient pour objet de mettre en valeur les acteurs ayant fait des actions notables en faveur de l'environnement et à l'inverse de dénoncer des acteurs allant à l'encontre des questions environnementales.

2.3. Lieu

Siège social : mairie de Chartres

Archives historiques de la FEEL et secrétariat (Gérard Breteaux) :

3 rue basse – Berneuse

28 190 Saint-Georges-sur-Eure

Présidence (Martine Trofleau) :

5 rue des Louveries

28 210 Faverolles

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901

2.5. Fonctions et activités

La FEEL est une fédération regroupant une dizaine d'associations ayant pour principe de constituer un rapport de force en sa faveur afin de « défendre l'environnement pour le respect de tous et des générations à venir ».

Les principales actions de la FEEL sont les suivantes :

- défense de l'environnement du département de l'Eure-et-Loir en participant notamment au débat public.
- défense des lignes SNCF du département et pour la réouverture de la liaison Chartres – Orléans
- opposition au projet d'autoroute concédée A 154
- opposition à l'implantation d'un 3^{ème} aéroport du bassin parisien.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Entre 1995 et 2006 la FEEL a publié sous la forme d'une feuille d'information de 2 à 16 pages, un bulletin d'information dénommé « Bulletins infos Environnement 28 ». Ce bulletin informe sur les actions menées par la fédération, et par les associations et acteurs du département soutenus par la FEEL.

Entre 1995 et 1999, six brochures thématiques de 40 pages ont été également publiées (transport aérien ; aménagement du territoire ; protection de la nature et de l'environnement et défense de la faune et flore ; gestion des déchets et carrières ; agriculture et alimentation ; gestion de l'eau des rivières et de consommation).

2.6. Textes de référence

Statuts de 1995, nouveaux statuts de 2017

2.7 Organisation interne

La FEEL a compté jusqu'à 14 associations fédérées. Elles sont actuellement au nombre de 9.

Le conseil d'administration est constitué par l'ensemble des associations membres de la fédération. Chacune d'entre elles est représentée par un délégué.

La FEEL dispose d'un bureau permanent composé de bénévoles.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Associations membres (ou ayant été membres) de la FEEL (dont Action Nature, Amicale des Vallées, Association de défense et de sauvegarde du cadre de vie et de l'environnement de Garnay (ASVEG), le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs, la Confédération paysanne 28 , l'Union fédérale des consommateurs d'Eure-et-Loir, Association pour la protection du site et de la salubrité de Voves, Pour la qualité de vie dans le Perche et Dunois, Vivavre).

État et collectivités.

3.2. Type de relations

Participation aux actions de protection de la nature et de l'environnement (associations membres de la FEEL ou amis).

En opposition avec l'État ou les collectivités lorsqu'ils veulent faire aboutir un projet néfaste pour la nature et l'environnement.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Avril 2018.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

Gérard Breteaux secrétaire actuel du FEEL et ancien Président du FEEL.

Fonds de la Fédération Environnement Eure & Loir (FEEL):

Création :

Statuts : 20 mai 1995, modification de 2017.

Administration et composition :

Conseils d'administrations : comptes-rendus (2002-2018) ;

Rapports moraux, d'activités et financier (2000-2017) ;

Fonctionnement et activités :

Documents d'activités par année (2010-2017) : dossiers de suivis et de travail (avec relations avec les autres associations) ;

Projet d'autoroute A 154. - Projet alternatif de la FEEL (avec dossiers pour l'aménagement et la sécurisation des RN 154 – RN 12 et pour la réouverture aux voyageurs de la ligne SNCF Chartres-Orléans) ; revues de presses de l' A 154 : originaux, récapitulatifs (2007-2018) ; documentation : rapport d'orientation des infrastructures, étude d'impact, rapport des commissaires enquêteurs ;

Dossiers sur le thème de l'eau et déchets ;

Dossier d'opposition au projet de 3e aéroports bassin parisien (dont enquête publique) ;

Dossier d'opposition au projet de carrière Berneuse (années 1980).

Documentation :

Publications de la FEEL. - Bulletins *infos Environnement 28* et numéros hors séries thématiques (dont gestion de la nature flore et faune, déplacements urbains, carrières et déchets) (0,5 ml) (1995-2006) ;

Revue de l'*Amicale des Vallées* (1978-1995) ;

Coupures de presse ;

Documentation diverse (dont CESER).

Dates extrêmes

1978-2008

Métrage linéaire conservé

Environ 4,0 ml

Stockage bureautique conservé

Non renseigné

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation

Bon état de conservation global, Mise en boîte archives d'une partie du fonds.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Localisation physique

Chez Gérard Breteaux, secrétaire de la FEEL.

3 rue basse – Berneuse

28190 Saint-Georges-sur-Eure

Modalités d'accès

Demande

Forum Centre-Bretagne environnement (FCBE)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Forum Centre-Bretagne environnement

1.3 Autres formes du nom

FCBE

Fédération Centre-Bretagne environnement

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1991 – aujourd'hui

2.2 Histoire

Forum Centre-Bretagne environnement, anciennement Fédération Centre-Bretagne environnement créée en 1991, est une association agréée au titre de la protection de la nature en Finistère, Côtes-d'Armor et Morbihan.

2.3 Lieux

Siège social

Mairie de Locarn, 8 place du Centre, 22340 Locarn

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Les objectifs du FCBE :

Initier une politique de gestion écologique des espaces naturels, notamment en liaison avec le milieu agricole par le recours aux mesures agri-environnementales ;

Impulser une politique des espaces naturels remarquables de l'Argoat par la voie de la maîtrise foncière et d'usage ;

Sensibiliser le grand public à l'intérêt et à la nécessité de protéger le patrimoine naturel du Centre-Bretagne ;

Et plus largement, conduire toutes actions pouvant contribuer à la protection de la nature en Centre-Bretagne.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://www.fcbe-tourbiere.info>

Fonds "Forum Centre-Bretagne Environnement" (FCBE).

Comptabilité : grands livres, bilan, balance, pièces comptables... (1993-2003).

Etudes réalisées par l'association : inventaire des tourbières du Finistère et des espaces remarquables du Centre-Ouest Bretagne, inventaire des espaces naturels de l'intérieur des Côtes-d'Armor, inventaire de l'Avifaune du bois du Plessis, pré-inventaire des landes humides et des tourbières, études préalables au conservatoire des tourbières de l'Argoat, études sur les tourbières et les zones humides de Locarn, du Menez-Hom, des Mont d'Arrée, de la vallée du Léguer, de la vallée du Mendy, de La Feuillé, étude sur l'anaplasme et l'ehrlichiose... (à partir de 1987).

Dossiers de l'activité : gestion des tourbières (Argoat, Langazel, Menez Hom, Locarn, Moustereu, landes de Kermadou, sources du Mendy : titres de propriété et

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

actes notariés, convention de gestion, contrat nature, projets, études, plan de gestion, stratégie de conservation, demande de subvention, correspondance..., 1991-2005), appui scientifique dans des comités de pilotage ou scientifique (réserve du Venec, Langazel, Lann Berg Magoar, Groupe Mammalogique Breton-GMB, Mougau, Menez Du, Schéma d'aménagement et de gestion des eaux, commission environnement, Bretagne Vivante-SEPNB, Eau et Rivières de Bretagne, agence de l'eau, Fonds de gestion de l'espace rural..., 1991-2004), contrat de baie rade de Brest (rapport, programme, actions..., 1997-2002), Arbres remarquables (fiches inventaires, articles de presse..., 2000-2002), Carrières de Goask en Scignac et de Kaolin à Menez Du en Loqueffret (compte-rendu de réunion, commission départementale des carrières, articles de presse, correspondance..., 2001-2003), Groupe d'Action Locale pour le développement du Centre Ouest Bretagne - GALCOB (compte-rendu de réunion, études, correspondance..., 1998-2004), Conservatoire régional des espaces naturels de Bretagne - CREN Bretagne (statuts, propositions de composition du conseil scientifique, contrat nature, compte-rendu de réunion, fiches opérations, correspondance..., 1996-2002).
Documentation : sur l'eau et les tourbières, chartes éoliennes, cahiers d'habitat en zone humide, conservatoire des habitats naturels DIREN, thèses sur l'écologie, les zones humides, l'environnement, les landes... (1976-1992), "Penn Ar Bed" et "les annuaires et travaux des réserves" de Bretagne Vivante, études de Bretagne Vivante-SEPNB, du groupe mammalogique breton, du Parc naturel régional d'Armorique, du conseil général du Finistère et des Côtes-d'Armor, inventaire de Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique - ZNIEFF, diverses publications... (à partir de 1951).

Documents iconographiques : 650 photographies et diapositives non légendées sur les tourbières, les arbres remarquables... (1990-2004).

Enregistrement audiovisuel : quatre cassettes vidéo VHS sur les tourbières et les espaces naturels.

1951-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 15,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association.

Origine

Forum

Centre-Bretagne Environnement

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr

France nature environnement (FNE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

France nature environnement

1.3 Autres formes du nom

FNE, FFSPN

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1968 – aujourd'hui

2.2. Histoire

France nature environnement (FNE) est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. Créée en 1968 sous le nom de Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), la fédération est née de la volonté de plusieurs associations régionales et nationales de protection de la nature de s'unir pour décupler leurs forces, tout en gardant chacune son originalité et son autonomie.

Entre 1969 et 1971 elle se mobilise pour la sauvegarde du narc de la Vanoise.

La fédération est reconnue d'utilité publique en 1976. Elle est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 80 organisations adhérentes, en métropole et outre-mer.

Elle est devenue en 1989, France nature environnement (FNE). Le logo de la Fédération est le hérisson, sa signature est « Partout où la nature a besoin de nous ».

2.3. Lieu

3 rue de la Lionne, Orléans

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

France nature environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. Elle est à ce titre la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 80 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer.

La fédération réunit 44 associations territoriales (qui sont souvent elles-mêmes des fédérations d'associations), 14 associations nationales, qui se mobilisent pour une cause environnementale spécifique, et 12 associations correspondantes.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

France nature environnement est également membre du Bureau européen de l'environnement, qui rassemble 140 associations européennes.

Elle a pour objectifs de :

- « Stopper les causes d'érosion de la biodiversité et la surexploitation des ressources »
- « Protéger l'homme et participer à la vie démocratique » face aux risques sanitaires environnementaux
- « Changer de modèle de développement »

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association.

2.7 Organisation interne

L'association réunit des militants, bénévoles et/ou environ 46 salariés

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Janvier 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

<https://www.fne.asso.fr/>

4.9 Bibliographie

- J. P. Raffin Daniel Sibony et David Western (sous la dir.), *La nature n'est plus ce qu'elle était*, étude, Éditions de l'Aube, 2002.
- Sophie Bobbé et J. P. Raffin, *L'ABCdaire des ours*, Flammarion, Paris, 1997.
- L'écologie: comprendre la nature : rencontre avec Jean-Pierre Raffin . Lucien Buisson, Jocelyne Pied, Pierre Guérin, réal. . Jean-Pierre Raffin, ill. . interview de Jean-Pierre Raffin, Cannes la Bocca : Coopérative de l'enseignement laïc, 1987
- Connaître les plantes protégées [sous la dir. de J. P. Le Duc et J. P. Raffin] Paris : Fédération française des sociétés de protection de la nature, 1986
- Les cahiers rationalistes n° 274 :La Vanoise et les parcs nationaux français, Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1970
- Les cahiers rationalistes n° 265 :Plaidoyer pour la zoologie Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1969

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par France nature environnement :

Administration et composition :

Statutaire (1983-2002). - Procès-verbaux de bureaux (1994, 1996-2002) ; assemblée générale (dont documents préparatoires et compte-rendus) (1983-1993) ; conseil d'administration : registres des procès-verbaux (1968 à 1996) ; conseil national : registre des signatures (1985-1997).

Correspondance : Chronos (1996-2012).

Comptabilité (vers 2002-2016) : Comptabilité générale, salaires, factures, fournitures, notes de frais, taxe foncière.

Fonctionnement et activités :

Appels d'offres (2014) ;

Convention Legs Leyvastre (v. 2005 – v. 2007) ;

Comité 21 (1996-1997) ;

Charte concertation ;

Pétition pesticides (2008) ;

Entretien de Ségur 96-97 ;

Animation des réseaux. - Forêt, énergie, transport, protection faune-chasse, nature, agriculture, tourisme, eau (dont barrage de Charlas, nappe de Beauce) ; dossiers d'activités (dont classeurs (1995-1999)), documentation (dont revue *La lettre du style*), textes législatifs.

Documentation :

Revue (dont n°4-266 de *La Lettre du Hérisson* (1996-2017), *Combat Nature*), brochures, Directive cadre eau (DCE) (avec textes de lois, questionnaires du ministère), coupures et communiqués de presse.

Varia :

Conseil d'administration agence Loire-Bretagne (2010-2012), rapports d'activités d'entreprises, conseil national de la vie associative (doubles).

Identification du fonds et conditions d'accès :

Dates extrêmes

1968-2017

Métrage linéaire conservé

environ 57 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné

Dont chronos (courriers départs/arrivées) sous format numérique

Accroissement

Fonds non clos.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Mode de classement et état de conservation.

Conservation en boîte ou en carton archives. Risques de développement de moisissures pour les fonds situés dans l'environnement du sous-sol.

Localisation physique

Le fonds est conservé dans les bureaux et le sous-sol de l'association à l'adresse suivante : 3 rue de la Lionne, Orléans

Modalités d'accès

A déterminer

Sources complémentaires

Répertoire numérique détaillé du versement 217AS⁵²: Activités de France nature environnement (1941-2012)

⁵² <http://archives-apne.e-monsite.com/pages/associations-nationales/france-nature-environnement/>

FNE a fait un don de leurs archives aux Archives nationales en 2017. L'ensemble des dossiers de France nature environnement situés au siège de l'association ainsi qu'à l'université Paris VII-Denis-Diderot ont été inventoriés par Jean-Pierre Raffin.

Ce fonds, correspondant à 298 dossiers et couvrant la période 1941-2012, concerne les activités de FNE ainsi que des interventions de Jean-Pierre Raffin. Les domaines abordés sont les suivants : barrages, chasse, études d'impact, enquêtes publiques, lois et directives sur la protection de la nature, marées noires, ours, parcs nationaux, piste d'atterrissage de Terre-Adélie, prises de position des partis et hommes politiques sur l'environnement

Ce don a été réalisé en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE). Il sera accompagné d'un entretien avec Jean-Pierre Raffin. Il est disponible aux Archives nationales. Le descriptif du fonds est consultable sur le site ainsi que sur celui des Archives nationales et du ministère de la transition écologique et solidaire.

Une journée d'étude, "Les associations de protection de la nature face à leur mémoire: amnésie ou transmission ?" a été réalisée le 6 avril 2018 sous l'égide des Archives nationales, de FNE, de l'AHPNE et du comité d'histoire du ministère de l'environnement. Les enregistrements vidéo sont disponibles sur Dailymotion.

France nature environnement Centre Val-de-Loire (FNE CVL)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

France nature environnement Centre Val-de-Loire

1.3. Autres formes du nom

FNE CVL

FRAPEC (ancien nom, 1980 - 1987)

Nature Centre (ancien nom)

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1980 - aujourd'hui

2.2. Histoire

France nature environnement Centre Val-de-Loire, est une association Loi 1901 fédérée à France nature environnement⁵³. Elle a été fondée le 15 février 1980 (date de la déclaration à la préfecture du Loiret) sous la dénomination « Fédération régionale des associations de protection de l'environnement du Centre » (FRAPEC). Cette création résulte du regroupement de six associations départementales qui décidèrent de créer une nouvelle structure dans la région Centre, afin coordonner leurs actions et communiquer sur les dossiers pluridépartementaux qu'elles suivent.

La première décennie de l'association est marquée par son engagement militant.

Ainsi, au début de la décennie 1980, deux préoccupations environnementales majeures concernent le Val-de-Loire et la Loire en particulier. La première est celle de l'important développement du nucléaire. Tandis que les réacteurs des premières centrales de la région produisent leurs premiers kilowatts, ceux de la seconde génération sont en cours de construction à Chinon, Saint-Laurent, et Dampierre-en-Burly. L'autre sujet préoccupant de l'époque est l'aménagement hydraulique du fleuve. L'Association nationale pour l'étude de la communauté de la Loire et de ses affluents (ANECLA) réclame pas moins de 15 ouvrages. L'État accorde alors des

⁵³ France nature environnement a été créée en 1968 sous le nom de Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

crédits, notamment pour éviter aux centrales qui sont de grosses consommatrices d'eau de se retrouver « à sec ».

Très préoccupée par ces enjeux et leurs conséquences sur l'environnement ligérien, la toute jeune FRAPEC organise en novembre 1980 à Tours le colloque « L'écologie et l'aménagement de la Loire » qui fut l'événement fondateur de la fédération. L'objectif est d'établir un « bilan des connaissances sur les différents paramètres écologiques du bassin de la Loire » afin que ceux-ci soient pris en compte « dans les opérations d'aménagement et de gestion du fleuve ». Grâce à l'organisation de ce colloque, la FRAPEC est désormais reconnue. Dans le contexte des « états généraux de l'environnement » dans toutes les régions décidés en 1981 par le gouvernement, la jeune fédération est alors sélectionnée pour organiser ceux de la région Centre. Ils se tiennent en 1982 à Orléans. La FRAPEC s'organise et embauche ses 2 premiers salariés en qualité d'objecteurs de conscience.

En 1983, la FRAPEC édite la première « feuille de liaison », destinée à maintenir le lien entre des membres disséminés à l'échelle régionale. L'année suivante, cette publication évolue et laisse sa place à « Nature Environnement en région Centre ».

Entre-temps, l'engagement militant de la FRAPEC relatif à la Loire se poursuit en raison de l'accélération du programme hydraulique. Après le refus qu'un siège soit accordé à la fédération au sein du récent Etablissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents (EPALA), créé par l'État, un accord tripartite est signé en février 1986 entre l'EPALA, l'État et l'Agence de bassin Loire-Bretagne. En réaction, la FRAPEC lance l'idée d'un outil de combat spécifique à la Loire. Ainsi, née le 14 juin 1986 Loire Vivante, dont l'objectif est de rassembler le maximum d'acteurs écologistes. La FRAPEC assure la coordination par l'intermédiaire de son représentant Jean Louis Sénotier, puis par une permanente biologiste de formation, Christine Jean. La stratégie de Loire Vivante évolue très rapidement. Elle ne consiste plus seulement à opposer des arguments « naturalistes » (comme la protection des sternes), mais de démontrer méthodiquement l'argumentaire technique et scientifique de l'EPALA. Dans cet objectif, Jean-Louis Sénotier fait rentrer à Loire Vivante Bernard Rousseau, un scientifique, membre du Comité de bassin Loire Bretagne, et Vice-président de la FRAPEC. Le travail des dossiers et la sensibilisation des journalistes permettent de mettre en lumière le combat Loire auprès de la presse. Par l'intermédiaire de la FRAPEC - devenue entre-temps Nature Centre -, Loire Vivante sensibilise également les journalistes avec des présentations d'arguments techniques et de documentations, organise de nombreuses visites des déversoirs, des vals inondables et des repères de crues, et informe sur le réseau associatif qui œuvre depuis le Mont Gerbier-de-Jonc jusqu'à l'estuaire de la Loire.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

En 1989, Nature Centre organise avec Loire Vivante pendant 15 jours l'opération des « Marcheurs de l'eau » qui rencontre un énorme succès⁵⁴.

En février 1990, Loire Vivante est reçue par Michel Rocard à Matignon et présente ses revendications. Bernard Rousseau, président de Nature Centre, est présent et remet au Premier ministre deux flacons d'eau d'un vert éclatant, puisée dans les barrages de Villerest et de Grangent, fortement eutrophisés. Impressionné par le niveau de pollution de ces barrages, le Premier ministre s'y référera souvent dans ses décisions.

En août 1990, se renouvelle pendant 15 jours l'opération des « Marcheurs de l'eau » qui se termine par le dynamitage symbolique de l'effigie du barrage de Poutès Monistrol, obstacle à la migration des saumons, suivi d'une fête sur le site de Serre de la Fare.

En septembre 1991, Nature Centre organise la fête de l'eau à Orléans en bord de Loire. Théodore Monod préside la manifestation. Au cours de cette fête une pyramide de 3 mètres de haut est construite, sur laquelle des échantillons d'eau polluée, prélevés en rivières ou en sortie des stations d'épuration ou ailleurs sont installés.

Le début de la décennie 1990 annonce une nouvelle période pour Nature Centre ; celle de l'institutionnalisation progressive de la fédération. Si de nombreux « naturalistes » s'étaient transformés en militants ligériens, d'autres ne se retrouvaient pas le combat Loire. Ainsi, tout en gardant un œil sur la Loire, de nouvelles thématiques sont découvertes (Air, Énergie, Déchets, ...).

Le président de Nature Centre, Bernard Rousseau, annonce son départ en février 1991 et devient administrateur de France nature environnement (puis Président de mars 1999 à décembre 2004). En parallèle, un directeur est embauché à Nature Centre pour piloter les projets et coordonner les actions de la fédération.

Depuis la fin de la décennie 1980, Nature Centre s'implique dans la création et le lancement d'un conservatoire régional du patrimoine naturel pour la région Centre. Ce projet aboutit en 1990 avec la création d'un Conservatoire sous la forme d'une structure indépendante assurant la gestion et la protection des espaces naturels, réputés pour leurs qualités biologiques ou esthétiques.

L'année suivante la région Centre crée sa propre direction de l'environnement qui a pour objectif de guider la politique de la région en matière d'environnement. Daniel Muselet, ancien président de Nature Centre, en est le premier directeur. Une politique contractuelle voit alors le jour. Dans ce cadre Nature Centre se voit proposer des « contrats verts » (pour la réalisation d'études, de chantiers sur le terrain, d'actions pédagogiques en direction du public ou des scolaires) par la Région.

⁵⁴ *Portée à dos d'homme vers la mer, l'eau de la Loire est prélevée à chaque étape depuis les sources du Mont Gerbier de Jonc jusqu'à son estuaire à Nantes.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Toujours en ce début des années 1990, deux nouvelles structures voient le jour : la Direction régionale de l'environnement (DIREN) et la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et l'environnement (DRIRE). Ces nouveaux acteurs sont appelés bien souvent à prendre des décisions, et les écologistes se positionnent en partenaires à même d'apporter une expertise technique. Nature Centre apprend ainsi à s'institutionnaliser, en s'asseyant dans les commissions, au milieu des fonctionnaires de l'État, où elle est censée apporter son expertise technique aux cotés de lobbys (agriculture, chasse,...).

En 1994, l'État et l'EPALA co-signent le Plan Loire Grandeur Nature (1994-2000), qui représente un tournant dans l'histoire du fleuve. Si un volet hydraulique subsiste, il n'est plus question de chercher à « dompter » la Loire (le Plan 2 (2000-2006), portant la marque de Dominique Voynet, mettra l'accent sur la reconquête des milieux naturels et après un échec en 1999, la Loire est finalement inscrite au Patrimoine de l'Humanité le 30 novembre 2000, lors d'une assemblée de l'UNESCO à Cairns).

De 1994 à 1996, Nature Centre participe à l'élaboration du plan régional des déchets spéciaux avec la DRIRE. Il s'agit de s'impliquer dans la rédaction de ce plan, d'étudier notamment l'implantation d'un « Centre de stockage de déchets ultimes stabilisés » (CSDUS) dans la région Centre. Un partenariat avec la société France Déchets sera formalisé le 29 avril 1996 par une convention pour 3 ans incluant une participation financière en échange de laquelle Nature Centre s'engage à mener des actions de sensibilisation sur les déchets auprès du public dans la région. C'est la première fois que Nature Centre se lie à une société privée. Pour autant, une polémique naît autour d'un projet de création de centre à Charenton dans le Cher par France déchets. « L'indépendance » de Nature Centre est alors mise en doute, puis le 15 décembre 1997, la fédération dénonce la convention avec France Déchets.

Dans le contexte de la loi de 1996 sur le niveau de pollution et la qualité de l'air dans les agglomérations de plus de 100.000 habitants, Nature Centre participe à la création de LIG'AIR, le 27 novembre 1996 (association mandatée pour assurer la surveillance de la qualité de l'air dans la région Centre).

En 1997, Nature Centre lance l'idée d'un rassemblement du monde associatif de l'environnement sur un seul lieu. Ainsi sont notamment pressentis, la Fédération nationale des conservatoires du patrimoine naturel, le Conservatoire régional du patrimoine naturel Centre, Nature Centre et le Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre. De plus, après un soutien de l'État, de la Région, de la Ville d'Orléans, plusieurs projets émergent en faveur de la réalisation d'un centre régional de ressources sur le développement durable permettant d'offrir une vitrine aux associations de niveau national et régional œuvrant dans le domaine de l'environnement, et du développement de la formation des acteurs et de la sensibilisation du public. Ce projet évolue, d'abord par la

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

création d'un Écopôle virtuel, puis physiquement avec la création de l'Écopôle au 3 rue de la Lionne à Orléans qui regroupe aujourd'hui dans ces locaux des associations telles que FNE, FNE Centre – Val de Loire et le CEN Centre – Val de Loire et qui fédère un réseau régional d'une cinquantaine d'associations.

À partir de 1999, Nature Centre est particulièrement active dans l'élaboration du Plan régional sur la qualité de l'air (PRQA) et innove en introduisant la notion du risque sanitaire. En parallèle, la fédération réalise une « Expo Air » qui fera, par la suite, le tour de tous les réseaux en France.

En décembre 1999, Nature Centre participe à un séminaire de réflexion sur les milieux naturels, organisé par FNE. La fédération est peu organisée sur ces questions agricoles, en dehors de son réseau « eau » qui travaille sur la mise en place des SAGE. Progressivement Nature Centre avance sur le sujet et met en place un réseau « agriculture » (Nature Centre négociera par la suite avec les agriculteurs pour effectuer un diagnostic d'évaluation de la biodiversité sur les exploitations agricoles et en 2006 une trentaine seront effectués par 3 des associations du réseau par l'intermédiaire de financements de la Région).

Au début de la décennie 2000, Nature Centre affirme sa capacité d'action.

Ainsi, la fédération met à cette période à disposition un centre de prêt d'outils pédagogiques à vocation régionale, sur des thèmes aussi divers que les déchets, l'air, l'énergie, et sur des supports variés (du CD Rom à la mallette pédagogique...). Cependant suite aux restructurations internes, l'outilthèque sera transféré, courant 2008, chez Loiret Nature Environnement qui en assure désormais la gestion.

Toujours au début des années 2000, Nature Centre crée une banque de données sur les habitats et les espèces de la région (ODONAT) qui est toujours utilisée par la majorité des associations fédérées et qui continue d'être alimentée régulièrement. La fédération travaille également à l'inventaire des Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de la seconde génération. Au 31 décembre 2004, malgré les problèmes de trésorerie, plus de 350 sites sont proposés par les associations du réseau. Néanmoins en 2005, la convention ZNIEFF entre la fédération et la DIREN n'est pas reconduite.

À partir de 2003, Nature Centre intervient dans la préparation des Plans de protection de l'atmosphère (PPA) et insiste pour que le réchauffement climatique et la prise en compte des émissions de CO₂ y soient intégrés.

La période du début des années 2000, est pourtant marquée par des difficultés financières pour Nature Centre et le monde associatif en général. En 2002, le gouvernement décide de supprimer les emplois jeunes et incite les associations à se tourner vers les collectivités locales. Le monde associatif est déstabilisé, et en 2005, Nature Centre - qui avait compté jusqu'à dix permanents - est contrainte de supprimer 2 postes et demi. La note suivante apparaît alors dans son rapport

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

d'activités de l'année : « Le désengagement de l'État est également assorti d'une pression très forte pour que les associations de protection de la nature et de l'environnement trouvent les moyens de leur fonctionnement en proposant des « prestations », en intégrant le « marché ». Une telle orientation serait contraire à l'éthique du mouvement associatif, ferait perdre aux militants ce rôle si précieux de médiateur et d'animateur du débat public, pour transformer les associations en bureaux d'études, ou en entreprises de communication à vocation commerciale, désertées par l'engagement citoyen ».

Après les années bouillonnantes de 2000, les subventions ont baissé et la fédération, malgré les nombreuses déclarations sur le développement durable, accuse le coup. Après une diminution importante du personnel, Nature Centre décide de repenser son organisation.

C'est l'objet d'un séminaire interne de février 2008 qui oriente son action en concentrant d'une part son rôle de coordination auprès de ses associations fédérées et d'autre part en revendiquant clairement son attitude militante. Ainsi, elle choisit de renforcer ses activités autour de trois pôles majeurs que sont la biodiversité, l'agriculture, l'eau. Ces orientations ne laissent pas de côté pour autant des réflexions et des réactions sur le changement climatique, l'énergie et les transports...

C'est ainsi que Nature Centre, devenue entre-temps France nature environnement Centre – Val de Loire, se distingue sur de nombreux dossiers d'actualité : la réduction de l'usage des pesticides, des manifestations contre l'ouverture de l'autoroute A19, sa participation aux plans régionaux santé environnement, sur les déchets spéciaux, sur la qualité de l'air.

Son travail collégial avec ses associations affiliées lui permet de promouvoir plusieurs dispositifs du Grenelle comme la trame verte et bleue, les plans climats territoriaux, la place de l'éolien, la dynamisation de l'agriculture biologique...

2.3. Lieu

3 rue de la Lionne

45000 Orléans

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901

2.5. Fonctions et activités

France nature environnement Centre-Val de Loire (anciennement FRAPEC, puis Nature centre) est la fédération régionale des associations de protection de la nature et de l'environnement en région Centre - Val de Loire.

FNE Centre-Val de Loire est apolitique, affiliée à France nature environnement, sa fédération nationale depuis 1980, et agréée pour la protection de l'environnement

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

depuis 1984. Forte des 16 associations locales qui lui sont affiliées, elle est reconnue comme l'interlocutrice des collectivités et administrations en région Centre-Val de Loire.

Au travers de ses différentes missions, la fédération s'est donnée pour objectifs la protection et la conservation du patrimoine naturel ainsi que la restauration de la biodiversité dans une perspective de développement durable en proposant, favorisant et accélérant les démarches et en assurant le relais de la connaissance scientifique.

Pour parvenir à ses objectifs :

- La Fédération fait émerger des projets d'ampleur régionale poursuivant les buts précédemment cités.
- Elle assure une mission d'animation et de coordination avec chacune des associations affiliées pour les accompagner dans la mise en œuvre de la déclinaison des projets régionaux sur leur territoire d'action.
- Elle participe aux débats publics en faisant part de sa position et en étant force de proposition. Les solutions qu'elle apporte visent toujours à préserver et protéger l'environnement (FNE Centre Val-de Loire siège dans plusieurs organismes consultatifs tels que le Comité de Bassin Loire-Bretagne et le Conseil économique, social et environnemental de la région...).
- Par l'intermédiaire de la rédaction et de l'élaboration d'outils de communication, FNE Centre-Val de Loire œuvre à la sensibilisation du grand public et des professionnels sur de nombreuses thématiques (usage des produits phytosanitaires, plantes invasives, biodiversité animale et végétale...).

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

France nature environnement Centre Val-de-Loire dispose d'un conseil d'administration comptant actuellement 29 membres, représentatifs et issus des 16 associations qui la composent.

Le Bureau de FNE Centre Val-de-Loire se compose de huit membres, dont l'actuel Président Samuel Senave.

FNE Centre Val-de-Loire dispose de cinq salariés permanents, dont l'actuelle Directrice Lucile Pierrard.

Les présidents successifs de la fédération sont les personnalités suivantes :

- Jean-Paul Thévenin (1980-1982)
- Jean-Louis Senotier (1983-1984)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- René Pecherat (1985-1987)
- Daniel Muselet (1988)
- Bernard Rousseau (1989-1991)
- René Pecherat (1991-1994)
- Guy Janvrot (1995-1998)
- Bernard Rousseau (1999-2001)
- Guy Janvrot (2001-2017)
- Samuel Senave (2017 - aujourd'hui)

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement Centre Val-de-Loire entretient les relations suivantes :

- Membre du réseau national France nature environnement.
- Composée d'un réseau de seize associations, réparties dans l'ensemble de la région Centre – Val de Loire et qui ont, de par leur histoire et leur contexte local, chacune leur spécificité et leurs domaines de compétences privilégiés, mais se coordonnent au sein de la fédération dans l'objectif de protéger la nature et l'environnement : l'AVERN, le CDPNE, la CERCOPE, Corbeaux Gâtinais Nature, Eure-et-Loir Nature, Indre Nature, Loiret Nature Environnement, LPO-Touraine, Loir-et-Cher Nature, Mardiéval, Mauves Vivantes, Nature 18, Perche nature, la SEPANT, Sologne nature Environnement, Société française d'orchidophilie Centre-Loire.
- Partenariats avec notamment le Conseil régional Centre-Val de Loire, l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), , ÉcoPôle de la région Centre – Val de Loire, Agence régionale de santé, Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire, Direction régionale de l'agriculture et de la forêt Centre– Val de Loire.
- Représentation dans des instances extérieures, dont : le Conseil économique social et environnemental, le Mouvement associatif, le Comité de suivi des fonds européens, le Comité régional d'attribution des aides de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME,) l'Observatoire régional d'énergie, Lig'Air, la Commission régionale de la forêt et du bois, le Conservatoire d'espace naturels de la région Centre-Val de Loire, le Comité de bassin Loire-Bretagne, le Comité de pilotage éolien de la région Centre-Val de Loire, le Groupe de concertation nitrates.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Samuel Senave, Président de FNE Centre – Val de Loire et administrateur à Sologne nature environnement.

Guy Janvrot, Vice-président de FNE Centre – Val de Loire, ancien président de FNE Centre – Val de Loire et Administrateur à Loiret nature environnement

Site : <http://www.fne-centrevaldeloire.org/>

Présentation du contenu conservé par France Nature Environnement (FNE) Centre Val-de-Loire et Guy Janvrot :

- **Fonds FNE Centre Val-de-Loire conservé au sein de son siège 3, rue de la Lionne à Orléans (1980-2017) (environ 10,0 ml)⁵⁵**

Administration et composition :

Comptes rendus de Conseils d'administration (1996-1998).

Personnel (1,0 ml) :

Salaires (1993-2003), dossiers de personnels.

Comptabilité :

Livre de compte de la FRAPEC (1980-1984) ;

⁵⁵ La majeure partie des fonds de FNE Centre – Val de Loire ont été détruits vers 2007, lorsque la fédération était en proie avec d'importantes difficultés financières et menacée de perdre ses anciens locaux.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Comptabilité générale (1994-2017) (4,0 ml). - Grand Livre et bilans financiers (1996-2001), factures (dont ventes) (1996-2017), subventions, impôts, cotisations, talons de chéquiers.

Fonctionnement et activités :

Élaboration du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Nappe de Beauce (1997-2005) (1,0 ml) : dossiers de réunions et de groupes de travail, études et diagnostics (dont étude préalable de 1999) (1983-2005), courriers, comité de suivi, documents de communication (dont plaquettes et lettres d'information) ;

Dossier de travail sur les pesticides (2003-2008) (0,10 ml) ;

Biodiversité. - Étude et diagnostic dans les exploitations agricoles ; dossier de travail relatif à l'élaboration du livre rouge ; inventaires ZNIEFF.

Documentation

Publications diverses de la FRAPEC, Nature Centre et FNE Centre – Val de Loire : « Recherches naturalistes », « Annales biologiques du Centre : mammalogie », 1985), brochures et plaquettes FNE CVL, documents de sensibilisation divers ;

Affiches ;

Banderole ;

Photographies et diapositives (0,50 ml) ;

Mémoires sur les mares et zones humides ;

Documentation diverse (dont inondations et crue de la Loire (décennie 1990)).

• Fonds d'archives numériques FNE Centre Val-de-Loire « Guy Janvrot » (1996-2017) (16 Mo)⁵⁶

Administration et composition, vie statutaire :

Statuts de Nature Centre (1997) ;

Adhésion au Graine Centre (1997) ;

Règlement intérieur de Nature Centre (1998) ;

Projet fédéral Nature Centre de l'année 2005 ;

Rapport d'activités de l'année 2006 ;

⁵⁶ *Passionné de photographie dès l'âge de 15 ans, et amoureux de la nature, Guy Janvrot a investi son temps de loisir à la préservation de l'environnement en présidant l'association Loiret Nature Environnement (LNE) pendant 6 ans, puis pendant 23 ans, en présidant la fédération régionale Nature Centre - France-Nature-Environnement Centre-Val de Loire (FNE CVL). Guy Janvrot est actuellement administrateur de LNE et Vice-Président de FNE CVL.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Information de Guy Janvrot sur la refondation de Nature Centre (2007) ;

Séminaire de Nature Centre de 2008 à l'abbaye de Seuilly : compte-rendu ;

Projet politique de Nature Centre (2009).

Correspondance :

Courriers de Nature Centre - FNE CVL, dont : à la DRAF (2006), au Préfet de région au sujet des biocarburants (2006), au Préfet de région au sujet de la qualité de l'environnement et du développement durable (2006) ;

Lettre de Bernard Rousseau à Monsieur Gayssot, Ministre de l'Équipement, du Transport et des Logements au sujet de l'aéroport de Beauvilliers (15 mars 2000).:

Charte entre Nature Centre et le Conservatoire du Patrimoine Naturel de la région Centre (30 avril 1996) ;

Intervention de Nature Centre au CESR sur la consultation préalable à la réalisation du TGV Tours - Bordeaux (1998) ;

Plate-forme d'orientation du réseau déchets régional de Nature Centre (1998) ;

Propositions de Nature Centre au Conseil régional pour les élections (1998) ;

Réflexion sur le contrat de plan 1999-2004 (1998) ;

Compte rendu de la rencontre avec le SAFER (2010) ;

Accord cadre régional 2010-2012 ;

Contributions de Nature Centre relatives : à l'élaboration d'un plan régional en région Centre (1999), au CDSUS de Charenton-sur-Cher (1999), à l'élaboration du schéma de services collectifs sur l'énergie (1999), au Contrat de plan 2007-2013 (2006), à la stratégie régionale Biodiversité de Nature Centre (2010), au SCRAE (2012), au FEADER (2013) ;

Projet de questions soumis aux candidats lors des élections de 2004 (2004) ;

Projet du « Grand Défi pour la Biodiversité régionale » (2010) : présentation ;

Énergies. - Note sur les interventions de Nature Centre lors de la discussion sur le SSC énergies (1999) ; contribution de Nature Centre pour la région Centre relative aux expériences et propositions : document de travail (2000) ; réflexion sur l'émergence de la demande chez les particuliers et sur la sensibilisation et l'information (2006) ;

Étude de faisabilité d'un Parc naturel régional de Sologne par Jean-Pierre Bernagaud (2001) ;

Étude sur le positionnement stratégique de Nature Centre : rapport final (2007) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Étude de faisabilité de la mise en œuvre de la stratégie biodiversité en région Centre (2011) ;

Prises de position de Nature Centre, dont : sur le troisième aéroport bassin parisien (2000), sur le projet de plan régional de la qualité de l'air en région Centre (2001), sur l'agriculture (2006), sur les boues des stations d'épuration (2009), sur l'Agence régionale de biodiversité (ARB) (2017) ;

Réflexion et position de Nature Centre pour une Conférence régionale de l'Environnement modifiée (1998) ;

Argumentaire de la fédération Nature Centre dans le cadre de la préparation de la loi sur la biodiversité ;

Discours de Guy Janvrot en tant que Président de Nature Centre (1997-2014) (dont à l'occasion de l'inauguration du SIRFF (Système d'Information Régional sur la Faune et la Flore) et inauguration de l'observatoire régional de la biodiversité).

Documentation produite par Nature Centre – FNE CVL :

Livre Blanc (1997) ;

Lettres d'informations FNE CVL;

Historiques de la FRAPEC - Nature Centre (2008).

Dates extrêmes

1980 – 2017

Métrage linéaire conservé

Environ 10,0 ml.

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprends notamment les comptes rendus des assemblées générales (2010-2017), des vidéos et des publications, disponibles sur le site de l'association)

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation des archives, situées dans un environnement sain, malgré le manque d'espace de stockage.

La plupart des documents disposent d'un conditionnement.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Localisation physique

3 rue de la Lionne

45000 Orléans

Modalités d'accès

Sur demande :

Courriel : contact@fne-centrevaldeloire.org

Tél. : 02.38.62.78.57

Groupement d'intérêt public Seine-Aval

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

GIP.

1.2. Forme autorisée du nom

Groupement d'Intérêt Public Seine-Aval.

1.3. Autres formes du nom

GIP Seine-Aval.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2003 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le programme de recherche scientifique Seine-Aval a été mis en place en 1995 sur l'estuaire de la Seine. D'abord concentré sur le fonctionnement environnemental de l'estuaire, il a évolué vers un programme de recherche finalisée.

Dans son prolongement, le Groupement d'intérêt public Seine-Aval a été créé en 2003 puis, renouvelé en 2007 pour 6 ans et en 2013 pour 8 ans, afin de disposer sur l'estuaire de la Seine d'une interface pérenne, capable de renforcer les collaborations entre chercheurs, gestionnaires et décideurs du territoire.

Un groupement d'intérêt public (GIP) est une structure partenariale qui permet de développer des coopérations entre collectivités publiques et partenaires privés. Les membres décident de mettre en commun leurs moyens pour une durée déterminée et sur des missions précises.

Les limites géographiques du GIP, sont fixées :

. à l'amont : par le barrage de Poses, le Programme interdisciplinaire de recherches sur l'environnement (PIREN) Seine étant chargé des problématiques en amont du bassin ;

. à l'aval : au tiers oriental de la Baie de Seine;

. à tous les bassins versants internes au système estuarien et à leurs milieux.

2.3. Lieux

Pôle régional des savoirs

115, boulevard de l'Europe

76100 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Établissement public.

2.5. Fonctions et activités

Le GIP Seine-Aval a pour but de transmettre des données à haute valeur. Il assure, par son pôle scientifique, la maîtrise d'ouvrage des actions de recherche du programme Seine Aval et par son pôle opérationnel, la maîtrise d'ouvrage des applications de la recherche et le transfert des résultats de cette recherche. Le GIP est appelé à contribuer à la réflexion engagée dans le cadre du Plan de Gestion Globale de l'Estuaire de la Seine auquel il apporte son expertise et son savoir-faire opérationnel.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

. L'Agence de l'eau Seine-Normandie

. les Grands ports maritimes du Havre et de Rouen,

. les conseils régionaux de Basse et Haute-Normandie,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- . les conseils généraux du Calvados, de Seine-Maritime et de l'Eure,
- . l'Union des industriels de la chimie – Normandie,
- . la communauté de l'agglomération Havraise,
- . la communauté d'agglomération Rouen-Elbeuf-Austreberthe.

3.2. Type de relations

Ces 11 membres assurent le pilotage et le financement du GIP Seine-Aval au travers d'un conseil d'administration.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://seine-aval.crihan.fr/>

Présentation du contenu conservé par le Groupement d'intérêt public Seine-Aval :

Administration et composition : compte-rendu de conseil d'administration et d'assemblée générale, instances et organigrammes.

Comptabilité : journaux de recettes et de dépenses, bilan, exercices, comptes de résultats, grands livres...

Activités (1999-2014) : études de synthèse, référentiels topographiques, suivis en continu.

Ouvrage « La Seine en Normandie » (2012).

Programmes scientifiques numéros 1 à 16 (1999-2007).

Journal d'information *Comprendre notre estuaire* numéros 2 à 9 (2009-2013).

Synthèses des travaux BEEEST (2011).

Bulletin spéciale Seine-Aval *Estuaires Nord-Atlantique : problèmes et perspectives* (2006).

Posters sur les poissons de Seine, panneaux.

Livrets (2007-2012) : *Stratégie d'observation à long terme en milieu estuarien, Biodiversité et restauration dans l'estuaire, Restauration environnementales et reconquête de l'estuaire de Seine, Le Paysage dans l'estuaire de la Seine, partage des visions et des projets, Impacts du réchauffement climatique sur l'estuaire de la Seine, Contamination de l'estuaire de la Seine et notion de risque, Restauration et Reconquête, Outils d'observation et modèles mathématiques.*

Guides : *Le Suivi du zooplancton en milieu estuarien, Le Suivi de l'avifaune en estuaire de Seine, Le Suivi de l'ichtyfaune en estuaire de Seine, L'Étude du macrobenthos.*

Plaquettes (2008-2013) : *État des ressources biologiques, Usages et aménités, Contextes climatique, morphologique et hydro-sédimentaire, Du Bassin à la Seine, L'Estuaire de Seine, Qualité de l'eau et contaminations.*

Fascicule (2009-2014) : *Programme Seine-Aval, la Génotoxicité, Évolution morphologique d'un estuaire anthropisé, Le Benthos, Effet de la contamination chimique, Écologie du copépode eurytemora affinis, Contre Vents et marées, L'Estuaire de la Seine : état de santé et évolution ; Fascicule de vulgarisation* (2010)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

: *25 Questions sur la contamination en PCB de l'estuaire de Seine*.
Recueils cartographiques (2011) : cartographies des zones riveraines de l'estuaire de la Seine : *Végétation, hygrophylie et connectivités latérales, Nature, état et accessibilité des berges*.

Dates extrêmes : 2003-2014.

Métrage linéaire : 20 ml.

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (325J) :

Activités (1999-2014) : ouvrage « La Seine en Normandie » (2012).

Programmes scientifiques numéros 1 à 16 (1999-2007).

Journal d'information *Comprendre notre estuaire* numéros 2 à 9 (2009-2013).

Synthèses des travaux BEEST (2011).

Bulletin spéciale Seine-Aval : *Estuaires Nord-Atlantique : problèmes et perspectives* (2006).

Posters sur les poissons de Seine, panneaux.

Livrets (2007-2012) : *Stratégie d'observation à long terme en milieu estuarien, Biodiversité et restauration dans l'estuaire, Restauration environnementales et reconquête de l'estuaire de Seine, Le Paysage dans l'estuaire de la Seine, partage des visions et des projets, Impacts du réchauffement climatique sur l'estuaire de la Seine, Contamination de l'estuaire de la Seine et notion de risque, Restauration et Reconquête, Outils d'observation et modèles mathématiques*.

Guides : *Le Suivi du zooplancton en milieu estuarien, Le Suivi de l'avifaune en estuaire de Seine, Le Suivi de l'ichtyfaune en estuaire de Seine, L'Étude du macrobenthos*.

Plaquettes (2008-2013) : *État des ressources biologiques, Usages et aménités, Contextes climatique, morphologique et hydro-sédimentaire, Du Bassin à la Seine, L'Estuaire de Seine, Qualité de l'eau et contaminations*.

Fascicule (2009-2014) : *Programme Seine-Aval, la Génotoxicité, Évolution morphologique d'un estuaire anthropisé, Le Benthos, Effet de la contamination chimique, Écologie du copépode eurytemora affinis, Contre Vents et marées, L'Estuaire de la Seine : état de santé et évolution ; Fascicule de vulgarisation* (2010) : *25 Questions sur la contamination en PCB de l'estuaire de Seine*.

Recueils cartographiques (2011) : cartographies des zones riveraines de l'estuaire de la Seine : *Végétation, hygrophylie et connectivités latérales, Nature, état et accessibilité des berges*.

A noter :

Présents uniquement en version numérique : posters des poissons de Seine, dépliant, panneaux.

Des compléments d'informations ou des plaquettes manquantes en version papier sont présentes en version numérique.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Métrage linéaire : 0,50 ml.

Lieux de conservation :

G.I.P. Seine-Aval

Pôle régional des Savoirs

115, boulevard de l'Europe

76100 Rouen

Archives départementales de la Seine-Maritime

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Haute-Normandie nature environnement (HNNE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Haute-Normandie nature environnement.

1.3. Autres formes du nom

H.N.N.E.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2000 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Haute-Normandie nature environnement est une fédération des associations de Haute-Normandie de protection de la nature et de l'environnement.

Fondée en 2000, elle regroupe près de 80 associations sur l'ensemble de la région (Seine-Maritime et Eure).

H.N.N.E. s'est constituée sous l'impulsion de personnes engagées sur un objectif commun : la protection de la nature et de l'environnement régional.

Membre de France nature environnement, fédération française reconnue d'utilité publique, elle intervient tantôt en qualité de lanceur d'alerte afin de mobiliser l'opinion publique ou des décideurs locaux devant des dossiers primordiaux ou des projets dangereux et de faire reconnaître les préoccupations en matière d'environnement.

2.3. Lieu

Pôle Régional des Savoirs

115, Boulevard de l'Europe

76100 Rouen

2.4. Statuts juridiques

H.N.N.E est agréée au titre de l'article L 141-1 du Code pour la protection de la nature et de l'environnement et au titre du Ministère de la Justice.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.5. Fonctions et activités

HNNE fédère un mouvement diversifié d'associations de terrain, d'associations régionales spécialisées, investies sur un ensemble de thématiques bien définies : faune, flore, espaces naturels, biodiversité, risques industriels, santé, eau, air, déchets, transports, énergies, patrimoine, développement durable...

En tant que fédération régionale, H.N.N.E. a pour but d'animer le réseau associatif, et d'assurer un rôle de représentation de la société civile dans diverses instances pour apporter sa contribution, permettant ainsi d'enrichir les politiques publiques par la prise en compte des préoccupations environnementales.

Elle a pour principaux objectifs :

- d'agir pour la protection de l'environnement en étant force de proposition à chaque échelle du territoire régional ;
- de coordonner et structurer le mouvement associatif par la diffusion d'informations, en servant de relais de la fédération nationale France Nature Environnement, en se positionnant à l'échelle régionale sur les grandes problématiques environnementales ;
- de soutenir et d'accompagner les actions de ses associations membres ;
- de représenter les associations auprès de l'administration et des collectivités et de contribuer à la construction de politiques publiques durables ;
- d'éduquer, de former, et de sensibiliser les citoyens ;
- de saisir les tribunaux lorsque le droit de l'environnement est bafoué.

Chaque année, H.N.N.E. réalise 4 projets de sensibilisation à la nature dont :

Les rencontres du Hérisson, programme de plus de 420 sorties nature, gratuites et réalisées sur le terrain par les bénévoles des associations membres de la fédération ;

« Que deviennent nos Hirondelles ? » : enquête unique qui permet le comptage des nids occupés sur le territoire haut-normand en constituant un réseau d'observateurs pour mesurer leur évolution et sensibiliser la population à la protection de ces espèces menacées.

Pour dynamiser le réseau, l'association multiplie les échanges de savoirs et d'expériences par la diffusion d'informations, l'organisation de réunions, de formations ou la conduite de projets communs.

2.7. Organisation interne

1 salarié

80 associations membres d'HNNE

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement ;

Groupement national des employeurs associatifs.

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Septembre 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.hnne.fr/>

Présentation du contenu :

Administration et composition (2000-2014) : comptes-rendus de conseil d'administration et de d'assemblée générale (2000-2014), dossiers de gestion du personnel, correspondance.

Comptabilité (2000-2014) : comptes de résultats, journaux de recettes et de dépenses, demandes de subventions, correspondance, pièces justificatives.

Correspondance (2010-2014).

Activités (2000-2014) : rapports d'activités, bilans, agenda d'activités, livret.

« *Que deviennent nos Hirondelles ?* » (2003-2007) : dossiers de subventions, fiche questionnaire, mallette pédagogique, enquête, comptabilité, correspondance.

Salon Nature et Jardin : documents de travail, plaquettes, présentation des stands, travaux sur les thèmes développé par le salon, correspondance.

Les Rencontres du Hérisson : rédaction d'articles, tiré à part, livret, programme des associations membres, correspondance.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Documentation : guides, Code civil, Code de l'Environnement.

Documentation fédérale : rapports d'activités, guide pratique des infrastructures de transport en environnement, flyers, plaquettes, livrets.

Documentations des associations membres de H.N.N.E. : plaquettes, livrets, dépliants, flyers.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Haute-Normandie nature environnement

115, boulevard de l'Europe

76100 Rouen

Indre nature

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Indre Nature

1.3. Autres formes du nom

Fusion de trois anciennes associations :

- la Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre (SEPANI, créée en 1969),
- Nature Brenne Pays blancois,
- le Groupe d'étude de l'avifaune de l'Indre (GEAI).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Fondée en 1988, « Indre Nature » est à l'origine une fusion de trois associations historiques de la protection de la nature et de l'environnement dans le département de l'Indre : la « Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre » (SEPANI), « Nature Brenne Pays blancois » et le « Groupe d'étude de l'avifaune de l'Indre » (le GEAI).

L'association a été déclarée en Préfecture le 21 juillet 1988 (déclaration publiée au Journal officiel du 24 août 1988) au chapitre des modifications du « Groupe d'Étude de l'Avifaune de l'Indre ». Les principales personnalités fondatrices de l'association sont Dominique Moreau, premier Président et ancien Président de « Nature Brenne Pays blancois », Joël Moulin et Jean-Pierre Barbat. L'association s'installe alors au cœur du parc naturel régional de la Brenne, au lieu dit de Cambrai dans la commune de Rosnay.

Cette fusion d'associations en une entité est la réunion d'un héritage et d'un passé commun au service de la protection de la Nature. Il est ainsi nécessaire de remonter à l'origine de ce mouvement dans le département de l'Indre avec la création en

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

1969 de la « Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre » (SEPANI) par René Pécherat⁵⁷.

Cette fondation de la première association de défense de la nature dans l'Indre, s'inscrit dans la lignée de l'émergence du mouvement de la protection de la nature dans la région Centre et de départementalisation du mouvement associatif débutée dans la décennie 1960 impulsée par des personnalités telles que Vincent Labeyrie ou René Pécherat (création de la SEPANT en 1966 dans l'Indre-et-Loire par Marc Jacquet, Vincent Labeyrie et le chanoine Corillon ; de la SEPANEC en 1970 dans le Cher ; de la SEPANLC dans le Loir-et-Cher...).

Dans la foulée, d'autres associations éclosent dans le département de l'Indre. Vers 1974 – 1976 sont créées « l'Alouette » et « Le chevalier », toutes deux associations de naturalistes. En 1978 est fondé le « Groupe d'Étude de l'Avifaune de l'Indre » (GEAI) par également de jeunes naturalistes, dont l'ancien Président Michel Prévost.

La décennie 1980 voit à l'inverse la fusion de ses associations aux nombreuses visions communes de la protection de la nature et de l'environnement. Vers 1981, « l'Alouette » et « Le chevalier » deviennent « Nature Brenne Pays blancs » sous la Présidence de Dominique Moreau. En 1988, c'est enfin la réunion de cette dernière avec le GEAI et la SEPANI pour former « Indre Nature ».

En 1992, le siège « d'Indre Nature » se déplace à son lieu actuel au Parc Balsan à Châteauroux (par convention précaire avec la Mairie, devenue depuis 2017 annuelle).

Après le décès de Dominique Moreau en 1998 - en cours de son mandat de Président – débute une crise interne au sein « d'Indre Nature » pour des divergences de visions. Il s'opère alors en 2000 une séparation qui voit le départ d'un certain nombre de naturalistes et donne lieu à la fondation de « Berry Nature Environnement » par Michel Prévost.

Depuis, « Indre Nature » s'est reconstruite et redéveloppée en recentrant ses objectifs qui ont été notamment redéfinis lors de la modification des statuts de 2005 ou lors de l'adoption du projet associatif de 2015.

⁵⁷ René Pécherat (1922-2016) naquit à Sainte-Lizaigne et passa une partie de son enfance au Blanc. Instituteur à Buzançais, puis à Châteauroux, il entra dans la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale. Ses centres d'intérêt furent multiples : patrimoine, environnement, photographie. Il devint ainsi, après sa retraite, le photographe des Archives départementales de l'Indre. Militant de la protection de la nature et de l'environnement, il créa en 1969 la SEPANI (aujourd'hui, Indre Nature) et devint son premier Président. Il fut également à l'origine de la création du parc naturel régional (PNR) de la Brenne. Ardent défenseur des sites géologiques, préhistoriques et archéologiques et amoureux du patrimoine, il occupa trente-six années durant la présidence de l'Académie du Centre.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.3. Lieu

Parc Balsan

44 Avenue François Mitterrand

36000 Châteauroux

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

« Indre Nature » est une association de protection de la nature et de l'environnement de type Loi 1901, à but non lucratif et qui a pour objet :

- « la gestion, l'étude et la protection de la nature (faune et flore) ainsi que la conservation du patrimoine naturel et de la biodiversité du département de l'Indre ;
- L'initiation, l'éducation et la formation du public et des jeunes à l'écologie et aux sciences naturelles ;
- La conservation des écosystèmes terrestres et aquatiques ainsi que la gestion de la ressource en eau dans un souci d'équilibre écologique ;
- la protection et l'aménagement du cadre de vie et de l'environnement »⁵⁸.

Pour l'association, ces objectifs constituent les enjeux majeurs pour le devenir de la planète et l'avenir des générations futures. « Indre Nature » participe ainsi activement au débat environnemental afin de garantir à la population actuelle et aux générations futures un patrimoine naturel préservé, un environnement et un cadre de vie de qualité. L'association entend relever, au niveau local du département de l'Indre ces enjeux à la fois par la mobilisation de ses adhérents et de son équipe de naturalistes spécialisés et en s'inscrivant dans une démarche de partenariat et de dialogue avec les pouvoirs publics et les acteurs économiques, techniques et sociaux de l'Indre.

En conséquence, « Indre Nature » mène de nombreuses actions qui sont organisées dans le projet associatif⁵⁹ défini en 2015 et autour des quatre objectifs statutaires et des axes stratégiques suivants :

- Améliorer la connaissance : L'association mène de nombreuses études des espèces et des milieux (notamment sur la botanique, les mollusques, les

⁵⁸ Extrait de l'article 2 des statuts modifiés et adopté lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 19 mars 2005.

⁵⁹ https://www.indrenature.net/documents/association/Projet_associatif_2015.VD.pdf

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

odonates, les amphibiens, les oiseaux et les mammifères) et enrichit une base de données naturaliste : OBS'Indre.⁶⁰

- Diffusion des connaissances dans les médias (publications d'ouvrages d'Atlas départementaux de fascicules thématiques et de guides, bulletin de l'association, lettres d'information, mise à jour du site internet, réalisation et diffusion d'expositions et de conférences...).
- Protéger les milieux et les habitats à forts enjeux et prioritaires au regard du contexte local (bocage, zones humides, milieux aquatiques, mares, pelouses sèches, prairies naturelles).
- Protéger des espèces emblématiques à fort enjeu et la biodiversité ordinaire.
- Évaluer, restaurer et favoriser la prise en compte de la biodiversité dans les politiques d'aménagement (réalisation d'études d'incidences, d'expertises écologiques, de plans de gestions de sites naturels, de plans régionaux et nationaux d'actions, de mesures agro-environnementales, contribution à l'animation de réseaux Natura 2000, études et suivis avifaunistiques et chiroptérologiques des parcs éoliens, vigilance sur l'ensemble des espaces naturels du département...).
- Éduquer et sensibiliser à l'environnement en proposant des animations sur le terrain, en réalisant des actions de communication et de vulgarisation, pour que la connaissance et la prise en compte du patrimoine naturel soient partagées par le plus grand nombre et en proposant des formations naturalistes et à l'écologie, notamment auprès des jeunes.
- Sensibiliser et accompagner les *acteurs économiques et les collectivités (notamment en contribuant à la mise en place des Trames Vertes et Bleues et à la réalisation de Plans locaux d'urbanisme (PLU))*.
- Participer au débat public, favoriser la prise en compte de la nature et de l'environnement dans les politiques publiques et faire appliquer la réglementation (Indre Nature est représentée *auprès d'une quarantaine de commissions et comités locaux, départementaux et régionaux*).
- Contribuer à la préservation de la ressource en eau et de la continuité écologique des cours d'eau par la défense du point de vue de l'association sur les différentes composantes de la politique de l'eau : continuité écologique de la Creuse, cartographie des cours d'eau, défense de la ressource en eau au plan quantitatif (ex : Observatoire de la ressource en eau) et qualitatif (pollution des eaux).

⁶⁰ <https://obsindre.fr/>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Contribuer à la réduction de l'utilisation des pesticides (co-animation de l'action Objectif Zéro Pesticides (OZP)).

Afin d'exercer pleinement ses missions, Indre Nature bénéficie de plusieurs agréments :

- association agréée pour la protection de l'environnement,
- Jeunesse et éducation populaire,
- au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public,
- missions d'intérêt général (environnement) proposées au titre du service civique.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Indre Nature se réunit une fois par an en Assemblée générale. Elle s'articule autour d'un Conseil d'administration de 12 membres dont le mandat est renouvelé par tiers tous les ans et d'un bureau composé des membres suivants :

- Président : Jacques Lucbert (depuis 2014 et administrateur depuis 2012)
- 1^{er} Vice-Présidente : Ann Woods
- 2^{ème} Vice-Président : Daniel Dufour
- Secrétaire : Régis Cleva
- Secrétaire adjoint : Damien Deschamps
- Trésorière : Agnès Auclair
- Trésorier adjoint : Jean-Pierre Barbat
- Président d'honneur : René Pêcherat (décédé en 2016)

Indre Nature emploie également une équipe de salariés de 9 permanents dont le directeur Francis Lherpinière. Ces derniers sont des naturalistes spécialisés (ornithologues, chiroptérologues, herpétologues, entomologistes, botanistes, et animateurs...).

Cette équipe de salariés est secondée par un réseau de bénévoles expérimentés. Ensemble, ils sont organisés en commissions et groupes thématiques ou clubs (photo, eau, pelotes, biodiversité, bocage, ornithologie...) afin de couvrir l'ensemble des secteurs d'activités de l'association.

Enfin, l'association dispose en 2018 d'un réseau de 702 adhérents.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

« Indre Nature » entretient ou a entretenu les relations suivantes :

- Avec le monde associatif (partenariats et actions communes) : affiliée au niveau régional à France nature environnement Centre-Val de Loire (entretien donc des relations avec l'ensemble des associations du réseau) et au niveau national à France nature environnement, l'Union pour les ressources génétiques du Centre-Val de Loire (URGC), la Société pomologique du Berry, la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO).
- Avec l'État et les collectivités (financements, partenariats et accompagnement, participation au débat public), dont : Union européenne (via le Fonds européen de développement régional (FEDER)), région Centre-Val de Loire, conseil départemental de l'Indre, commune de Châteauroux, participation auprès d'une quarantaine de commissions.
- Avec le mécénat d'entreprise : Jean Hervé, Espace Bio, La Banque populaire.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Francis Lherpinière, Directeur d'Indre Nature.

Jacques Lucbert, Président d'Indre Nature.

Jean-Pierre Barbat, Trésorier adjoint et co fondateur d'Indre Nature, ancien membre du GEAI.

Édith Armand, ancienne secrétaire d'Indre Nature, adhérente depuis 1989.

Site de l'association : <https://www.indrenature.net/>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par Indre Nature à son siège :

Administration et composition :

Assemblée Générale (décennie 2000) : préparation, comptes rendus, émargement et déroulement ;

Conseil d'administration et bureau (1989-2016) (0,35 ml) : comptes rendus des réunions ;

Adhésions (2000-2002) ;

Correspondance :

Courriers départs et arrivés (chronos) (vers 1992 - 2007) (4,2 ml).

Personnel :

Objecteurs de conscience, TUC, emplois jeunes (0,20 ml) ;

Dossiers de personnels (avec contrats), cotisations et charges (1993-1999).

Comptabilité :

Comptabilité générale (1995-2015) (5,0 ml) : grands livres, journaux de comptes, factures, salaires, pièces justificatives ;

Financements et subventions (1989-2016) (1,0 ml) ;

Financements FEDER (2009-2013) (0,40 ml).

Fonctionnement et activités :

Contrat patrimoine naturel Boischaud Sud (0,5 ml) ;

Contrats Vert (0,40 ml) ;

Contrat Vert avec l'Office national des forêts (ONF) (0,1 ml) ;

Contentieux juridiques (1,0 ml) (vers 1984 -2010) ;

Rapports d'études classées par thèmes (dont agriculture, faune, éolien, milieux, sites géographiques) (6 ml) ;

Inventaires, études d'impacts, études des espèces et des milieux et rapports (dont Chauve-souris, oiseaux d'eau hivernaux, outardes, faune-flore en Brenne-Chérine, pelouses calcicoles) (environ 5,0 ml) ;

Fiches de saisies et de données faune-flore (environ 5,0 ml) ;

Études sur la vallée de l'Indre (vers 1996, 2005) ;

Inventaires ZNIEFF (dont fiches pour l'élaboration) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Élaboration de l'atlas Orchidées (avec bilan et observations) (2003) ;

Enquêtes diverses (dont hirondelles) ;

Études d'impacts diverses (dont contournement autoroutier RN 20 de Châteauroux de 1992, pelouses calcicoles, Parc Balsan à Châteauroux) (0,5 ml) ;

Diagnostiques « nitrates » ;

Dossier relatif aux projets d'implantations d'éoliennes ;

Dossier relatif au remembrement de Mongivray ;

Dossier relatif à l'Autoroute A20 ;

Dossier éco parc ;

Dossiers eau et rivières ;

Tourisme : soutien à la petite randonnée ;

Dossiers de travail d'un permanent (0,30 ml) ;

Centres de soin : fiches (1991-2012) ;

Conférences et formations à l'environnement (0,10 ml) ;

Propositions de mesures agro-environnementales ;

Application de Natura 2000 : sensibilisation des agriculteurs dans le cadre de mesures agro-environnementales territorialisées (MAET-MATER) ;

Participation au programme LIFE Brenne (1994) ;

Participation au programme LIFE de conservation de l'Outarde avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) (1997-2001) (1,0 ml) ;

Participation aux commissions (dont CDH, CODERST, CLIS, SDAGE, chasse, carrières) (environ 3,0 ml) ;

Participation à la commission remembrement (2006) ;

Relations avec EDF (dont conventions) (0,20 ml).

Documentation :

Bibliothèque d'Indre Nature « Centre de documentation ». - Publications de l'association : Bulletin « Le G.E.A.I » (1981, 1983 - 1994), bulletin de liaison « Mosaïque » (sous format numérique depuis 2013) (1994-2018), suppléments (« Geai Lu », « Mosaïque ») (1988-2014), publications thématiques (dont « Orchidées », « reptiles et amphibiens », « Orthoptères », « les Chauve-souris »), cassettes VHS (dont « L'Indre Couleur Nature ») ; Publications extérieures à l'association : ouvrages principalement naturalistes (dont « Vertébrés Sauvages du département de l'Indre », René Martin et Raymond Rollinat, 1894), revues et

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

magazines (dont « Ornithos », « Le courrier de la Nature », « L'oiseau magazine », « Symbiose ») ;

Bulletins « Le GEAI » (0,5 ml) et « Mosaïque » (1,0 ml)^[3] ;

Publications extérieures à Indre Nature non intégrées à la Bibliothèque de l'association. - Ouvrages et bulletins d'associations diverses (dont « Cormoran », « bulletin des naturalistes orléanais », « CICONIA », « Combat Nature », « Les naturalistes d'Eure-et-Loir », « Alauda », « La lettre du Hérisson ») (environ 12,5 ml) ;

Réédition des « Oiseaux du département de l'Indre à la fin du XIX^e s. » de M. Rollinot ;

Revue de presse : du Geai et d'Indre Nature par année (1978-2017) (8 classeurs), par thématique environnementale (dont agriculture, manifestations, énergies, Brenne PNR Chérine, eau, pollutions, éolien) (2,0 ml), thématique généraliste (1,70 ml) ;

Association « Jeunes pour la nature » : Albums photo (1973-1978) (2 classeurs) ;

Albums photo divers (dont fleurs de l'Indre) (1,0 ml) ;

Diapositives (dont relatives activités Indre Nature) (1,5 ml) ;

Dessins (dont réalisés par des bénévoles de l'association) ;

Affiches d'Indre Nature ;

Panneaux d'expositions (dont exposition du 20^e anniversaire d'Indre Nature) et objets scénographiques ;

Matériel de stands ;

Maquette du recueil de jurisprudence d'Indre Nature ;

Documentation diverse.

Varia :

Fonds de l'association SEPANI (1969-1991) (0,4 ml) : déclaration au Journal officiel, dossier de constitution, assemblées générales et conseils d'administration (dont comptes rendus 1983-1987), dossiers de personnel, comptabilité, contentieux concernant un complexe auto-moto de Saint-Maur (vers 1991) (0,2 ml) ;

Fonds de l'association Le G.E.A.I : photographies (vers 1979-1992) ;

Fonds Germinet relatif aux questions juridiques et au droit de l'environnement (0,90 ml) ;

Carnets d'observation de Pierre Boyer ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Cartes des rivières de Brenne (1865) ;

Vrac non identifié et documentation diverse.

Dates extrêmes

1969 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 74 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprends notamment les statuts et les documents administratifs importants).

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les archives d'Indre Nature sont localisées au siège de l'association dans deux environnements différents.

Les premiers fonds d'archives (environ 34 ml) se situent dans les bureaux (environnement sain, très bon état de conservation) et sont principalement classés par activités dans des dossiers ou des boîtes archives.

Quant aux autres fonds (environ 40 ml), ceux-ci sont situés à l'étage dans un grenier. L'état de conservation de ces archives est bon malgré un environnement soumis à d'importantes variations de température et à la poussière. Les archives ne sont pas toutes conservées dans des cartons ou des boîtes (surtout la documentation extérieure) et des étagères sont renversées en raison du poids imposé par lesdites archives.

Localisation physique

Parc Balsan

44 Avenue François Mitterrand

36000 Châteauroux

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 02 54 22 60 20

Courriel : association@indrenature.net

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu associé, conservé par les Archives départementales de l'Indre, « Fonds René Pécherat » (104 J) :⁶¹

Ce fonds actuellement non classé, concerne en premier lieu les activités environnementales de René Pécherat.

Dates extrêmes

[XX^e siècle]

Métrage linéaire conservé

9,70 ml

Accroissement

Fonds clos.

Mode d'entrée

Par voie extraordinaire (don effectué en 2016).

Mode de classement et état de conservation.

Non classé. Cotes provisoires attribuées : 104 J 1-77

Localisation physique

Archives départementales de l'Indre

1, rue Jeanne d'Arc

36000 Châteauroux

Modalités d'accès

Non renseignées.

Demande à effectuer auprès des services d'archives départementales de l'Indre :

Tél. : 02 54 27 30 42

Les Archives départementales de l'Indre sont ouvertes au public les lundis, mercredis, jeudis et vendredis de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h.

⁶¹ <http://archives-apne.e-monsite.com/pages/departements/36-indre-2/fonds-rene-pecherat.html>

Journalistes et écrivains de la nature et de l'environnement (JNE)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Journalistes écrivains pour la Nature et l'Écologie

1.3 Autres formes du nom

JNE

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1969 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association des Journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie a été créée en 1969, la même année que la Fédération française des sociétés de protection de la nature devenue dans les années 1980 France nature environnement.

Cette création, au lendemain du mouvement de Mai 1968, correspondait à la fois à la montée des revendications d'une partie de la population française dans les domaines de la protection de la nature et de la préservation de l'environnement et aux efforts d'organisation des associations s'efforçant de convaincre le public et les pouvoirs publics de l'urgence de prendre un certain nombre de mesures. La création de cette association de journalistes spécialisée, deux ans avant celle du ministère de l'Environnement intervenue le 2 janvier 1971, par des professionnels comme Pierre Pellerin (Bêtes et Nature) Jean Carlier (RTL), André Mars-Vallet (L'Humanité), Robert Hantzberg (Le Parisien), Antoine Reille (Télévision), François de La Grange (Télévision), Marcel Ichac ou Jacques Penot, correspondait à un besoin ressenti par les premiers professionnels de la presse et de l'écriture, plus ou moins spécialisés dans les problèmes d'environnement, d'organiser, d'améliorer l'information dans un domaine tout à fait nouveau pour la presse. Avec l'idée que ce regroupement donnerait plus de poids et de force à chacun de ses membres. Cette association se voulait alors un « relais » des revendications du mouvement associatif pour la protection de la nature et des premiers écologistes. L'association a contribué à créer et à soutenir les nouvelles rubriques des journaux consacrés aux questions d'environnement à une époque où tout le monde se méfiait de ce type d'informations.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Les fondateurs de l'association et ses premiers membres étaient essentiellement des naturalistes et des responsables de rubriques liées à la chasse ou à la pêche. Mais très rapidement, le recrutement de l'association s'est diversifié. Au point qu'en 1974, seule occasion pour laquelle l'association de mêla à la politique, elle participa de façon active à « l'invention » de la première candidature « écologiste » à une élection en soutenant et organisant la campagne électorale à la présidentielle de René Dumont.

Ensuite, l'association s'abstint volontairement de jouer un rôle para-politique, retrouvant ainsi une neutralité donnant plus de poids et de liberté à ses membres. Progressivement, les journalistes de toutes sensibilités environnementales ont rejoint cette association, lui donnant une richesse et une « biodiversité » qu'elle conserve aujourd'hui et qui fait sa force et probablement son efficacité. Pour que cesse toute confusion, et tout en gardant de bonnes relations avec cette organisation, l'association des Journalistes pour la Nature et l'écologie, a cessé de faire partie de FNE dans les années 1990, coupant ainsi un cordon ombilical qui pouvait prêter à confusion même s'il avait des raisons historiques. Mais il est clair aussi que la majorité de ses membres restait des « journalistes concernés ». Le postulat de départ d'une sensibilité de ses membres aux problèmes d'environnement n'a jamais été remis en cause, même si l'association a évolué, notamment en s'élargissant. Notre association regroupe aujourd'hui 290 professionnels de la presse écrite ou audiovisuelle, de la formation ou de l'écriture. Ils sont tous spécialisés, en partie ou totalement, dans les problèmes d'environnement, d'écologie, d'éco-tourisme, de protection de la nature, du cadre de vie, des énergies et de l'aménagement du territoire. L'essentiel des médias nationaux et des magazines spécialisés est représenté au sein de l'association et c'est probablement ce qui, depuis le début, constitue aussi sa force d'intervention et de médiation. Un annuaire, reflet de la diversité des membres, est publié chaque année, fournissant les noms, les adresses et les spécialisations de ceux qui adhèrent. Ils sont cooptés par le Conseil d'administration sur des critères liés à l'exercice d'un travail régulier d'écriture et d'information dans les secteurs répertoriés ci-dessus.

Sources <http://jne-asso.org>

2.3 Lieux

Siège social: 6ter rue du colonel Oudot, 75012 Paris

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

L'association a pour fonction de mettre en rapport tous les acteurs de l'environnement et de la protection de la nature, qu'il s'agisse d'organismes officiels,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

d'entreprises, de collectivités territoriales, d'associations ou d'individus, avec des lecteurs, des auditeurs et de téléspectateurs de toutes les sensibilités. L'association se veut donc un intermédiaire entre les sources d'information et le public. Par la participation de ses membres et de ses responsables aux conférences de presse, aux colloques et aux événements liés à ses intérêts multiples, par l'organisation régulière de déjeuners et de petits déjeuners, par des voyages en France et à l'étranger, par la fréquentation des salons et expositions, par la diffusion de dossiers et évidemment par son journal et désormais son site, l'association s'efforce d'organiser efficacement la collecte et la diffusion d'informations que chaque journaliste utilise ensuite en toute liberté. Cette action collective de l'association, y compris lorsqu'il s'agit de provoquer un débat sur un sujet controversé, représente aussi une pression permanente pour une incitation à la transparence dans les domaines qui intéressent chacun de ses membres. Régulièrement, elle reçoit des personnalités aussi diverses que le ministre des Transports, le ministre de l'Environnement, les responsables de la chasse, les présidents d'associations de protection, les directeurs de parc nationaux ou les responsables de la protection nucléaire. A chaque fois, l'objectif reste la diffusion la plus large possible, après contrôle de spécialistes, des informations environnementales, au sens le plus large de ce terme. L'association, qui s'affirme libre de toute attache politique ou partisane est membre-fondatrice de la Fédération Internationale des Journalistes de l'Environnement créée à Dresde en 1993 avant de s'organiser à Paris en 1994. Cette Fédération, actuellement présidée par un journaliste indien, a son siège social et son centre administratif en France. L'association des Journalistes pour la nature est l'écologie est actuellement présidée par Carine Mayo.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Fédération internationale des journalistes de l'environnement

3.2. Type de relations

Membre fondatrice

4. Contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Journalistes écrivains pour la Nature et l'Environnement (JNE), Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.6 Dates de création

1969

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://jne-asso.org>

Fonds « JNE » versé aux Archives nationales⁶²

Référence

227AS

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Fonctionnement de Journalistes écrivains pour la nature et l'écologie (JNE).

Dates extrêmes

1969-2017

Noms des principaux producteurs

Journalistes écrivains pour la nature et l'écologie.

Importance matérielle

16 boîtes, 6 cartons, 1.80 ml.

Langue des documents

Français.

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales.

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine.

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine. Sept articles sont soumis à l'autorisation de JNE. 227AS 4-227 AS 7: délai de 25 ans à compter de la date du document le plus récent.

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

Don

Historique du producteur

Source : <http://jne-asso.org>

L'association des Journalistes-écrivains pour la nature (AJEPN) a été créée en 1969, la même année que la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), devenue dans les années 1980 France nature environnement (FNE).

L'AJEPN est devenue Association des Journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement (AJEPNE) en 1972 puis Journalistes écrivains pour la nature et l'écologie (JNE) en 1981.

⁶² Répertoire détaillé sur le sites Internet de l'AHPNE et du ministère de la transition écologique et solidaire

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

La création de cette association de journalistes spécialisée, au lendemain du mouvement de Mai 1968, correspondait à la fois à la montée des revendications d'une partie de la population française dans les domaines de la protection de la nature et de la préservation de l'environnement et aux efforts d'organisation des associations s'efforçant de convaincre le public et les pouvoirs publics de l'urgence de prendre un certain nombre de mesures. Elle correspondait, deux ans avant celle du ministère de l'environnement intervenue le 2 janvier 1971, à un besoin ressenti par les premiers professionnels de la presse et de l'écriture⁶³, plus ou moins spécialisés dans les problèmes d'environnement, d'organiser, d'améliorer l'information dans un domaine tout à fait nouveau pour la presse. L'idée était aussi que ce regroupement donnerait plus de poids et de force à chacun de ses membres.

Cette association se voulait alors un « relais » des revendications du mouvement associatif pour la protection de la nature et des premiers écologistes. L'association a contribué à créer et à soutenir les nouvelles rubriques des journaux consacrés aux questions d'environnement, à une époque où tout le monde se méfiait de ce type d'informations.

Les fondateurs de l'association et ses premiers membres étaient essentiellement des naturalistes et des responsables de rubriques liées à la chasse ou à la pêche. Mais très rapidement, le recrutement de l'association s'est diversifié. Au point qu'en 1974, seule occasion pour laquelle l'association se mêla à la politique, elle participa de façon active à « l'invention » de la première candidature « écologiste » à une élection en soutenant et organisant la campagne électorale à la présidentielle de René Dumont, l'association s'abstint volontairement de jouer un rôle para-politique, retrouvant ainsi une neutralité qui donnait plus de poids et de liberté à ses membres. Progressivement, les journalistes de toutes sensibilités environnementales ont rejoint cette association, lui donnant une richesse et une « biodiversité » qu'elle conserve aujourd'hui et qui fait sa force et probablement son efficacité. Pour que cesse toute confusion, et tout en gardant de bonnes relations avec cette organisation, l'association des Journalistes pour la Nature et l'écologie, a cessé de faire partie de France Nature Environnement dans les années 1990, coupant ainsi un cordon ombilical qui pouvait prêter à confusion même s'il avait des raisons historiques. Il est clair néanmoins que la majorité de ses membres reste des « journalistes concernés ». Le postulat de départ d'une sensibilité de ses membres aux problèmes d'environnement n'a jamais été remis en cause, même si l'association a évolué, notamment en s'élargissant. Elle regroupe aujourd'hui 290 professionnels de la presse écrite ou audiovisuelle, de la formation ou de l'écriture. Ils sont tous spécialisés, en partie ou totalement, dans les problèmes d'environnement, d'écologie, d'éco-tourisme, de protection de la nature, du cadre de vie, des énergies et de l'aménagement du territoire. L'essentiel des médias nationaux et des magazines spécialisés est représenté au sein de l'association et c'est probablement ce qui, depuis le début, constitue aussi sa force d'intervention et de médiation. Un annuaire, reflet de la diversité des membres, est publié chaque année, fournissant les noms, les adresses et les spécialisations des adhérents. Ils sont cooptés par le Conseil d'administration sur des critères liés à l'exercice d'un travail régulier d'écriture et d'information dans les secteurs répertoriés ci-dessus.

⁶³ Pierre Pellerin (Bêtes et Nature) Jean Carlier (RTL), André Mars-Vallet (L'Humanité), Robert Hantzberg (Le Parisien), Antoine Reille (Télévision), François de La Grange (Télévision), Marcel Ichac ou Jacques Penot.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Historique de la conservation

L'ensemble des dossiers de JNE étaient situés au 6ter rue du colonel Oudot, 75012 Paris Ce don a été réalisé en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE www.AHPNE.fr).

Évaluation, tris et éliminations

Seuls les dossiers comptables ont été conservés par l'association.

Mode de classement

Le plan de classement du fonds correspond à celui mis en place par Carine Mayo, membre de l'association, soit une répartition thématique des documents.

Accroissement

Fonds non clos. Association des journalistes-écrivains pour la nature

Présentation du contenu

Ce fonds concerne le fonctionnement de JNE : conseils d'administration, comptes rendus de voyages, colloques, création de la Fédération internationale des journalistes de l'environnement, études, bulletin « Canard sauvage ».

Sigles

AFP : Agence France Presse

AJE : Association des journalistes de l'environnement

AJEPN : Association des journalistes-écrivains pour la nature

AJEPNE : Association des journalistes-écrivains pour la nature et l'environnement

FFSPN : Fédération française des sociétés de protection de la nature

FIJE : Fédération internationale des journalistes de l'environnement

FNE : France nature environnement

JNE : Journalistes écrivains pour la nature et l'écologie

MNHN : Muséum national d'histoire naturelle

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

Bibliographie

- La place de l'environnement dans les médias [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], enquête, Victoires éditions, 1998 (enquêtes réitérées en 2002, 2005 et 2007 mais non publiées).

- Annuaire des 1000 associations pour l'environnement_[sous la dir. Claude-Marie Vadrot], annuaire, Victoires éditions, 2001.

Don aux Archives nationales : répertoire d'archives détaillé

227AS/1-227AS/7

Statuts.

1977-2005

227AS/1-227AS/2

Conseil d'administration.

1977-2001

Comptes rendus de réunion.

227AS/1

de 1977-1990

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

1977-1990
AJEPNE (1977-1980) puis JNE (1980-1990).

227AS/2
de 1990 à 2001.
1990-2001

227AS/3-227AS/7
Adhérents.
1969-2017

227AS/3
Annuaire.
1969-2017
AJEPN (1969), AJEPNE (1972-1978), JNE (1982-2017).

227AS/4-227AS/7
Fiches d'adhésions.
1969-2007
Délai de communicabilité de 25 ans à compter de la date du document le plus récent.

227AS/4
1969-1975.
1969-1975
Bulletin d'adhésion.

227AS/5
1976-1981, 1984.
1976-1984
Bulletin d'adhésion, cotisation.

227AS/6
1990.
1990
Bulletin d'adhésion.

227AS/7
1992-1996, 1998-2004, 2006-2007.
1992-2007
Bulletin d'adhésion.

227AS/8-227AS/11
Colloques, enquêtes.
1978-2006

227AS/8
L'annuaire des associations pour l'environnement.
2000-2001

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Questionnaire, réponses des associations ; annuaire des 1000 associations pour l'environnement, préface Dominique Voynet, introduction Claude-Marie Vadrot, JNE, 2001 – 1ère édition.

227AS/9

La place de l'environnement dans les médias.

1998-2006

Enquête par Claude-Marie Vadrot et Marianne Dejouet (2002) ; Les Français, l'environnement et les médias, sondage exclusif CSA/JNE (mars 2002) ; La place de l'environnement dans les médias, Claude-Marie Vadrot, Marianne Dejouet de JNE, enquête (1998), préparation du livre blanc (1997) ; coupures de presse (1997-2006).

227AS/10

Projets, colloques, voyages de presse.

1978-1997

Questions aux partis politiques (1978) ; Faut-il supprimer les parcs nationaux, colloque (1983) ; Nature en réserve, Nature en conserve, colloque (1985) ; Quel avenir pour la vie sauvage ?, colloque (1989) ; Journées du livre (1993) ; Temps des livres (1997) ; Voyages de presse au Brésil (1984), au Canada (1986), à Malte (1986), en Guyane (1987), au Moyen-Orient (1996), en Sibérie (1994), à Tchernobyl (1988, 1996).

227AS/11

Projets, congrès, colloques, débats

1994-2005

Invitations reçues (1994) ; Devenir journaliste de la nature et de l'environnement, synthèse, document d'information (1995) ; Les essais nucléaires à Mururoa, communiqué JNE (1995) ; Congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), synthèses, interventions (1998) ; Déjeuner salon Pollutec (1999) ; colloque Chasse (1999) ; relations avec les chasseurs, synthèses, correspondance (2000) ; création du site Internet de JNE, correspondance (2000) ; dernier n° de Combat nature (2004) ; Salon du livre, débat sur l'éducation de l'environnement (2005).

227AS/12

Congrès JNE.

1996-2004

Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) (1996), Ile de Tatihou dans le Cotentin (1999), Vercors (2000), Porquerolles (2004) : organisation, déroulement.

227AS/13

Fédération internationale des journalistes de l'environnement (FIJE).

1992-2002

Création, note, réponse à l'appel de propositions pour des actions générales d'information et de sensibilisation dans le domaine de l'environnement (1993) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

statuts (1994); congrès, organisation (1994), congrès, organisation, publications (2002).

227AS/14-227AS/16

Publications, coupures de presse.
1985-2011

227AS/14-227AS/15

Bulletin de liaison, « Canard Sauvage ».
1985-2011

227AS/14

Bulletin de liaison puis « Canard sauvage ».
1985-1996

Bulletin de liaison n°1 à 25 (1985-1986), « Canard sauvage » n°26 à 45 (1986-1996).

227AS/15

« Canard sauvage ».
1996-2011
N°51 à 101.

227AS/16

Coupures de presse, petits-déjeuners, relations avec les adhérents.
1985-2010

Coupures de presse (1997-2007); dépêches Agence France presse (AFP), relevés de dépêches (1996-1997); petits-déjeuners, carnet de notes (1999-2000); Fusion JNE/Association des *journalistes* de l'environnement (AJE), correspondance (2006); consultation des adhérents (2010), échanges avec les adhérents, cahier (1976-2009), participations, correspondance (1985-1998), hommage à Jacques Penot, ornithologue, recueil de documents (2000).

La Presle

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

La Presle

1.3 Autres formes du nom

La Presle, dite des 4 vallées

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2002-aujourd'hui

2.2. Histoire

La Presle a été créée en 2002. Il s'agissait à l'origine d'une association de riverains d'une dizaine de personnes luttant contre la création d'un stockage de produits phytosanitaires à Faverolles.

Après le succès de son action, la Presle s'est engagée contre la construction par une coopérative d'un silo de grains avec une extension de stockage de produits phytosanitaires à Coulombs près de Nogent-le-Roi. Cette action a demandé à l'association un important travail d'information et est allée jusqu'au tribunal. Cependant, la procédure judiciaire s'est soldée par un échec vers 2005 – 2006.

Malgré cet échec, la Presle poursuit son engagement de protection de la nature et de l'environnement en faisant notamment la promotion d'une agriculture biologique. Dans le cadre de cette démarche, l'association se rapproche de la ferme bio de « Néron » et mène vers 2010 une opération de sensibilisation auprès de communes dans l'objectif d'introduire des produits bio dans les cantines scolaires. La Presle entame alors un rapprochement avec les GAB (Groupe d'agriculteurs biologiques) et SELF Bio Centre (implantation dans le secteur de l'alimentation dans les lycées). Malgré plusieurs échecs, l'association poursuit jusqu'à aujourd'hui la promotion de l'alimentation bio dans la restauration collective en travaillant notamment avec la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB).

La Presle mène également depuis une dizaine d'années le suivi écologique de la rivière Maltorne. Des relevés sont réalisés deux fois par an en dix points de la rivière. Toujours dans cette démarche de protection de la rivière, l'association a créé un aménagement pédagogique en invitant les maires des communes bordant la Maltorne. Un partenariat s'est par la suite développé entre la Presle, la commune de la Boissière (située à la source de la Maltorne), l'école élémentaire, la ferme de la Tremblaye, et l'école Hériot (internat de primaires sur le modèle d'un éco-

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

établissement scolaire). Dans le cadre de ce partenariat, un projet d'aménagement des berges a été lancé à partir de la source. La Presle encadre également tous les jeudis, sous la forme d'un tutorat, des étudiants stagiaires en BTS GPN (Gestion protection de la nature) qui réalisent des animations ou des présentations de travaux.

En parallèle, la Presle a mené de nombreuses réflexions sur de multiples sujets environnements en s'appuyant sur les passions des bénévoles (la gestion des déchets, la sensibilisation au compostage...).

2.3. Lieu

Faverolles

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901

2.5. Fonctions et activités

En tant qu'association de la Protection de la nature et de l'environnement, la Presle s'est fixé pour principaux objectifs d'assurer la transition écologique, d'alerter et de participer au débat public, de valoriser le patrimoine environnemental, et de sensibiliser et d'éduquer à l'environnement à Faverolles et dans la communauté de communes.

Les principales activités menées par l'association sont :

- Participation au débat public dans le cadre de luttes telles que les créations et extensions de stockages de produits phytosanitaires à Faverolles et à Coulombs.
- Assurer la promotion de l'agriculture biologique (notamment dans la restauration scolaire) et de manière plus générale, construire une réflexion sur la question alimentaire inscrite dans une démarche globale de protection de la nature et de l'environnement.
- Protection et mise en valeur des rivières (principalement la Maltorne grâce à la réalisation d'aménagements, d'un suivi écologique régulier et du tutorat d'étudiants stagiaires en BTS GPN...).
- Réflexions et des actions autour de la question des déchets (sur le composte (dont réalisation d'une enquête sur la fonction du composteur), l'épandage des boues d'Achères, la méthanisation de la ferme de la Tremblaye (question des déchets ultimes).
- Réflexions sur de multiples sujets environnements en s'appuyant sur les passions des bénévoles.

La Presle publie également une lettre d'information intitulée la « Feuille de Presle » au rythme de quatre éditions par an (format recto verso 4 fois /an).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.6. Textes de référence

Statuts

2.7 Organisation interne

La Presle est composée d'un bureau d'environ 10 membres. Le conseil d'administration se réunit environ quatre fois par an. L'association organise son Assemblée générale une fois dans l'année.

La Presle s'organise autour de 15/20 bénévoles actifs pour une quarantaine d'adhérents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Monde associatif : Fédération environnement Eure-et-Loir (FEEL) (membre), Bio Centre, GAB (Groupes d'agriculteurs biologiques), Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB).

Collectivités : communes de la Boissière et de Faverolles.

Écoles.

Étudiants stagiaires en BTS GPN

3.2. Type de relations

Avec le monde associatif : adhésions (FEEL , Bio Centre) et/ou actions communes. Partenariat avec les communes de la Boissiere (avec subvention) et de Faverolles, l'école élémentaire, la ferme de la Tremblaye, et l'école Hériot dans le cadre du projet d'aménagement de la Maltorne.

Tutorat d'étudiants stagiaires en BTS GPN.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juillet 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

Martine Trofseau, Présidente de la Presle

Martine Trofseau est également l'actuelle Présidente de la FEEL .

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par La Presle chez Martine Trofleau
Les archives de La Presle sont essentiellement numériques et non sur support papier (cf. ci-après).

Statuts.

Fonctionnement et activités de la Presle :

Comptes-rendus ;

Actions communes et relations avec la Fédération Environnement Eure-et-Loir (FEEL) et BIO Centre ;

Contentieux : extension du silo de Coulombs (0,30 ml) ;

Notes de conférences et d'entretiens.

Documentation :

Lettres d'information « Feuille de Presle » : 60 numéros (2002-2018) (0,20 ml), divers.

Dates extrêmes

2002-2008

Métrage linéaire conservé

Environ 1,0 ml

Stockage bureautique conservé

Archives essentiellement numériques (volume : 5 Go)

Classement dans des dossiers selon le thème et l'activité et l'action : abeilles, adhérents, administration, assemblée générale et conseil d'administration, agence de l'eau Seine-Normandie, Agroécologie, alimentation, arbres et haies, bassins de captage, agriculture et alimentation biologique, biodiversité, compostage, déviation de Nogent-le-Roi, déchets, eau, démocratie environnementale, fumier épandage.

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation

Très bon état de conservation des archives qui sont classées dans des dossiers et des classeurs.

Localisation physique

Faverolles

Modalités d'accès

Sur demande auprès de l'association :

Courriel : lapresle@orange.fr

Les amis des chemins de ronde du Finistère (ACR)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Les amis des chemins de ronde du Finistère

1.3 Autres formes du nom

ACR

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1994 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association des amis des chemins de ronde en Finistère a obtenu en 1999 l'agrément « protection de la nature et de l'environnement ». Elle a pour but la promotion et la défense des sentiers côtiers et de leur environnement naturel.

2.3 Lieux

Siège social

Chez un membre de l'association à Moëlan-sur-Mer

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

L'association a pour objet :

De participer, sur tout le littoral du Finistère, à la création ou à la sauvegarde des « chemins de ronde », c'est-à-dire des chemins publics côtiers, des servitudes de passage établies conformément à la loi du 31 décembre 1976 et des sentiers divers, parallèles ou perpendiculaires à la mer et permettant d'y accéder et de la longer.

De veiller au maintien de l'aspect naturel des sentiers côtiers et à la sauvegarde de leurs abords,- landes, dunes, zones humides, plages, domaine public maritime, milieu littoral en général,- contre les excès de la circulation automobile et ceux de l'urbanisation, notamment.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

D'introduire tous recours, gracieux ou contentieux, contre toutes initiatives privées ou actes administratifs qui, par leur non-conformité avec les lois et règlements en vigueur, compromettraient ou ruineraient l'assiette matérielle ou juridique, l'entretien, la conservation des chemins de ronde, ou encore porteraient une atteinte de quelque gravité que ce soit à l'environnement naturel de ces chemins.

De prendre part à toutes actions de préservation des richesses biologiques du milieu naturel,-en particulier de la faune et de la flore.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://amischeminsderonde.free.fr>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fonds "Les amis des chemins de ronde du Finistère" (ACR).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration, agrément au titre de la protection de la nature... (à partir de 1994).

Dossiers d'actions en justice : servitude de passage des piétons le long du littoral, permis de construire, plan d'occupation des sols, plan local d'urbanisme, décharges sur le littoral finistérien... (à partir de 1993).

Revue de presse sur l'association, la protection du littoral, les municipalités... (à partir de 1994).

Documentation : "journal des amis des chemins de ronde", texte de loi, publications sur la protection et l'aménagement du littoral, l'environnement... (à partir de 1994).

Documents iconographiques : 500 photographies sur des atteintes à l'environnement sur le littoral finistérien (1994-2008).

1993-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 3,30 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez un membre de l'association

Origine

Les amis des chemins de ronde en Finistère

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr

Les amis des sources

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité : Association – Personne privée

1.2. Forme autorisée du nom Les Amis des Sources – Fonds Pierre de Brétizel⁶⁴

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence : 1994 - aujourd'hui

2.2. Histoire

L'association *Les amis des sources* a été créée par le géologue et ancien hydrogéologue agrée de Loir-et-Cher Pierre Borel-de-Brétizel en 1994, alors en pré-retraite. Le siège social de l'organisme dans la commune Peillon correspond avec une recherche menée dans le massif du Mercantour.

L'objectif était de servir d'une part de relais pour les publications des étudiants de l'Institut de Géologie de Cergy Pontoise et d'autre part de réaliser des études hydrogéologiques sur les sources et eaux souterraines en vue de leur protection. Des études ont ainsi été entreprises dans le massif Mercantour, puis dans l'Arc de Nice, le Perche Vendômois et Bassin du Loir, le Haut-Berry (Sancerrois et zones avoisinantes), le Morbihan (bassin de l'Elle et landes de Lanvaux), le Val de Loire Orléanais et le Bassin du Cher. Actuellement un projet de recherche avec la *Cellule de recherche et développement d'expertise et de transfert en traçages appliqués à hydrogéologie et à l'environnement* de l'université d'Orléans (CETRAHE) en partenariat avec l'État, la région Centre Val-de-Loire et l'agence Loire Bretagne se consacre à l'étude de la petite Beauce.

En parallèle, l'association intervient à titre gracieux comme expert pour des particuliers et des collectivités disposant de moyens trop limités pour payer des cabinets de géologues. On dénombre une vingtaine d'interventions d'expertise depuis 1994. L'une d'entre elle a notamment contribué à l'annulation par le Conseil d'État en 2016 d'un projet de centre de stockage des déchets à Nonant-le-Pin (Orne). Il convient de préciser que *Les Amis des sources* a un rôle uniquement d'expert et de scientifique et non de militant.

2.3. Lieu Siège social : 3 le Baous – 06440 Peillon

Direction technique : Malitourne – 41270 Villebarout

⁶⁴ *Pierre de Brétizel est indissociable du fonds de l'association, car il est principal producteur, les archives sont conservées chez lui et il est à l'origine de la création de la structure.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association mène des recherches géologiques sur les eaux souterraines, les systèmes aquifères profonds et leurs émergences naturelles dans l'objectif d'améliorer les connaissances sur la gène et l'environnement des sources et des eaux souterraines. Sa principale activité concerne la cartographie de la Petite Beauce jusqu'aux portes de la Gatine Tourangelle. L'ensemble des recherches font l'objet de publications sous forme d'ouvrages ou d'articles de le bulletin de l'organisme.

En parallèle et sur demande, l'association intervient à titre gracieux comme expert pour des particuliers et des collectivités.

Le site internet <http://amisdessources.org> rend compte de l'activité de l'association et des publications.

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association, publication au Journal Officiel du département des Alpes maritimes de 1994.

2.7 Organisation interne

L'association se compose de géologues confirmés, d'étudiants et d'amateurs (environ 50 membres). Son président est le géologue Pierre Borel-de-Brétil.

L'organisme se réunit annuellement en Assemblée Générale.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

L'association regroupe et travail avec une quinzaine d'organismes-membres, dont :

- AISE Saint-Agil (Loir-et-Cher)
- Comité départemental protection nature et environnement Loir-et-Cher.
- Association Perche nature (Loir-et-Cher)
- Association Saint-Just avenir et environnement (Cher)
- Association Sainte-Montaine (Cher)
- Société d'histoire naturelle de Loir-et-Cher

Sans être adhérente du réseau France nature environnement (FNE) Centre, l'association est affiliée à la structure.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

D'autres partenariats sont menés selon la nature de l'intervention ou le champ de recherche.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Janvier 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://amisdessources.org>

Présentation du contenu conservé par Pierre de Brétizel, Président des Amis des Sources :

Création : statuts (1994).

Administration et composition : comptes rendus des assemblées générales, convocations

Correspondance : chronos, courriels

Comptabilité : journal de caisse, comptabilité analytique, factures, cotisations, dons, subvention de la commune de Peillon.

Fonctionnement et activités : comptes rendus d'activités, prévisions d'activités, trophée agence Loir-Bretagne (1999), dossiers des interventions, études générales (3 ml).

Documentation : bulletins de l'association (dont maquettes), publications (dont maquettes)⁶⁵, documents relatifs aux relations avec l'imprimerie Gruel, cartes topographiques et géologiques, ouvrages de géologie, prospectus.

⁶⁵ L'ensemble des publications ont été versées à la BnF (N°issn 1265-5139, isbn 978-2-28641050-7-7, isbn 978-2-9536394-2-1)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Photographies (environ 1,0 ml) : albums, pellicules argentiques, CD-Rom (Mercantour).

Identification du fonds et conditions d'accès :

Dates extrêmes

1994-2017

Métrage linéaire conservé

environ 10 ml

Stockage bureautique conservé

100 Go (dont copie numérique de l'ensemble des données en version papiers)⁶⁶

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Fonds d'archives physiques non classé, aucun instrument de recherche existant.

Bon état de conservation, environnement sain.

Localisation physique

Le fonds est conservé chez Pierre Borel de Brétizel :

Malitourne,
41270 Villebarout

Modalités d'accès

Par contact avec Pierre Borel-de-Brétizel. pierre.debretizel@nordnet.fr

⁶⁶ *Le volume conséquent résulte du fonds photographique.*

Ligue de protection des oiseaux (LPO) – Groupe du Cher

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Groupe faisant partie de l'association LPO France

1.2. Forme autorisée du nom

Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) – Groupe du Cher

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Décennie 1990 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Le groupe LPO du Cher a été constitué au début des années 1990 par des passionnés d'oiseaux. En tant que groupe LPO, les activités sont communes à celles de la France. Par conséquent, il ne s'agit pas une personnalité morale indépendante, mais d'un membre dépendant du réseau LPO France.

Depuis 2006, le groupe LPO du Cher dispose de locaux au Moulin de Voiselle à Bourges.

2.3. Lieu

Moulin de la Voiselle

5 boulevard Chanzy

18000 Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901 (par l'intermédiaire de la LPO France).

2.5. Fonctions et activités

Le groupe LPO du Cher a pour objectifs de faire connaître les activités de la LPO France auprès du grand public en participant à des manifestations locales comme la fête de la nature à Bourges ou lors de conférences.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Les principales actions et activités du groupe LPO sont les suivantes :

- actions pédagogiques à la demande d'enseignants auprès des élèves des écoles et collèges (meilleure connaissance des oiseaux, sensibilisation aux problèmes liés à la biodiversité),
 - tenue de stands pour faire connaître la LPO et sensibiliser le grand public, avec vente de publications ornithologiques, nichoirs, mangeoires, etc. lors de marchés bio, de marchés de Noël, de fêtes associatives (fête des Associations de Bourges, fête des Marais de Bourges, fête de la Nature),
 - création de parcours pédagogiques sous la forme de sentiers nature,
 - sorties nature animées par un ornithologue (observation et suivi de la faune et de la flore locales),
 - sortie-animation dans le cadre de la Journée mondiale des zones humides et de l'eurobirdwatch (migrations),
 - organisation de manifestations telles que la Nuit de la Chouette tous les deux ans, de conférences, d'expositions,
 - création et gestion de refuges (collectivités ou particuliers),
 - Pose et suivi de nichoirs (rapaces nocturnes, hirondelles ...),
 - comptage d'oiseaux (migration des grues, oiseaux d'eau, rapaces, etc),
 - aide et protection dans les cas de destruction de sites et aide sur les nuisances pour les particuliers
 - activités de conseils relatives à la faune blessée
 - inventaires de biodiversité,
 - actions pour améliorer la biodiversité,
 - participation à certaines commissions locales ayant pour sujet l'environnement,
 - organisation de l'approvisionnement en tournesol biologique en hiver,
 - études ponctuelles menées de concert avec les agriculteurs,
- réflexions et sensibilisation sur les problématiques d'abattages d'arbres.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Le groupe LPO – Cher compte une dizaine de bénévoles actifs et environ 250 adhérents. Il est représenté auprès de la LPO par un délégué qui est actuellement Alain Dailly et qui a succédé à Bernard Michel. Le secrétariat est quant à lui assuré par Jacqueline Dailly.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Le groupe LPO – Cher est financé grâce aux adhésions et au produit de la vente des publications LPO sur les stands lors de manifestations.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Le groupe LPO – Cher mène des actions communes et des partenariats avec le monde associatif local (Nature 18, l'Union française des centres de sauvegarde de la faune sauvage (UFCS) de Vierzon, Atoupic, GO Vierzon, BIO Berry, Patrimoine Marais) et le monde institutionnel (Muséum d'histoire naturelle de Bourges et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) pour des cas de litiges).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Octobre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Alain Dailly (délégué)

Jacqueline Dailly (secrétaire)

<http://lpocher.blogspot.com/>

Présentation du contenu conservé par LPO 18 - Groupe du Cher :

Vie statutaire (1993-2018) (0,1 ml). - Comités de pilotage et réunions : comptes rendus, ordres du jour ;

Revue de presse des actions du groupe LPO du Cher (1994-2018) (0,2 ml) ;

Demandes de subventions (avec documentation) (décennie 2000) (0,1 ml) : 2 classeurs ;

Comptabilité (2006-2010) : pièces justificatives ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Documentation concernant principalement des publications de la LPO France et ornithologiques ;

Panneaux d'expositions (une dizaine).

Dates extrêmes

1994-2018

Métrage linéaire conservé

Environ 0,50 ml

Stockage bureautique conservé

Non renseigné.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation. Fonds principalement dans des classeurs.

Localisation physique

- Au siège social :

Moulin de la Voiselle

5 boulevard Chanzy

18000 Bourges

- Chez Alain Dailly, délégué du groupe du Cher.

Modalités d'accès

Sur demande :

cher@lpo.fr

07 67 02 51 17

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ligue pour la protection des oiseaux – Touraine – association locale (LPO Touraine)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Ligue pour la protection des oiseaux – Touraine – Association Locale

1.3. Autres formes du nom

Anciennement Société tourangelle des amis des oiseaux (STAO) (1949-1979) ;

Anciennement Groupe ornithologique de Touraine (GOT) (1979-1999) ;

Ligue pour la Protection des Oiseaux Délégation Touraine dite LPO Touraine (depuis 1999) ;

Ligue pour la Protection des Oiseaux – Touraine – Association locale (nom actuel).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

8 avril 1949 (modifiée en 1972 et 1999) - aujourd'hui

2.2. Histoire

Ligue pour la protection des oiseaux – Touraine – Association Locale (LPO Touraine) a été fondée le 8 avril 1949 sous le nom de Société tourangelle des amis des oiseaux (STAO) par un groupe de naturalistes passionnés d'ornithologie (parmi lesquels figurent M. Arsicaud, photographe et M. Baecroot). À sa création la STAO a pour objectifs de « développer, propager, vulgariser et enseigner par tous les moyens l'élevage des oiseaux ; perfectionner les races par la sélection et par l'échange entre les sociétaires ; intensifier les moyens de protection des oiseaux utiles à l'agriculture »⁶⁷

En 1972, l'association change ses statuts et se fixe les objectifs suivants : l'étude et la protection des oiseaux libres dans leur milieu naturel. En parallèle, les locaux sont transférés du café de l'époque place Jean Jaurès à Tours vers ceux de la chambre d'agriculture.

⁶⁷ Extrait du journal Officiel du 8 avril 1949.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Dans la continuité de l'évolution commencée en 1972, la STAO change alors de nom pour devenir le 31 janvier 1979, le Groupe ornithologique de Touraine (GOT) et se déplace au quartier des Fontaines à Tours.

En 1983, les statuts de l'association sont de nouveau modifiés pour étendre son champ d'action à la protection de l'ensemble de la faune en lien avec les oiseaux.

En 1994, le GOT déménage ses locaux à la Maison des associations à Saint-Cyr-sur-Loire.

Pour plus de visibilité, l'association s'est ensuite ralliée par conventionnement à la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), pour devenir le 9 mai 1999 une antenne locale. Pour autant, l'association reste indépendante dans ses actions et dans son financement. Elle a depuis pour objet de « favoriser l'étude et la protection des oiseaux et des éco-systèmes dont ils dépendent et en particulier de la faune et de la flore ; développer une action éducative ». ⁶⁸

2.3. Lieu

148 rue Louis Blot

37540 Saint-Cyr-sur-Loire

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

La Ligue pour la protection des oiseaux – Touraine est une association loi 1901 indépendante, mais conventionnée avec la LPO qui est une des plus importantes associations françaises ayant pour objet d'agir pour l'oiseau, la faune sauvage, la nature et l'homme, et lutter contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation. L'association agit sur l'ensemble du département d'Indre-et-Loire.

Les principales activités et missions de la LPO Touraine sont :

- L'enrichissement des connaissances sur les espèces et leurs milieux
- Suivi annuel des espèces remarquables du département (outardes, sternes, chauves-souris...).
- Enquêtes et réalisation d'études (enquêtes locales et nationales (comptage Wetlands International, enquête sur les rapaces nocturnes, enquête EPOC relatif au recensement des oiseaux communs...), participation à l'atlas des oiseaux, engagement sur l'Inventaire de biodiversité communale, saisie des données naturalistes sur le département, expertises dans divers domaines pour conseiller et accompagner les publics).

⁶⁸ *Extrait des statuts.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Mise en ligne d'un portail collaboratif pour la saisie et la consultation des données naturalistes sur le département : www.faune-touraine.org
- La protection des espèces et de leurs milieux
- Sauvegarde des nids de busards et des nichées de râles des genêts en collaboration avec les agriculteurs, des colonies de chauves-souris...
- Protection des colonies de sternes (suivi des oiseaux, pose de panneaux d'information, surveillance de grèves, sensibilisation les canoéistes et les kayakistes et organisation des chantiers de dévégétalisation des îlots).
- Préservation de la nature de proximité grâce au programme « [Refuges LPO](#) » et à l'intégration de la biodiversité dans le bâti.
- Accompagnement des collectivités dans leur projet d'aménagement grâce à notre expertise sur les oiseaux et les chauves-souris.

La sensibilisation et l'éducation

- Développement de projets pédagogiques de la maternelle au lycée.
- Réalisation de sorties nature⁶⁹ sur les sites remarquables du département.
- Formation de professionnels pour intégrer la biodiversité dans leurs pratiques.
- Constitution d'un centre documentaire principalement composé de publications sur l'ornithologie.
- Tenue de stands lors de manifestations locales.

La LPO Touraine rédige également un certain nombre de publications dont son bulletin d'information, « LPO Info » (envoyé à tous ses adhérents chaque trimestre) et sa revue naturaliste annuelle, « le P'tit Grav' ».

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

LPO Touraine s'articule autour d'un bureau composé de trois membres, dont l'actuel président, Christian Andres. Le conseil d'administration compte quant à lui 10 membres.

LPO Touraine est composée de 8 salariés permanents et compte entre 800 et 900 adhérents (dont environ 200 bénévoles actifs pour les comptages, manifestations, travaux techniques, sorties nature).

⁶⁹ http://www.lpotouraine.fr/?page_id=12

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

- Monde associatif (partenariats et actions communes) : BirdLife, Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) (membre par convention), France nature environnement Centre-Val de Loire (membre), Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (partenaire local).

- État et collectivités (partenariats, expertises, sensibilisation, participation au débat public) : Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire, conseil régional Centre-Val de Loire, conseil départemental d'Indre-et-Loire, Pays, Communautés de Communes, Communes, PNR Loire-Anjou-Touraine, Centre des monuments nationaux.

- Autres acteurs : Agriculteurs locaux (sensibilisation et collaboration)

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Septembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.lpotouraine.fr/>

Christian Andres, président LPO Touraine.

Cécile Wallis, administratrice LPO Touraine.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par LPO Touraine :⁷⁰

- **Archives définitives situées dans le local de stockage des archives de la LPO Touraine (Tours) (volume total estimé à environ 16,50 ml) :**

Création :

Groupe ornithologique de Touraine (GOT) : modifications des statuts de 1983 et 1985 (avec bilans financiers).

Administration et composition :

Assemblée générale : rapports moraux d'activités, élections du bureau (1989-2000) ;

Conseil d'administration : cahiers de comptes rendus (avec adhésions) (1982, 1990-1998) ;

Adhésions (dont listes des adhérents et fiches adhérents) (décennie 1990) (0,2 ml)

Personnel :

Dossiers de TUC et d'objecteurs de conscience ;

Emplois du temps des salariés.

Correspondance :

Courriers (décennie 1980) (0,8 ml)

Comptabilité :

Comptabilité générale (1970-2006) (1,3 ml) : livre de comptes (1972-1988), carnet de caisse de la participation à la foire de Tours (décennie 1980), bilans de l'expert comptable (avec comptes de résultat), factures, relevés bancaires (1997-1998), pièces justificatives (dont talons de chèques et fiches de déplacements) ;

Demandes de subvention (1998-2002) (0,1 ml) ;

Subventions du FIR (fonds d'intervention pour les rapaces) (1981-1986) ;

Assurances (0,1 ml).

Fonctionnement et activités :

Classeurs intitulés vie de l'association GOT comprenant notamment des études, les ordres du jour de réunions, des factures, l'organisation de séjours nature, et le calendrier des activités (décennie 1990) (2 pièces) ; contrat vert avec l'ONF et la région (1996) : dossier de préparation ;

Protection de la Loire (0,50 ml) (1975 – décennie 1990) : dont étude Loire-Moyenne (1996), projet de réserves naturelles (dont à Montlouis 0,2 ml), études d'impacts dans le cadre de projets tels que le renforcement de la digue Val de Cisse ;

⁷⁰ Un don d'archives en cours aux Archives départementales d'Indre-et-Loire

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Climatologie (1983-1993): relevés et observations (0,2 ml) ;

Suivi des mesures agro-environnementales et actions de protection des busards (décennie 1980) ;

Données et études naturalistes. - Études et suivis des espèces (dont Busard, étourneaux, castors) (avec fiches d'observation) (0,1 ml), fiches d'observation d'espèces (environ 2,0 ml), élaboration banque de données naturaliste Région Centre, données naturalistes pour l'Atlas des Mammifères (vers 1983) et l'Atlas des Hivernants (1985) ;

Campagnes sur le cormoran. - Commission de régulations, études (décennies 1990 – 2000) ;

Infrastructures de transports. - Étude d'impact autoroute, étude du GOT sur le TGV, projet de route nationale à Rillé (0,2 ml) ;

Chasse. - Participation et prises de position à la Commission départementale de la chasse et de la faune (CDCFS), prise de position du GOT sur la chasse (décennie 1990), procès-verbaux relatifs à la sous-commission nuisibles ;

Contentieux. - Technopole de Tours (décennie 1990) (0,2 ml), recours en justice concernant principalement la chasse d'espèces protégées (1982-1998) ;

Animations (0,5 ml) ;

Organisation de voyages « nature » de LPO Touraine : 3 dossiers préparation ;

Manifestations, expositions. - Panneaux d'expositions, projet d'exposition « Loire itinérante ».

Gestion de la bibliothèque. - Fiches de prêts livres ;

Publication du livre « Voir les oiseaux en Touraine ». - Fiches de souscripteurs (début décennie 2000), dossier de préparation de l'ouvrage (avec relevés et observations de terrain) ;

Participation au débat public. - Participation aux commissions (dont carrières, remembrement, A 85) (1985-2004) (environ 0,3 ml), participation à l'élaboration Natura 2000 ;

Relations avec LPO France, refuges. - Documentation LPO France, courrier (copie) ;

Relations avec Nature France Centre.

Documentation :

Publications de la Société tourangelle des amis des oiseaux (STAO) et du Groupe Ornithologique de Touraine (GOT) (environ 2,0 ml). - Bulletins de la STAO (avec

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

nombreuses lacunes) (1971-1975), bulletins de liaison du GOT « La Sterne » : numéros, maquettes (vers 1987- 1994) (0,3 ml) ;

Publications extérieures à la LPO Touraine (environ 7,0 ml) : dont publications ornithologiques en italien, « Oiseaux de France », « La lettre du Hérisson », « Le Courrier de la nature », revue du centre ornithologique d'Auvergne, « Le Héron » (Groupe Ornithologique de Normandie) ;

Conférence régionale de l'environnement (1991-1995) ;

Suivi de l'élaboration du SDAGE ;

Photographies de sorties de terrain du GOT (décennie 1980) ;

Affiches et plans cadastraux ;

Documentation diverse (0,5 ml).

Varia :

Études et maquette pour l'élaboration de l'ouvrage « Étymologie des noms d'oiseaux » (1ere édition de B. Chavet et de P. Cabard) (0,3 ml) ;

Travaux de Georges Fournier.

• Archives au sein du siège de la LPO Touraine à Saint-Cyr-sur-Loire (volume total estimé à environ 30,0 ml) :

Création :

Statuts.

Administration et composition :

Assemblée générale : comptes rendus et procès-verbaux (2001-2018) ;

Conseil d'administration : comptes rendus et procès-verbaux (1994-2017) ;

Agréments.

Comptabilité :

Comptabilité générale (2007-2017) (environ 2,0 ml) ;

Subventions ;

Fiches de déplacements ;

Personnel :

Dossiers de stagiaires, salariés et services civiques (dont contrats, paies, cotisation) (1,0 ml).

Fonctionnement et activités :

Conventions ;

Contrat vert ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Études d'impacts : dont TGV Aquitaine, Autoroute Tours-Angers, déviation de Richelieu ;

Données et études naturalistes (environ 3,50 ml). - Études et suivis d'espèces, rapports (dont à Rillé, orientation régionale de gestion de la faune sauvage et de l'amélioration et de l'amélioration de la qualité de ses habitats 2003, balbuzard pêcheur, outarde, hirondelle, oiseaux d'eau, hulottes, râles, rapaces) (environ 1,5 ml) (décennies 2000-2010), fiches d'observation (environ 2,0 ml) ;

Données ZNIEFF ;

Études et suivis divers : dont suivi de la Vallée de l'Indre, études ZPS (zones protégées sensibles), Inventaires de Biodiversité Communal (IBC), Données pour l'atlas des oiseaux nicheurs (1970-1987), études et comptages relatifs à l'élaboration de l'atlas des oiseaux ;

Actions de Préservation des zones humides (dont à Limeray 2009) ;

Indice ponctuel d'abondance (IPA) (2004-2011) (0,6 ml) ;

Participations à la nuit de la chouette (1995-2017) ;

Prestation relative à la Ligne de Grande Vitesse (LGV) : étude d'impact de la LGV, rapport de suivis ;

Élaboration du Plan Loire grandeur nature ;

Refuges LPO Touraine ;

Projet d'arrêté biotope de Tours ;

Enquêtes et réflexions ;

Action relative aux poteaux téléphoniques ;

Suivi Natura 2000 ;

Animations (avec prestations) (1,0 ml) ;

Sorties « nature » ;

Participation aux commissions.

Documentation :

Publication GOT, LPO Touraine (environ 0,5 ml). - Bulletins de liaison du GOT (1974-1990), « La Sterne » (1988-2000), « LPO Touraine info », « le p'tit grav » (n°2-7) (2004-2014) ; rapport de stage ;

Publications extérieures à l'association (environ 12,0 ml) : bulletins associatifs (dont « Touraine Nature », « Symbioses », « L'oiseau Magazine »), revues d'ornithologie et naturalistes classées par région, ouvrages ;

Coupures de presse par thème (1999-2003) ;

Revue de presse de la LPO Touraine (2013-2018) (avec version au format numérique) ;

Brochures ;

Documentation de la LPO France ;

Diapositives.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Dates extrêmes

1970-2018

Métrage linéaire conservé

Environ 46,5 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné. LPO Touraine dispose d'un réseau interne sous la forme d'un serveur. Les sauvegardes sont effectuées régulièrement de manière automatique et/ou manuelles.

Les archives numériques concernent principalement les différents bulletins (Bulletin de liaison GOT - « La Sterne » - « Le P'tit Grav' »), des études et rapports, des bases de données et les documents de travail relatifs aux animations.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Très bon état de conservation global. L'association dispose d'un local de stockage dédié aux archives dans un environnement sain, mais soumis aux variations de températures et à la poussière.

Les archives sont conservées dans des boîtes dédiées. Il existe de nombreuses lacunes concernant principalement la première appellation de l'association (Société tourangelle des amis des oiseaux (STAO)).

Localisation physique

148 rue Louis Blot

37540 Saint-Cyr-sur-Loire

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 02.47.51.81.84

Courriel : touraine@lpo.fr

Limousin nature environnement (LNE)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Limousin nature environnement

1.3 Autres formes du nom

LNE

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1975 – aujourd'hui

2.2 Histoire

La Fédération limousine pour l'étude et la protection de la nature (FLEPNa) naît en 1975.

Elle adhère à la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) dès 1976.

A l'origine, elle réunit douze associations environnementalistes de Haute-Vienne, de Creuse et de Corrèze. Jusqu'en 2015, 140 associations y adhéreront au total.

En 2000, elle change de nom : la FLEPNa devient Limousin nature environnement. En 2017, elle regroupe 39 associations.

2.3 Lieux

Siège social: Ferme de la Loutre Les Vaseix

87 430 Verneuil-sur-Vienne

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Habilitée par l'État pour participer aux débats sur l'environnement, Limousin nature environnement joue un rôle de médiateur civil en faisant entendre la voix militante dans de nombreuses commissions consultatives sur la nature, les paysages, l'agriculture, la chasse, les risques naturels ou technologiques, la santé, la gestion

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

de l'eau, l'énergie. LNE a aussi un rôle de sentinelle au regard du droit de l'environnement.

LNE gère un centre d'initiation à l'environnement à destination des jeunes et du grand public : Le Centre Nature « La Loutre ». Structure au service de l'environnement, le Centre Nature est reconnu comme un acteur de l'éducation à l'environnement qui accueille des enfants à la journée ou pour des courts séjours. Les animateurs interviennent en milieu scolaire, auprès du grand public : dimanches nature, fête de la nature, balades nature l'été sur des sites remarquables du Limousin, conçoivent des sentiers de découverte pédagogiques, participent à des foires et fêtes publiques

Sources : site Internet <http://lne-asso.fr/>

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement (FNE)

3.2. Type de relations

Association affiliée

4. Contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.6 Dates de création

1975

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://lne-asso.fr/>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fonds « LNE », 1977-2010

Présentation du contenu conservé par LNE

Les archives sont classées dans des cartons ou dans des dossiers ; certaines études sont reliées. Une grande partie des archives a été donnée aux archives départementales de la Haute-Vienne et est ouverte à la consultation. Une dernière partie reste conservée par LNE dans ses locaux.

Inventaire réalisé en mars 2016 par Anna Trespeuch-Berthelot, complété en novembre 2017 par Michel Galliot.

I. Archives déposés aux Archives départementales de la Haute-Vienne

- A. Courrier reçu
- B. Courrier envoyé
- C. Comptabilité
- D. Vie associative
- E. Locaux
- F. Associations affiliées
- G. Publications
- H. Divers
- I. Subventions – bilan des actions
- J. Agriculture
- K. Chasse
- L. Forêts
- M. Urbanisme-Environnement
- N. Eau
- O. Gestion des déchets
- P. Faune
- Q. Transports
- R. Énergie
- S. Installations classées
- T. Santé
- U. Nucléaire
- V. Club nature l'Écrevisse

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

W. Revues de presse

II. Documents conservés par l'association dans ses locaux

A. Vie de l'association

B. Nucléaire

I. Archives déposés aux Archives départementales de la Haute-Vienne

A. Courrier reçu

n° carton Dates

1 Courrier reçu 1975-1977

2 Courrier reçu 1977-1980

3 Courrier reçu 1987

4 Courrier reçu 1988

5 Courrier reçu 1989

6 Courrier reçu 1990

7 Courrier reçu 1991

8 Courrier reçu 1991

9 Courrier reçu 1992

10 Courrier reçu 1992

11 Courrier reçu 1993

12 Courrier reçu 1993

13 Courrier reçu 1994

14 Courrier reçu 1994

15 Courrier reçu 1995

16 Courrier reçu 1995

17 Courrier reçu 1996

18 Courrier reçu 1997

19 Courrier reçu 1998

20 Courrier reçu 1998

21 Courrier reçu 1999

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- 22 Courrier reçu 1999
- 23 Courrier reçu 2000
- 24 Courrier reçu 2001
- 25 Courrier reçu 2001-2002
- 26 Courrier reçu 2002
- 27 Courrier reçu 2003
- 28 Courrier reçu 2003
- 29 Courrier reçu 2004
- 30 Courrier reçu 2005
- 31 Courrier reçu 2006
- 32 Courrier reçu 2008
- 33 Courrier reçu 2009
- 34 Courrier reçu 2009-2010
- 35 Courrier reçu 2010
- 36 Courrier reçu 2013
- 37 Courrier reçu 2014

B. Courrier envoyé

N° Carton dates

- 38 Courrier envoyé 1983
- 39 Courrier envoyé 1984-1985
- 40 Courrier envoyé 1986 à 1988
- 41 Courrier envoyé 1989 à 1992
- 42 Courrier envoyé 1992-1993
- 43 Courrier envoyé 1993-1994
- 44 Courrier envoyé 1994-1995
- 45 Courrier envoyé 1996-1997
- 46 Courrier envoyé 1998
- 47 Courrier envoyé 1999
- 48 Courrier envoyé 2000 à 2002
- 49 Courrier envoyé 2002-2003

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

50 Courrier envoyé 2004

51 Courrier envoyé 2005-2006

52 Courrier envoyé 2008 à 2012

C. Comptabilité

N° Carton dates

53 Comptabilité 1975 à 1983

54 Comptabilité 1984

55 Comptabilité 1986-1987

56 Comptabilité 1987

57 Comptabilité 1990-1991

58 Comptabilité 1992

59 Comptabilité 1993

60 Comptabilité 1994

61 Comptabilité 1995

62 Comptabilité 1996

63 Comptabilité 1997

64 Comptabilité 1998

D. Vie associative

N° Carton contenu

65 Conseils d'administration 1975 à 1988

66 Assemblées générales 1976 à 1982

67 Conseils d'administration et assemblées générales 1983 à 1988

68 Conseils d'administration et assemblées générales 1989 à 1993

69 Conseils d'administration et assemblées générales 1994 à 2000

70 Conseils d'administration et assemblées générales 2001 à 2006

70 bis Réunions de bureau 1983 à 1994

71 Divers / le contrôle des pouvoirs publics sur les associations note d'information

E. Locaux

N° Carton contenu

72 rue Jauvion maison de la nature

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

73 rue Jauvion maison de la nature

74 moulin du Fieux / ferme de l'Echo domaine des Vaseix

75 Equipement du Fieux / centre de soins / aménagement centre de soins ;

BEATEP 2003 / Dossier Père Castor / sentier de Ladignac le Long / dossier DIREN (général)

F. Associations affiliées

N° Carton contenu

76 adhésions associations 1975 à 2000 (dont radiations)

77 adhésions associations 1975 à 1984

78 Turenne environnement – ALBL – St Junien environnement – La Digitale – Eyjeaux environnement – Nature 19 – SLO – Nature et patrimoine de Laurière – Nature et chemins de Couzeix – Serre de Condat – L'Aurenzelle – Arbre à l'Estre – Association Meuzac – CPN Hérisson – Association Val de Briance – Défense des Monédières

79 Associations : Espaces pour demain – Fondation Dina Gray - Bonnac Défense (1977-1978) – Nature 19 (bulletins 4 à 9) – Club du Soleil (1976-1977) – Moulin des Apprentis (1981-1982)

80 ADEMAU (Association de défense des Monts d'Auriat), commission Uranium (1982) – La pierre dans le jardin (2002) – Société mycologique du Limousin (2003 2007) – La Rapiette (1998-2008) – Lo Direm (2007-2008) – La Feuille de l'arbre (2001-2002)

81 L'arbre à l'Estre 1998 à 2001

G. Publications

N° Carton contenu

82 Limousin Nature n°1 -68

83 Limousin Nature n°69 -121

84 Loutre infos (1996-1998, 3 n°) / Inter-notes (1998-2002)

85 La feuille verte 2005-2008 / Feuille bio du Limousin : n°21 (2002) – n°88 (2008)

H. Divers

N° Carton contenu

86 Conservatoire d'espaces naturels du Limousin 1994 à 2005

87 Etudes de stagiaires Eau et Environnement

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

I. Subventions – bilan des actions

N° Carton dates

88 Subventions 1985 à 1990

89 Subventions 2001

90 Subventions 2002

91 Subventions 2003

92 Subventions 2004

93 Subventions 2007

94 Subventions 2008

95 Subventions 2009

96 Subventions 2010

97 Subventions 2011

97 bis Subventions 1999 – 2000

J. Agriculture

N° Carton contenu

98 Porcherie St Priest-Palus

99 Porcherie industrielle La Roche-l'abeille 1997-1998/ porcherie de Doms 1997-1998

100 Foire écolo 26 sept 1992 et 1991

101 Foire écolo 1994-1995-1996

102 RADP Réseau agriculture durable et paysanne – n°1 nov 1998 – n°10 nov 2001 à 22/Actions de LNE dans le cadre réseau agriculture durable et paysanne, 2001-2005 2004 / plan de développement rural Haute Vienne 1992

103 Commission Agriculture – habitat rural

104 Commission agriculture / CODEGE Haute Vienne 1995 / schéma régional de gestion sylvicole CRPF 2006/ proposition pour une agriculture écologique et paysanne 2000

K. Chasse

N° Carton contenu

106 chasse – dossiers T.A. à classer

107 chasse – dossiers T.A. à classer

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

108 recours arrêtés chasse 1988-1989

109 arrêts tribunal administratif

110 recours arrêtés chasse 1988-1989 – Creuse- Corrèze-HV, Jugements

111 Recours chasse – documents divers, 1989 / Affaires chasse.

L. Forêts

N° Carton contenu

112 commission Forêt-bois / Étude faune Office national des forêts (ONF) Guéret 1994 / Forêt et paysage en Limousin 2000 / Orientations régionales forestières, sylviculture et diversité biologique FLEPNA 1997

M. Urbanisme-Environnement

N° Carton contenu

113 Commission départementale des sites 1992-1999

114 Commission municipale de l'environnement et des nuisances de Limoges 1994-2000 / collège régional sites et paysages 1994-1997

115 urbanisme 1978 / sites en Creuse 1981 / création du CAUE 1979 / comité départemental du tourisme 1980 / commission départementale urbanisme 1981 / dépliant habitat rural 1982 / fond régional espaces verts 1978 / schéma de voirie de l'agglomération de Limoges 1999 / l'environnement en Haute-Vienne 1986

116 DDE Urbanisme et construction 1978 / réunion départementale de l'environnement 1978 / élections législatives, 1978 / Etude espaces naturels Tulle 1994 // livre blanc de l'environnement 1982

117 Réunion départementale de l'environnement 1980-1981 / conseil régional / programme routier 1980 / exposition CRDP 1982 / brochure nature et campagne 1982

118 Réunion départementale environnement 1979 / sentiers bords de Vienne / création de réserves naturelles 1979/ code de bonne conduite en milieu rural 1979 / POS de Saint Junien 1979 / l'observatoire météo Garrigou Lagrange de Limoges 1979 / exposition énergies nouvelles 1979

119 Concours Limousin propre 1977 / réunions départementales de l'environnement 1977 / les sentiers 1977 / POS de Limoge 1977 / abattage d'arbres sur le CD 941 1977

120 comité d'action contre le bruit correspondance 1984 à 1990 / tracts / réunions / revue de presse / dossiers plaignants

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

120 bis États généraux de l'environnement et livre blanc 1982 / étude sur la faisabilité d'un observatoire de l'environnement régional : analyses et propositions 1995

N. Eau

N° Carton contenu

121 Sébastien Nickel, Etude préalable au contrat de restauration-entretien sur la communauté de communes de l'Aurence et Glane développement, rapport de stage IUT Génie biologique (Aurillac), sd (mais aux alentours 2000) / Frank Boutot, Opération libre cours. Etude préalable à la mise en place d'un programme de restauration des rivières de HV, rapport de stage à LNE de diplôme professionnel universitaire, 2000 / Sébastien Vignais, Opération libre cours. Etat des berges et des cours d'eau de HV, formation Technicien de cours d'eau, 2000 / Céline Borie et Cédric Dupré, Approche de la gestion des cours d'eau sur le territoire d'une communauté de communes, mémoire de licence, faculté Sciences, univ Limoges, 2002, sous la direction de C. Leyrat. / Patrice Gayou, La SAUR en Limousin au pays de l'arbre et de l'eau. L'avenir de la potabilité des eaux naturelles, mémoire de stage pour le certificat supérieur de maîtrise de l'environnement, 1994 / Céline Borie et Cédric Dupré, Approche de la gestion des cours d'eau sur le territoire d'une communauté de communes, mémoire de licence, faculté Sciences, univ Limoges, 2002, sous la direction de C. Leyrat. ;

122 contrat de rivière Sédelle : dossier de candidature par Syndicat intercommunal d'aménagement de la Sédelle, Cazine et Brézentine – industries – courrier (2000-2002) / Le Sedelle, un bassin versant pilote pour une gestion raisonnée des plans d'eau 2001 Julie Landrieux / concertation directive européenne sur l'eau 2005

123 LNE, Christèle Leyrat, Etude prospective de mise en œuvre d'outils de gestion intégrée de l'Eau en Haute Vienne et en Creuse, La Gartempe moyenne, sept 1999 / LNE, Christèle Leyrat, Etude prospective de mise en œuvre d'outils de gestion intégrée de l'Eau en Haute Vienne et en Creuse, le bassin versant de la Gartempe (partie creusoise), sept 1999 /Réflexion sur l'évaluation de la gestion intégrée de l'eau en Limousin, janv 2002 / LNE Etude prospective de mise en œuvre d'outils de gestion intégrée de l'eau en Haute-Vienne et en Creuse / études prospectives d'outils de gestion intégrée de l'eau (La petite Creuse ; le bassin du Taurion ; bassin de la Creuse ; bassin versant du Cher ; bassin de la Gartempe ; etc) ; 1999 / dossiers reliés : études prospectives d'outils de gestion intégrée de l'eau : rapport final en Haute-Vienne et en Creuse (déc 1999), / Projet contrat de rivière – Vienne Moyenne, 2001-2003

124 Recours / sursis à exécution Micro-centrale Luzège, 1989 / Dossier Sources et rivières du Limousin – FLEPNa / Syndicat intercommunal Vianon-Luzège (micro-

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

centrale), 1989 // Barrage de Chambonchard 1996 / micro centrales 1981 / usine du Gour noir 1987 / centrale électrique de Saint Junien 1999

125 LNE, Étude préalable à la mise en place d'un programme de gestion de l'entretien des milieux aquatiques. Territoire de la communauté des communes l'Aurence et Glane développement, déc 2001 / Dossier vert « eau » - aménagement de la Vienne – 1980 / fête de l'eau 2000 / Vézère / retenue d'eau du Mazeaud 1998 / pollution de la Gartempe 2000 / LNE les étangs en Limousin 1999 / Pollution ruisseau de Brégéras (Condat) 2000

126 Station d'épuration de Saint Junien 1998 / Propositions d'actions d'information et de sensibilisation sur l'assainissement autonome, doc de travail, janvier 2002 / diagnostic environnemental de territoire 2002 / SAGE Vienne 1991 / zone humide La Baraque 2005 / divers / EPALA 1991 / les micro centrales hydroélectriques en Haute Vienne 1980

127 barrage des Chezelles 1984 / pollution Corrèze 1988 / SOLIC 1989 / pollution Vienne Saillat 1989 /

128 Gorges de la Creuse / barrage des Chezelles

O. Gestion des déchets

N° Carton contenu

129 commission recyclage 1980

130 réseau Déchets de FNBE, divers documents 1990

131 déchets : documentation, presse, affaires, 1989-1994

132 OM (ordures ménagères) : dossier « décharges, incinération ou valorisation » (presse, documentation, correspondance, 1982-1990 ; dossier décharge St Bonnet-Briance (1989) / presse, documentation, correspondance/ déchetterie

134 Déchets 1985 – dioxine (déchets Séveso) – Roumazières (Charente)

133 Commission déchets Flepna – campagnes 1981 – réunion 1982 – brochure recyclage – position de la Flepna / Brochure Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, La récupération et le recyclage des papiers et cartons, vers 1984 / Dossier Eureka-Wattelez, Palais-sur-Vienne (usine de régénération du caoutchouc) : dépollution des produits chimiques mais pas des pneus, ce qui cause des incendies récurrents, 1992-1994/ Incinérateur de Beaubreuil / décharge à St Just du Martel, revue de presse, 1985 / Boussac : projet de décharge, 1983 / les déchets hospitaliers en Haute Vienne 1987/ année Européenne de l'environnement – en Haute Vienne 1987

135 Décharge du Puy Aulin (Creuse) 1983 / Décharge de Rochechouart / décharge Guéret/ compostière de Turenne 2004 / décharge de Genouillac 1989 / décharge de

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Crezin 1980-1982 / co emballage 1994 / Maître Jean / du pyralène à Limoges 1985 / décharge de Rochechouart 1991-1992

136 Brochure et archives : bureau Veritas Service environnement, Centre de recyclage des déchets / association Vivre à Beaune (1995) / collect' de verre SOCVADIM 1984-1985 / collecte des annuaires 1984 collecte des papiers FLEPNA 1984 / campagne Limousin propre 1984 / déchets urbains 1990 / Usine d'incinération CHRU Limoges , 1995-1996 / Mise en œuvre d'un réseau d'agents d'assainissement non collectif, avril 2003

137 Incinérateur de Limoges 1981-1985 / quinzaine du recyclage 1984 / ordures ménagères de Limoges, la FLEPNA propose 1985

138 Damien Constantin, La responsabilité des communes vis à vis de leur ancienne décharge avec à l'appui l'étude d'un cas concret, l'implantation d'un centre commercial à Feytiat (87) sur l'ancienne décharge du « ponteix », Limoges, faculté de droit, rapport de stage à LNE, Magistère droit de l'environnement, 2002 / commission de contrôle de la centrale énergie déchets de Limoges 1992-2000

139 plan départemental Haute Vienne sur les déchets du BTP 2000 / la gestion des déchets ménagers en Haute Vienne 1996

140 Incinérateur de Limoges 1996

P. Faune

N° Carton contenu

141 nuisibles 1989 / rapaces 1987 / conseil supérieur de la pêche 1986

142 droit de gîte 1985 / ouverture chasse / maquette document chauve-souris / étude amphibiens et mammifères A89 1977 rencontre avec les taxidermistes / Destruction d'espèces protégées 2001

143 abeilles et pesticides / abattoir d'Eymoutiers 1995 / Sanders 1995 / sites naturels 1976-1978 / Commission faune 1980-1985 I : campagne faune 1984

144 étude Buses 1993 / étude impact déviation de Limoges à Feytiat et Panazol 1994 / Études naturalistes conduite de gaz 2001 / études diverses (Chaptelat, ZI Romanet, Chapsac ...)

Q. Transports

N° Carton contenu

145 Contournement ouest de Limoges – recours en annulation (mémoire / annexes)

146 A89 / Comité de pilotage du 1% Paysage et développement / A20 (1992-2001) / Comité départemental de pilotage du 1% Paysage et développement (A 20 et RN 141), juin 2002/ Dossier Saint-Genest/Roselle – complexe automobile / AHPNE 21/03/20 page 411/563

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

demande de classement du site de Val de Briance (1990) / liaison A20 – RN 141 – RD 979 (1994) : commentaires enquête publique

147 documentation (Fédération nationale des associations d'usagers des transports ; 5 numéros de Transports urbains 1992-1995 ;) / débat national 1995 / Étude faune/flore liaison A20 – RN 141 – RD 979 (1994) / La circulation périurbaine et urbaine, l'exemple de Limoges Ouest Danielle Verrion 1982

148 dossier « les transports en commun entre Limoges et les communes périphériques » IUT/Flepna 1979 / suggestions de la FLEPNA à propos des transports en commun de Limoges en 1983 ; / étude 1982 / campagne levez le pied 1987 / propositions de la FLEPNA 1982 / Le transport en Limousin étude 1993/ le programme routier en Haute Vienne 1980 / bruit autour de l'aéroport de Limoges 1992 / RN 141 1998 / RN20 1984 / contournement sud de Limoges 2004 / Voie de contournement d'Aixe-sur-Vienne 2001 / schéma ferroviaire régional FLEPNA 1982 / étude impact déviation de Limoges à Feytiat et Panazol 1994 avis de la FLEPNA

R. énergie

N° Carton contenu

149 énergies en Limousin /nucléaire (revue presse) /énergies douces : guide

150 commission Uranium et énergie (1983-1984)

151 utilisations pratiques du méthane, photocopie d'une revue, fév 1979 / dossier Habitat solaire – exemples Isle / conclusion de travaux de groupes : « économie d'énergie » (fév 1980), « charbon » (mars 1980) / dossier rose : revue de presse et documentation sur économies d'énergie (début des 1980') / dossier EDF/énergie (1975-1979) / Guy Bouet et Olivier Balabanian, Energie et agriculture en Limousin, laboratoire de géographie rurale, octobre 1980 / Roger Guilhot, ingénieur-conseil, Barrage de Chambonchard, Examen des solutions alternatives, août 1989 / Commission énergie 2003

152 CLER Comité de liaison énergies renouvelables : annuaire des associations 1986 / micro centrale de la Luzège / micro centrale du moulin de la Reine / Pascal Flambard, Les microcentrales hydroélectriques, mémoire de stage, service de l'aménagement hydraulique et forestier de la HV, sept 1981 (annexes) / dossier énergies renouvelables CAMIF 1980 / Energie éolienne en bref (EDF) / Micro centrales oui—mais FLEPNA

S. Installations classées

N° Carton contenu

153 carrière de Chaumeil

154 Papeterie à Saillat 1990

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

155 Montulat

156 carrière de Pérols-sur-Vézère (19) – 2004

157 Aussedat Rey Saillat

158 carrière de Cieux (projet) / carrière Barriaud / carrière de Folles / Total Compagnie minière 1992 / Carrière de St Jouvent (entreprise Pierre Rougier) : étude d'impact (1997)

159 carrières 1992 / Dossier carrière à Saint-Yrieix-la-Perche / Sarl LAMA (1995)/ Société des mines du Bourneix : déclaration d'ouverture de travaux miniers d'exploitation à ciel ouvert et souterrains sur le secteur de la Fagassière – commune de Château-Chervix – avril 1997

160 usine Autosil-France / Turenne Environnement 1997 (fabrication de batteries d'accumulateurs de plomb pour l'automobile et l'industrie) – procès

161 carrière manoir de Lavaud (contentieux) / Sevenlakes Cieux 2003

162 karting à Pageas 1996 / VALDI 1999 / CGEP 1993 / Dossier permis de recherches de mines à Lastours-Bosredon et La Jaurie (1987)

163 SCI Isadier Feytiat Construction d'un ensemble de fabrication et de vente de produits en béton ; dossier et contentieux Boucher à Feytiat - procès (1992-1993) // SOROMEC Verneuil 1992 / la source St Martial, construction d'immeubles Feytiat 1993

164 pollution : plusieurs affaires.

165 Base ULM Pérols-sur-Vézère (1992)

166 Société des mines de Bourneix (1998)/ Saint Yriex sous Aix déjections animales et carcasses de voitures 1993 / Saint Gence piste aéromodélisme 1993 / carrière Perpezac le noir 1992 / Guéret charte environnement 1993 / sondages miniers Jouac 1992

167 CERDA centre européen de recherche et de développement automobile Saint Genest sur Roselle 1993

T. Santé

N° Carton contenu

168 Conseil départemental d'hygiène Haute Vienne 1989-1993

169 Conseil départemental d'hygiène Haute Vienne 1994-1995

170 Conseil départemental d'hygiène Haute Vienne 1996-1998

171 Conseil départemental d'hygiène Haute Vienne 1999 – 2001

U. Nucléaire

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

N° Carton contenu

172 aménagement des sites Compagnie générale des matières premières (COGEMA) / affaire « Gorby », 1991 / Bellezane Montmassacrot

173 B- Colloque international Les effets sanitaires des faibles doses liées à la chaîne de l'uranium, Flepna – Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité CRIIRAD (1993) / Circuit de visite des membres de la commission locale d'information sur les sites Cogema-Simo, 11 juin 1992 / Cogema Simo , Réunion CLI, 16 juin 1992

174 C - Courriers préfecture 1991-1992 / Dossier CLI (commission locale d'information), 19 novembre 1994 : préparation, presse, courrier ; DRIRE : Evaluation de l'impact radiologique sur les zones habitées proches des sites COGEMA (à partir des données du rapport de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité CRIIRAD), 1er juillet 1994 / Dossier CLI Bessines, 8 fév 1993 Arrêt modificatif CLIS (commission locale d'information et de surveillance) Bellezane et CLIS anciens sites uranifères 2008 / Papiers relatifs à CLIS / fermeture du site du Bernardan exploité par Société des mines de Jouac (2002) / Dossier Flepna /SIMO - Appel jugement T.A., Annulation AP 2 août 1990, 1992-1997 / Dossier : recours en annulation A.P., FLEPNA / SIMO, 2 août 1990 / Dossier Flepna-SIMO, Recours en annulation AP 9 avril 1992, 1992-1993 / FLEPNa / SIMO, Sursis à exécution, Arrêté préfectoral, 9 avril 1992 / FLEPNa / SIMO, Sursis à exécution, Arrêté préfectoral, 2 août 1990 / Dossier Flepna - Appel SIMO contre jugement T.A. – SAE A.P. 2 août 1990, 1992/ Recours en conseil d'Etat – SIMO, appel décision 23 juillet 1992

175 D - Centrale nucléaire de Civaux

176 E -Courrier coordination limousine anti-déchets radioactifs (la Clade) à DRIRE 21 sept 1994 / Correspondance diverse (début 1990') / Dossier « Fûts SEPA » Bessines: photos, presse, documents, 1996

177 F - Margnac II-Bellezane- Montmassacrot / dossier

178 G - dossier (enveloppe) école maternelle Bessines 1994 / informations diverses sur le radon / Dossier Jugement TA / Presse – Contentieux stockage d'uranium à Bessines, 1996

179 H - Compte rendu réunion de la CLI de Bessines 4 juillet 1994 / Maquette compte-rendu réunion annuelle Réseau Uranium – 5-6 nov 1983 / Dossier TA-Limoges Recours SIMO, 1991 : documents, presse, correspondance / Ensemble de documents libres (presse, correspondance) / stockage de sesquioxyde d'uranium appauvri à Bessines (observations de Michel Prieur, 1995 ? ; CR commission restreinte de la CLI de Bessines, 21 sept 1994 ; conférence de presse 14 sept 1992 à propos reconversion sites COGEMA en Limousin / Dossier Total compagnie

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

minière de France/ exploitation des mines de Jouac : contentieux 1992-1996 / « les 22 mensonges des maîtres atomiseurs » Christian Pénicaud 1979

180 I -dossier (enveloppe) Mines du Bourneix, 1998 / Vidange lac de St Pardoux : revue de presse et documents – 1998 /Référé réaménagement des sites miniers (tract, 1990 ?) / Cogema, Référé Travaux site industriel, juin 1994 / Pétition contre le projet d'implantation d'un laboratoire nucléaire souterrain et de stockage de déchets hautement radioactifs dans parc naturel régional Périgord-Limousin, (Guéret environnement et LNE, 2000) / Conseil général Groupe communiste, Rencontre l'uranium en Limousin, 18 janv 1986 CRDP Limoges / Dossier sur le laboratoire de recherche souterrain dans le granite : presse, brochure, notes, 2000

181 Stockage Uranium appauvri à Bessines – contentieux 1995-1999

V. Club nature l'écrevisse

N° Carton contenu

182 carton 1 courrier

183 carton 2 albums photo

184 carton 3 albums photo

185 carton 4

186 la gazette des terriers 1979 à 2000

187 cahiers de réunions 1976 à 1979

188 cahiers de réunions 1980 à 1986

W. Revues de presse

N° Carton dates

189 Revues de presse 1981-1982

190 Revues de presse 1983 à 1988

191 Revues de presse 1983

192 Revues de presse 1983

193 Revues de presse 1984

194 Revues de presse 1985

195 Revues de presse 1986-1987

196 Revues de presse 1988 à 1990

197 Revues de presse 1990

198 Revues de presse 1990

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

199 Revues de presse 1991

200 Revues de presse 1994

201 Revues de presse 1994-1995

202 Revues de presse 1997-1998

II. Documents conservés par l'association dans ses locaux

A. Vie de l'association

N° de carton

1. adhésions 1989-1992

2. adhésions 1992-1996

3. adhésions 1997-1998

4. adhésions 1999

5. adhésions 2000-2002

6. adhésions 2003-2004

7. adhésions 2005-2006-2007

8. adhésions 2008-2012

9. vie de l'association (convocations, comptes rendus de réunions)

10. compte rendus de conseils d'administration (doubles des documents déposés aux archives départementales)

11. revue Limousin nature (doubles des documents déposés aux archives départementales)

12. réseau naturaliste

13. Conservatoire des espaces naturels

14. emplois TUC et autres, stagiaires 1981

15. emplois TUC et autres, stagiaires 1982

16. emplois TUC et autres, stagiaires 1983

17. emplois TUC et autres, stagiaires 1984

18. emplois TUC et autres, stagiaires 1985

19. emplois TUC et autres, stagiaires 1986

20. emplois TUC et autres, stagiaires 1987

21. application des 35 heures

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

22. réduction du temps de travail ARTT

23. charges sociales 2004 à 2008 2 classeurs et 1 carton

bulletins de paye 1995 à 2009 6 cartons et 2 classeurs
courriers récents 3 cartons

B. Nucléaire

N° de carton

1 Dossier beige : COGEMA – division de la Crouzille, Mise en sécurité des ouvrages miniers souterrains, fév 1993.

2 Site industriel de Bessines – projet de réaménagement – juin 1993 - Brochure Compagnie générale des matières premières (COGEMA), Un projet COGEMA sur Bessines L'entreposage d'oxyde d'uranium appauvri, oct 1993 Classeur blanc : COGEMA, Demande d'autorisation d'installation classée pour la protection de l'environnement, Entreposage de sesquioxyde d'uranium appauvri sur le site industriel de Bessines, fév 1994

3 Classeur blanc : idem, annexes.

4 Inventaire : Observatoire de l'ANDRA, Etat et localisation des déchets radioactifs en France, 7ème éd, 1999, 583 p -- ANDRA, Observatoire national des déchets radioactifs, 1995

5 Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), Observatoire national des déchets radioactifs, 1993 - ANDRA, Inventaire national des déchets radioactifs et des matières valorisables, 2004 --ANDRA, Déchets radioactifs et matières valorisables en France : résumé de l'inventaire national, 2004 - ANDRA, Où sont les déchets radioactifs en France ?, brochures 1-6, 2004 - ANDRA, Catalogue descriptif des familles de déchets radioactifs, 2004

6 SIMO Bessines, Demande d'autorisation d'exploiter les installations : fabrication d'ammoniaque dans un atelier de caustification, dépôt de chlorate de sodium, extension à plus de 100 m³ d'un dépôt de liquides inflammables, emploi à froid supérieur à 10 m³ de liquides inflammables, juin 1992 - Chemise orange : Revue de presse COGEMA-Bessines, 1991-1992

7 classeur noir : site industriel de Bessines, projet de réaménagement, juin 1993

8 Société SIMO (Société industrielle des minerais de l'Ouest, siège à Vélizy Villacoublay) Bessines, Étude établissant les dangers de l'établissement, tome 1 et tome Annexes, décembre 1992 – Rapport GEP - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire – direction de l'environnement et de l'intervention, Inventaire national des sites miniers d'uranium, version 1 dans le cadre du programme MIMAUSA (mémoire et impact des mines d'uranium : synthèse et archives), avril 2004 - EDF, Situation et perspectives nationales et en Limousin pour l'électricité et

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

le gaz, janv 1982 - EDF-dir de l'équipement, Le programme électronucléaire français, 1982 - EDF-dir de l'équipement, Résultats des études d'environnement relatives aux centrales nucléaires, E 45, 1980 - EDF-dir de l'équipement, Les déchets nucléaires en question, G27, 1980 - EDF-dir de l'équipement, Les microcentrales hydroélectriques, W13, 1980 - EDF, Information, documentation et bibliographie nucléaires, U 15 L, éd. Olivier Lesourd Guide international de l'énergie nucléaire, 1980 - EDF-dir de l'équipement, Que s'est-il passé lors de l'accident de Three Mile Island ?, 1979 (rééd d'article d'Information des cadres, août-oct 1979) - Brochure L'énergie nucléaire dans le monde, éd. 1980 - Les déchets et les effluents des centrales thermiques et nucléaires et l'environnement – 5ème colloque Energie électrique et environnement – Villeneuve lez Avignon, 2 et 3 oct 1980 (diffusé par EDF-dir de l'équipement) - (min de l'industrie), L'énergie nucléaire – la sureté 25 questions – 25 réponses, éd SOFEDIR, 1980 - Brochure « La lettre de la Crouzille », n°7, nov 1994

9 COGEMA, Enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement sur le site industriel de Bessines/ Gartempe pour un entreposage d'oxyde d'uranium appauvri, rapport de la commission d'enquête, 1995 - COGEMA, Dossier d'information – sites miniers COGEMA et stockages de résidus et Stériles, novembre 1991 / COGEMA, Division minière de la Crouzille, janv 1992 / SIMO, Usine de Bessines – procédé, avril 1990

10 JM Fernandez, T Lagier , N Legaud, P Merigoux, M Rosier et B Sélas, module Recherche. Conséquences sur l'exploitation de l'uranium sur l'environnement, Licence ACQE, Juin 1995 - CRESAL, Mines d'uranium et sécurité en terre limousine, Retour sur le passé pour maintenir la vigilance, Actes du séminaire de la Crouzille (HV), 8-9 juin 2000, Programme « Risques collectifs e situations de crise » du CNRS - Tract format A4 : CLADE (Coordination limousine anti-déchets), « 46 ans d'exploitation de l'uranium en Limousin ou l'histoire d'une odieuse supercherie »- Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Rapport sur la gestion des déchets très faiblement radioactifs par le député Jean-Yves Le Déaut, t. 2 : comptes-rendus et auditions, séance 23 avril 1992 – CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité), Etudes radioécologiques sur la division minière de la Crouzille – Site SIMO de Bessines – Sites de Montmassacrot, Bellezane et Puy-de-l'Age, 3 volumes / vol d'annexes (prélèvements et mesures entre janv et sept 1993), fév-mars 1994. -

11 Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Rapport sur les conséquences de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl et sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires, déposé le 17 décembre 1987 - Commission d'examen des dépôts de matières radioactives, Rapport aux Ministres de l'environnement, délégué à l'industrie et au commerce extérieur, à la santé, juillet 1991. – commission nationale d'évaluation relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs Rapports 2000+2001+2002+2003+2005

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

12 – revue de presse - commission nationale d'évaluation relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs, Rapports d'évaluation n° 4 à 9, oct 1998+1999 ; n°11, juin 2005- dossier vert : mobilisation contre l'implantation d'un laboratoire nucléaire souterrain d'étude de stockage de déchets hautement radioactifs : pétition, documentation, correspondance, presse, 2000 - dossier rose Revue de presse / affaire des boues radioactives lac St Pardoux, 1998

13 Lettres INFO du Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

14 Limair/univ Limoges, Le risque radon et ses remédiations, vol 1 : aspects généraux vol 2 : aspects législatifs, vol 3 : aspects communication, vol 5 : aspects sanitaires et épidémiologiques, vol 6 : aspects remédiations ; rapport n°3 présenté au comité de pilotage du 16 sept 2004, document de synthèse, 2004.- Brochure de communication : Compagnie générale des matières premières (COGEMA), La division minière de la Cruzille, sd

Divers

15 dossier Saillat - Note d'info générale, Raccordement au réseau électrique de la centrale de production à la société de cogénération de Saillat sur Vienne, novembre 1998

16 dossier (enveloppe) Mines du Bourneix, 1998 - Société des mines du Bourneix – concession de Chamousseau, Déclaration d'ouverture de travaux miniers souterrains – secteur de Fau Marie, étude d'impact, vers 1993, 58 p. + annexes
17 centrale électrique du Pas de la Mule Le Palais sur Vienne

18 - Association universitaire limousine pour l'étude et la protection de l'environnement (AULEPE), Annales scientifiques du Limousin, t. 6 et t. 7, Limoges, 1991 – Plan de prévention Nitro Bickord Saint Sylvestre – Livre blanc de l'environnement 1992 – le jardin sauvage : projet de jardin sur les bords de la Vienne à Limoges

19 carrière Lachaud à Brive – Estivals à Brive

Accroissement

Le fonds continue de s'accroître.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : galliot.lne@free.fr)

Loiret nature environnement (LNE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Loiret Nature Environnement.

1.3 Autres formes du nom

LNE, anciennement Naturalistes orléanais, anciennement Naturalistes orléanais et de la Loire Moyenne.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1946 – aujourd'hui

2.2. Histoire

L'Association est créée en 1945 par quelques enseignants (instituteurs, professeurs de sciences naturelles) amoureux de la nature. L'objectif est alors d'organiser des sorties de groupes pour mieux faire connaître et aimer le pays orléanais à travers les sciences naturelles. Le 24 janvier 1946, elle est déclarée à la préfecture d'Orléans sous le nom de Les Naturalistes Orléanais. Le Siège social est alors au musée d'histoire naturelle, à Orléans. L'association a pour objectif de faire connaître l'Orléanais, y développer le goût des sciences naturelles et faciliter les études des spécialistes de ces sciences.

Paul Sougy est le premier président, Roger Gauthier le secrétaire et Bernard Perroneau le trésorier. Les autres membres fondateurs sont Jean Avezard et Lucien Fardet. Maurice Genevoix est le Président d'honneur.

Dans les années 1950, l'association dont le siège social est situé au Muséum de Sciences naturelles d'Orléans se structure peu à peu en diverses sections spécialisées qui ne prendront leur essor que quelques années plus tard : Botanique, Mycologie, Entomologie, Ornithologie, Archéologie, Géologie, Spéléologie, Histoire & Géographie locales sont les disciplines étudiées à cette époque. Les Naturalistes Orléanais reçoivent l'agrément du Ministère de la Jeunesse et des Sports au titre de la jeunesse et de l'éducation populaire.

En 1962, l'association crée la Station ornithologique de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin avec un encadrement bénévole quasi-permanent en la personne de François

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Larigauderie. Toujours dans les années 1960, le Muséum de sciences naturelles accueille pour la première fois en 1966 le salon du champignon qui existe depuis 10 ans. L'année suivante une salle Roger Gauthier est inaugurée le 14 janvier par le maire d'Orléans Roger Secrétain.

Dans les années 1970, la notion de protection de la nature prend de l'importance dans les esprits des adhérents de l'Association, au point d'ajouter le sous-titre «Association pour l'étude des sciences naturelles et la protection de la nature en région Centre». Ce caractère régional se perdra peu à peu avec l'apparition de plusieurs sociétés d'Étude et de protection de la nature dans d'autres départements de la région.

Un concours annuel de photographies de sciences naturelles voit le jour avec la collaboration du Photo-ciné-club orléanais.

A l'initiative de François Larigauderie et du président de l'association, Michel Rivière, est créée en 1975 la première réserve naturelle nationale pour la région Centre. La réserve de l'île de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin sur la Loire fait alors l'objet d'une convention de gestion et d'animation (convention entre l'État, le conseil général du Loiret et les Naturalistes orléanais). Cela permet l'embauche d'un premier salarié (François Larigauderie) chargé de la gestion, de l'animation et de la surveillance de la Réserve ainsi que de l'animation sur les bases de loisirs dépendant de la direction départementale de la jeunesse et des sports. Le site de la « station ornithologique » de la réserve naturelle accueille alors de nombreux élèves et étudiants et devient aussi un lieu de formation pour les passionnés de nature. En 1977, ses responsables présentent un travail d'étude de recherche mené depuis les années 1960 sous la houlette du Muséum d'histoire naturelle national de Paris. Plus de 200 000 oiseaux ont été bagués à Saint-Mesmin, près d'un million de données biométriques ont été recueillies et les 3 000 « reprises » effectuées ont prouvé les grandes distances parcourues par les oiseaux visiteurs de l'Oural à l'Afrique du Sud.

En 1978, l'association reçoit du ministère de l'environnement son agrément au titre de la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature. Un groupe mammalogie est créé et fournit un travail important de réflexion en cette période de rage vulpine suivi de la réalisation d'une exposition et de la publication d'un numéro spécial de la revue de l'association.

Dans la première moitié des années 1980, les objectifs de l'association sont redéfinis. L'assemblée générale extraordinaire de 1980 décide de développer les activités de protection et de sensibilisation à l'Environnement et de se doter de moyens tant matériels qu'humains. L'association participe notamment à l'élaboration du livre blanc sur l'environnement. De nombreuses actions de protection de la faune sauvage sont initiées par les adhérents notamment en faveur des sternes et des rapaces. Le balbuzard pêcheur effectue son retour naturel en forêt d'Orléans. Les ornithologues de l'association s'impliquent fortement pour surveiller le site de

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

nidification. En parallèle, sont créés un groupe herpétologique qui entreprend le premier inventaire de l'herpétofaune du Loiret ainsi qu'un groupe de réflexion sur les cervidés. Un nouvel outil audiovisuel sur le thème du recyclage, des huiles usagées et du papier est également créé.

L'association est aussi déjà représentée dans beaucoup de commissions consultatives préfectorales (commission des sites, des carrières, plan de chasse...). Au début de la décennie le préfet signe les premiers « arrêtés de biotope » officialisant la protection de plusieurs zones sensibles : l'une au confluent Loire/Loiret, à la Pointe de Courpain ; l'autre pour préserver une héronnière à Ouvrouer-les-Champs. Quatre nouveaux arrêtés préfectoraux de protection de biotope permettent de préserver des sites de nidification des sternes en Loire. Sous l'impulsion des Naturalistes Orléanais, la Fédération régionale des associations de protection de l'environnement du Centre (la FRAPEC, aujourd'hui France nature environnement Centre-Val de Loire) est créée et organise un premier colloque sur la Loire et son aménagement.

En raison de l'accroissement des activités de l'association celle-ci est alors contrainte de se réorganiser. Cela se traduit par l'embauche de salariés. Le siège social doit également déménager dans un bâtiment préfabriqué situé à l'arrière du Muséum pour cause de travaux d'extension et de modernisation du Musée.

En 1986-1987, après une souscription lancée auprès des adhérents, les Naturalistes orléanais décident d'acheter un immeuble à Orléans afin de créer la première Maison de la nature et de l'environnement (MNE). Cette première MNE est inaugurée en mars 1987, Année Européenne de l'Environnement. Elle est sise au n° 96 rue du Faubourg Saint-Vincent à Orléans.

La catastrophe de Tchernobyl amène à réfléchir sur la question du risque nucléaire. C'est pourquoi l'association décide en 1987 de parrainer la création de l'Association pour le contrôle et l'information sur la radioactivité (ACIRAD) Centre, organe indépendant spécialisé dans le domaine du nucléaire. La même année est créé un poste de conservateur de la réserve naturelle de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin qui sera confié à Michel Chantereau. Un premier plan de gestion est alors rédigé puis validé par le comité de gestion réuni par le préfet du Loiret. Toujours en 1987, l'assemblée générale décide d'adjoindre les mots « et de la Loire moyenne » au nom de l'association.

A la fin de la décennie 1980, la présence de l'association est toujours plus grande sur le front des débats sur les grands problèmes d'environnement (autoroutes, élimination des déchets, aménagement de la Loire...). Elle est également représentée à la commission départementale d'hygiène et rédige la charte départementale des usagers de la Loire qui est signée par de nombreux élus locaux et des associations. Un premier contrat d'étude est aussi passé avec la ville

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

d'Orléans, tandis que la barre des 10 000 enfants ayant bénéficié des actions de sensibilisation par les animateurs professionnels de l'association est franchie.

Au début des années 1990, la première MNE étant devenue trop petite, le Conseil d'administration décide d'acheter une maison plus grande dotée d'un jardin. Les adhérents aident au financement de cette acquisition. L'aménagement de bureaux, de la boutique, de la salle d'exposition et du jardin ont demandé des milliers d'heures de travail à un noyau de bénévoles. C'est également avec le soutien d'entreprises mécènes que la nouvelle MNE devient opérationnelle et identifiable au 64 route d'Olivet à Orléans. Jean-Louis Pratz devient en même temps le premier directeur des naturalistes Orléanais, grâce au Fonds Régional pour l'Emploi. L'équipe des permanents s'étoffe quant à elle régulièrement et le centre d'information et de documentation sur la nature voit le jour grâce à l'obtention d'un Contrat Vert avec le conseil régional.

En 1994, la Maison de la nature et de l'environnement est inaugurée en présence de Théodore Monod.

En 1996, l'extension du périmètre de protection de la réserve naturelle de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin est approuvée par le préfet du Loiret après plusieurs années d'instruction.

Entre 1997 et 1999, l'activité d'animation se diversifie avec une approche sur le thème du jardin grâce à l'embauche d'une animatrice permettant l'ouverture et la réorganisation progressive des 600 m² du jardin pédagogique de la MNE. Un premier catalogue des animations, édité dans le cadre d'un Contrat Vert avec le conseil régional, est diffusé dans tous les établissements scolaires du Loiret. L'association soutient ou organise également des activités périscolaires et mène des actions de sensibilisation auprès des scolaires, notamment sur les thèmes de l'eau, de l'air et de l'énergie et de l'élimination des déchets. Par exemple, les Naturalistes Orléanais rencontrent un grand succès lors du dixième concours scolaire lancé auprès de toutes les écoles primaires du Loiret sur le thème l'eau (cent soixante classes du département participantes). Une exposition à la MNE, présentant les réalisations des classes, couronne l'opération avec succès.

En parallèle, l'association poursuit sa professionnalisation avec des recrutements, dont celui de trois médiateurs environnement en contrat emplois jeunes qui viennent peu à peu remplacer les objecteurs de conscience. Le niveau de qualification de ces nouveaux professionnels permet de répondre aux attentes des adhérents et des partenaires de façon plus efficace et plus spécialisée.

En 2000, un important travail préparatoire est engagé à la demande du ministère de l'environnement pour étudier un agrandissement conséquent de la Réserve Naturelle de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Au printemps 2001, une caméra vidéo est mise en service sur l'un des très rares sites de reproduction du Balbuzard pêcheur de France.

En 2002, l'association adopte la convention « Collective nationale de l'animation socioculturelle », mais l'association se retrouve en difficulté pour pérenniser ses emplois après l'abandon par l'État du système d'aide à l'emploi jeune.

En 2003, pour la première fois, et pour être en conformité avec la loi, un commissaire aux comptes a été appelé. En parallèle l'association mène plusieurs études collaboratives sur des sujets tels que le peuplier noir et l'éolien.

En 2004, la MNE devient l'un des pôles de distribution des paniers bio, opération initiée par l'association « Les Jardins de Cocagne ».

En 2005, le site internet est créé tandis que les derniers restes de la station ornithologique de la rue Deffier à Saint-Pryvé-Saint Mesmin sont retirés du terrain. En 2006, se lance l'opération « Objectif Zéro Pesticide dans nos villes et nos villages » qui a pour but d'impliquer les communes dans la réduction de l'utilisation des pesticides dans les espaces publics. Elle est le fruit du travail collaboratif entre un groupe de bénévoles de l'association, la Fédération régionale de lutte et de défense contre les organismes nuisibles (FREDON) et les Jardiniers de France. La même année est créée la Réserve naturelle nationale (RNN) de Saint-Mesmin, résultat de huit années de travail. La RNN n°26 protège et gère un tronçon de 7,5 kilomètres de Loire, principalement sur le domaine public fluvial et s'étend sur 263 hectares. Elle touche désormais six communes : Saint-Pryvé-Saint-Mesmin, Mareau-aux-Prés, La Chapelle-Saint-Mesmin, Saint-Ay, Saint-Hilaire-Saint-Mesmin et Olivet.

En 2007, l'assemblée Générale extraordinaire dote les Naturalistes Orléanais et de la Loire moyenne de nouveaux statuts et entérine le changement de nom et de logo de l'association qui désormais s'appelle : Loiret nature environnement (LNE) adopte le Hérisson comme logo. Ces changements symboliques sont destinés à marquer l'affiliation de LNE à et à Nature Centre.

En 2008, l'opération « Objectif Zéro Pesticide dans nos villes et nos villages » connaît un tournant avec la signature de la charte par la ville d'Orléans. En parallèle, la rénovation de la MNE est engagée pour être plus respectueuse de l'environnement et pour des raisons de mise aux normes « zone inondable ». En 2009, en droite ligne de l'opération Objectif Zéro Pesticide qui voit la signature de sept nouvelles communes, deux nouvelles opérations sont lancées : opérations : « Mon jardin au naturel », « Jardiner au naturel, objectif zéro pesticide » qui consistent à accompagner les enseignes de l'agglomération d'Orléans vendant des produits phytosanitaires vers les alternatives et à initier un changement de comportements des jardiniers amateurs. L'opération « Pull-Over Plus » destinée à engager les écoles et mairies à réduire significativement leurs émissions de gaz à effet de serre

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

et à adopter des gestes écocitoyens est également lancée la même année. L'année 2009 voit également se dérouler la première édition de la fête de la réserve naturelle de Saint-Mesmin.

En 2010, la Maison de la nature et de l'environnement fête ses 20 ans en présence notamment d'élus dont la vice-présidente de la région, Pascale Rossler. L'opération Objectif zéro pesticide est quant à elle régionalisée par la fédération Nature Centre. Dans le même temps s'opère un regroupement des 3 opérations « Zéro Pesticide dans nos villes et nos villages », « jardiner au naturel, objectif zéro pesticide » et « Mon jardin au naturel » sous l'appellation : « Pesticides, comment s'en passer ? ». Le projet de « transmission d'images » du nid de balbuzard de l'étang du Ravoir au muséum d'Orléans se concrétise également la même année.

En 2011, l'association cherche à se renforcer sur la question des inventaires relatifs aux espèces et des territoires peu connus par la pérennisation d'un second poste de chargé d'étude et par le soutien de la région Centre. LNE lance aussi l'opération « Bienvenue dans mon jardin au naturel » avec pour point d'orgue l'organisation d'un week-end Portes-ouvertes dans 24 jardins sur 15 communes.

En 2012-2013, démarre un Inventaire de la biodiversité communale sur la commune d'Ingré tandis que le programme Val Mares dans le pays Loire-Beauce se termine par l'inauguration de l'exposition photographique « Zoom sur la mare » et la finalisation du Circuit des mares dans le pays. En 2013 se déroule le colloque international sur le balbuzard pêcheur qui est organisé par le muséum d'Orléans, la Ligue pour la protection des oiseaux et Loiret nature environnement. Les actions pédagogiques de l'association bénéficient également de la création de nouveaux outils, dont celui de « la malle aux herbes folles » qui est un outil mobile destiné à l'acceptation des herbes sauvages par les habitants des communes signataires. L'année 2013 est également marquée par l'arrivée officielle de la Loutre dans la réserve naturelle nationale de Saint-Mesmin.

En 2014, les bénévoles du centre de documentation de la M.N.E. se lancent dans l'informatisation de la photothèque qui contient plus de 30 000 clichés.

En 2015, l'association participe au lancement de la base de données régionale SIRFF (Système d'information régional sur la faune et la flore), rendant accessible en ligne la nouvelle base de données naturalistes de LNE. L'association se voit également reconduire la gestion de la réserve naturelle de Saint-Mesmin pour 5 ans après validation du nouveau Plan de gestion de celle-ci. En parallèle est créé un nouveau sentier de découverte à la réserve naturelle sur le site de Micy. LNE participe à la COP 21 de Paris par l'intermédiaire du témoignage vidéo de Didier Papet Président de l'association sur les opérations de développement durable menées conjointement avec la ville d'Orléans. L'animation du plan régional d'action « Pélobate brun » est confiée par la DREAL (Direction régionale de

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

l'environnement, de l'aménagement et du logement), confirmant ainsi l'importance des stations à pélobates à l'orée de la Sologne du Loiret.

En 2016, le site du Ravoir est visité par la secrétaire d'état Barbara Pompili lors de la signature d'un engagement des différents partenaires (ONF, RTE, ville d'Orléans, LNE...) pour la relance du projet de caméra sur le nid de Balbuzard pêcheur avec transmission des images par internet et animations autour de cet oiseau emblématique. L'année est également marquée par les 70 ans de LNE qui voit la ré-édition du livre de Jacques Baillon Faune sauvage des temps jadis – Orléanais, Beauce, Sologne, Gâtinais [...] dans lequel est inclus un cahier spécial « Historique de l'association » illustré de photos issues des archives de l'association.

2.3. Lieu

Maison de la nature et de l'environnement

64, route d'Olivet

45 000 Orléans

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901, inscrite au journal officiel en date du 24 janvier 1946.

2.5. Fonctions et activités

A l'origine une société de naturalistes, Loiret nature environnement est désormais pluridisciplinaire. L'association mène principalement des projets d'éducation et de sensibilisation à la protection de la nature et de l'environnement ainsi que des inventaires, suivis scientifiques et des diagnostics « biodiversité » sur les exploitations agricoles.

Selon ses statuts, LNE a pour objet :

- d'étudier et de protéger les milieux naturels, dans une perspective de léguer une nature préservée aux générations futures ;
- de veiller et de participer activement à la préservation de la faune, de la flore et des sites nécessaires à la conservation de celles-ci ;
- d'œuvrer dans un souci d'éducation à l'environnement de tous publics par une vulgarisation scientifique rigoureuse s'appuyant sur les recherches en cours ;
- de participer au débat public auprès des institutions locales, départementales, régionales ou nationales ;
- d'engager toute action visant à réduire les impacts néfastes de l'homme sur son environnement.

Les principales actions de LNE dans le département du Loiret sont donc les suivantes :

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Mieux connaître pour mieux préserver
- Éduquer à l'environnement pour sensibiliser un large public
- Agir pour plus d'éco-citoyenneté

Loiret nature environnement faisait paraître jusqu'en 2005 un bulletin, remplacé depuis par des lettres d'information. Elle crée également de nombreux documents de sensibilisation et des outils pédagogiques.

Loiret nature environnement dispose également de plusieurs agréments :

Protection de la nature (au titre de loi de 1976)

Habilitation à participer au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives départementales

Jeunesse et éducation populaire

Association éducative complémentaire de l'enseignement public (local, départemental et académique)

Formation continue

Code de l'Urbanisme

Loiret nature environnement est gestionnaire d'une réserve naturelle nationale depuis 1975 : la réserve naturelle de Saint-Mesmin.

2.6. Textes de référence

Les statuts complets sont accessibles sur le site de l'association à l'adresse suivante :

http://www.loiret-nature-environnement.org/images/Loiret_Nature_Environnement/Pr%C3%A9sentation/statut-lne.pdf

2.7 Organisation interne

LNE est formée par des bénévoles et des salariés.

Un conseil d'administration est élu chaque année par l'assemblée générale. Il est actuellement de 15 membres qui se réunissent tous les trimestres à la Maison de la nature et de l'environnement d'Orléans. Ils discutent de l'ensemble des activités et préoccupations de l'association et approuvent les projets portés par celle-ci. Issu du conseil d'administration, le bureau se réunit régulièrement à la Maison de la nature et de l'environnement d'Orléans.

L'équipe salariée est quant à elle composée de 14 membres et se divise entre l'administration générale de l'association et 4 pôles (réserve naturelle nationale de Saint-Mesmin, pôle animations, pôle inventaire et expertises, pôle projets : zéro pesticides et développement durable).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Associations et organismes privés : Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre, France nature environnement (FNE), Réserves naturelles de France, Fédération régionale de lutte et de défense contre les organismes nuisibles de la région Centre (FREDON)...

Organismes publics : Office national des forêts (ONF), Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), Agence française pour la biodiversité (AFB), communes.

3.2. Type de relations

Loiret nature environnement est membre de France nature environnement Centre-Val de Loire.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Mars 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

Didier Papet (actuel vice-président de LNE)

Site de l'association : <http://www.loiret-nature-environnement.org>

Présentation du contenu conservé par Loiret nature environnement (LNE) :

Création :

Pièces isolées (1945 - décennie 1950)

Administration et composition :

Dossiers préparatoires d'assemblées générales ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Bureau : dont comptes-rendus de bureaux (1993-1999) ;

Dossiers de l'inauguration Maison de la nature (avec invitations) (1994) ;

Relations avec le Muséum d'histoire naturelle d'Orléans (années 1970).

Comptabilité :

Facturiers, salaires.

Fonctionnement et activités :

Feuilles mensuelles d'activités (vers 1958- années 1980) ;

Programmes des conférences ;

Fiches d'observations ;

Études et suivi sur les balbuzards (avec cahiers de terrain (1984- 1994)) ;

Analyses (vers années 1970) ;

Dossiers de suivi des communes concernant principalement le projet « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages » ;

Dossiers thématiques : dont chasse, pollution, mycologie, entomologie, faune (loups, lynx, loutres, castors, balbuzards...) ;

Concours scolaires ;

Expositions (vers décennie 1980-2017) : affiches, panneaux (dont cinquantième de LNE), photographies ;

Consultations relatives aux enquêtes publiques du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) (2012-2015) ;

Archives de la réserve naturelle de Saint-Mesmin (doubles) (5ml) : plans de gestion de la RN, cadastre, POS,), commission animation (documentation), recensements d'oiseaux.

Documentation:

Revue. - Bulletin Les naturalistes orléanais, Loiret Nature (1945-2017) : « première édition » avril (1945-1957), nouvelle édition (1958-2005) ; lettres d'information ([1](#)); collections de bulletins reçues de sociétés savantes et d'associations scientifiques et de protection de la nature et de l'environnement (dont Gazette de Loir-et-Cher, Perche nature, bulletin climatologique du Loiret, Courrier de la nature, Salamandre, Loire et ses terroirs, Société géologique de France) (environ 25,0 ml) ;

Revue de presse sur la thématique de la nature et de l'environnement ; coupures de presse ;

Études ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Cartes géologiques ;

Textes législatifs (dont Natura 2000) ;

Plaquettes de l'association ;

Diapositifs et photographies concernant principalement la faune et la flore locale en lien avec l'activité naturaliste de l'association.

Varia:

Outils pédagogiques ;

Documents de protection de la nature donnés par Roger Gauthier (années 1970).

Dates extrêmes

1945-2005

Métrage linéaire conservé

environ 130 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné, dont : bulletins des Naturalistes Orléanais numérisés 1965-2004, diaporama de plus de 200 photographies numérisés relatif aux 70 ans de LNE disponible sur le site de l'association.

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation

Fonds majoritairement non classé avec conditionnement en boîte archives cartonnées dans un environnement sain.

Classement documentaire pour les ouvrages de la bibliothèque.

Localisation physique

Maison de la Nature et de l'environnement

64 route d'Olivet

45 000 Orléans

Modalités d'accès

Accueil de chercheurs sur demande à la Maison de la Nature.

Maison botanique - Atelier vivant de Boursay

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Maison botanique - Atelier vivant

1.3. Autres formes du nom

L'Atelier vivant (vers 1991-2001).

Maison botanique - Atelier vivant (depuis 2001).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Vers 1991 - aujourd'hui

2.2. Histoire

La création de la « Maison botanique - Atelier vivant », remonte à l'installation dans la commune de Boursay au début de la décennie 1980 de Dominique Mansion. Cet artiste, passionné de botanique et également l'un des membres fondateurs de l'association « Perche nature » décide de s'investir dans la préservation et la valorisation du Perche et plus localement dans sa commune. Il lance alors de nombreuses initiatives avec le maire de Boursay, Paul Bianquis. À la demande de ce dernier, Dominique Mansion réalise avec « Perche nature » en 1990 les projets de plantation de haies champêtres autour du terrain de la salle communale et le long du lagunage.

Cette dynamique de projets se poursuit à Boursay avec la naissance de l'association « l'Atelier vivant » vers 1991. En 1993, le projet d'une halte-garderie par la Mairie évolue en centre de loisirs « L'atelier Vivant », sous l'impulsion de l'association et de jeunes parents habitant Boursay et les alentours. Ce centre de loisirs a pour objet de proposer aux enfants du village et des environs des animations nature pendant les vacances scolaires.

L'année suivante est créé le chemin botanique à Boursay. Ce chemin, d'environ 2.5 kilomètres de long propose un balisage de la flore arborée, arbustive et herbacée du Perche. Il a été financé par la région (CRIL), installé par la commune de Boursay et conçu bénévolement par Dominique Mansion, suite à sa réalisation des dessins de la flore forestière française. L'inauguration du chemin botanique a été l'occasion de présenter son prolongement : le projet de la Maison botanique.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

En 2000, soit après 6 ans de réunions, de démarches et dossiers, le projet porté par le Syndicat intercommunal de Droué se réalise. L'association « Maison botanique - Atelier vivant » voit le jour ainsi que le centre du même nom. 450 personnes sont présentes lors de l'inauguration des locaux mis à disposition par la mairie de Boursay (des anciens bâtiments restaurés au cœur du village grâce au concours financier de la région et du département).

En janvier 2001, les Trognés présentées par Dominique Mansion au festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire reviennent à Boursay, puis sont remises en place en juin 2002 (avec de nouvelles trognés pour un total de 43) le long d'un nouveau chemin reliant la Maison botanique et le Chemin botanique. Le Chemin des Trognés est alors inauguré en novembre 2002, prolongeant et confortant la réputation et la vocation pédagogique de la Maison botanique. L'année suivante est créé le Centre européen des Trognés.

En 2006, le Marché bio créé à Romilly par Monique Plateau, devenu Fête bio, prend racine à Boursay. Les salariés et des bénévoles de l'association « Maison botanique - Atelier vivant » s'impliquent dans cette manifestation annuelle pour devenir les principaux organisateurs.

En 2009, les chemins Botanique et Trognés sont classés en espace naturel sensible par le département.

En 2011, ont lieu les premières Rencontres nationales du plessage à Boursay.

En 2015, la Maison botanique et les chemins sont enrichis par la mise en place d'une signalétique venant élargir et détailler le champ d'information autour des enjeux environnementaux, patrimoniaux et sociétaux.

2.3. Lieu

Maison botanique – Atelier vivant

Rue des Écoles

41270 Boursay

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

La « Maison botanique - Atelier vivant » est une association Loi 1901 ayant pour principaux objets la transmission de savoir, l'éducation et la sensibilisation à l'environnement, l'accompagnement à l'environnement (notamment dans le cadre de formations telle que sur le plessage, de stages et de l'accompagnement des agriculteurs à l'agroforesterie) et le développement du tourisme local. Elle aborde un angle d'approche différent selon le public.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

L'animation de la Maison botanique et la gestion de « L'atelier vivant » (centre d'accueil de loisirs agréé jeunesse et éducation populaire) constituent les principales activités de l'association. « L'atelier vivant » propose ainsi aux enfants de 3 à 12 ans des activités de découverte du patrimoine naturel et culturel local par l'animation d'ateliers (jardin, cuisine sauvage, céramique, mini-stages...), de jeux collectifs extérieurs, de balades et d'activités libres (atelier jardin, jeux de société...). Le fonctionnement du centre de loisirs se veut « éco-citoyen » (tri des déchets, recyclage et réutilisation d'objets, sensibilisation à l'économie d'eau et d'énergie, restauration d'origine locale).

« L'atelier vivant » se donne pour objectifs et principes de :

- Susciter des changements de perception et générer des comportements respectueux et responsables vis-à-vis de la nature et de l'environnement, en s'appuyant sur le végétal et les relations entre les Hommes et les végétaux.
- Permettre des échanges et des transferts de connaissances sur des savoir-faire liés au monde végétal.
- Favoriser la découverte de la nature sur le terrain, s'immerger dans l'environnement,
- Éveiller la curiosité au monde végétal,
- Transmettre les savoirs et savoir-faire liés au monde végétal,
- Sensibiliser aux enjeux environnementaux actuels,
- Informer, sensibiliser et favoriser le questionnement, tout en respectant les points de vue de chacun.

Selon ses statuts l'association a pour buts⁷¹ :

- « L'accueil de la petite enfance et la création d'animations pour les enfants en âge scolaire, ainsi que l'éducation populaire en favorisant les rencontres et activités entre personnes d'âge et d'origine différents.
- L'association a également pour but d'animer la Maison botanique, comprenant un musée sur la flore et la faune locale, les usages et savoir faire qui leur sont liés, en vue d'y accueillir tout public, d'y organiser des animations et d'y dispenser des stages de formation ouverts à tous.
- L'association a encore pour but de créer et gérer le centre européen des Trognés (recueil d'informations, organisation de stages de formation, animations...) y compris le chemin des trognés situé à proximité de la Maison botanique.
- Agir pour le maintien et la protection de la diversité floristique sauvage et domestique et leurs milieux. »

⁷¹ Extrait des statuts du 30/01/2010.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

La « Maison botanique - Atelier vivant » remplit également les missions suivantes :

- L'aménagement et l'entretien des sentiers (chemin des trognes et chemin botanique).
- L'organisation de la fête du Bio de Boursay depuis 2006.
- La participation à l'organisation du Marché au livre de Boursay depuis sa création en 2017.
- L'accompagnement de projets de plantations de haies.
- L'accompagnement technique sur les trognes par l'intermédiaire du Centre européen des trognes.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

L'association « Maison botanique - Atelier vivant » est composée d'un Conseil d'Administration élu chaque année lors de l'assemblée générale. Il rassemble actuellement 10 membres bénévoles qui se réunissent tous les mois à la Maison botanique. Ils discutent de l'ensemble des activités et préoccupations de l'association et approuvent les projets portés par celle-ci.

Le bureau est également élu chaque année par les membres du conseil d'administration. Il est actuellement composé de :

- Sandrine Casarin : présidente,
- Dominique Mansion : vice-président,
- Eric Casarin : trésorier,
- Séverine Secretain : trésorière adjointe,
- Martine Coursaget : secrétaire,
- Philippe Cornet : secrétaire adjoint.

L'association compte également une équipe salariée de 4 permanents dirigée actuellement par Étienne Monclus. Des stagiaires et des services civiques viennent régulièrement renforcer cette équipe.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Collectivités et associées : Région ; Département ; Union européenne et la communauté de commune pour les financeurs ; le Parc naturel régional (PNR) du Perche dans le cadre d'animations ; le Centre départemental de soins d'accompagnement et d'éducation du Val de Loire (CDSAE) à Herbault ; le lycée

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

agricole d'Areines (partenariat) ; et la commune de Boursay comme partenaire local et financeur.

Monde associatif : Perche nature (actions communes et partenariats) ; le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Loir-et-Cher (CAUE 41) ; le Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre adhérent) ; la Fédération départementale des chasseurs du Loir-et-Cher.

Divers : Syndicat mixte du Pays Vendômois (relais de financement), agriculteurs locaux, public scolaire.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juillet 2018

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Dominique Mansion, vice-président et fondateur.

Étienne Monclus, coordinateur et animateur nature.

<http://www.maisonbotanique.com/>

Présentation du contenu conservé par la Maison botanique - Atelier vivant :

Administration et composition :

Comptes rendus des réunions de l'assemblée générale et du conseil d'administration : format papier (1991-2013) (0,2 ml), format numérique (1991 - jusqu'en 2018) ;

Rapports d'activités (0,1 ml) ;

Dossiers de direction ;

Déclarations d'accueil ;

Adhésions.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Personnel (0,5 ml) :

Salaires (0,30 ml), stagiaires, « emplois jeunes ».

Correspondance :

Courriers départs/arrivés (chronos).

Comptabilité :

Comptabilité générale (environ 3,5 ml) (vers 2002-2016) : comptes annuels, factures, pièces justificatives, devis (2005-2008), chéquiers, assurances.

Fonctionnements, activités :

Dossiers d'activités et de formations (dont plessage et classes découvertes) (environ 2,0 ml) ;

Marché Bio (2008-2014) (environ 1,0 ml) : préparation, matériel, tickets, factures, affiches et affichage divers.

Documentation :

Documentation pédagogique relative à l'animation nature (3,0 ml) ;

Rapports de stages ;

Brochures et prospectus de la Maison botanique ;

Banderole de la fête Bio de Boursay organisée par l'association.

Expositions (dont « écorces », « champignons », « graines », « racines ») : dossiers de préparations, objets scénographiques, panneaux et affiches (environ 5,0 ml hors panneaux) ;

Herbiers (2 classeurs) ;

Bibliothèque – centre de documentation. - Publications et ouvrages classés par thème ou collection (dont sur le jardinage, la cuisine, la vannerie, la botanique, l'agriculture, l'énergie, la connaissance des simples, les arbres, livres anciens et livres « jeunesse ») (environ 15 ml) ; cassettes audio et diapositives.

Varia :

Fonds M. Richard⁷² (vers 1934-1970) (0,20 ml) : notes d'ouvrages, dépouillements de flores (dont carnet), recherches sur la végétation de l'Adour, note d'un colloque de 1959, courriers, bulletins « le Monde des Plantes » (1934-1950) et feuille d'information de « Science et Nature » (association des Amis du muséum d'histoire naturelle) (1958-1970) ;

⁷² Enseignant et botaniste amateur. Un herbier composant le fonds est conservé chez Dominique Mansion.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Vrac non identifié (environ 1,0 ml).

Dates extrêmes

Vers 1934 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 31 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (sont notamment conservés : les comptes rendus d'assemblée générale et de conseil d'administration ainsi que les rapports d'activités).

Le site de l'association propose également en libre accès un certain nombre d'archives numériques, dont :

- Les statuts mis-à-jour du 30/01/2010

<http://www.maisonbotanique.com/images/download/statuts-maison-botanique.pdf>

- Le Projet pédagogique du centre d'accueil

<http://www.maisonbotanique.com/images/download/AV-projet-pedagogique.pdf>

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les fonds sont en bon état, conditionnés en boîte archives pour la plupart, et se situent dans un environnement sain.

Localisation physique

Maison botanique

Rue des écoles

41270 Boursay

Modalités d'accès

Sur demande aux coordonnées suivantes :

Tél. : 02 54 80 92 01

Courriel : contact@maisonbotanique.com

Mardiéval

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Mardiéval

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1972 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Mardiéval est à l'origine une association créée en 1972 sous le nom « d'Association pour la défense des intérêts des propriétaires et habitants de la Commune de Mardié ».

Tombée progressivement en sommeil, l'association est relancée en 1996 pour réagir au projet de grand contournement d'Orléans et d'un second pont sur la Loire près de Jargeau. Ce projet de déviation routière, notamment soutenu par le cabinet d'avocat de Corinne Lepage, s'inscrit dans le cadre des politiques d'aménagement de l'agglomération orléanaise débuté en 1974 avec l'adoption d'un SDAU (Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme). Quant au projet de construction d'un second pont à proximité de Jargeau, il a pour objectif de dévier le trafic hors du bourg de la commune. La première intention était de le construire à proximité de « Chenailles » à l'ouest de Jargeau. L'idée est rapidement abandonnée pour le choix de la commune de Mardié au cœur de la « ceinture verte » ou « coupure verte » d'Orléans. Partant d'un besoin de défendre le patrimoine communal et la tranquillité du village, des habitants de Mardié en sont venus à prendre conscience de la valeur inestimable du patrimoine naturel et paysager ligérien local. Ils se sont alors réunis au sein de « l'Association pour la défense des intérêts des propriétaires et habitants de la commune de Mardié » afin de le protéger contre ce projet routier. L'association, disposant alors des statuts pour mener une action en justice entama alors une procédure qui fut par la suite déboutée.

Le projet de déviation et de pont sur la Loire se poursuit dès lors. Vers 2002, un collectif de défense contre le grand contournement d'Orléans est alors créé. Il permet alors aux différentes associations de protection de l'espace ligérien autour

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

de l'agglomération orléanaise (dont « Mauves Vivantes ») de coordonner leurs actions lors de l'enquête publique. En 2004, des études sont lancées pour la construction du pont de Mardié, puis le début des travaux est annoncé pour 2006.

Malgré un premier échec, « l'Association pour la défense des intérêts des propriétaires et habitants de la commune de Mardié » est rebaptisée en septembre 2006 Mardiéval et ses statuts sont sensiblement rénovés. Le VAL de ce nouveau nom évoque à la fois le Val de Loire, auquel appartient la commune de Mardié, et la notion de valorisation qui doit prendre le pas sur celle de défense, laquelle avait prévalu dans le passé. Cette évolution traduit également la prise de conscience de l'importance des enjeux de la valorisation comme ceux de la préservation du cadre de vie et de l'environnement, dans une dimension collective, et des besoins d'initiatives offensives et défensives, de stratégies, d'organisation et de communication nécessaires pour atteindre les objectifs de l'association.

En 2009, l'association est marquée par le retrait pour cause de maladie de son président, Yves de la Martinière qui décède la même année.

Suite aux actions menées, les travaux de construction du pont sont retardés. En parallèle, Mardiéval s'implique contre un projet de carrière de soixante hectares (la carrière de « l'étang ») en soutenant l'action en justice entreprise par la commune de Mardié. Tout en faisant toujours front contre ces projets menaçants, l'association développe un certain nombre d'initiatives en faveur de la valorisation et de la protection du Patrimoine ligérien. En 2010, Yann Arthus-Bertrand vient soutenir l'action de Mardiéval en parrainant les deux premiers Balbuzards pêcheurs nés sur une aire que l'association a installée à Mardié. La même année, un blog est lancé, devenu par la suite Loire & biodiversité⁷³ afin d'illustrer l'exceptionnelle biodiversité que l'on peut rencontrer près de la Loire à Mardié, et plus largement dans le Val de Loire du Loiret.

En 2014, Mardiéval redéfinit ses statuts. L'année suivante un nouveau collectif dénommé « La Loire vivra » est fondé. Incluant l'association ainsi que Mauves Vivantes, il a pour objectif de se coordonner contre le projet de contournement est d'Orléans qui redémarre.

Durant l'automne 2015, une webcam filmant le nid des Balbuzards pêcheurs est installée par l'association.

En mars 2016, l'association lance le site BalbuCam⁷⁴ qui permet de suivre chaque année la saison de reproduction du balbuzard pêcheur, un rare rapace migrateur piscivore. Cette initiative au budget relativement modeste (investissement 3 500 euros) rencontre un important succès (60 000 visiteurs passionnés ayant ouvert 400 000 sessions en 2017).

⁷³ <http://www.loire-et-biodiversite.com/>

⁷⁴ <http://www.balbucom.fr/fr/accueil/>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

La même année se déroule l'enquête publique relative au pont de Mardié. Dans ce cadre, Mardiéval dépose un dossier de 40 pages parmi 2200 autres (1600 défavorables au projet, 600 favorables). À la fin de l'année, la Déclaration d'utilité publique (DUP) est adoptée. L'association engage alors un recours devant le tribunal administratif, tandis que 10 hectares de bois sont défrichés et qu'un Partenariat Public Privé est mis en place à l'initiative du conseil départemental du Loiret.

Afin de poursuivre son action en justice Mardiéval, doit faire appel aux dons en 2017 et collecte 15 000 euros (l'objectif était de 10 000 euros).

En septembre 2018, un nouvel arrêté pris par la préfecture du Loiret permet la reprise des travaux de déboisement liés au projet de déviation. Mardiéval entreprend alors avec le concours de France nature environnement Centre – Val de Loire de déposer un nouveau recours au Tribunal administratif. Le mois suivant, le Conseil d'État rend une décision défavorable à la commune au sujet de l'exploitation du site de « l'Étang » par l'entreprise « Ligérienne Granulats SA ».

2.3. Lieu

Siège social (adresse postale) :

Mairie de Mardié

105, rue Maurice Robillard

45430 Mardié

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Mardiéval est association Loi 1901 de protection de la nature et de l'environnement de la commune de Mardié et plus largement dans le Val de Loire du département du Loiret.

Selon ses statuts, elle a pour buts :

a. D'assurer aux habitants un cadre de vie équilibré et sain. De contribuer au respect et à l'amélioration de la qualité de la biodiversité et des paysages. De contribuer à la connaissance et à la valorisation des milieux, et à l'éducation à l'environnement.

b. De protéger ces territoires et leurs patrimoines naturels et urbains, face à toute menace, contre toute atteinte d'où qu'elle vienne et de quelque nature qu'elle soit ; notamment à l'occasion de tout plan d'ensemble, de tout programme et/ou de tout projet d'infrastructure, d'aménagement ou d'urbanisme public ou privé.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

c. A ces occasions, le cas échéant, de défendre les intérêts légitimes des habitants de ces territoires. Et/ou de contribuer à la sauvegarde des droits de ses membres, ou de tiers concernés, face à toute collectivité ou de tout organisme public ou privé.

Les solidarités pourront amener l'association à soutenir des actions hors de son territoire d'élection. ⁷⁵

Plus précisément, Mardiéval a pour principales activités :

– La défense et la protection du patrimoine naturel de Mardié et plus largement du milieu ligérien, partie intégrante du patrimoine mondial de l'humanité désigné par l'UNESCO, et qui est classé par l'Europe zone de protection spéciale Natura 2000, au titre de la directive Oiseaux, et site d'importance communautaire au titre de la directive Habitats :

En conséquence, Mardiéval lutte contre le projet de déviation routière d'Orléans incluant le projet de construction d'un pont traversant la Loire au cœur de la « ceinture verte » ou « coupure verte » d'Orléans dans la commune de Mardié, et contre le projet de carrière sur le site de « l'Étang ».

– Le partage de la connaissance par l'inventaire de la très riche biodiversité locale (avec notamment plus de cent trente espèces d'oiseaux sauvages tels que balbuzards pêcheur, plus de trente espèces d'Odonates, castors, loutres...) et sa diffusion sous forme d'inventaire photographique vivant et observations naturalistes faites sur le site/blog [Loire & biodiversité](#).

– La valorisation du patrimoine ligérien et la restauration de sa biodiversité :

L'association participe et soutient des actions menées par la commune de Mardié pour ouvrir le milieu naturel au public tout en le respectant. Les rives de Loire ont ainsi accueilli de plus en plus d'activités de randonnées et de loisirs « verts ». De plus, l'association a lancé depuis 2016 l'initiative du suivi de la saison de reproduction du balbuzard pêcheur « balbucam » grâce à l'installation d'une plateforme dédiée au rapace et d'une caméra. Depuis cette opération, Mardiéval organise une fête annuelle dénommée « balbufête ».

– L'éducation et la sensibilisation à l'environnement, principalement à destination du public scolaire.

2.6. Textes de référence

Statuts.

⁷⁵ Extrait de l'article II des statuts modifiés du 17 octobre 2014.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.7 Organisation interne

Mardiéval se réunit en assemblée générale une fois par an. Elle dispose d'un conseil d'administration qui se réunit en principe tous les mois, ou sur convocation expresse du président.

L'association se compose d'un bureau, dont les principaux membres sont actuellement Jean-Marie Salomon (président), Sylvie-David Rousseau (vice-présidente, également membre d'une association luttant contre un projet de déviation à Sully-sur-Loire), Thierry Solé (également conseiller départemental Europe-Écologie Les Verts (EELV) de l'arrondissement de Chécy), Sylvie Boyon (secrétaire), Sylvette Beziat, Jérôme Lamour (se consacre au projet balbucam).

Mardiéval compte également environ 200 à 250 adhérents, dont une dizaine de bénévoles actifs.

L'association ne dispose d'aucun salarié.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Mardiéval entretient principalement les relations suivantes :

- Membre de la fédération France nature environnement Centre – Val de Loire (FNE CVL) depuis 2012.
- Actions communes avec les associations membres du réseau France nature environnement Centre-Val de Loire (notamment avec le conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire dans le cadre d'activités naturalistes et avec l'association Mauves Vivantes dans le cadre des luttes de protection du Val de Loire).
- Ami de la fondation de Yann Arhus-Bertrand (parrainage des deux premiers Balbuzards pêcheurs nés sur une aire que l'association a installée à Mardié).
- Actions communes avec la commune de Mardié dans le cadre de la protection du patrimoine naturel de la commune.
- En contact avec le conseiller général Europe-Écologie Les Verts de Chécy, Thierry Soler (soutien contre le projet de contournement d'Orléans).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Jean-Marie Salomon, Président de Mardiéval.

Site de l'association :

<http://le-castor-enerve.fr/>

Site d'observation du albuzzard pêcheur : <http://www.balbucam.fr/fr/accueil/>

Site de valorisation du patrimoine naturel ligérien : <http://www.loire-et-biodiversite.com/>

Présentation du contenu conservé par Mardiéval :

Administration et composition :

Assemblée générale : comptes rendus de séances ;

Activités de trésorerie : comptes rendus.

Fonctionnement et activités :

Actions entreprises par Mardiéval contre la déviation d'Orléans à Mardié et la construction du pont.- Recours en justice ; dossier relatif à l'enquête publique ; réception aux commissions plénières au Parlement Européen ; pièces annexes ; plans ; copies des études d'impact ; participation à la commission permanente du conseil départemental du Loiret ;

Communiqués de presse ;

Sorties avec le public scolaire : plaquettes ;

« Balbucam » (2015-2017) : projet (2015), documents de communication ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

« Balbufêtes » : signalétique, affiches ;

Contre inventaire naturaliste site Natura 2000 de Mardié est (2006-2007) ;

Projet Mardié-Loire pour la création d'un observatoire et mise en valeur de la propriété ;

Recours contre la carrière de l'étang (2011-2017) ;

Dossier groupe Pandions (sur étude du balbuzard) ;

Actions diverses ;

Relations avec France nature environnement Centre – Val de Loire.

Documentation :

Publications de Mardiéval. - « BalbuCam la lettre » (2015-2018), « La lettre du Castor » (format recto verso ou 4 pages) (2006-2018), plaquettes de l'association, « La Fiche du Castor » sur différents thèmes, tracts ;

Panneaux d'exposition.

Varia :

Archives de l'ancienne présidence (1994-2005) (2,50 ml) concernant principalement le dossier « Grand contournement d'Orléans » (avec pétition, documentation et études, délibérations du Conseil Général du Loiret, conférences de presse, coupures de presse, correspondance).

Dates extrêmes

1994 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 4,80 ml.

Stockage bureautique conservé

Volume estimé à 18,6 Go.

Classement chronologique des documents. Classification des données, dont :

- Courriers ;
- Carnets d'adresses ;
- Dossier « agir contre le pont » et la déviation d'Orléans (avec communication, contentieux, documentation) (9 Go) ;
- Photographies classées chronologiquement et par espèce ;
- Publications de l'association en format numérique.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

À noter que les « Lettres du Castor » sont disponibles sur le site de l'association en format .doc ou en .pdf.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation des archives dans un environnement sain. Les archives les plus anciennes sont conservées dans des boîtes dédiées. Les archives courantes sont quant à elles classées dans des dossiers.

Localisation physique

Au domicile de Jean-Marie Salomon, président de Mardiéval, à Mardié.

Modalités d'accès

Sur demande auprès de Jean-Marie Salomon, président de Mardiéval :

Courriel : jean-ma.salomon@wanadoo.fr

Tél. : 06.08.70.67.37

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Mouvement de protection, intervention et droit aux animaux sans frontières

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Mouvement de protection, intervention et droit aux animaux sans frontières.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2013 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association a été créée en 2013 afin d'œuvrer pour la cause animale. Elle veille à la protection des animaux domestiques ainsi qu'à la protection et à la réhabilitation des espèces protégées et/ou sauvages à l'échelle nationale, européenne et internationale.

2.3. Lieu

19, rue Pierre Corneille

76300 Sotteville-lès-Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association a pour but :

- de recueillir, protéger et défendre les animaux de toutes espèces, maltraités, abandonnés, voués à l'abattoir ainsi que les animaux sauvages blessés ;
- d'informer et de sensibiliser le public ;
- de créer des aménagements d'urgence pour l'hiver avec de nombreuses associations et des structures afin de recueillir les animaux en détresse ;
- de mettre en place des programmes spécifiques en faveur des sans domicile fixe afin de soigner et nourrir leurs animaux, de même pour les personnes les plus démunies ou encore les gens du voyage ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- de renforcer la réglementation pour une meilleure protection animale en intervenant auprès du gouvernement, de l'assemblée nationale, du sénat, des maires, de la commission et du parlement européen, mais aussi des médias (télé, radio, etc.) ;
- de soutenir et financer la sauvegarde, les soins et la réhabilitation des animaux sauvages et domestiques.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Journal Officiel.

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Documentation : DVD et cassettes vidéos *National Geographic*, ouvrages sur la protection de la faune et de la nature.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Mouvement de protection, intervention et droit aux animaux sans frontières

19, rue Pierre Corneille

76300 Sotteville-lès-Rouen

Nature 18

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Nature 18

1.3. Autres formes du nom

Anciennement, Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature et de l'environnement du Cher (SEPANEC)

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1970 - Aujourd'hui

2.2. Histoire

En 1970, la Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature et de l'environnement du Cher (SEPANEC) est fondée par Simone Fromage et son mari (ce dernier sera par la suite salarié du Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Tronçais dans l'Allier, créant ainsi de nombreux liens entre les personnes des deux départements).

Cette création s'inscrit dans la lignée de l'émergence du mouvement de la protection de la nature dans la région Centre et de départementalisation du mouvement associatif débutée dans la décennie 1960 impulsée par des personnalités telles que Vincent Labeyrie (création de la SEPANT en 1966 dans l'Indre-et-Loire par Marc Jacquet, Vincent Labeyrie et le chanoine Corillon ; création en 1969 de la SEPANI dans l'Indre par René Pecherat).

La SEPANEC change de nom le 29 juin 1988 pour devenir Nature 18.

En 1991, Nature 18 recrute son premier salarié permanent.

Nature 18 est une association militante, libre de toute appartenance politique et confessionnelle, et a pour objet dès la fondation de la SEPANEC de mener toute étude ou action pouvant aider à la connaissance, à la protection et à l'amélioration du milieu naturel et de l'environnement, principalement dans le département du Cher. Sa devise actuelle « Connaître et Protéger, Transmettre et Accompagner » témoigne de cet engagement inscrit dans les statuts.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Parmi les actions notables de l'histoire de la SEPANEC – Nature 18, peuvent être cités l'engagement contre l'implantation du centre de stockage des déchets ultimes à Charenton-du-Cher en 1996, ou celui au début des années 90 contre les chasseurs qui détruisent massivement les populations de blaireaux dans le département du Cher.

2.3. Lieu

16 rue Henri Moissan

18000 Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901

2.5. Fonctions et activités

Nature 18 est une association départementale d'étude et de protection de la nature et de l'environnement dans le Cher. Il s'agit d'une association militante, libre de toute appartenance politique et confessionnelle qui a pour objet d'aider à la connaissance, à la protection et à l'amélioration du milieu naturel et de l'environnement, principalement dans le département du Cher.

« L'association s'efforce, dans la mesure de ses moyens, d'atteindre ces buts par les voies suivantes⁷⁶ :

- dresser l'inventaire de la faune, de la flore et des habitats;
- coopérer, au besoin par adhésion ou fédération, avec tous les organismes, collectivités ou associations qui pourraient aider à la réalisation des buts de l'association.
- s'efforcer d'obtenir le classement en réserves ou parcs naturels de tous terrains de grande valeur écologique, appartenant ou non à l'association ;
- aménager et mettre en valeur les sites gérés par l'association, surveiller leur évolution et les entretenir à l'aide d'un personnel rétribué ou bénévole ;
- développer le goût et l'intérêt du plus grand nombre, par et pour la connaissance et la protection de la nature, des milieux et de l'environnement ;
- se mettre à la disposition des organismes ou institutions pour les aider à améliorer le capital constitué par la faune sauvage *res nullius* (qui n'appartient à personne), ainsi que la flore et les milieux ;
- s'attacher à protéger les espèces animales et végétales menacées ;

⁷⁶ Extrait de l'article 2 des statuts de Nature 18.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- entreprendre toute recherche, mener toute enquête, donner tout avis, poursuivre toute étude se rapportant directement ou indirectement à toutes ces questions ;
- promouvoir et réaliser des études scientifiques entrant dans le cadre des objets de l'association ;
- veiller au respect des espaces verts et du cadre naturel dans les plans d'urbanisme et d'aménagement ;
- publier bulletins, brochures, affiches, tracts, cartes postales, etc. se rapportant à l'étude, la protection ou l'aménagement de la nature, au besoin en collaboration avec des associations ou établissements poursuivant des buts analogues ;
- mener toute action en justice, se constituer partie civile et réclamer des dommages et intérêts en faveur de la conservation de la nature et de l'environnement;
- entreprendre toute action visant à lutter contre les pollutions de l'air, de l'eau, des sols ou des milieux naturels. »

En se référant à sa devise « Connaître et Protéger, Transmettre et Accompagner », Nature 18 remplit quatre missions principales :

- **Connaître**

La connaissance naturaliste sur le terrain est l'une des principales activités de Nature 18. L'association s'engage ainsi dans un grand nombre d'inventaires (ornithologie, herpétologie, botanique, etc.).

- **Protéger**

Nature 18 s'engage à défendre la nature et l'environnement en menant constamment des actions très diverses telles que : la protection d'espèces en danger, la gestion de sites remarquables, la participation au débat public pour porter la voix de la Nature auprès des décideurs ou encore l'engagement sur la réduction d'usage des pesticides dans les communes.

- **Transmettre**

Nature 18 mène des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement en s'adressant aussi bien au grand public que dans des écoles, collèges et lycées du département.

- **Accompagner**

Nature 18 propose ses services aux collectivités locales et aux entreprises et les accompagne pour leur permettre de prendre en compte la biodiversité et la transition écologique dans leurs décisions.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Nature 18 compte aujourd'hui plus de 370 adhérents. Elle est gérée par un conseil d'administration de 9 bénévoles et 6 salariés y travaillent à plein temps (dont la directrice Marion Fourtune). Isabelle Vaissade-Maillet est la présidente actuelle. La vice-présidence est quant à elle assurée par Alain Favrot.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

- Monde associatif (dont France nature environnement (FNE), France nature environnement Centre-Val de Loire, le Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre, et la Fédération connaître et protéger la nature (FCPN), Conservatoire des espaces naturels (CEN)).

- Collectivités et associés : Conseil régional Centre-Val de Loire, Conseil départemental du Cher, Agence régionale de santé Centre-Val de Loire, communes (dont ville de Bourges), Agence de l'eau Loire-Bretagne, Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire.

- Entreprises.

3.2. Type de relations

L'association est adhérente France nature environnement (FNE) (adhérente) et membre de FNE Centre Val-de-Loire

Nature 18 entretient de nombreux partenariats techniques avec le monde associatif dans le cadre d'actions communes.

L'association dispose aussi de partenaires financiers (dont le département du Cher).

Nature 18 accompagne également les collectivités et les entreprises, notamment dans le cadre d'études d'impacts ou de diverses prestations.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Août 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Marion Fourtune, Directrice de Nature 18.

Présentation du contenu conservé par Nature 18 :

- Local de stockage archives (environ 17 ml)

Administration et composition :

Comptes rendus de bureau (avec ceux du bureau de Nature centre) (vers 2012) ;

Bulletins d'adhésions (avec des lacunes) (1999-2018).

Correspondance :

Registres des courriers reçus (2002-2014) et des courriers envoyés (1996-2014).

Comptabilité :

Subventions (2009-2011) (0,9 ml)

Comptabilité générale (2001-2016) (environ 1,50 ml) : bilans annuels (2001-2005), factures, pièces justificatives ;

Personnel, salaires. - Fiches de paies, cotisations ;

Reçus pour dons.

Fonctionnement et activités :

Actions. - Plan de valorisation du patrimoine naturel de Boischaud (Comité de pilotage (COFIL), état des lieux) (2004) ; valorisation des haies : projet, documentation (2002 – décennie 2010) ; projet de réserve naturelle d'Herry ; études des Marais de Rampenne, étude Yèvre-Auron ; protection des marais de Bourges (0,30 ml) (avec documentation) (décennie 1980-2009) ;

Études d'impacts (1991-2003) ;

Activités naturalistes. - Inventaires de la faune et de la flore des étangs du Cher (dont fiches par étangs) ; prestations d'inventaire ; inventaires pelouses (dont atlas 2012), inventaires divers ; lichen (0,3ml) : observations de terrains, photographies, documentation ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Val d'Auron. - Observations ornithologiques (avec synthèses) (décennies 1980-1990) (0,30 ml) ; valorisation : panneaux (2010) ;

Contentieux (0,20 ml) : dont contentieux Blaireau (1994), poulailler de Barlieu (2004), recours contre la carrière de Saint-Saturnin (2009) ;

Manifestations : grand défi biodiversité de Lignères (2010) ;

Animation (dont Maison de l'éclusière, recyclage, « récupère ») ;

Participation aux commissions (dont Comité local d'information et de surveillance (CLIS), Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), Hygiène, Agence régionale de sécurité (ARS), *Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux* (SDAGE), SAGE (*Schéma d'aménagement et de gestion des eaux* SAGE, aménagement, carrières) (2,50 ml).

Documentation :

Bulletin de la SEPANEC, « *la lettre aux adhérents* », « *le Traine-Buisson* » (1971-2018) ;

Publication Nature 18 : plaquettes du groupe ornitho « carnets de terrain », « atlas des Oiseaux », « le Cher, d'étang en étang », « des marais en plein cœur », « j'observe les oiseaux dans le Cher », « j'observe les oiseaux les arbres et arbustes dans le Cher », « Le guide pratique du planteur de haies champêtres dans le Cher », plaquettes et brochures diverses ;

Mémoires de stages ;

Revue extérieures à Nature 18 (dont LPO Magazines, Courriers de la Nature) ;

Photographies et diapositives : Pochette de cartes postales (dont Nature 18) ;

Cartes IGN.

Varia :

Collection de lichens ;

Affiches de Nature 18 et de la SEPANEC ;

Dessins naturalistes de bénévoles ;

Relations avec Nature 18

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

• Bureaux de Nature 18 (environ 20 ml, bibliothèque comprise)

Fonctionnement et activités :

Participation au Schéma d'Aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de l'Auron ;

Participation au plan national d'action en faveur des plantes messicoles ;

Opération Zéro Pesticides : dossier de lancement (2009) ;

Activités du Groupe ornithologique (dont fiches d'observation de terrain) ;

Études de la faune (dont chouette chevêche, sonneur à ventre jaune et avifaune de Noirlac) (0,50 ml) ;

Études sur le Busard : rapports d'étude, fiches d'espèce ;

Études d'impacts (principalement dans le cadre d'installation d'éoliennes) ;

Études sur l'éolien ;

Gestion et protection de sites (dont bas marais du Val d'Auron et pelouses calcicoles des Coillards) ;

Chantiers « jeunes bénévoles » (2000-2011) : 0,20 ml ;

Dossier relatif aux déchets ultimes de Charenton ;

Atlas des oiseaux nicheurs (1985-1990 ; 2009-2012) : dossier de rédaction, publications.

Documentation :

Bibliothèque (environ 10 ml) : publications et ouvrages classés par thème ;

Brochures réalisées par Nature 18.

Dates extrêmes

1971 - 2018

Métrage linéaire conservé

37 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (classé par mission de salarié).

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation.

Très bon état de conservation global. L'association dispose d'un local de stockage dédié aux archives dans un environnement sain, mais à la capacité limitée.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Les archives sont conservées dans des boites dédiées. Il existe de nombreuses lacunes relatives aux premières décennies de l'association.

Localisation physique

16 rue Henri Moissan

18000 Bourges

Modalités d'accès

Sur demande (téléphone : 02 48 70 76 26).

Perche nature

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Perche nature

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1980 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Un petit groupe de défenseurs de la nature d'une dizaine de personnes, composé surtout de naturalistes, décide de créer en 1980 une association afin d'alerter sur la disparition progressive d'une des caractéristiques propre au paysage percheron : la haie.

Afin de sensibiliser le public, une exposition « Le bocage, ses rôles, son avenir » est réalisée la même année. Cette exposition rencontre un succès important entraînant dans son sillage des conférences (soirées débats sur le bocage avec diaporama), des articles de presse, des animations publiques et scolaires. Elle va par la suite rapidement être sollicitée à travers toute la France et au-delà des frontières parce qu'il n'existe jusque-là aucune exposition abordant ce thème.

Grâce à ce support, Perche nature prend rapidement une ampleur tant locale que régionale, pour progressivement devenir un interlocuteur privilégié dans le domaine de l'environnement.

Elle s'investit notamment sur la question du TGV, la sensibilisation des agriculteurs, la rédaction « d'un inventaire de la biodiversité », des propositions d'inventaires pour préserver la faune et la flore, et la sauvegarde des carrières.

En 1992, en raison de contraintes géographiques, une partie des membres de l'association se joignent à la création d'Eure-et-Loir Nature.

Depuis, Perche nature poursuit et renforce sa mission d'étude et de protection de la nature et de l'environnement sur une zone appelée communément « Le Perche Vendômois » et la « Vallée du Loir ».

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.3. Lieu

Maison Consigny

41170 Mondoubleau

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association Perche nature - Perche et Vallée du Loir - se donne pour buts⁷⁷ :

- de faire œuvre d'éducation populaire en élevant la conscience écologique, la connaissance des règles qui régissent les équilibres naturels et le respect des patrimoines naturel et lié à l'homme,
- de promouvoir le respect des patrimoines naturel et lié à l'homme,
- de créer un mouvement de sympathie et d'intérêt autour des patrimoines naturel et lié à l'homme, notamment en contribuant à développer les actions éducatives, récréatives et touristiques autour d'eux,
- de susciter la participation des citoyens à la remise en valeur et à l'entretien du patrimoine naturel et lié à l'homme,
- de défendre les intérêts des usagers, notamment du fait des atteintes à la qualité de la vie et à l'équilibre du patrimoine naturel affectant directement ou indirectement le cadre de vie,
- de protéger la faune et la flore des patrimoines naturel et lié à l'homme,
- de participer à la lutte contre les nuisances directes et indirectes sur les patrimoines naturel et lié à l'homme,
- de promouvoir une meilleure gestion du patrimoine naturel, notamment les milieux et espèces dits sensibles, en contribuant à moraliser l'exercice des activités économiques et de loisirs,
- de défendre l'intérêt de ses membres.

Ses orientations se définissent en quatre grands secteurs :

- Étude et protection de la nature et de l'environnement. Le secteur d'étude de l'association, d'un peu moins de 2000 km² (107 communes), couvre l'intégralité du Perche du Loir-et-Cher, quelques communes de la Petite Beauce et de la Gâtine tourangelle. Il est limité à l'ouest par la Vallée de la Brayre et au sud par la limite avec l'Indre-et-Loire.
- Éducation à l'environnement (notamment dans le cadre de sorties et d'intervention auprès du public scolaire)
- Publications et conseils en environnement
- Participation au débat public

⁷⁷ Extrait de l'article II des statuts de l'Association.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Outre la parution d'un bulletin associatif et de feuilles de diffusion à destination des adhérents, Perche nature a édité et publié un nombre conséquent d'ouvrages : atlas naturalistes, guides, affiches, cartes postales, plaquettes de randonnées ... mais aussi des ouvrages évoquant des métiers locaux aujourd'hui disparus (comme « La Dernière Brique »). Cette diffusion de documents permet de rendre compte des travaux entrepris par l'association et de sensibiliser le public à l'environnement.

La liste suivante permet de rendre compte des travaux et des ouvrages publiés et édités par Perche nature depuis sa création :

1983 : Les Oiseaux nicheurs du Perche en Loir-et-Cher (atlas)

1985 : Les Orchidées du Perche et de la Vallée du Loir (atlas)

1986 : Les Oiseaux en hiver du Perche-Gouët et Perche Vendômois (atlas)

1987 : Les Reptiles et Batraciens du Perche (atlas réactualisé en 1997)

1989 : La mémoire en plantant (guide de plantation de haies)

1990 : La dernière brique (ouvrage ethnologique)

1992 : Synopsis ornithologique (atlas de synthèse de dix années d'observations)

1993 : Guide pratique des richesses du Perche (guide écrit en collaboration avec les Amis du Perche)

1997 : Amphibiens du Perche et de la Vallée du Loir (atlas)

1998 : Mammifères du Perche et de la Vallée du Loir (atlas)

2004 : Synopsis ornithologique (réactualisation de dix années 1990-2000 de données ornithologiques, diagnostic et évolutions des espèces)

2005 : Atlas des Mollusques du Loir-et-Cher

2006 : L'Avifaune de Loir-et-Cher, inventaire communal 1997-2002 (ouvrage collectif des associations de protection de l'environnement en Loir-et-Cher)

2007 : Les Méandres du Loir

2017 : Amphibiens et reptiles du Loir-et-Cher (ouvrage collectif des associations de protection de l'environnement en Loir-et-Cher)

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Perche nature se compose d'un bureau dont l'actuel président est Gérard Sauve et s'organise autour de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

L'association compte une vingtaine de bénévoles actifs.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Perche nature compte également trois salariés permanents dont l'actuel directeur, Thibaut Bourget.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Associations de protection de la nature et de l'environnement à dimension locales, régionales et nationales (dont France nature environnement (FNE), France nature environnement Centre-Val de Loire (FNE CVL), Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre, La Maison botanique de Boursay, Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), Association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS), Conservatoire d'espaces naturels de Loir-et-Cher (CEN 41), Association « Les amis des sources »).

Collectivités : Communes et Communautés de communes du Perche et de la Vallée du Loir qui par leur subvention annuelle contribuent au bon fonctionnement de l'association, Conseil départemental de Loir-et-Cher

3.2. Type de relations

Perche nature est adhérente de France nature environnement et fait partie du réseau France nature environnement Centre Val-de-Loire. En conséquence l'association est en relation avec l'ensemble des associations membres du réseau FNE CVL.

L'association est également membre de Graine Centre qui fédère le réseau régional de l'éducation à l'environnement.

En plus de ses fédérations régionale et nationale, Perche nature est adhérente à de nombreuses structures afin d'apporter son soutien mais aussi de bénéficier de conseils de la part de ces associations :

- Ligue pour la protection des Oiseaux (LPO)
- Association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS)
- Conservatoire d'espaces naturels de Loir-et-Cher (CEN 41)
- Association « Les Amis des sources »

Perche nature collabore aussi régulièrement avec de nombreux partenaires associatifs dont, le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Loir-et-Cher (CAUE), le Comité départemental du patrimoine et de l'archéologie (CDPA), Les croqueurs de pommes, Maison familiale rurale des Forges, Société d'histoire naturelle de Loir-et-Cher (SHN 41), Chemins et paysages.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Plusieurs communes et communautés de communes du Perche et de la vallée du Loir aident Perche nature par leurs subventions annuelles, contribuant ainsi au bon fonctionnement de l'association.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Avril 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Christian Andres (Vice-président de Perche nature)

Thibaut Bourget (Directeur de Perche nature)

Site de l'association : <http://www.perchenature.fr/>

Présentation du contenu conservé par Perche nature :

Administration et composition :

Conseils d'administrations : comptes-rendus (décennie 1980 - début des années 2000 ; 2009-2018) ;

Comptes rendus des travaux en cours diffusés auprès des adhérents « Feuilles de liaisons » (décennies 1980-1990).

Correspondance :

Courriers (chronos) (décennie 1980 - 2012) (4,00 ml).

Comptabilité :

Comptes de résultat ;

Subventions.

Fonctionnement et activités :

Rapports d'activités, bulletin annuels (1982-2017) ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

« Chantiers » de nettoyages (1984-1996) (1,5 ml) ;

Études naturalistes de Perche nature : inventaires sur la faune et la flore (1983-1992), rapports d'études et études d'impacts (2001-2017) ;

Activités naturalistes : herbiers (1960's-1980's) : 3 classeurs (0,60 ml) ;

Participation aux commissions dans le cadre de débats publics (dont Commission départemental d'Hygiène CDH), déchets, aménagement foncier) : dossiers préparatoires, comptes rendus (1997-2012) ;

Animations réalisées par l'association (décennies 1980 -1990) (2,00 ml)

Expositions et communications. - Panneaux de « l'exposition Bocage » (1980), 20 ans de Perche nature (2000), affiches.

Documentation :

Documents de l'association, dont : bulletins annuels (originaux et maquettes), cartes, sur les zones humides, sur les mares, affiches ;

Publications extérieures : thèses rapports de stages, publications de perche Nature (dont atlas, oiseaux, mollusques, amphibiens) (10 ml) ;

Documentation diverse.

Varia :

Fonds naturaliste « Michel Gervais »⁷⁸ : inventaires de la faune, carnets d'observations, photographies (dont chauve-souris, batraciens (dont sonneurs à ventre jaune, reptiles, mollusques) (1,0 ml) (décennies 1980-2000) ;

Cartons Archives concernant principalement des bulletins d'autres associations (dont collection provenant de la Société d'Histoire Naturelle de Loir-et-Cher) (6,00 ml)

Dates extrêmes

1980-2018

Métrage linéaire conservé

Environ 35 ml

Stockage bureautique conservé

323 Go (dont photothèque)

Accroissement

Fonds non clos.

⁷⁸ Membre historique de Perche nature et naturaliste qui a versé ses archives à l'association.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Mode de classement et état de conservation.

Archives définitives mises dans boîtes archives ou dans des cartons. Bon état de conservation global malgré la présence de risques environnementaux pour certaines archives (variations de température, rongeurs).

Localisation physique

Maison Consigny

41170 Mondoubleau

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél : 02.54.80.11.05 - perche.nature@wanadoo.fr

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Priorité nature

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Priorité nature.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2013.

2.2. Histoire

Priorité nature a été créée en 2013.

Elle tente d'analyser rationnellement l'impact de la chasse sur la faune sauvage dans toutes ses composantes.

L'association a fait un état des lieux de la protection de la faune sauvage et de la cause animale.

Elle a pour but de protéger, comprendre et expliquer les changements du XXI^{ème} siècle : celui de l'humain au service de la biodiversité.

2.3. Lieu

7, rue d'Elbeuf

76500 Orival

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Priorité nature met à la disposition du public une plate-forme qui rassemble les savoirs en matière de protection de la nature et de la biodiversité, dans une logique de valorisation, le but étant de protéger les animaux en limitant les abus des chasseurs et des braconniers.

Pour cela, elle s'est fixé plusieurs objectifs :

- développer des partenariats avec toutes les structures protégeant la nature ;
- diffuser des informations par des publications, site internet... ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- éveiller l'intérêt du public à la diversité de la nature, à son importance pour l'homme et aux menaces auxquelles la nature est confrontée ;
- faire connaître les actions et les projets ; développer les chantiers nature.

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Haute-Normandie nature-environnement

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.prioritenature.fr/>

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Activités : rapports d'activités et d'étude, fiches techniques, bulletins internes, suivi d'espèces, articles de vulgarisation sur les animaux axés sur un angle de démonstration de l'intérêt d'une gestion de la faune sans la nécessité de chasser, poster sur des chemins de randonnées et/ou site nature, poster sur les rapaces, film.

Documentation : bibliographie, veille documentaire.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association Priorité nature

7, rue d'Elbeuf

76500 Orival

Réseau GRANDDE développement durable en entreprises

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Réseau GRANDDE développement durable.

1.3. Autres formes du nom

GRANDDE (Groupe régional des acteurs normands pour le développement durable en entreprise).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2006 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association a été créée en 2006 par des acteurs Hauts-Normands qui souhaitent voir la notion de développement durable se développer dans le monde des entreprises afin qu'elle ne reste pas uniquement l'objet de colloques ou de conférences mais qu'elle s'introduise dans la réalité économique de la région.

2.3. Lieu

47, boulevard des Belges

76000 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Avec le soutien financier de l'Europe, l'État, la région, la caisse des dépôts et consignations, la communauté de communes Caux Vallée de Seine, elle a un programme d'actions variées :

donner un sens à la notion de développement durable pour le monde économique et en faire la promotion,

accompagner les entreprises qui souhaitent s'engager en faveur du développement durable,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

agir pour le territoire et ses habitants en contribuant à la résolution de problèmes de société en renforçant les liens entre les entreprises et les différentes composantes des territoires.

Le réseau GRANDDE s'est donné comme objectif de contribuer à la réussite du territoire régional et des entreprises qui y sont implantées en les aidant à négocier le nécessaire virage vers une économie plus soutenable.

Elle est à la fois dans la réflexion et dans l'action et souhaite rassembler les points de vue d'acteurs variés afin de croiser les regards au bénéfice d'une vision élargie de l'orientation que doit prendre le monde.

2.6. Textes de référence

2.7. Organisation interne

4 salariés (le président et le trésorier sont bénévoles) ;

120 adhérents (entreprises morales et physiques, collectivités, personnes physiques).

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou des familles associées

- l'Europe ;
- l'État ;
- la région ;
- la caisse des dépôts et consignations ;
- la communauté de communes Caux Vallée de Seine.

3.2. Type de relations

Soutien financier.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF)

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.grandde.fr/>

Présentation du contenu :

Administration et composition (2007-2014) :

comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale (2007 à 2014), listes d'adhérents, dossier du personnel.

Comptabilité :

dossiers banque, journal des recettes et des dépenses, balance des comptes, bilan annuel, pièces justificatives, fiches de paie.

Activités :

comptes-rendus et organisation de séminaires, actions de l'association, rapport d'actions.

Correspondance

(dates non précisées).

Documentation :

plaquettes FEDER.

Métrage linéaire : 6,60 ml.

Lieu de conservation :

47, boulevards des Belges

76000 Rouen

Société amicale pour la bicyclette en Normandie de l'agglo de Rouen

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Société amicale pour la bicyclette en Normandie de l'agglo de Rouen.

1.3. Autres formes du nom

SABINES Agglo.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1994 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Depuis 1994, l'association SABINES Agglo défend l'usage du vélo comme moyen de transport idéal pour les courts trajets en ville et met tout en œuvre pour démontrer que se déplacer à bicyclette est économique et pratique, bon pour la santé et non polluant.

Elle agit auprès des décideurs pour la création ou l'amélioration d'aménagements cyclables afin d'assurer la sécurité des cyclistes.

Elle incite également les collectivités locales à diminuer l'usage de la voiture au profit de transports moins polluants.

2.3. Lieu

2, rue du Réservoir

76000 Rouen

.5. Fonctions et activités

L'association a pour objectifs de :

- Promouvoir l'utilisation de la bicyclette, notamment en milieu urbain, comme moyen de déplacement silencieux, non polluant, économique, pratique et sain en organisant des animations, des formations ou des manifestations ;
- Proposer aux autorités, collectivités et gestionnaires :

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

* la création et l'amélioration d'aménagements cyclables et d'équipements et services annexes (stationnement

vélo, prêt ou location, bus-vélo, marquages antivols ...) ;

* la mise en œuvre d'une réelle inter modalité (train/vélo, bus/vélo, tramway/vélo, automobile/vélo) ;

* l'adoption de mesures pour assurer un niveau de sécurité optimal pour les cyclistes ;

- Mener toute action ou démarche en vue d'assurer la défense des cyclistes, tant auprès des divers maîtres d'ouvrage et collectivités que devant les tribunaux et les instances européennes si besoin ;

- Plus généralement, inciter à une politique d'urbanisme et de déplacement dans l'agglomération qui soit propre à favoriser les modes alternatifs à l'automobile pour rééquilibrer l'usage de l'espace public, dans un objectif de développement durable ;

- Mettre en place et gérer un atelier de réparations-ventes de vélos réservé aux adhérents.

L'action de l'association s'inscrit dans une démarche de défense de l'environnement et de lutte contre l'exclusion sociale et spatiale.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Haute-Normandie nature-environnement.

3.2. Type de relations

Membre du réseau HNNE.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://rouensabine.fubicy.org/>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Statuts : statuts, récépissé de création.

Administration et composition : comptes-rendus de conseils d'administration et d'assemblées générales.

Comptabilité : rapports financiers.

Correspondance : courriers échangés avec les collectivités, les services de l'État.

Activités : journal de l'association « Vélo Info », avis émis lors d'enquêtes publiques, recours devant la Commission européenne et devant le tribunal administratif, photographies, coupures de presse.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association SABINE Agglo

2, rue du Réservoir

76000 Rouen

Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT) Centre-Val de Loire

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine.

1.3 Autres formes de nom

SEPANT

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1966 – aujourd'hui

2.2. Histoire

La SEPANT est née officieusement le 27 décembre 1966 à partir de la Société des Sciences naturelles de Touraine, où un certain nombre de membres du comité directeur ont voulu créer avec l'accord de ceux restés à la Société des Sciences, une société de Protection de la Nature indépendante. La SEPANT est aussi née de la rencontre entre Vincent Labeyrie, Marc Jacquet, conseiller général, soucieux de préserver une partie du camp américain de la forêt de Chinon au départ de leurs troupes en en faisant une réserve cynégétique et une zone d'accueil de classes vertes, et Pierre Robin, ingénieur en chef d'Agronomie, responsables des services agricoles puis directeur du lycée agricole de Fondettes.

Cette création obéissait principalement à l'impulsion donnée par le professeur Vincent Labeyrie, biologiste, membre de la Société des sciences naturelles de Touraine depuis 1965, fondateur en 1961 du laboratoire d'écologie de la faculté des sciences de Tours, puis en 1969 du Centre d'études supérieures de l'aménagement (CESA). Préoccupé par les questions environnementales et voulant un élargissement des sciences naturelles, le professeur Labeyrie souhaitait créer une fédération régionale, la Société d'étude et de protection de la nature (SEPAN).

Cette fédération fut créée en janvier 1967 par des naturalistes et des Universitaires (dont faisait partie Vincent Labeyrie). Des réflexions sont alors menées sur divers sujets (nucléaire, Tiers-Monde, surpopulation, alimentation, remembrements, protection de la nature, parasites, aménagement du territoire...) et plusieurs colloques sont organisés. La SEPAN élargit ensuite son champ d'action pour

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

devenir jusqu'à la fin des années 1970, la SEPAN Loire-Moyenne qui renaîtra par la suite sous le nom de SEPAN Centre. Cette structure macro-régionale était à l'origine destinée à s'appuyer sur un certain nombre de sociétés départementales fédérées qui étaient alors en train de se créer. Ces Présidents furent notamment Vincent Labeyrie, le Chanoine Corillion de la faculté catholique d'Angers et M. Pecherat.

Ainsi, dans ce contexte de naissances de sociétés départementales de protection de la nature, la création de la SEPANT fut actée en Assemblée générale le 22 avril 1967 pour se pencher sur la protection de la nature dans le Val de Loire et principalement en Touraine. Son premier président fut Louis Marsigny, Maître de conférences de chimie au collège universitaire de Tours (les vices-présidents étant le Dr Jacquet et Vincent Labeyrie). Entre temps, le phénomène de départementalisation des associations de la protection de la nature et de l'environnement se poursuivit jusque dans les années 1980 (création de la SEPANEC dans le Cher, de la SEPANI dans l'Indre, de la SEPANLC dans le Loir-et-Cher...).

A son origine, la SEPANT a créée quatre commissions afin de remplir ses objectifs : espaces forestiers (Dr Jacquet), espaces verts urbains (Mademoiselle Maye), La Brenne (J.-P. Berton) et pollution (L. Marsigny). En 1970, elle publie le premier numéro de son bulletin qui se distingue par un caractère de revue de plus en plus affirmé. Dans la décennie 1970, l'association se renforce par l'arrivée en son sein de deux nouvelles personnalités qui organisent notamment de nombreuses sorties de terrain jusque dans des pays européens : Jean-Mary Couderc à partir de 1970 (sciences naturelles et protection de la nature) et François Botté (botanique et entomologie).

Comme l'en attestent les bulletins de la SEPANT, les deux structures, SEPANT et SEPAN sont souvent confondues en raison des connexions des nombreuses personnalités qui ont marqué leur histoire, souvent commune. A ce titre les personnalités marquantes sont ou ont été René Joumier, Jean-Mary Couderc, Frank Hennebel, Martine Hubert, Dominique Boutin, Annie Chamerois, Gérard Coinde, Michel Durand, Jean-François Hogu, Marc Jacquet, Vincent Labeyrie, Jean-Pierre Berton (biologiste attaché de recherche au CNRS), Yves Babonaux (géographe, spécialiste de la Loire) et Jacques Dubois, (professeur de physique et de chimie).

Depuis le 10 novembre 1978, la SEPANT dispose de l'agrément de protection de l'environnement qui sera complété par la suite par celui de la Jeunesse et d'Éducation populaire.

L'association s'est fait connaître à propos de sujets majeurs qui ont parfois absorbé plusieurs années de lutte, dont :

- La protection des îles de la Loire.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- L'affaire Danbros : pollution aux triazines d'une partie de la zone industrielle de Joué-les-Tours.
- L'élaboration du Livre Blanc de l'Environnement au niveau régional.
- L'achat et la protection en 1971 de quarante hectares des Puys du Chinonais, collines au nord de Chinon hébergeant une flore originale et rare le choix raisonné d'un itinéraire autoroutier Tours-Angers évitant les massifs forestiers.
- La défense de la Loire vivante.
- La bataille juridique autour de la construction du pont Voisin sur la Loire.
- La gestion des eaux potables.
- La lutte contre les pollutions (dont récemment, celles de l'usine PROTEX-SYNTHRON).

Le projet associatif de la SEPANT formalisé en 2008 propose des actions locales en cohérence avec les enjeux environnementaux mondiaux afin de répondre localement aux grandes crises que sont le dérèglement climatique et la perte de biodiversité.

Comme ses fondateurs l'avaient souhaité, la SEPANT a développé sa capacité à fédérer les associations locales de l'Indre et Loire. Une première ébauche de fédération a vu le jour dans les années 1990 (vers 1993-1999) sous l'appellation Touraine Environnement, puis autour de la SEPANT elle-même. Dans la même logique, la SEPANT fait elle-même partie du réseau national de France nature environnement (anciennement Nature France) en étant membre de France nature environnement Centre-Val de Loire.

2.3. Lieu

8 bis allée des rossignols

Chambray-lès-Tours

37170

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

De manière générale l'association prend part à toutes les questions environnementales actuelles en Touraine.

Elle participe aux débats publics dans les grands choix d'aménagement du territoire départemental : préservation et gestion des milieux naturels, gestion des déchets, développement du réseau de transports, préservation de la ressource en eau... La

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

SEPANT est également représentée au sein de commissions préfectorales ainsi qu'aux groupes de travail des collectivités territoriales sur les thématiques liées à l'environnement, au cadre de vie et à la nature. Ces participations s'inscrivent dans une démarche de veille concernant l'actualité environnementale pour pouvoir alerter, prendre part aux débats locaux et sensibiliser les citoyens.

De plus, elle développe et accompagne divers projets visant à préserver l'environnement et à amener les acteurs locaux (élus, techniciens, agriculteurs) vers une meilleure prise en considération de cette question. Voici quelques exemples de projets :

- Mise en place de site Natura 2000 (Pelouses de Champeigne, Basse vallée de la Vienne et de l'Indre...),
- Mise à jour des ZNIEFF,
- Diagnostic de biodiversité (dans les exploitations agricoles, Inventaire de la Biodiversité communale,...),
- Accompagnement à la mise en place de mesures compensatoires,
- Accompagnement de collectivités ou d'entreprise dans l'évolution de leurs pratiques (éco-administration, 0 pesticides dans nos villes et villages, gaspillage alimentaire, Agenda 21, Responsabilité sociétale des entreprises,...)

La SEPANT intervient également dans le champ de l'éducation à l'environnement. Elle sensibilise le grand public ou les scolaires aux comportements écocitoyens, en participant à diverses manifestations et en accompagnant des projets scolaires. Pour cela, la SEPANT a réalisé plusieurs expositions (écoconsommation, écoadministration, La vallée de l'Indre et son patrimoine naturel...). L'association mène également des actions dans le cadre d'opérations telles que « Objectif Zéro Pesticides » ou « Laissons pousser! ».

L'action de la SEPANT est particulièrement orientée à l'heure actuelle vers la protection de la biodiversité, à travers des inventaires naturalistes, ou la gestion des mesures d'urgence liées à la construction de la LGV Tours-Bordeaux, vers la réduction des déchets et l'amélioration de la gestion de ceux-ci, la réduction de l'utilisation des pesticides, l'amélioration de la qualité des eaux, ou l'éducation à l'environnement.

Afin de marquer le 50e anniversaire de la SEPANT, l'association a réalisé un film sur la protection de l'environnement en Touraine pour ainsi retracer les combats menés depuis 50 ans.

L'association publie également un bulletin depuis 1970.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.6 Textes de référence

Statuts

2.7 Organisation interne

La SEPANT est composée d'un bureau dont le Président actuel est Pierre Richard. Elle dispose aussi d'un conseil d'Administration et se réunit tous les ans en assemblée générale.

L'équipe salariée est composée de 8 permanents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

La SEPANT fédère ou a fédéré 17 associations⁷⁹ :

- Association de sauvegarde de l'environnement, du département d'Indre-et-Loire, de la commune de Chargé et ses environs.
- ADEVE
- ADTT
- AMAP La Riche en bio
- APE Athée-sur-Cher
- Association pour la protection de la nature et de l'environnement (APNE)
- APNEAE
- Ensemble pour bien vivre à Verneuil-le-Château et dans le pays de Richelieu
- Entomologie Tourangelle et ligérienne
- Esvres Environnement
- Int'AIRlibre Touraine
- Le Pic Noir
- Mouvement de lutte contre les nuisances aériennes de Tours (MLNAT)
- Nature et environnement Sorigny
- PAPOU
- PVCT

⁷⁹ Cf. Annuaire à l'adresse suivante : <http://www.sepant.fr/index.php/vie-de-l-association/associations-fédérées>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Raiponce

La SEPANT est également affiliée au réseau France nature environnement. Par conséquent elle entretient de multiples relations avec les associations du réseau FNE, comme localement avec la Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine.

La SEPANT est aussi en relation avec les collectivités (communes, communautés de communes, conseil départemental, conseil régional), l'État, des entreprises et diverses associations locales et régionales (dont GRAINE Centre et Inpact 37).

Enfin, la SEPANT est représentée sein de commissions préfectorales ainsi qu'aux groupes de travail des collectivités territoriales (dont le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, la commission PIVOT (la nature - les paysages et sites - les carrières - faune sauvage captive), la commission d'orientation de l'agriculture - MAE / la commission nitrate, le Comité de suivi des engagements de l'état LGV SEA, la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, la commission de suivi du grand cormoran, les CLIC (Socagra DeSangosse / Arch water / Synthron / Terralys Serpot), la Commission consultative de l'aérodrome de Tours, le comité de pilotage Natura 2000 : Champeigne, Basses vallées de la Vienne et de l'Indre, Natura 2000, le comité de pilotage du schéma départemental des espaces naturels sensibles, la commission départementale des espaces, Sites et Itinéraires, le CLIC du centre nucléaire de production d'électricité de Chinon-Avoine).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

Pierre Richard

Dominique Boutin

François Botté

Site officiel : <http://www.sepant.fr/>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé par la SEPANT

- **Fonds conservé par la SEPANT à son siège 8 bis allée des Rossignols à Chambray-Lès-Tours (environ 30,5 ml)**

Comptabilité :

Comptabilité générale (décennie 2010) (2,0 ml). - Factures et pièces justificatives.

Fonctionnement et activités :

Espaces naturels sensibles (décennies 2000 - 2010). - Sites de Prairies du Roy à Beaulieu-les-Loches et de Perrusson : études pour classement, suivis, procès-verbaux des réunions avec les collectivités ;

Comités de pilotage (dont Aménagement du Puys de chinonais) ;

Actions sur les déchets (dont rapports d'activités, projets, documentation) ;

Conventions relatives à des contrats verts (2011-2014) ;

Dossier SYNTHRON-PROTEX : dont recours et coupures de presse (décennies 1980 - 2000) (0,30 ml) ;

Dossiers concernant diverses actions (dont Aérodrome de Tours, Chasse, SOCAGRA de SANGOSSE à Saint-Antoine du Rocher, Ford CSS Nitrobrick, périphérique de Tours) ;

Participations aux commissions (dont carrières) (1,0 ml) ;

Commémoration du 50e anniversaire de la SEPANT (2016) : concours de photographie, exposition, film, conférence, repas ;

Manifestations de la SEPANT (décennie 2000) : dossiers d'organisation ;

Expositions, panneaux (2005-2016). - Dont « La Vallée des trois prairies » (12 panneaux 120x80 cm) (2005), « éco-administration » (5 panneaux 60x80 cm) (2006), « Consommer autrement » (6 panneaux 120x80 cm) (2008), « Alimentation et écobilan » (6 panneaux 60 X 80 cm) (2010), « L'évolution du lit Loire de 1800 à aujourd'hui entre Montlouis et Amboise » (6 panneaux 80x60 cm) (2008), « Connaître et protéger la nature en Touraine : 50 ans d'actions de la SEPANT » (20 panneaux 60x60 cm) (2016).

Documentation :

Publications de la SEPANT. - Bulletins : SEPANT (dont hors séries) (1970-1999) (avec lacunes), Touraine Nature 47 n° (2000-2018) ; études (dont sur les zones humides) ;

DVD de la SEPANT sur la vallée de l'Indre et sur le 50e anniversaire de l'association ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Centre de documentation au siège de la SEPANT (15 ml). - Publications extérieures : ouvrages, études, mémoires, rapports de stage, bulletins d'autres sociétés ; DVD.

Documentation diverse (dont climat, COP 21, eau, Natura 2000) (2,0 ml).

Varia :

Fonds Jean-Mary Couderc⁸⁰ (vers 1979 - fin décennie 1990) (0,20 ml). - Papiers de sa présidence de la SEPANT (principalement de la correspondance) ; dossiers de travail (dont relatifs aux déchets).

Fonds Annick Lenoir⁸¹ (décennies 1980 - 2000) (0,40 ml). - Carnets, sorties botaniques, études et recherches sur la botanique, documentation (donts bulletins de la Société d'histoire naturelle Tourangelle).

• Fonds conservé par la SEPANT dans son local dédié aux archives à Tours-Sud (environ 18 ml) :

Administration et composition :

Liste des adhérents de la SEPANT (1991-1996) ;

Objecteurs de conscience (0,10 ml).

Correspondance :

Courrier (1991-2000).

Comptabilité :

Comptabilité générale (dont pièces justificatives) (décennie 1990) (0,40 ml).

Fonctionnement et activités :

Lutte contre les OGM ;

Dossier relatif à l'implantation de la ZAC de Sorigny ;

Eau (0,40 ml) ;

Ligne à grande vitesse (LGV) : documentation ;

Expositions, panneaux (dont exposition de 1982 relative aux espaces de la Touraine) ;

Participations aux commissions (Hygiène, sites, carrières, déchets, eau) (4 ml) ;

Relations avec Nature Centre.

⁸⁰ Naturaliste de la SEPANT, maître de Conférence à l'IUT de Tours en Biologie appliquée.

⁸¹ Récolement des archives courantes et intermédiaires de la SEPANT effectué par Pierre Richard. Volume non communiqué.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Documentation :

Publications de la SEPANT. - Bulletins de la SEPANT (avec maquettes), lettres d'information *Brassica SEPANTI* ;

Publications extérieures à la SEPANT (1,0 ml) ;

Coupures de presse (0,30 ml) ;

Diapositives ;

Documentation diverse (1,0 ml).

Varia :

Fonds Touraine environnement (1993-1999) : projet de création d'une fédération départementale, statuts, dissolution, adhésion à nature centre, comptes-rendus des Assemblées générales, courriers, comptabilité (dont livre de comptes), lettres d'informations ;

Fonds Loire Vivante Touraine (décennie 1990) (1,50 ml) : opérations (dont Barrage Maisons Rouges, Technopole au quartiers des deux lions à Tours, usine Pfizer à Possé-sur-Cisse (1,0 ml), inondations (décennie 1990), relevés d'études) ;

Fonds Jean Domec (0,50 ml) ;

Herbier.

- **Fonds conservé par la SEPANT chez Pierre Richard, Président de l'association⁸² :**

Administration de la SEPANT :

Bureau hebdomadaire : comptes-rendus et relevés de décisions (fichiers électroniques) (2012 à 2018).

Conseils d'administration et assemblées générales : préparation ; relevé de décisions ;

Actualisation du projet associatif de la SEPANT.

Comptabilité :

Suivi budgétaire et financier de la SEPANT.

Fonctionnement et activités .

Dossiers papier sur projets et actions de la SEPANT :

Décision agrément SEPANT au titre du code de l'environnement ;

⁸² *Récolement des archives courantes et intermédiaires de la SEPANT effectué par Pierre Richard. Volume non communiqué.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Dispositif « conventions vertes » avec le Conseil Régional ;

Zéro pesticide : signatures chartes communales

Communication SEPANT ;

50e anniversaire de la SEPANT : manifestations en 2016 ;

Préparation de la conférence-débat « la Loire dans tous ses états » (SEPANT/Université de Tours) ;

ZAC des Courelières. - Actions en justice (conjointement avec l'AQUAVIT) : contre la modification du PLU de Joué-lès-Tours permettant l'urbanisation de terres agricoles ; contre les décisions d'urbanisme commercial permettant la construction d'un hypermarché, sa galerie marchande et ses commerces satellites, sur des terres agricoles à Joué-lès-Tours ;

Lande de Larçay : défense d'un espace naturel, recours (Tribunal Administratif, CAA) contre un permis de construire préfectoral de construire un parc photovoltaïque sur cet espace, et actions militantes ;

Autoroute A 10 : projet élargissement à 2X3 voies ;

LGV Sud Europe Atlantique : gestion des mesures compensatoires environnementales, recours contre COSEA et DTP relatifs aux dommages environnementaux dus au chantier de la LGV ;

Rigny-Ussé : lutte contre l'implantation d'un Travel Park BMW ;

ZAC Pasqueraie 3 à Ballan-Miré : construction sur un espace naturel ;

Projet agro-environnemental et climatique (PAEC) « Prairies Humides » ;

Zones de non-traitement (ZNT) par produits phytopharmaceutiques. - Points d'eau : recours gracieux puis juridictionnel contre un projet préfectoral définissant les ZNT ;

Fondettes : projet de zone d'activité

Ile des Buteaux à Saint-Pierre-des-Corps : projet de bivouac pour paddles géants ;

Eco-quartier Chambray-lès-Tours ;

Affaire PalPack : plainte pour pollution ;

Tours Nord : site du Vieux Groison ;

Bois de la Duporterie, projet d'éco-lodges. - Études de biodiversité ;

Bondésir (Montlouis-sur-Loire) : déboisement massif dans une zone Natura 2000 ;

Conseils de développement (CODEV) de l'agglomération Tours Métropole Val de Loire ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Mise en place de SIRFF (système d'information sur la flore et la faune) Centre-Val de Loire ;

Parc de Grandmont : préparation d'un plan de gestion ;

Plantes messicoles : Conservatoire de Saint-Luarent-de-Lin ;

Saules pleureurs de la Guinguette de Tours ;

Cher canalisé : continuité écologique sur le Cher ;

Préparation SRADDET ;

Inventaires de la biodiversité communale (IBC) ;

Jury du concours Eco-Trophées du PNR LAT ;

Notre-Dame-d'Oé : zone humide du Tertreau ;

Forêts alluviales de la Loire ;

Préparation du contrat territorial du Filet et du petit Cher ;

Groupe « eau » de la SEPANT ;

Gestion des déchets : préparation du PRPGD ;

Digues du Cher : préservation de la végétation ;

Dossier peupleraies.

Relations, partenariats :

Relations avec le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine ;

CDPENAF Indre-et-Loire ;

Relations avec Vienne Nature ;

Nature Centre ;

Commissions, participations. - Conciliation en matière d'urbanisme, choix des commissaires-enquêteurs du Département d'Indre-et-Loire.

Documentation :

revue de presse « environnement et développement durable en Indre-et-Loire » (à partir de juillet 2010, sur support électronique).

Revue « Touraine Nature » (n° 28, 32 à 35, 38 à 47 et 1 hors-série) : format papier.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Identification du fonds et conditions d'accès :

Dates extrêmes

1970-2018

Métrage linéaire conservé

Environ 50 ml (hors fonds conservé par Pierre Richard)

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (concerne notamment les Inventaires de biodiversité communale (IBC))

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

La plupart des archives sont conditionnées soit dans des cartons, soit dans des boîtes archives, et sont le plus souvent identifiées.

Très bon état de conservation global. L'environnement dans le local archives à Tours-Sud peu présenter quelques risques (poussière, variations de température), mais celui est sain.

Localisation physique

Au siège de la SEPANT (8 bis allée des rossignols ; 37170 ; Chambray-lès-Tours)

Dans le local du quartier des Fontaines à Tours.

Chez diverses personnalités de l'association (dont au domicile du président actuel, Pierre Richard)

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. 09 64 10 82 16

Mail : sepant@wanadoo.fr

Société des amis des sciences naturelles et du muséum de Rouen (SASNMR)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Société des amis des sciences naturelles et du muséum de Rouen.

1.3. Autres formes du nom

S.A.S.N.M.R.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1865 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

C'est Emmanuel Blanche (1824-1908), médecin des hôpitaux de Rouen, qui fut le fondateur et le premier président de la Société des amis des sciences naturelles en 1865. Elle se compose alors de notables passionnés par les sciences naturelles étudiant la faune et la flore locales. Les membres de cette société savante créent une véritable osmose entre leur association et le musée qui profitera, plus tard, des dons de leurs collections et de leurs ouvrages.

La Société des amis des sciences naturelles et du muséum de Rouen a pour vocation l'étude et la recherche dans le domaine des sciences naturelles et notamment sur le milieu naturel régional, avec le soutien du muséum de Rouen.

Dès 1865, la Société édite un bulletin qui est toujours d'actualité.

Henri Gadeau-de-Kerville a notamment fait parti de la Société. Il a été un grand animateur et mécène pour l'association.

Aujourd'hui, la Société fait toujours partie du paysage rouennais : études, réunions et sorties mettent régulièrement en contact des scientifiques. Elle a une centaine de membres qu'elle regroupe dans les domaines de la mycologie, la botanique, l'entomologie et la géologie.

Elle organise des conférences thématiques et des prospections sur le terrain en Normandie avec comme double but la transmission d'un savoir naturaliste régional et la contribution à la meilleure connaissance des milieux en constante évolution.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.3. Lieu

Muséum d'histoires naturelles de Rouen

198, rue Beauvoisine

76000 Rouen

2.4. Statuts juridiques

L'association est reconnue d'utilité publique et possède un agrément régional au titre de la protection de l'environnement.

2.5. Fonctions et activités

Ses missions sont de :

Participer à l'étude et, au développement des sciences naturelles, plus particulièrement en ce qui concerne la Normandie ;

Concourir à la vulgarisation des connaissances dans tous les domaines des sciences naturelles ;

Promouvoir la protection de la nature et de l'environnement ;

Participer aux cartographies régionales mycologiques, botaniques et entomologiques.

Elle évolue autour de quatre disciplines qui s'organisent en comités :

groupes de naturalistes qui développent les connaissances autour d'une spécialité de sciences naturelles de Haute-Normandie et participent ainsi à la connaissance de la biodiversité régionale. Ils sont animés par des spécialistes confirmés et organisent des conférences, des expositions, des séances de travail, ainsi que de nombreuses sorties sur le terrain (sorties mycologiques, botaniques...).

Plusieurs sorties pluridisciplinaires, regroupant des naturalistes des divers comités, permettent de réaliser l'inventaire naturaliste exhaustif d'un site naturel.

On y trouve :

la botanique : inventaires communaux cartographies floristiques de Haute-Normandie, comptes-rendus des prospections et inventaires dans le bulletin et sur le site internet de la SASNMR, caractérisation phytosociologique des habitats.

L'entomologie : compte-rendu des prospections et inventaires dans le bulletin et sur le site internet de la SASNMR, inventaires cartographiques communaux des papillons de jour, de nuit et autres insectes de Haute-Normandie.

La mycologie : présentation des champignons les plus intéressants recensés dans l'année, publication avec l'aide de la DIREN d'un ouvrage intitulé : *Inventaire et cartographie des fungi – protozoa – chromista de Haute Normandie*. Ce travail est

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

actualisé par le comité de mycologie lors d'inventaires effectués à l'occasion de sorties mycologiques hebdomadaires.

La géologie : conférence et rédaction d'articles sur les particularités géologiques.

Elle édite également annuellement un bulletin annuel.

2.7. Organisation interne

110 membres bénévoles.

4. Zone du contrôle

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.sasnmr.fr>

Notes :

Les archives anciennes de la Société sont conservées à l'Agence Régionale de l'Environnement de Haute-Normandie (Pôle Régional des Savoirs de Rouen).

Il est possible de consulter l'ensemble de leurs archives dans le bulletin annuel de la Société.

Présentation du contenu conservé par la Société des amis des sciences naturelles et du muséum de Rouen :

Création : statuts.

Administration et composition (1865-1966) :

comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale, documents de legs, feuilles d'informations sur les adhérents (1920-1966), registres des présences (1866-1908), modèles de lettres (1865-1866).

Correspondance

Comptabilité :

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

pièces comptables, rapports financiers, journaux de recettes et de dépenses, bilan, exercices, projets de budget, pièces justificatives, prix de ventes des bulletins.

Activités (1874-2013) :

XIX^{ème} siècle :

Procès-verbaux de réunions, procès-verbaux du comité d'ornithologie de Rouen (1874-1880), procès-verbaux de séances (1880-1900), notes d'informations sur la Société, copies de lettres manuscrites (1886), catalogue des publications périodiques (1880-1900), travaux de recherches, bibliographie de la liste des ouvrages du Docteur Blanche, comptes-rendus de séances du congrès international de zoologie (1890-1913), catalogue des ouvrages et des brochures envoyés et reçus (1886-1906), affiche de mention honorable d'exposition universelle (1889-1900).

XX^{ème} siècle :

Bulletins (1990-2013), jubilé scientifique de Monsieur Gadeau-de-Kerville (1936), comptes-rendus de cession botanique en région Haute-Normandie (1990), documents de travail, inventaire et cartographie des champignons de Haute-Normandie (2002), inventaire et cartographie botanique de Haute-Normandie, comptes-rendus d'excursion.

Documentation :

cassettes audio, catalogues de zoologie du Japon, des États-Unis et de l'Allemagne, procès-verbaux de la Société malacologique de Belgique, documentation sur les fruits à cidre (1865), liste rouge des champignons, circulaires.

Métrage linéaire : environ 30 ml.

Lieux de conservation :

Muséum d'histoire naturelle de Rouen

198, rue Beauvoisine

76000 Rouen

Centre de documentation de l'agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie

Pôle Régional des Savoirs

115, boulevard de l'Europe

76100 Rouen

Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFPEM)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Société française pour l'étude et la protection des mammifères

1.3. Autres formes du nom

SFPEM

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1977 - aujourd'hui

2.2. Histoire

La Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFPEM) a été créée en 1977. La première mission de cette association loi de 1901 fut la réalisation du premier « atlas des Mammifères sauvages de France » (publié en 1984). Depuis sa création, la SFPEM œuvre pour la connaissance, la promotion et la protection des Mammifères et de leurs habitats sur tout le territoire national, métropole et DOM-COM.

2.3. Lieu

19 allée René Ménard

18000 Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

La SFPEM est une association loi 1901, agréée au titre de la protection de la nature et structurée par un réseau de bénévoles agissant en partenariat avec d'autres associations, des administrations ou des organismes scientifiques pour connaître, protéger les Mammifères et sensibiliser le public à leur diversité et à leur rôle. Elle assure ainsi le rôle de tête de réseau associatif sur les mammifères de France. Ses principaux projets actuels sont la rédaction et l'animation de Plans nationaux d'actions (PNA), la publication d'un nouvel atlas des mammifères de France (dont le

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

premier volume sur les mammifères marins est paru en 2016), la création d'un observatoire national des mammifères, la rédaction des guides techniques pour mieux inventorier et connaître, l'actualisation d'une nouvelle liste rouge, et le lancement d'études nationales participatives.

La philosophie de l'association est la conservation des espèces de mammifères sauvages et de leurs habitats, dans un monde en évolution où la cohabitation homme-mammifères est devenue inévitable. L'association développe son action autour de trois axes :

La connaissance :

Depuis sa création, la SFEPM mène de nombreuses études sur les différentes espèces en France (métropole et DOM-COM) avec l'appui d'associations régionales et/ou locales. En outre, elle actualise l'atlas national, participe aux atlas régionaux et à des groupes de travail thématiques, et centralise les données. Plus particulièrement, l'association :

- coordonne des campagnes d'études : Campagnol amphibie (2008-2014), Chiroptères de Martinique (2013), Rat des moissons (2013-...), etc.
- actualise la liste des espèces des Mammifères sauvages de France.
- publie la revue naturaliste scientifique *Arvicola*⁸³ dédiée aux Mammifères sauvages.
- partage et valide des connaissances : relations avec le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et l'Inventaire national du patrimoine naturel (INPN), et publie la revue *l'Envol des Chiros*⁸⁴, base de données bibliographiques, etc.
- a publié *l'Encyclopédie des Carnivores de France*⁸⁵ (21 fascicules disponibles actuellement).

La protection et la conservation :

La SFEPM anime, rédige et/ou met en œuvre des programmes ou plans d'actions (dont Plans nationaux d'actions ou PNA) en faveur d'une espèce ou groupe d'espèces, réalise l'expertise de l'état de conservation des espèces et de leurs habitats. En particulier, l'association :

- anime des Plans nationaux d'actions (PNA) en faveur d'espèces : Vison d'Europe (1999-2003) ; Chiroptères (1999-2003) et rédaction du deuxième PNA (2008-2012) ; Loutre d'Europe (2010-2015)

⁸³ <https://www.sfepm.org/revuesSFEPM.htm>

⁸⁴ <https://www.sfepm.org/revuesSFEPM.htm>

⁸⁵ <https://www.sfepm.org/encyclopediedescarnivoresdeFrance.htm>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- réalise l'opération refuge pour les chauves-souris (campagne de conservation des gîtes de chauves-souris dans les bâtiments et les jardins créée et conduite par le Groupe mammalogique breton ou GMB depuis 2006. Cette opération, transcrite aujourd'hui à l'échelle nationale, est menée par la SFPEM avec l'appui des groupes Chiroptères ou associations régionales et locales adhérentes.).
- a été en charge du rapportage Natura 2000 (2007-2013) qui consiste à évaluer l'état de conservation des espèces de la Directive Habitats Faune Flore de l'Union européenne
- conseille le ministère en charge de l'écologie pour le classement des espèces (protection, régulation)
- intervient dans des lois cadre (biodiversité, nuisibles, etc.), sur des décrets (bromadiolone, piégeage, destruction d'espèces, espèces exotiques, etc.), pour la cohabitation homme-mammifères auprès d'organismes socioprofessionnels, de particuliers ou de collectivités
- soutient les actions de différentes associations dont FERUS et l'Association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS), y compris sur le plan juridique si nécessaire.

L'information et la sensibilisation :

Qu'il s'agisse de naturalistes adhérents, du grand public, de partenaires socioprofessionnels ou autres, la SFPEM :

- coordonne l'organisation de manifestations et promeut des actions à destination du grand public : Nuit de la Chauve-souris⁸⁶, Printemps des castors⁸⁷, Fête de la Nature⁸⁸, etc.
- réalise des actions à destination du réseau associatif : organisation du Colloque francophone de mammalogie, participation à différentes manifestations (Festival de Ménigoute⁸⁹, Rencontres mammalogiques picardes⁹⁰, Rencontres régionales Chiroptères, etc.)
- assure la coordination des groupes Chiroptères et Loutre au niveau national.
- diffuse des informations sur l'actualité des mammifères sauvages via son bulletin *Mammifères sauvages*⁹¹

⁸⁶ <http://www.nuitdelachauvesouris.com/>

⁸⁷ <http://www.printempsdescastors.fr/>

⁸⁸ <http://www.fetedelanature.com/>

⁸⁹ <http://www.menigoute-festival.org/>

⁹⁰ http://cpie60.pagesperso-orange.fr/rencontres_mamma.html

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

La SFPEM compte environ 500 adhérents directs et 10 160 adhérents indirects associés au travers de 46 associations adhérentes (chiffres décembre 2014).

Elle est composée d'un conseil d'Administration et d'une équipe salariée regroupant des spécialistes des mammifères sauvages (amateurs ou professionnels) : scientifiques, naturalistes, vétérinaires, acteurs de l'étude et de la conservation de la faune, etc.

Le président actuel est Christian Arthur.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

associations nationales régionales et/ou locales (partenariats et soutiens)

- membre de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) – France
- membre de la Fédération française des sociétés de sciences naturelles (FFSSN).
- Ministère en charge de l'écologie (conseils)
- Muséum d'histoire naturelle de Bourges
- partenaires socioprofessionnels divers

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'Environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Novembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

⁹¹ <https://www.sfepm.org/revuesSFPEM.htm>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.8. Sources

Christian ARTHUR (président de la SFPEM)

<https://www.sfepm.org>

Présentation du contenu conservé par la Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFPEM)

Fonctionnement et activités :

Études sur les mammifères, dont (0,5 ml). - « Mode d'utilisation de l'espace et des exigences écologiques du vison d'Europe dans les landes de Gascogne » ; « Mortalité exceptionnelle du minioptère de Schreibers en France lors de l'année 2002 » : bilan national, propositions pour l'établissement du plan de restauration du vison d'Europe en France (1998) (avec bilan d'activité 1999-2000) ;

Fonds relatif aux chauves-souris (0,5 ml) : convention d'étude (2010), études et rapports, comptes-rendus et actes de rencontres de la SFPEM, publications diverses.

Documentation :

Publications de la SFPEM (environ 15 ml), dont : Bulletin de liaison « Mammifères sauvages » (2 numéros par an) (1980 n°3 - 2018), Revue « Arvicola » (depuis le tome 1) (1984-2017), « L'envol des Chiros » (2002 n°5 – 2017 n° 23) ; ouvrages et publications diverses (dont ouvrages collectifs) : dont « Atlas des Mammifères d'Auvergne », « Atlas des Mammifères sauvages de Midi-Pyrénées », « L'étude et la conservation des carnivores », « Encyclopédie des carnivores de France » (la fouine, la loutre, le blaireau, la martre, le urois...) (1986-2011) ; rencontres et actes de colloques (dont colloques francophones de mammologie de la SFPEM (1987-2015), « 3e rencontres nationales des chauves-souris » (1991)) ; brochures ;

Articles de François Moutou⁹²;

Affiches réalisées par la SFPEM ;

Collection de cartes de la SFPEM intitulée « portraits de carnivores » ;

Expositions (environ 1,0 ml) : panneaux (dont présentation de la SFPEM), affiches, objets ludiques et scénographiques ;

Publications extérieures à la SFPEM, revues et bulletins classés par nom dont : « La Lettre du Hérisson », « Biotopes & Bulletin de Mayenne Science » (Mayenne Nature), « Nature Allier », « Jura Nature », « Annales de Biologia », « Galemys »

⁹² Ancien Président de la SFPEM.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

(SECEM), « Donaña », « Cahiers de l'éthologie appliquée », « La Terre et la vie », Travaux scientifiques du PNR de Corse, « Wildlife Biology », « Mammalia », « African Wild Life », « Mammal Review », « Revue de la fédération des sociétés de Sciences Naturelles », « Journal of Mammology », « Mémoires de la Société de Biogéographie », « Journal of the society for the preservation of the fauna of the Empire », Bulletin du Muséum national d'histoire naturelle, « Acta Theriologica », « Oryx », « Lix », « Species », « Le courrier de l'environnement de l'INRA », « Sologne nature Infos », « Sud-Ouest Nature », « Férus : la Gazette des Grands prédateurs », « La Salamandre », « PIAF environnement », « L'écho des tourbières », « Canopée », « Le Castor : petits secrets d'un patrimoine oublié » de Gilles Larnac, « A l'affut des Loutres » de Stéphane Raimond, « L'Europe des Ours » de Jean-Paul Mercier, « Les Cahiers techniques de la Gazette des Terriers » ;

Publications et ouvrages extérieurs à la SFPEM classés par thèmes (dont mammifères marins, ornithologie, le Loup) ;

Bibliothèque spécialisée de la SFPEM. - Ouvrages et publications extérieurs à la SFPEM : dont « Nos derniers Loups » de Jacques Baillon, « Histoire naturelle des carnivores de France » de Jean Méloche, « Les carnivores au sein des mammifères des départements et territoires français d'Outre-Mer » par François Moutou, « Atlas des mammifères sauvages d'Aquitaine » ;

Documentation diverse (dont affiches).

Dates extrêmes

1980 - 2017

Métrage linéaire conservé

Environ 42 ml.

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Très bon état de conservation dans un environnement sain.

Classement documentaire des ouvrages et publications.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Localisation physique

19 allée René Ménard

18000 Bourges

Modalités d'accès

Sur demande à :

Dominique Solomas (chargé de communication et de la vie associative).

Tél : 02 48 70 40 03

courriel : contact@sfepm.org

Société linnéenne de la Seine-Maritime

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Société linnéenne de la Seine-Maritime.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1913 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

La Société linnéenne de la Seine-Maritime a été fondée le 21 février 1913 par Raoul Mail, naturaliste et herboriste réputé. Elle a pris son nom en hommage à Carl Von Linné, grand botaniste suédois de renommée mondiale considéré comme le père de la botanique moderne au XVIIIème siècle.

L'association est centrée sur la géologie, la botanique, la mycologie et la zoologie.

Elle connaît un grand succès avec plus de 450 membres à son apogée.

Pendant la seconde guerre mondiale, la société est l'une des seules associations seino-marines qui voit le nombre de ses membres croître (les hommes qui sont sur le front envoient des herbiers, insectes ou minéraux).

Sa vocation déclarée a toujours été l'étude, le développement et la diffusion des sciences naturelles. Son action auprès du public, tant haurais, qu'extérieur, est depuis l'origine une constante de la valeur qu'elle attache à son rôle social.

2.3. Lieu

Fort de Tourneville

55, rue du 329^{ème} Régiment d'Infanterie

76620 Le Havre

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

"Étude, progrès et diffusion des Sciences Naturelles."

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Elle a pour but de dresser un inventaire des richesses naturelles et de rechercher l'éveil permanent de la curiosité des membres.

Elle a un rôle pédagogique face à la fragilité de la nature (sorties pédagogiques, expositions).

La Société linnéenne agit depuis peu sur les interactions "milieu-climat-être vivants" (l'écologie).

Les membres de l'association mènent des études sur le terrain, réalisent des inventaires de plantes, de champignons, d'insectes des landes, de pelouses, de bords de routes, des zones humides et de l'interface terre-océan ou des zone de balancement des marées.

Certains inventaires amènent à des demandes de sauvegarde ou de classement de sites en vue de la conservation d'un patrimoine précieux.

La Société linnéenne organise également des sorties nature, des expositions et un salon annuel du champignon.

2.7. Organisation interne

30 membres bénévoles.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français

Présentation du contenu :

Création : récépissé de création d'association, statuts.

Administration et composition (1930-2014) : règlement intérieur, comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale, correspondance, listes des adhérents (1930-2014), rapports d'activité.

Comptabilité : journaux de recettes et de dépenses, pièces justificatives, demandes de subventions.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Activité (1875-2014) : *Bulletins de la Société linnéenne de la Seine-Maritime* (1913-2013), herbiers et alguiers (1875-2014), diapositives d'insectes, photographies, panneaux d'exposition, plaquette, rapport d'inventaire botanique.

Documentation : documentation sur la mycologie, ouvrages d'histoire naturelle classés par thématique : faune, géologie, paléontologie, botanique ; encyclopédies et dictionnaires, revues, bulletins de sociétés savantes, ouvrages pédagogiques, *Annales de Normandie*, VHS, coupures de presse.

Dates extrêmes : 1875-2014.

Métrage linéaire : 50 ml.

Lieu de conservation :

Fort de Tourneville

55, rue du 329^{ème} Régiment d'Infanterie

76600 Le Havre

Sologne nature environnement (SNE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Sologne nature Environnement.

1.3. Autres formes du nom

SNE

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1984 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Sologne nature Environnement (SNE) est une association fondée en 1984 par un petit groupe de naturalistes mobilisé contre un gros projet touristique à Saint-Viâtre (projet de l'Arsenderie - étang du Galop). SNE élit son premier conseil d'Administration (11 membres) lors de l'Assemblée générale du 4 février 1984. Alain Beignet en est le premier président. Le siège social se situe alors au centre d'accueil et de loisirs de Nouan-le-Fuzelier. À la fin de l'année, l'association compte une centaine d'adhérents. Dès l'année 1984, se met en place un groupe ornithologique avec pour objectif annoncé la réalisation d'un atlas des oiseaux nicheurs de Sologne et un groupe botanique dont l'objectif est de constituer un atlas des plantes rares et localisées en Sologne (le départ des botanistes verra cesser ce travail en 1988). S'élabore ainsi en décembre 1984, le premier suivi en Sologne de la migration des grues cendrées sur l'axe Sully-sur-Loire – Lamotte-Beuvron. En parallèle, l'importance des milieux aquatiques de la Sologne incite certains naturalistes à s'intéresser aux odonates et en particulier aux libellules. Un inventaire est alors envisagé. Dès sa création, SNE s'attache à la diffusion des connaissances et à la sensibilisation des publics à la protection de la nature et de l'environnement. Ainsi, un bulletin trimestriel « Sologne nature Infos » voit le jour afin d'informer les adhérents au sujet des activités de SNE, l'association élabore en partenariat avec l'Union pour la culture populaire en Sologne (l'UCPS) un projet de maisons à thèmes sur l'ensemble de la Sologne ainsi qu'un balisage écologique des étangs sur les communes de Marcillyen- Gault et de Saint-Viâtre. La même année se tient à Nouan-le-Fuzelier le premier salon du champignon en collaboration avec le centre

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

d'animations et de loisirs local au cours duquel sont décomptés plus de 3000 visiteurs.

En 1985 SNE voit l'arrivée de son premier animateur, en tant qu'objecteur de conscience et une employée en contrat TUC (Travaux d'utilité collective), comme secrétaire administrative. Concernant les activités, l'association s'associe à la mise en place une commission « Agriculture-tourisme-Environnement », afin de développer un partenariat positif avec les agriculteurs. Les herpétologues de SNE commencent la réalisation d'un inventaire des reptiles et batraciens de la Sologne afin de constituer la base d'un atlas pour la région Centre. L'association entreprend également à cette période l'organisation de randonnées pour adultes (une vingtaine entre 1985 et 1986) et l'encadrement de plusieurs classes découvertes et des week-ends nature pour tous les âges.

En 1986, un second objecteur de conscience et un second TUC sont recrutés. Alain Callet devient président pour quelques mois.

SNE débute sa participation à de nombreuses études d'impact et à la surveillance des aménagements engagés dans le cadre de révision de POS (Plan d'occupation des sols) par les communes en raison de la décentralisation et de la déprise agricole. L'année 1986, voit ainsi l'implication de l'association dans le POS de Nouan-le-Fuzelier (suivront notamment des études d'impacts pour le POS Chaumont-sur-Tharonne en 1988, le projet de zone artisanale sur un site à protéger à Selles-sur-Cher en 1991, le tracé de l'autoroute A 85 en 1997, le diagnostic écologique de l'étang de la Brosse en vue de l'extension des installations de Gaz de France en 2001 ou les études biologiques du Centre de tri de Mur-de-Sologne en 2001 et de celle du Centre de stockage de déchets de St-Laurent- Nouan en 2007).

En 1987, le problème du financement fait irruption. SNE ne peut pas payer un permanent, les différentes subventions étant insuffisantes. Seuls des emplois aidés, TUC et Service national civil peuvent être provisoirement utilisés. Un inventaire ornithologique des forêts domaniales de Lamotte-Beuvron et de Boulogne est entrepris ainsi qu'une étude précise concernant la chronologie de la reproduction des anatidés. L'année 1987 correspond également à l'année européenne de l'Environnement. SNE organise alors des sorties ornithologiques auprès des étangs constituant l'échantillon de suivi pour réaliser l'inventaire et l'étude. L'association organise aussi de nombreuses autres activités, dont la présentation de l'exposition « Pour que vive la Nature », empruntée à Nature Centre (future France nature environnement Centre – Val de Loire), à Romorantin-Lanthenay, à Nouan-le-Fuzelier et à Lamotte-Beuvron dans le cadre du premier festival international du film Chasse-Nature.

En 1988, SNE poursuit son travail au profit de la connaissance du patrimoine naturel de Sologne en continuant l'inventaire de ses richesses naturelles. L'association enquête ainsi sur le Vanneau huppé et sa raréfaction (l'oiseau paraît

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

avoir des difficultés à nicher, sans doute à cause de la déprise agricole), atteste de la présence de la loutre, de la genette et du astor et met ses connaissances au service des acteurs territoriaux en conduisant notamment un inventaire ornithologique sur le POS de Chaumont-sur-Tharonne.

En 1989, le premier permanent salarié sur les fonds propres de l'association est engagé. SNE commence également à recevoir des subventions des communes, notamment de Romorantin-Lanthenay. L'association réalise un travail important en encadrant la découverte des milieux naturels. Ainsi, elle commence la mise en place de stages Nature pour les scolaires (dont un en liaison avec le magazine WAPITI) et intensifie l'organisation de sorties naturalistes (40 en 1989 – 45 en 1990), notamment en direction des étudiants et des universitaires.

En 1990, le budget prévisionnel atteint 570 000 francs, ce qui devait permettre de financer un Directeur, un animateur et une secrétaire. Cependant, l'aide de l'État, promise, est gelée. Malgré ces difficultés financières, SNE poursuit ses études et enquêtes naturalistes (étude du stationnement hivernal du grand cormoran, en liaison avec l'institut d'écologie appliquée qui se poursuivra pendant plusieurs années, et réalisation d'une enquête pour la DRAE (Direction régionale de l'architecture et de l'environnement) permettant d'évaluer les actions à entreprendre pour la préservation des paysages suite à la déprise agricole).

En 1991, SNE organise la première édition de la fête des saisons, au cours de laquelle il s'agit, dans une localité de Sologne, de présenter au grand public une saison avec tout ce qui se passe dans la nature à ce moment-ci. Cette manifestation évoluera par la suite pour devenir la Fête de la Nature. La même année, l'association participe à la réalisation d'un atlas des mammifères en région Centre, lancé par Nature Centre. Ce travail s'achèvera en 1996, et conduira à la publication par SNE d'un pré-atlas des mammifères de Sologne.

Au cours de ces années 1990-1991, l'idée d'un «Observatoire Permanent du Patrimoine Naturel en Sologne» s'active et les discussions, propositions et explications sont ouvertes en vue de la création d'un PNR (Parc naturel régional) de la Sologne. L'objectif est de mettre en place un suivi quantitatif et qualitatif des paysages englobant la faune, la flore et l'évolution agricole.

En 1992, la mise en place d'un « contrat vert » avec le Conseil Régional permet l'embauche de Jean-Michel Serveau comme animateur permanent. Cependant, les difficultés de trésorerie sont réelles et perdurent malgré le soutien de nombreuses communes. En parallèle, l'association manifeste ses inquiétudes en ce qui concerne le plan d'environnement Sologne, proposé par le syndicat de Sologne, qui semble valoriser la région uniquement à travers la chasse et néglige la question des enclosures excessives. Si SNE n'est pas opposée à la chasse, elle se bat pour la sauvegarde et la pérennisation des espèces et pour que la réglementation soit respectée. Dans ce cadre, l'association apporte sa contribution à la rédaction du

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

plan d'environnement Sologne et milite pour sa bonne mise en œuvre. SNE émet également ses inquiétudes concernant la question des décharges en Sologne pour laquelle elle réaffirme son attachement à une gestion contrôlée des déchets.

En 1993, l'association remet par l'intermédiaire d'Alain Beignet un rapport à la conférence régionale de l'environnement en vue de développer un tourisme rural, publie sa synthèse des observations de mammifères de Sologne de 1986 à 1992 et commence à participer activement au conseil Scientifique et aux réunions du conservatoire régional du patrimoine naturel de la région Centre (devenu par la suite Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire).

En 1994, Hubert Morand prend la succession d'Alain Beignet qui avait repris le poste de Président laissé vacant par Alain Callet. De nouvelles difficultés financières touchent l'association, l'obligeant à licencier son chargé de mission (aide espérée et non obtenue et retards de l'État pour les remboursements des sommes engagées pour les objecteurs de conscience). S'établit alors une ferme rigueur de gestion et la mise en informatique de la comptabilité.

En 1995, SNE se redresse financièrement grâce notamment à une seconde tranche de « contrat vert » avec le Conseil Régional et des subventions communales qui permettent à l'association de recruter trois nouveaux salariés et d'accueillir quatre stagiaires. Concernant les activités, l'association participe notamment aux Journées nationales de l'Environnement et réalise une exposition des différents milieux solognots faite au travers des sentiers-nature ainsi qu'une exposition sur les oiseaux de Loire.

En 1996, SNE compte quatre permanents à temps plein et plus de 200 adhérents. Un nouveau groupe botanique est constitué par des étudiants, quelques initiés et de nombreux de débutants. Toujours actif, son objectif n'est pas tant de dresser un inventaire que d'étudier les plantes par familles ou par sites. En parallèle, SNE remet un important rapport sur l'inventaire du patrimoine naturel de Chambord ainsi qu'un inventaire faune-flore sur la commune de Nançay, dans le cadre d'une étude d'impact.

En 1998 vont réapparaître les difficultés financières. Elles vont contraindre l'association à licencier 2 permanents importants. Nature Centre, le Centre d'animation et de loisirs (CAL) de Nouan-le-Fuzelier et l'Union pour la culture populaire en Sologne (UCPS) vont alors aider SNE en prêtant les fonds nécessaires à la survie de l'association. L'année 1998 marque également l'essor des camps naturalistes organisés par SNE. Ils permettent l'observation systématique de nombreux étangs (250 étangs visités dans l'année) et de préciser les sites de nidification de la guifette moustac, du busard des roseaux et du balbuzard pêcheur.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

En 1999, l'association fait appel au nouveau dispositif des emplois jeunes pour embaucher deux animateurs nature, permettant ainsi de proposer un plus grand nombre d'animations de découverte du patrimoine naturel de Sologne et d'actions de sensibilisation à la protection de la nature (elles passent de 90 demi-journées en 1995 à 240 demi-journées en 1999). SNE est également missionnée par la direction régionale de l'environnement Centre pour réaliser des inventaires et des recherches bibliographiques des habitats naturels et habitats d'espèces d'intérêt européen de la Sologne des étangs et de la Sologne de l'Est au titre des annexes I et II de la directive habitats. Enfin, l'année 1999 voit le déménagement des bureaux de l'association au Parc de Beauvais à Romorantin-Lanthenay, « capitale » de la Sologne, pour à l'avenir toucher un plus large public.

En 2000, une nouvelle équipe de sept permanents se constitue autour du nouveau Directeur Maurice Sempé. L'universitaire bio-géographe Bertrand Sajaloli devient le nouveau Président. SNE participe à l'inventaire des rapaces nicheurs de France ainsi qu'à celui des mollusques dans le Loir-et-Cher (par l'intermédiaire de Jean-Pierre Brault et en collaboration avec Michel Gervais, membre de Perche nature). L'association s'implique aussi dans des formations d'animateurs en liaison avec «Familles rurales» et qui se poursuivront avec le Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre.

Les années suivantes se montreront tout aussi positives pour SNE avec une augmentation du nombre des adhérents, un budget autour de 250 000 euros et le renouvellement du parc informatique. L'association met alors en place un dispositif de conventions partenariales et d'associations correspondantes pour s'allier avec des associations plus petites comme l'association pour la sauvegarde de la nature et de la qualité de vie de Gièvres. Elle crée aussi un « Collectif Chemins », qui regroupe 17 structures concernées et de nombreux particuliers autour de la défense et la promotion des chemins ruraux de Sologne. Dans le cadre de ses activités naturalistes, SNE définit une première cartographie des amphibiens de Sologne après de nombreuses études et observations. L'association prépare aussi la publication de l'inventaire des mollusques du Loir-et-Cher, poursuit ses repérages et comptages de chiroptères et propose l'aménagement de sites de préservation en vue du projet de l'autoroute A 85.

L'année 2003 est marquée par le départ de Bertrand Sajaloli et le retour d'Alain Beignet comme Président, après une période d'Intérim assurée par Hubert Morand. SNE développe un pôle ressources nature au Parc de Beauvais à Romorantin-Lanthenay, dans le cadre d'un Contrat Vert qui propose différents programmes d'animation et de sensibilisation à la nature (dont des interventions en milieu carcéral qui vont permettre à une quinzaine de personnes de s'engager dans une formation de sensibilisation à l'environnement). L'association s'engage aussi en

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

liaison avec le musée de Sologne à Romorantin- Lanthenay, une valorisation du fonds Émile Martin en vue d'une présentation au public⁹³

En 2004, SNE fête son vingtième anniversaire malgré des incertitudes budgétaires dues notamment à la fin du dispositif « Emplois Jeunes ». Pour autant, l'association organise la première édition du salon des éco-consom'acteurs qui se déroule dans le parc de Beauvais à Romorantin-Lanthenay. C'est aussi l'année où Maurice Sempé quitte son poste de directeur et où Pierre Havard remplace Alain Beignet comme Président.

Une période de transition débute alors à la tête de SNE. En 2005, Thierry Cherrier devient le nouveau Directeur, lequel sera remplacé par Patrice Devineau en 2006. Toujours en 2006, l'association réalise un inventaire des espèces de chiroptères présentes sur la réserve naturelle de la Vallée de Grand Pierre et Vitain et se dote d'une grande exposition intitulée « Le Patrimoine naturel de Sologne : une richesse à transmettre » (40 panneaux), qui a été présentée à travers la Sologne et a été accompagnée d'une conférence-débat. En 2006 et 2007, SNE participe à l'édition de deux ouvrages en partenariat avec les autres associations naturalistes du Loir-et-Cher, : « L'Atlas de l'Avifaune de Loir-et-Cher » et « Les oiseaux du Loir-et-Cher ». En 2007, l'association est sollicitée et missionnée à de multiples reprises pour la réalisation d'études (réalisation d'Indices Ponctuels d'Abondance des passereaux sur la Réserve de chasse de Malzone à Millançay pour l'ONCFS, étude complémentaire pour la définition de la ZPS « Étangs de Sologne » pour la DIREN, ou encore suivi des oiseaux des grandes cultures pour le ministère de l'agriculture). En 2007 et 2008, SNE réalise également une étude approfondie sur la présence de la Loutre sur tous les cours d'eau de Sologne et leurs affluents et une muséographie pour la Maison de la nature et de l'eau à Chalette-sur-Loing.

Depuis, l'association s'est redressée face à ses difficultés financières en continuant de développer les activités d'études et les animations.

2.3. Lieu

23, Route de Selles

41200 Romorantin-Lanthenay

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

⁹³ *Le fonds Émile Martin est une collection de livres anciens de 2 400 ouvrages que cet ancien juge d'instruction et bibliophile a rassemblé au cours de sa vie (1812-1895). Il a légué cette collection à la ville de Romorantin-Lanthenay. Aspect méconnu du patrimoine culturel, cette bibliothèque est un reflet des goûts d'Émile Martin (voyages, littérature classique, histoire,...) et se compose surtout d'une précieuse collection de livres de botanique (du XV^{ème} à la fin du XIX^{ème} siècle) accompagnée d'un herbier et d'un meuble à graines.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.5. Fonctions et activités

Sologne nature environnement, conformément à son objet social, se consacre à l'étude, à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine naturel de Sologne. Elle privilégie la concertation entre tous les acteurs et s'efforce de rechercher l'intérêt général lié à la protection de l'environnement. Elle œuvre pour un avenir durable de la Sologne, en cherchant à concilier dans la mesure du possible les problématiques économiques, sociales et environnementales, en s'assurant que la dimension environnementale de ce triptyque ne soit pas laissée pour compte.

À ces fins, Sologne nature environnement réalise de nombreuses actions concernant tout particulièrement :

- La connaissance du patrimoine naturel de la Sologne et les diagnostics environnementaux

Depuis sa création, SNE a mis en œuvre un inventaire des richesses naturelles de la Sologne qui est le fruit du travail de ses bénévoles et de ses salariés. L'association réalise alors des études et des diagnostics, des suivis faunistiques (ornithologie, entomologie, mammalogie, herpétologie, malacologie) et floristiques, étudie les habitats et les écosystèmes de Sologne, et elle participe également à divers programmes scientifiques nationaux et internationaux (WETLANDS International) afin de préconiser des modalités de gestion appropriées dans l'esprit d'un développement durable.

- La sensibilisation et l'éducation à la nature et à l'environnement

Par l'intermédiaire de son équipe d'animateurs, SNE propose des activités pédagogiques à destination des scolaires et des sorties nature pour tous à la découverte de l'environnement et du patrimoine naturel solognots. L'objectif est également de rendre accessible et de partager ce patrimoine naturel très privatisé. L'association sensibilise chaque année environ 10 000 personnes, dont près de 7 000 scolaires, et s'investit en faveur de la valorisation éco-touristique du patrimoine naturel de Sologne.

- Les expertises-conseils, la participation au débat public et les actions à vocation territoriale

SNE veille à ce que l'aménagement du territoire et les politiques publiques tiennent compte des préoccupations environnementales. En tant que membre affiliée à France nature environnement et association de protection de la nature et de l'environnement, SNE prend position dans le débat public en participant à de nombreuses commissions départementales, régionales, et nationales, liées tout particulièrement à l'aménagement durable du territoire et à l'environnement. Elle accompagne également les collectivités locales et des acteurs du secteur privé en mettant à disposition ses compétences juridiques, scientifiques et techniques, notamment dans le cadre de conventions partenariales (exemple : conventions de

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

gestion de sites avec les communes). SNE mène aussi de nombreuses actions à vocation territoriale, telles que :

- Participation aux opérations « Objectif Zéro Pesticides » et « Jardins au Naturel »,
- Participation à des salons,
- Organisation d'une fête de la nature devenue par la suite Salon des Eco-consomm'acteurs (arrêtée au début de la décennie 2010),
- Organisation et participation au salon du champignon en octobre (avec accueil du congrès national de mycologie en 2017).
- L'information, la diffusion des connaissances et la formation du public et des acteurs socio-économiques

SNE met à disposition sa documentation bibliographique, iconographique et informatique sous forme d'un pôle « Ressource Nature ». Elle publie des ouvrages et son bulletin « Sologne nature Infos » (4 fois par an, existe depuis la création de l'association) pour partager et diffuser les connaissances. SNE réalise également des expositions, publie des documents pédagogiques, crée et aménage des sentiers d'interprétation et organise des manifestations, des conférences et des colloques. Les permanents assurent régulièrement l'encadrement de stages pour la formation des étudiants (scolaires, universitaires).

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Sologne nature environnement se réunit une fois par an en assemblée générale. L'association dispose d'un conseil d'administration, composé actuellement de :

Président : Emmanuel Regent

Trésorier : Didier Roux

Secrétaire : François Grison

Autres membres : Stéphane Baldeck, Francine Carton, Pierre Havard, Jean-Marie Ravel, Michel Roubalay, Samuel Senave, Thomas Thevenet.

SNE dispose également d'une équipe de 10 salariés permanents (les trois-quarts sont des animateurs nature, deux chargés de missions naturalistes, une chargée de mission environnement, un chargé de communication et un comptable), des stagiaires et des services civiques. L'actuel directeur est Patrice Devineau.

L'association fait appel à un commissaire aux comptes et un expert comptable.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

SNE compte aussi sur le soutien de 300 adhérents (60 à 80 bénévoles actifs) répartis sur les trois départements qui composent la Sologne.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Sologne nature Environnement entretient ou a entretenu les relations suivantes :

- Monde associatif (partenariats et associations amis), dont : France nature environnement (FNE) (affiliation par l'intermédiaire de son adhésion à la fédération régionale France nature environnement Centre-Val de Loire), Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre (membre actif et administrateur du réseau), l'Union pour la culture populaire en Sologne ([UCPS](#)), les associations membres de FNE Centre – Val de Loire (notamment, , Eure&Loir nature, Loiret nature environnement, le Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement (CDPNE), Loir-et-Cher Nature, la Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine et Perche nature), Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire.

- État et collectivités (partenariats, financements), dont : services déconcentrés de l'État (dont direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire et anciennement direction régionale de l'environnement Centre), conseil régional Centre-Val de Loire, conseil départemental de Loir-et-Cher, communes (dont Romorantin-Lanthenay), l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire (prestations, partenariats, IBC).

- Membre de commissions et participant à différents programmes, dont : Syndicat de la Sologne, Plan d'environnement pour la Sologne, Pays d'accueil Sologne, commissions de la conférence régionale de l'environnement pour un développement durable, comité de programmation LEADER et Ccharte forestière du Pays de Grande Sologne, comité de pilotage Natura 2000 et directive Habitats, conseil de développement des Pays Grande Sologne, Romorantinais et du Monestois, Sologne Val Sud, Châteaux et Sancerre Sologne, conseil départemental d'hygiène de Loir-et-Cher (devenu CODERST), Commission locale d'information (CLI) pour le démantèlement de Saint-Laurent-des-Eaux, CLI sur les grands équipements énergétiques du Loir-et-Cher (centrale de Saint-Laurent-des-Eaux et Centre de stockage de gaz de Chémery), comité régional du tourisme et des loisirs, commission locale de l'eau du SAGE Sauldre, comité de pilotage du syndicat du Cosson, syndicat d'entretien du bassin du Beuvron, Mission inter-services de l'eau (MISE), commission pour l'inventaire des espaces naturels sensibles du Loiret-Cher, commission de nomination des commissaires enquêteurs.

- Secteur privé, entreprises (accompagnement, sensibilisation), dont : accompagnements de chantier avec Cofiroute.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Divers : agences de l'eau, maison du braconnage, La Maison des étangs, la Société française d'orchidophilie.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'Histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Patrice Devineau directeur et coordinateur de Sologne nature environnement.

« Sologne nature environnement 1984-2009 : 25 ans d'actions en faveur de l'environnement en Sologne »

Site : <https://www.sologne-nature.org/>

Présentation du contenu conservé par Sologne nature Environnement (SNE) :

Création :

Récépissé de la déclaration des statuts et enregistrement au Journal officiel (1984).

Administration et composition :

Assemblée générale (1985-2012) : comptes rendus (1985-1992), rapports d'activité (1998-2012) ;

Conseil d'administration (1988-1996) : comptes rendus des réunions et enregistrements audio en cassette ;

Fichier des adhérents (1984-2018) ;

Adhésions (1984-1986).

Correspondance :

Courriers (dont chronos) (1984 - vers 2003).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Personnel :

Salaires, charges et cotisations ;
Objecteurs de conscience (avec candidatures) ;
Stagiaires ;
Services civiques ;
Emplois jeunes ;
Fiches horaires des salariés.

Comptabilité :

Comptabilité générale (1984-2017) (environ 19,0 ml). - Grands-Livres, facturiers, factures (fournisseurs, clients, animations, prestations diverses), adhésions, pièces justificatives, comptes bancaires, subventions.

Fonctionnement et activités :

Dossiers isolés de Direction (0,50 ml) ;
Contrats verts (décennie 1990) : dossier de projets ;
Études (environ 15,0 ml). - Faune-flore (avec documentation et données de terrain et recensements), dont : loutres (0,60 ml), amphibiens, oiseaux, odonates ; inventaires ZNIEFF (0,50 ml), Plans d'Occupation des Sols (POS) ; études d'impacts ; zones humides ; sites (avec atlas et enrichissement des bases de données) ;
Inventaires de biodiversité communale (IBC) ;
Dossiers sur les infrastructures de transport : Ligne à grande vitesse (LGV) Paris-Lyon (0,10 ml), Dossiers Autoroute A 85 (0,20 ml) et Autoroute A 71 ;
Dossier contre le projet « les Veillas » au sujet d'un passage pour les cervidés (0,20 ml) ;
Dossier agriculture ;
Suivi Natura 2000 ;
Animations thématiques (dont astronomie, faune-flore, l'eau, la Loire, alimentation, le jardin potager, le bruit, la forêt) (1993-2018) (environ 6,50 ml) : dossiers de travail (avec supports) (4,0 ml), dossiers des partenaires (dont graines), programmes (1,0 ml), bilans, projets, propositions, devis, factures ;
Outils pédagogiques (1,0 ml) ;
Tourisme (0,80 ml) : études, bilans, documentation ;,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Manifestations, organisation, participation (décennie 1990) (1,0 ml), dont.- « Journée de l'environnement », sentiers nature (maquette), « Fêtes du printemps » (été, automne, hiver) ;

Consultations (2013-2015) (0,40 ml) ;

Relation avec le Graine Centre (décennies 2000-2010) (0,20 ml) : participation aux Conseils d'administration (notes), aux ateliers, dossiers réseau ;

Participation aux commissions (dont sur les déchets) (2,0 ml) ;

Affaires juridiques (1,50 ml) (dont POS, rapports d'activités d'usines).

Documentation :

Publications de SNE (environ 7,50 ml) : bulletin « Sologne nature Infos » (1984-2018) (108 numéros) ; « Sologne nature Infos : hors séries », prospectus (dont lettre d'information « Objectif zéro Pesticide »), brochures (dont « baromètre de la nature »), ouvrages, plaquettes et affiches ;

Maquettes de bulletins et publications de l'association (vers décennie 1990) ;

Publications extérieures à SNE (environ 15,0 ml). - Revues extérieures à l'association concernant principalement la Sologne (dont : « Les naturalistes Orléannais », « le Courrier de la nature », « Le journal de la Sologne », le « bulletin de la Société d'étude de la protection de la nature de Loir-et-Cher » (SEPNLC) / « Loir-et-cher nature » (1973-2010)) (4,0 ml) ; ouvrages relatifs à la faune et à la flore (dont atlas des oiseaux) (5,0 ml) ; Publications thématiques (dont pêche, jardin, écologie, réglementation) (3,0 ml) et documentation thématique (dont mycologie, botanique, forêt, espace naturel, zones humides, herpétologie, ornithologie, énergie, Parcs Naturels Régionaux (PNR), eau, POS, chasse, air, nucléaire) (3,0 ml) ;

Panneaux d'expositions de SNE ;

Dossiers et communiqués de presse (décennie 1990) ;

Revue de presse (1984-1993) ;

Coupures de presse (0,20 ml) ;

Diapositives faune-flore (0,70 ml) ;

Cartes des chemins communaux (0,60 ml) : classeurs ;

Cartes IGN ;

Documentation diverse (décennie 1990-2018).

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Dates extrêmes

1984 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 97,0 ml.

Stockage bureautique conservé

Environ 1,33 To. Stockage des archives électroniques sur un serveur dédié avec sauvegardes fréquentes, comprenant notamment, les courriels, une photothèque, les dossiers courant en fonction du poste et/ou de la mission, et les dossiers archivés.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les archives se trouvent dans un environnement sain et sont dans un très bon état de conservation. Une pièce sert de local de stockage pour les fonds les plus anciens de l'association pour un volume estimé à 50,0 ml, lesquels sont conditionnés et identifiés. Les autres fonds d'archives sont répartis dans les différentes pièces de l'association selon leur utilité ou typologie.

Localisation physique

23, Route de Selles

41200 Romorantin-Lanthenay

Modalités d'accès

Sur demande :

Courriel : info@sologne-nature.org

Tél. :02.54.76.27.18

Patrice Devineau (coordinateur, dir.) :

Courriel : Patrice.devineau@sologne-nature.org

Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

.2. Forme autorisée du nom

Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay

1.3. Autres formes du nom

SDN Berry – Giennois – Puisay

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2013 - 2018

2.2. Histoire

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » est une association Loi 1901 fondée en 2013 faisant partie de l'un des 200 groupes adhérents au réseau « Sortir du nucléaire ».

Alors que le chantier de construction de la centrale nucléaire de Dampierre dans le département du Loiret s'achève (mise en service en 1980), un autre projet de centrale est en train de naître à Belleville-sur-Loire dans le département du Cher à une distance orthodromique de 35 km. Une association, l'Association pour la défense de la qualité de la vie en Val de Loire (ADQVL) s'opposant à ce dernier projet est alors créée à la fin de la décennie 1970. Malgré des contestations, le projet est retenu. La Centrale nucléaire de Belleville met en service ses deux unités de fonctionnement en 1987 et en 1988.

Vers 1995 est créé le « Comité Stop Belleville Stop Dampierre » qui a pour objectif de réunir toutes les personnes et associations qui souhaitent la fermeture des deux centrales, notamment en raison de la porosité du béton de celle de Belleville. À partir de 2007, l'association tombe progressivement en sommeil, jusqu'à la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011 qui donne lieu à une nouvelle prise de conscience et une remobilisation contre le nucléaire. Localement, des manifestations sont organisées tous les mardis de ce mois de mars 2011.

Une nouvelle association est alors fondée le 11 juin 2013 (déclaration en Préfecture le 2 juillet et publiée le 27 juillet au Journal officiel), par d'anciens militants du « Comité Stop Belleville et Stop Dampierre », de Bourges, de l'Yonne, du Loiret et de la Nièvre. L'objectif était de reconstituer une structure associative forte, pour

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

informer et agir en faveur d'un abandon au recours de l'énergie nucléaire et à la force armée nucléaire. Dès sa constitution, il a été décidé unanimement d'adhérer à la charte nationale du Réseau Sortir du nucléaire, notamment pour accéder à ses compétences. Depuis, de nombreuses actions sont réalisées dans cet objectif de l'abandon du nucléaire, tout en proposant et favorisant la maîtrise de l'énergie, et le développement d'autres moyens de production électrique.

2.3. Lieu

Siège – adresse postale :

9 bis, chemin de la Taupinière

Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » est une association Loi 1901 qui exerce sa compétence dans les départements du Cher, du Loiret, de la Nièvre et de l'Yonne. Elle adhère symboliquement au réseau « Sortir du nucléaire » et est invitée à l'Assemblée générale annuelle. Bien qu'appartenant à ce réseau, SDN Berry-Giennois-Puisay conserve son autonomie pour mener différentes actions avec pour principaux objectifs, la sortie du nucléaire (l'association estime que le danger représenté par le fonctionnement des centrales nucléaires et l'utilisation d'armes nucléaires sont réel et sérieux, et qu'il tend à s'accroître avec le vieillissement des centrales, et le développement non contrôlé des techniques évoluées des armes nucléaires : d'où, la demande de l'arrêt programmé des centrales et l'abolition de l'arsenal nucléaire), la sensibilisation sur les énergies alternatives et la lutte contre le gaspillage environnemental.

Plus précisément, « Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » a pour buts :

- « de fédérer localement les individus, les associations et autres personnes morales qui veulent sortir du nucléaire,
- de mettre en œuvre toutes les actions que la loi autorise, pour une sortie du nucléaire selon la charte du réseau « Sortir du nucléaire » annexée aux présents statuts,
- d'informer la population sur les dangers de la filière nucléaire, ainsi que sur les alternatives énergétiques,
- de favoriser les énergies renouvelables respectueuses de l'environnement et les moyens de maîtriser la demande en énergie et en électricité.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- de lutter contre les pollutions et les risques pour l'environnement et la santé que représente l'industrie nucléaire et les activités et projets d'aménagement qui y sont liés (création ou extension d'installations nucléaires de base, construction de lignes à haute tension, programmes de recherche et de développement, etc.)
- de défendre en justice l'ensemble de ses membres. »⁹⁴

En conséquence, l'association mène des actions qui se veulent populaires. Elles sont proposées d'un commun accord par les membres du conseil d'administration, mais elles sont soumises à l'accord de tous les adhérents, qui peuvent assister à tous les travaux du Conseil d'Administration. Ces actions sont les suivantes :

- Organisation de manifestations et participations aux marches (notamment, devant les centrales de Belleville/Loire et St Laurent-des-Eaux lors des dates anniversaires de Tchernobyl et de Fukushima, manifestation régionale « FukuChinon » à l'automne 2014, manifestation « le Cher marche pour la paix », manifestation européenne « Fermons Fesseinheim » le 26 avril 2015),
- Organisation d'actions symboliques, dites « actions en réaction »,
- Réalisations de prélèvements d'eau (comme en 2017 à Monstsoreau dans le cadre d'une action collective avec le collectif « Loire-Vienne »),
- Campagnes d'informations et de communication : mises à plat des informations, communiqués de presses, passages en radios,
- Tractages, notamment sur les ronds-points de Cosnes/Loire, Saint Satur et Bourges,
- Sensibilisation des élus locaux à l'importance de ramener le débat nucléaire dans un cadre démocratique,
- Propositions de remplacer l'énergie produite à partir du nucléaire par les énergies renouvelables (éolien, Solaire, Biomasse...) et en développant les techniques tendant à assurer « une sobriété énergétique »,
- Actions en justice : dépôt d'une plainte à l'encontre de la Centrale de Belleville pour non-respect des règles de sécurité et infractions de fonctionnement, infractions relevées par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) lors d'un contrôle à l'été 2014, dépôts de plaintes par l'intermédiaire du réseau national (en 2015 pour 36 infractions et en 2017 pour 46 infractions).

⁹⁴ Article 2 des statuts de l'association.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » se réunit une fois par an en Assemblée générale. L'association s'articule autour d'un Conseil d'administration de 12 membres. Son actuelle Présidente est Françoise Pouzet.

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » compte également une soixante d'adhérents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » entretient les relations suivantes :

- Membre du réseau « Sortir du nucléaire » (adhésion à la charte du réseau, accès aux compétences, actions communes, deux adhérents administrateurs du réseau).
- Participation et membre du collectif « Sortir du nucléaire Loire et Vienne » créé en 2015 (réunion tous les deux mois et action annuelle commune)⁹⁵.
- Mouvement de la paix (manifestations communes).
- Représentation au sein de la commission locale d'information (CLI).
- Actions communes avec les associations locales (dont « l'Association pour la défense de la qualité de la vie en Val de Loire » (ADQVL)).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

⁹⁵ Le collectif « Sortir du nucléaire Loire et Vienne » est un groupe macro régional oeuvrant pour la sortie du nucléaire. Ce regroupement ambitionne de mutualiser et dynamiser la réflexion, les informations et les actions autour de cet objectif. Il se compose des structures suivantes : SDN Berry-Giennois-Puisaye autour des centrales de Belleville et Dampierre, l'ACIRAD Centre et le réseau Fukushima basés à Orléans, SDN 41 autour de St Laurent des Eaux, SDN 37 à Tours et Chinon, SDN 49 aux alentours d'Angers, la coordination poitevine « Vivons sans nucléaire » autour de Civeaux, SDN 72 et SNE 72 autour du centre d'ionisation des aliments Ionisos, SDN 79 dans les Deux-Sèvres et, SDN Pays Nantais.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Françoise Pouzet, Présidente de SDN Berry-Giennois-Puisay.

Site : <https://sdn-berry-puisaye.webnode.fr/>

Présentation du contenu conservé par l'association « Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay »⁹⁶:

Dossier de présidence de Françoise Pouzet (0,10 ml) (archives courantes). -

Fonctionnement de l'association : adhésion, listes de sympathisants ;

Activités et actions : demande d'autorisation et déclaration de manifestation, chansons de manifestations, préparation de communiqué de presse pour une conférence à Boulleret, fiche relative à des prélèvements et analyse d'eau, intervention de Daniel Desprez⁹⁷ à la commission locale d'information de Belleville (2017) ;

Notes et documents de travail (dont préparation rapport moral de l'association pour l'Assemblée générale 2017, réunions d'Assemblées générales et de Conseils d'administration, brouillon de discours, notes et listes de contacts) ;

Documentation : tracts de « Sortir du nucléaire Berry-Giennois-Puisay », affichettes, coupures de presse, brochure relative au dépôt de plainte effectué en 2017 ;

Lettre du Conseil d'État rejetant un arrêt de chantier à la centrale de Belleville (14/05/1979).

Dates extrêmes

1979 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 5,0 ml⁹⁸.

⁹⁶ À titre informatif, les archives décrites ci-dessous ne représentent que quelques dossiers des 5,0 ml d'archives conservées chez François Pouzet, Président de l'association : le récolement de l'ensemble des fonds n'ayant pas pu être effectué.

⁹⁷ Vice Président de SDN Berry-Giennois-Puisay.

⁹⁸ Volume total conservé chez Françoise Pouzet

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprends notamment les comptes rendus des Assemblées générales et des conseils d'administration et les courriels).

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Classement par dossiers.

Bon état de conservation.

Localisation physique

Au domicile de la Présidente de SDN Berry-Giennois-Puisay, Françoise Pouzet.

Modalités d'accès

Sur demande pouzet.francoise18@gmail.com auprès de François Pouzet, Présidente de SDN Berry-Giennois-Puisay :

Courriel :

Tél. : 06 64 33 91 29

S.O.S. Estuaire

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

S.O.S. Estuaire.

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le 23 décembre 1987, un groupe de personnes se concertent pour sauvegarder l'estuaire de la Seine alors menacé par la construction du pont de Normandie.

Ce combat a abouti à l'obtention de mesures compensatoires pour réhabiliter le milieu naturel. Mais il est apparu rapidement que le pont n'était pas la seule menace : l'aménagement portuaire, les décharges et les dragages compromettent également l'écologie de l'estuaire.

C'est dans ce cadre que l'association est créée en 1988 (mais elle ne se dote de statuts qu'en 1991).

L'association S.O.S. Estuaire a pour objectif :

la protection de la biodiversité et des espaces naturels de l'estuaire et de la baie de Seine ;

le combat contre toutes dégradations des écosystèmes en s'opposant à leur détérioration ;

l'information au public des menaces mais aussi des richesses de ces espaces naturels par de nombreuses actions de sensibilisation ;

la participation à toutes entreprises contribuant au maintien et à l'amélioration de ses fonctions et de biologie.

L'estuaire de la Seine est situé sur les départements de la Seine-Maritime, de l'Eure et du Calvados.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.3. Lieu

32 Rue Clovis

76600 Le Havre

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901, agréée au titre de l'article L 141-1 depuis 1996.

2.5. Fonctions et activités

S.O.S. Estuaire publie trois fois par an son bulletin, *la Spatule*. Son site internet <http://www.sosestuaire.free.fr> rend compte de toutes ses activités et publications.

Des plaquettes diffusées à plusieurs milliers d'exemplaires sont un de ses principaux vecteurs de communication.

L'association a participé à tous les débats et enquêtes publics sur des projets mettant en danger la biodiversité et les espaces naturels de l'estuaire de la Seine. Elle a, ainsi, participé aux réunions du comité des usages de l'eau de la réserve naturelle et aux groupes de travail sur l'élaboration du troisième plan de gestion de la réserve naturelle.

En outre, l'association organise des sorties nature dans l'estuaire, des conférences au Havre, des manifestations, des concours ou encore des pétitions. Elle mène également des actions en justice, en se constituant partie civile, afin de réclamer des dommages et intérêts en faveur de la conservation des milieux estuariens.

S.O.S. Estuaire met en place des études concernant la protection et l'aménagement des estuaires.

Enfin, l'association a entamé depuis 3 ans une démarche de classement de l'estuaire de Seine en site Ramsar (convention relative aux zones humides d'importance internationales, particulièrement comme habitat des oiseaux, il s'agit d'un traité international) afin de lui faire reconnaître une notoriété internationale. Une demande officielle a été adressée à la DREAL de Haute-Normandie et de très nombreux courriers ont été adressés aux élus locaux pour soutenir la démarche.

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association.

2.7. Organisation interne

Une cinquantaine d'adhérents individuels et des associations dont une fédération.

9 associations ont adhéré à la fédération S.O.S. Estuaire : Écologie pour le Havre, Les Amis de la nature, Estuaire Sud, Chêne, Ligue pour la protection des oiseaux

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

(LPO), Société nationale de protection de la nature (SNPN), Protégeons Saint-Pierre-du-Val, Eco Choix, Groupe ornithologique normand.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Grand port maritime de Rouen

Grand port maritime du Havre

Etares

Lafarge

Ecostuair

Citron

Millenium

Sedibex

H.N.N.E.

Maison de l'Estuaire

3.3. Description de la relation

SOS Estuaire siège au comité consultatif de la réserve naturelle, au comité de suivi environnemental du Grand port Maritime de Rouen, au conseil de développement du Grand port Maritime du Havre, aux commissions locales d'information (CLIS) de Etares, Lafarge, Ecostuair, Citron, Millenium et Sedibex.

Elle est également membre de la fédération régionale Haute-Normandie nature environnement et l'un de ses membres siège au conseil d'administration de la Maison de l'estuaire.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : Le fonds décrit ci-après correspond au fonds de M. Robert Mercier, vice-président et ancien président de l'association qui a donné ses documents aux Archives départementales de la Seine-Maritime.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (318J) :

Statuts (1998-2008) : statuts (2006), fiche de renseignements, certificat d'inscription (2008), extrait de journal officiel (1998).

Administration et composition (1999-2008) : listes de membres et de destinataires, rapports moraux (2003-2005), arrêtés préfectoraux et inter préfectoraux, comptes-rendus de réunion (2008), ordres du jour et comptes-rendus de conseil d'administration (2008), règlement intérieur, notes d'information, dossiers de demande de subvention (2003-2004), convention tripartite (1999).

Comptabilité (2000-2009) : bilans comptables (2004-2008), pièces justificatives (2009), comptes de résultat (2007-2009), journaux de recettes et de dépenses (2005-2009), budget (2000-2001).

Correspondance (1993-2013).

Activités (1996-2009) : rapports d'activités (1996), rapports et synthèses d'études, rapports moraux (2007), comptes-rendus de réunion (1997-2009), de colloque, de débats, de manifestations (2008) et de commissions (2008), évaluations de plan de gestion (2000-2006), fiches opération, recommandations du Conseil National de la Protection de la Nature (1999), notes personnelles et d'information, liste de poissons, crustacés et mollusques recensés dans l'estuaire de la Seine, tableau des impacts sur la qualité des eaux, propositions de comité consultatif (2000), cartes (2003-2005), prospectives sur l'estuaire de Seine (2004), relevés phytosociologiques, enquêtes, projet de plan de gestion écologique (2008), cahiers des charges, pétition, convention d'appui, projet de charte (2000) et de décret (2003), plans cadastraux (2001).

Conseil scientifique : comptes-rendus, avis (2000), séances, projet de suivi scientifique (2002-2003).

Natura 2000 : tableau « Baromètre Natura 2000 », carte de zone de non chasse, programme de sauvegarde du Butor étoilé (2005), documents d'objectifs Natura 2000 (2002-2004), procédure et conséquences d'une désignation Natura 2000 (1996), compte-rendu de comité de pilotage Natura 2000 (2000-2002), plan d'action de zone humide, programme d'actions concernant l'avifaune et la chasse (2005), fiches ZNIEFF et ZICO.

Publications : flyers, projets de plaquette et de dépliant, plaquette, éditorial et lettre d'information *La Spatule*.

Documentation (1994-2011) : analyses diachroniques, cartographies, photographies et vues aériennes, statuts fonciers, rapports environnementaux, plans (2007), types d'habitats, listes des principales études sur l'environnement et les milieux naturels,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

programmes d'actions DIREN (2005), études d'impacts, listes rouge et orange des oiseaux nicheurs de Haute-Normandie, listes des zones industrielles de Seine-Maritime, mémoire d'enquête, rapports de stage (2002-2003).

Législation : codes et intitulés divers, articles de lois, fiches juridiques.

Publications : lettres et documents d'informations (1996-1997), bulletins (1999-2005), livrets, fascicules, plaquettes, flyers, articles de presse (1994-2011), ouvrage *Le Conservatoire du littoral* en 1996 (1997).

Métrage linéaire : 1,22 ml.

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime

Pôle culturel Grammont

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Terre-Mer-Forêt (TMF)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Terre-Mer-Forêt.

1.3. Autres formes du nom

T.M.F.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2012 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association a été créée en 2012, prenant le relais du collectif de riverains « Vigie Environ » constitué lors de l'enquête publique du projet d'agrandissement d'une déchetterie – centre de traitement. Ceux-ci souhaitent faire entendre leur point de vue sur le sujet.

L'association présente également une volonté de s'inscrire dans d'autres débats de société en rapport avec l'environnement. Elle a notamment apporté son soutien à des agriculteurs contre les déchets qui jonchent les abords d'une départementale.

2.3. Lieu

27, rue de Monchy

76260 Saint-Pierre-en-Val

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Son but est de sensibiliser et de mener diverses actions et interventions visant à la préservation de la nature et de l'environnement des habitants de Saint-Pierre-en-Val, de la communauté de communes de Yères et Plateaux ainsi que des communes avoisinantes.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Elle tente d'agir pour la sauvegarde de leurs intérêts dans le domaine de l'environnement, de l'aménagement harmonieux et équilibré du territoire et de l'urbanisme.

Elle fournit également une assistance juridique à l'ensemble des membres de l'association.

Pour cela, elle organise des réunions, des débats ainsi que des conférences, notamment sur le réchauffement climatique, la pollution de l'air et de l'eau.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Administration et fonctionnement : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale.

Activités : comptes-rendus de réunion, de débats et de conférence, tracts, recours au Tribunal administratif, démarches auprès des élus et représentants de l'État.

Documentation : articles de presse.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association Terre-Mer-Forêt

27, rue de Monchy

76260 Saint-Pierre-en-Val

Union fédérale des consommateurs – Que Choisir – d’Eure & Loir (UFC-Que Choisir-28)

1. Zone d’identification

1.1. Type d’entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Union Fédérale des Consommateurs – Que Choisir – d’Eure & Loir : association locale d'Eure-et-Loir.

1.3. Autres formes du nom

UFC-Que Choisir- 28

Anciennement, Union locale des consommateurs d'Eure-et-Loir

2. Zone de la description

2.1. Dates d’existence

13 juin 1981 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Au début de la décennie 1980, l'Union fédérale des consommateurs veut étendre son implantation sur l'ensemble de la France et cherche à créer des unions locales un peu partout. Une invitation est notamment lancée dans le département de l'Eure-et-Loir, donnant lieu à la création d'une Union locale le 13 juin 1981. L'assemblée générale constitutive a alors rassemblé 66 participants et élu Michel Lamarche comme Président fondateur. Cette création voit immédiatement la formation de plusieurs animateurs de l'Union locale d'Eure-et-Loir ainsi que la publication d'un bulletin : « Le Consommateur d'Eure-et-Loir ».

L'association a pour particularité de s'intéresser à la question de l'environnement dès sa naissance avec la création en 1981 d'une commission dédiée parmi deux autres (Prix par Dominique Cossoux et Information par Gérard Breteaux). La commission Environnement, représentée alors par Jean-Louis Damble s'intéresse particulièrement aux problèmes relatifs aux nitrates dans l'eau.

En 1982 sont créées cinq nouvelles commissions (litiges, santé, automobile, logement et transport), un avocat vient aider l'association en raison de l'afflux de litiges et les premières enquêtes sont alors menées. La même année, une permanence est ouverte au cercle des sociétés, rue Noël Parfait à Chartres. En parallèle, l'Union locale tisse très rapidement un réseaux de contacts avec les

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

différentes structures associatives du département en relation avec la protection de la nature de l'environnement (La coopérative biologique « Nature & Vie 28 », « L'Amicale des Vallées du bassin de l'Eure et vallées limitrophes » présidée par Albine Du Peyrat, « l'ACLV de Châteaudun », « Le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs » ou CDQMN présidée par Serge de Filippis, « Nature et Progrès 28 » et la « Confédération paysanne d'Eure-et-Loir »). La commission Environnement s'investit en organisant des conférences sur l'eau et la pollution des nappes phréatiques à Auneau, Châteaudun et Voves en 1982, participe à celles organisées par « L'amicale des vallées » et le CDQMN et milite activement pour l'utilisation du papier recyclé, notamment en organisant en 1984 en collaboration avec d'autres associations une manifestation intitulée « Récupérons Recyclons » pendant un week-end (avec exposition et conférence).

En 1984, l'Union locale réalise plusieurs enquêtes (dont l'une relative aux cabines téléphoniques de Chartres), débute sa participation au Centre Technique départemental de la Consommation⁹⁹ et contribue à la création de l'UFC région Centre.

En 1985, l'association change de Président (Gérard Breteaux succède à Jean-Louis Damble) et s'engage pour la réouverture de ligne ferroviaire Rouen-Évreux-Dreux-Chartres-Orléans / Tours en réponse au projet contesté d'arrêt TGV à Courtalain.

Durant la fin de la décennie 1980, l'Union locale poursuit son travail d'enquêtes (dont celles sur les centres de contrôles techniques, les maternités du département, prix dans les grandes surfaces et la collecte des déchets en Eure-et-Loir), organise des expositions, tient un stand lors de la Foire de Saint-André et se consacre à la publication de numéros spéciaux du « Consommateur d'Eure-et-Loir » (dont l'un sur le thème de la qualité de l'eau et de sa pollution et un autre sur l'environnement : installations classées, carrières, la rivière de la Conie, les bords de l'Eure, les produits biologiques et les actions du CDQMN).

En 1992, la Fédération conclut avec 9 autres organisations nationales « l'Alliance Paysans, écologistes consommateurs » pour stopper le modèle agricole productiviste. L'Union locale d'Eure-et-Loir y participe alors localement en signant avec des associations de la Région dont figure la « Confédération paysanne d'Eure-et-Loir », le « groupement des agriculteurs biologiques d'Eure-et-Loir » ou « Perche nature ».

L'année suivante l'Union locale obtient un local 78 rue du faubourg Lagrappe à Chartres.

⁹⁹ *Le CTC regroupait des structures départementales de consommateurs et menait de nombreuses enquêtes. Il a été créé en 1983, puis dissous en 1994, faute de subventions.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

En 1994 l'association change de nom pour devenir « L'Union Fédérale des consommateurs Que Choisir d'Eure-et-Loir » (UFC – Que Choisir – 28) dans le contexte d'unification des appellations des unions locales. La même année elle commence à suivre avec attention - du point de vue des consommateurs - l'élaboration du schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce qui ne sera approuvé qu'en 2013.

En 1995, une nouvelle structure est créée dans le département : « la Fédération Environnement Eure-et-Loir » (FEEL). L'UFC Que Choisir 28 se joint à cette création de fédération avec onze autres associations qui agissent dans le domaine de l'environnement. Gérard Breteaux devient alors le premier Président et y restera jusqu'en 2000. Avec la FEEL, l'Union locale s'engage notamment dans l'opposition du projet de troisième aéroport du bassin parisien et pour la défense de la ligne ferroviaire Chartres-Courtalain, menacée de fermeture.

En 1998, Clément Duluard (responsable des litiges) devient le nouveau Président de l'UFC Que Choisir 28 et met alors en place avec Dany Rousseau une nouvelle organisation de l'association.

En 2015, Didier Eleaume, arrivé à l'UFC Que Choisir 28 en 2013, devient le Président de la structure¹⁰⁰.

2.3. Lieu

25 place Saint-Louis

28000 Chartres

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'UFC Que Choisir 28 est la déclinaison locale de l'Union Fédérale des Consommateurs – Que Choisir. Elle n'est ni composée de professionnels, ni un service public. Ce n'est pas non plus une association de protection de la nature et de l'environnement par définition, mais par son histoire, ses prises de positions, ses actions, le traitement de litiges en lien avec l'environnement, et les études réalisées, l'UFC Que Choisir 28 a une influence réelle sur la protection de la nature de l'environnement dans le département.

En tant qu'association de défense des consommateurs, elle a pour principale activité d'intervenir dans des litiges entre particuliers (consommateurs) et professionnels en

¹⁰⁰ Par manque de témoins et d'archives, l'histoire de l'UFC de la décennie 2000 comporte de nombreuses zones d'ombres.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

apportant son aide et ses conseils lorsque ledit litige n'est pas déjà soumis à la justice. L'association assure ainsi un rôle d'écoute et d'accueil du consommateur pour l'aider à régler le litige et intervient en tant que médiateur et conseiller (étude du dossier, détermine les autres recours envisageables...). Le litige est celui du consommateur et non celui de l'association, même si elle peut prendre des positions ou bien entreprendre des actions dans la limite de ses moyens (il ne s'agit pas d'un cabinet d'avocats). À cette fin l'UFC Que Choisir 28 assure un accueil téléphonique et des permanences dans plusieurs localités du département. Cette mission est remplie par sa secrétaire et ses bénévoles. Actuellement, entre 450 et 500 dossiers de litiges sont traités par l'association locale chaque année. Ils concernent principalement les secteurs du logement, de la copropriété, de l'immobilier, des assurances, des banques et organismes de crédit, des véhicules (auto, moto, caravane, mobile-home, bateau), de l'alimentation, des services marchands, de l'administration, des opérateurs de télécommunication, de la santé, de l'énergie, de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement.

Pour autant, les activités de l'association ne se limitent pas qu'aux règlements des litiges :

- Réalisation d'études et d'enquêtes de façon anonyme (quatre à cinq par an en moyenne) comme : sur les auto-écoles, la qualité de l'eau, les EHPAD, les pompes funèbres, sur les produits phytosanitaires dans les magasins de jardinage, enquête sur les magasins bio. L'objectif est de faire des états des lieux, de connaître les alternatives ou substitutions et de s'assurer que les règles soient bien respectées pour de la mise en conformité.
- Réalisation de campagnes, notamment : les retards sur les trains en région, l'eau (avec remontés d'informations de consommateurs sous le contrôle du cabinet Veritas et le développement de cartes interactives).
- Propositions et prises de positions, notamment : le développement du compteur linky, l'opposition au projet d'autoroute concédée A 154, la gestion des déchets, l'étiquetage, l'énergie (baisse des tarifs, l'ouverture à la concurrence, proposition de contrats avec de nouveaux fournisseurs).
- Rédaction et publication du bulletin « Le Consommateur d'Eure-et-Loir ».

2.6. Textes de référence

Statuts.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

2.7 Organisation interne

L'Union fédérale des consommateurs – Que Choisir est composée de 146 associations locales, d'environ 141 000 adhérents, de 144 salariés dans l'ensemble des associations locales et de 133 salariés à échelle fédérale.

Quant à l'UFC Que Choisir 28, elle est composée d'un bureau et d'un conseil d'administration dont l'actuel Président est Didier Eleaume. L'association compte également une salariée permanente et environ 765 adhérents localement (dont une quarantaine de bénévoles actifs). En 2017, 461 litiges ont été traités en Eure-et-Loir (sur les 56 000 traités nationalement).

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

L'UFC Que Choisir 28 entretiens les relations suivantes :

- L'Union fédérale des consommateurs – Que Choisir (nationale).
- Membre de la « la Fédération environnement Eure-et-Loir » (FEEL).
- Partenariats sous la forme de subventions avec la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), la Mairie de Chartres et la Mairie de Dreux.
- Présente dans de nombreuses commissions à titre consultatif et dispose de représentants auprès des instances délibératives :
 - Préfecture : Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC), Conseil de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), commission départementale des taxis, préservation des ressources en eau, commission départementale du commerce non sédentaire, comité local des usagers, comité de pilotage permis de conduire.
 - Sous-Préfecture de Nogent le Routrou : comité local d'usagers.
 - Sous-Préfecture de Dreux : comité local d'usagers.
 - Dreux – agglomération : comité local d'usagers, commission eau assainissement – commission aménagement du territoire, Eure&Link (développement de la fibre optique)
 - Commission consultative des services publics locaux (CCSPL).
 - Comité sécheresse.
 - Agence de l'eau Seine-Normandie.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Agence de l'eau Loire Bretagne.
- Chambre d'agriculture.
- SICTOM de Nogent-le-Routrou : COPIL local pour la réduction des déchets.,
- Conseil territorial de Santé (CTS).
- Commission des usagers (CDU).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Didier Eleaume (actuel Président).

Gérard Breteaux (Secrétaire de la FEEL et administrateur et ancien Président de l'UFC 28, administrateur du Conservatoire d'Espaces Naturels de la Région Centre – Val de Loire).

« Histoire de l'UFC – que Choisir d'Eure-et-Loir » par Gérard Breteaux.

Présentation du contenu conservé par l'Union fédérale des consommateurs – Que Choisir – d'Eure & Loir (UFC-Que Choisir-28) - Association locale d'Eure-et-Loir¹⁰¹ :

Administration et composition :

Assemblée générale et conseil d'administration (1998-2018) (1,0 ml) : comptes rendus, procès-verbaux, rapports et bilans (très nombreuses lacunes).

¹⁰¹ *Le fonds d'archives présente de nombreuses lacunes, notamment en raison des déménagements.*

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Personnel (0,3 ml) : contrats, salaires.

Comptabilité :

Comptabilité générale (1997-2018) (2,0 ml). - Factures, livres de comptes, relevés bancaires, pièces justificatives ;

Subventions.

Fonctionnement et activités :

Litiges et fiches d'accueil (2012-2018) (2,0 ml).

Documentation :

Bulletin trimestriel « Le consommateur d'Eure-et-Loir » (n°1-143) (1981-2018) (0,3 ml) ;

Documentation diverse (dont revue de l'Union Fédérale) (3,0 ml).

Dates extrêmes

1981-2018

Métrage linéaire conservé

8,50 ml.

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Mise en boîte des archives, sauf de la documentation.

Bon état de conservation des fonds d'archives, malgré de nombreuses lacunes.

Localisation physique

25 place Saint-Louis

28000 Chartres

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Modalités d'accès

Sur demande auprès de :

Didier Eleaume (président) :

pdt-eureetloir@ufc-quechoisir.org

Siège de l'association :

Tél. : 02.37.30.17.57

courriel : contact@eureetloir.ufcquechoisir.fr

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Union régionale bretonne de l'environnement (URBE)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Union régionale bretonne de l'environnement

1.3 Autres formes du nom

URBE

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1972 – 1989

2.2 Histoire

L'Union régionale bretonne de l'environnement fondée en 1972 a obtenu l'agrément au titre de la protection de l'environnement en 1984.

2.3 Lieux

Chez les descendants d'un ancien membre de l'association

Lanester

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Sous le titre de l'Union régionale bretonne de l'environnement, il est constitué une association entre toutes les personnes morales et physiques qui adhéreront aux statuts.

L'Union régionale bretonne de l'environnement groupe les associations, mouvements, syndicats et tous groupements, y compris les comités locaux de mouvements plus larges, dotés de la personnalité civile, qui visent à défendre et à mettre en valeur dans les départements bretons, la nature et le cadre de vie particulier à la Bretagne.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Pour défendre la qualité spécifique de la vie en Bretagne, cette union prendra tous les moyens à sa portée.

Elle s'efforcera en particulier :

de fournir à ses membres une documentation sérieuse ;

de mettre ses membres en relation avec des personnes et organismes pouvant les aider à résoudre tel problème précis ;

et quand eux-mêmes auront épuisé les moyens à leur portée,

de représenter ses membres devant les pouvoirs publics s'ils le demandent ;

de créer des mouvements d'opinion en faveur des valeurs qu'elle entend défendre ;

de définir enfin une véritable politique de l'environnement.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4.7 Langues et écritures

Français

Fonds "Union régionale bretonne de l'environnement" (URBE).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, règlement intérieur, compte-rendu de conseil d'administration, bilan financier, poste FONJEP, correspondance... (1972-1989).

Dossiers de l'activité : courriers départ et arrivée (1971-1975), états régionaux de l'environnement (correspondance, comité d'organisation des états régionaux, projet de déclaration..., 1982), positions sur les centrales nucléaires (1975-1978), projet de loi relatif aux enquêtes publiques (1983), proposition pour le VIIe plan d'occupation des sols (1973), voiries pour cycles, piétons et chevaux (1973), réaction par rapport au schéma d'aménagement du littoral (1974), charte culturelle, projets, compte-rendu de réunions, photographies, revue de presse, correspondance, dossiers divers sur la sauvegarde de sites (1971-1988).

Documentation : "La lettre de l'URBE" (bulletin trimestriel publié par l'association, correspondance, 1977-1986).

1971-1989

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,55 ml

Localisation physique :

Archives départementales du Finistère, site de Quimper.

Origine

Union régionale bretonne de l'environnement

Informations sur les modalités d'entrée

Dépôt.

Accroissements

Le fonds est clos.

Communicabilité

Communication sur autorisation préalable.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Vent de colère sur le plateau du Petit-Caux (Vdc sur PC)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Vent de colère sur le Plateau de Petit-Caux.

1.3. Autres formes du nom

Vdc sur PC.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2003 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association est née suite à l'émergence de projets éoliens afin prévenir les riverains des inconvénients que cela peut entraîner. Son but premier est d'informer, sans parti pris, des conséquences de telles installations mais également de préserver les paysages et les habitations environnantes.

2.3. Lieu

Monsieur François Mary

5, route de Saint-Rémy

76260 Baromesnil

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association a plusieurs objectifs :

- Protéger les espaces naturels et les paysages du département de Seine-Maritime et plus particulièrement de la région du Petit-Caux.
- Sensibiliser l'opinion publique aux problèmes d'environnement.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Défendre les identités culturelles et naturelles des paysages ainsi que leurs intérêts économiques et sociaux.

- Lutter contre toutes les atteintes pouvant être portées à cet environnement et chaque fois qu'elles touchent au caractère naturel des espaces et des paysages, ainsi qu'aux équilibres biologiques des espèces animales et végétales.

2.7. Organisation interne

Une trentaine de membres.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://vdcpetitcaux.chez-alice.fr/>.

Les archives de l'association Vent de colère sur le Plateau du Petit-Caux sont essentiellement numériques et sont consultable à l'adresse suivante :

<http://vdcpetitcaux.chez-alice.fr/>.

Présentation du contenu :

Activités (2002-2008) : contre-études d'impacts (2005-2008), interventions et comptes-rendus de réunions publiques (2002-2005), sollicitations de politiques (2004), photographies, documents et pièces de procédures en recours. Dossiers d'implantations d'éoliennes : articles de presse, communiqués de presse, carte des voies migratoires, extrait de rapport du conseil général des Mines.

Documentations : cartes des projets d'implantations d'éoliennes, études d'impacts, Manifeste de Darmstadt (2008), vidéos d'oiseaux se fracassant sur les éoliennes.

Métrage linéaire : absent.

**Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la
nature et de l'environnement**

Lieu de conservation :

Association Vent de Colère sur le Plateau du Petit-Caux
5, route de Saint-Rémy – 76620 Baromesnil

Annexes

Liste des sigles

ACIRAD : Association pour le contrôle et l'information sur la radioactivité

AD : Archives départementales

ADEME: Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

ADQVL : Association pour la défense de la qualité de la vie en Val de Loire

AEE ; Association entomologique d'Évreux

AFB: Agence française de biodiversité

AJE: Association des journalistes de l'environnement

AJEPN: Association des Journalistes-écrivains pour la nature

AJEPNE: Association des journalistes-écrivains pour la nature et l'environnement

AMAP : Association pour le maintien d'une agriculture paysanne

AMCSTI : Association des musées de culture scientifique, technique et industrielle

AN : Archives nationales

ANDRA: Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

ANECLA : Association nationale pour l'étude de la communauté de la Loire et de ses affluents

APPSB : Association pour la protection des salmonidés en Bretagne – Basse-Normandie

ARS: Agence régionale de santé

ASN : Autorité de sûreté nucléaire

ASPAS : Association pour la protection des animaux sauvages

CAUE: Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement

CDCFS : Commission départementale de la chasse et de la faune

CDPA: Comité départemental du patrimoine et de l'archéologie

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

CEA: Commissariat à l'énergie atomique

CELIB : Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons

CESA : Centre d'études supérieures d'aménagement

CLER: Comité de liaison énergies renouvelables

CLIS : Commission locale d'information et de surveillance

CNPN: Conseil national de protection de la nature

COGEMA: Compagnie générale des matières premières

CPIE : Centre permanent d'information sur l'environnement

CRBC : Centre de recherche bretonne et celtique

CRIIRAD: Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité

CSDUS : Centre de stockage de déchets ultimes stabilisés

DDT: Direction départementale des territoires

DIREN: Direction régionale de l'environnement

DRAAF: Direction régionale de l'alimentation, l'agriculture et de la forêt

DRAE : Direction régionale de l'architecture et de l'environnement

DREAL: Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement du logement

DRIRE: Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

ENS : Espaces naturels sensibles

EPALA: Établissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents

ETIQ : Environnement, tourisme, insertion, qualification

FCPN : Fédération connaître et protéger la nature

FEDER : Fonds européen de développement régional

FFSN: Fédération française des sociétés de sciences naturelles

FFSPN: Fédération française des sociétés de protection de la nature

FGER : Fonds de gestion de l'espace rural

FIANE : Fonds d'intervention pour l'aménagement de la nature et l'environnement

FIJE: Fédération internationale des journalistes de l'environnement

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

FLEPnA : Fédération limousine pour l'étude et la protection de la nature

FNAB : Fédération nationale de l'agriculture biologique

FNE : France nature environnement

FNPF : Fédération nationale de la pêche en France

FRAPEC : Fédération régionale des associations de protection de l'environnement du Centre

FREDON: Fédération régionale de lutte et de défense contre les organismes nuisibles

GAB : Groupe d'agriculteurs biologiques

GEAI : Groupe d'étude de l'avifaune de l'Indre

GMB : Groupe mammalogique breton

GOT : Groupe ornithologique de Touraine

GRAINE: Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement

GRANDDE : Groupe régional des acteurs normands pour le développement durable en entreprise

IBC : Inventaire de biodiversité communale

IMACOF : Ingénierie des milieux aquatiques et des corridors fluviaux

INPN : Institut national du patrimoine naturel

IRBI : Institut de recherche sur la biologie de l'insecte

IRSTEA ; Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture

LGV : Ligne à grande vitesse

LPO : Ligue de protection des oiseaux

MEDEF : Mouvement des entreprises de France

MNE: Maison de la nature et de l'environnement

MTES : Ministère de la transition écologique et solidaire

ONC: Office national de la chasse

ONCFS: Office national de la chasse et de la faune sauvage

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

ONEMA: Office national de l'eau et des milieux aquatiques

ONF: Office national des forêts

OPIE : Office pour les insectes et leur environnement

OZP : Objectif zéro pesticide

PDD : Plan de développement durable

PIREN : Programme interdisciplinaire de recherches sur l'environnement

POS : Plan d'occupation des sols

PPA : Plan de protection de l'atmosphère

PPRI : Plan de prévention des risques d'inondation

PRQA : Plan régional sur la qualité de l'air

RADP : Réseau agriculture durable et paysanne

SAGE : Schéma d'aménagement et de gestion des eaux

SALBI : Schéma d'aménagement du littoral breton et des îles

SBCO : Société botanique du Centre Ouest

SBL : Société botanique ligérienne

SDAU : Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme

SEPAN : Société d'étude et de protection de la nature

SEPANEC : Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Cher

SEPANI : Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre

SHN: Société d'histoire naturelle

SHN 41 : Société d'histoire naturelle de Loir-et-Cher

SINP : Système d'information sur la nature et les paysages

SNPN : Société nationale de protection de la nature

SPVCV : Saulnières préservation et valorisation du cadre de vie

SPPEF : Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France

STAO : Société tourangelle des amis des oiseaux

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

TCSP : Transport en commun en site propre

TUC : Travail d'utilité collective

UADL : Union des associations de défense du littoral

UCPS: Union pour la culture populaire en Sologne

UFCS : Union française des centres de sauvegarde de la faune sauvage

UICN: Union internationale pour la conservation de la nature

URBE : Union régionale bretonne de l'environnement

WWF: World wide found

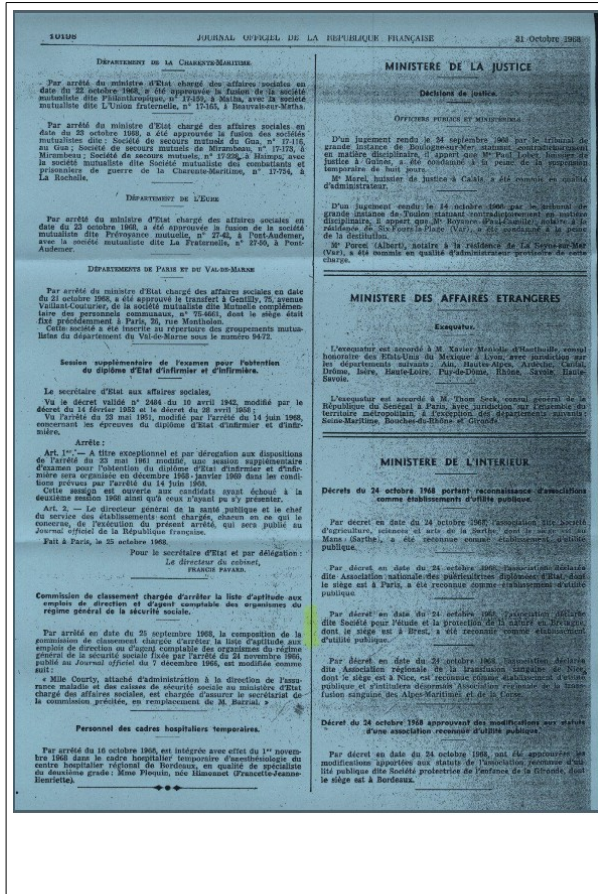
ZPPAU : Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Liste des illustrations

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne



Bretagne Vivante - Société pour l'étude
de la protection de la nature en Bretagne

Décret d'utilité publique, Octobre 1968

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement
Eure-et-Loir Nature

 <p>The image shows the cover of a magazine titled 'La Garzette'. The title is written in a large, elegant cursive font. Below the title, there is a green horizontal bar with white text listing various topics: 'Faune Flore Environnement Agriculture Tourisme Sports Douches'. The main cover image is a close-up of a blue, star-shaped flower with a green stem and leaves. Below the flower, the text 'Flours de printemps' is written in a cursive font. At the bottom of the cover, there are three small rectangular images showing different natural scenes. The magazine is dated 'Juin 2019' and 'Tome 10'.</p>	<p>Eure-et-Loire Nature</p> <p>Bulletin d'informations « La Garzette »</p>
---	--

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

France nature environnement

OBSERVATION

Observatoire de la Mer Noire d'Erika.
Non consensuel.

Observatoire de la Mer Noire d'Erika.

Evaluation d'impact écologique et suivi de la restauration.

Esprit de l'écrit

Le but de l'écrit de la mer noire concerne au large de l'écrit de la mer noire. Le but de l'écrit de la mer noire est de fournir des données fiables et de la biodiversité et de la mer noire, tout par ce qui est de la mer noire de la mer noire. Le but de l'écrit de la mer noire est de fournir des données fiables et de la biodiversité et de la mer noire, tout par ce qui est de la mer noire de la mer noire.

Le projet

Le projet de la mer noire est de fournir des données fiables et de la biodiversité et de la mer noire, tout par ce qui est de la mer noire de la mer noire.

Le contenu

Le contenu de l'écrit de la mer noire est de fournir des données fiables et de la biodiversité et de la mer noire, tout par ce qui est de la mer noire de la mer noire.

Le déroulement

Le déroulement de l'écrit de la mer noire est de fournir des données fiables et de la biodiversité et de la mer noire, tout par ce qui est de la mer noire de la mer noire.

Les acteurs

Les acteurs de l'écrit de la mer noire sont de fournir des données fiables et de la biodiversité et de la mer noire, tout par ce qui est de la mer noire de la mer noire.

Les objectifs

Les objectifs de l'écrit de la mer noire sont de fournir des données fiables et de la biodiversité et de la mer noire, tout par ce qui est de la mer noire de la mer noire.

Les conclusions

Les conclusions de l'écrit de la mer noire sont de fournir des données fiables et de la biodiversité et de la mer noire, tout par ce qui est de la mer noire de la mer noire.

Archives nationales

Cote 217AS/134

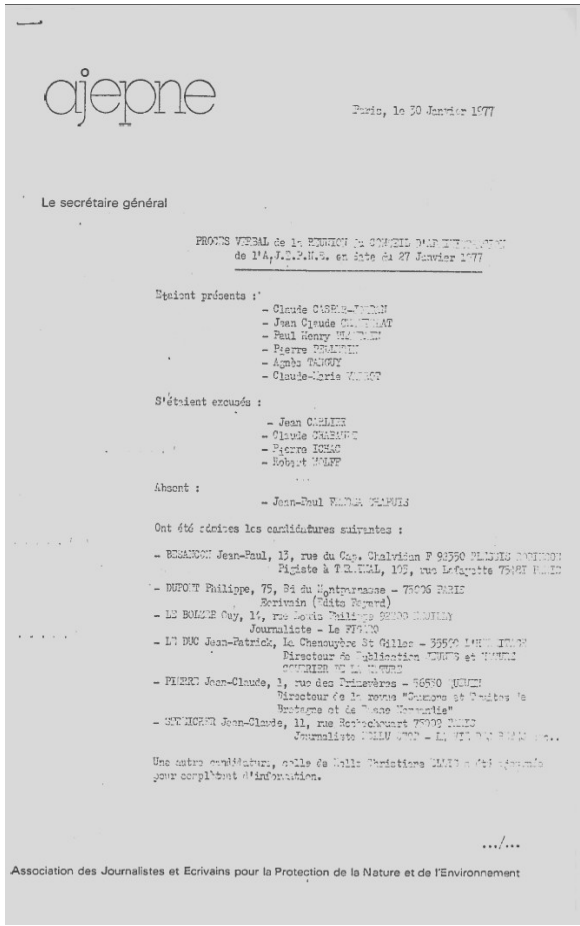
Note de Jean-Pierre Raffin sur le projet d'Observatoire de la mer Noire de l'Erika. 10 janvier 2000. Page 1.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement
Indre nature



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Journalistes et écrivains de la nature et de l'environnement

 <p>ajepne Paris, le 30 Janvier 1977</p> <p>Le secrétaire général</p> <p>PROCES VERBAL de la REUNION du CONSEIL D'ADMINISTRATION de l'AJEPNE, en date du 27 Janvier 1977</p> <p>Etaient présents :</p> <ul style="list-style-type: none">- Claude CISEL-TORRES- Jean Claude COLLET- Paul Henry DE LAUNAY- Pierre CHAMPEL- Agnès TANGUY- Claude-Marie VALLÉE <p>S'étaient excusés :</p> <ul style="list-style-type: none">- Jean CHELIER- Claude CAHENNE- Pierre BOUILLON- Robert D'ARCY <p>Absent :</p> <ul style="list-style-type: none">- Jean-Paul FALDER FALPES <p>Ont été reçues les candidatures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- BERANGER Jean-Paul, 13, rue du Cap, Chalvidan F 92550 PLEINUS BOULONN Pigiste à T.C.F.M.L., 105, rue Lafayette 75001 PARIS- DEFOIT Philippe, 75, 84 du Montparnasse - 75006 PARIS Ecrivain (Edite Bernard)- LE BOUÏE Guy, 11, rue Louis Pasteur 92100 BULLENY Journaliste - Le FIGARO- LE DUC Jean-Patrick, 14, Chemin de St Gilles - 35500 LAUNAY Directeur de Publication "L'OURS et L'OURS COURRIER de L'OURS"- PIERRE Jean-Claude, 1, rue des Palmiers - 86500 JUMES Directeur de la revue "Cucuruz et Dindes le Bouquet et de "Le Monde"- SIBRECHER Jean-Claude, 11, rue Bouchaud 75001 PARIS Journaliste "LE MONDE" - "LE FIGARO" <p>Une autre candidature, celle de Mlle Christiane LAMIS a été déposée pour complément d'information.</p> <p>.../...</p> <p>Association des Journalistes et Ecrivains pour la Protection de la Nature et de l'Environnement</p>	<p>Archives nationales</p> <p>Cote 227AS/1</p> <p>Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de l'Association des journalistes-écrivains pour la nature et l'environnement (AJEPNE) du 27 janvier 1977.</p>
---	--

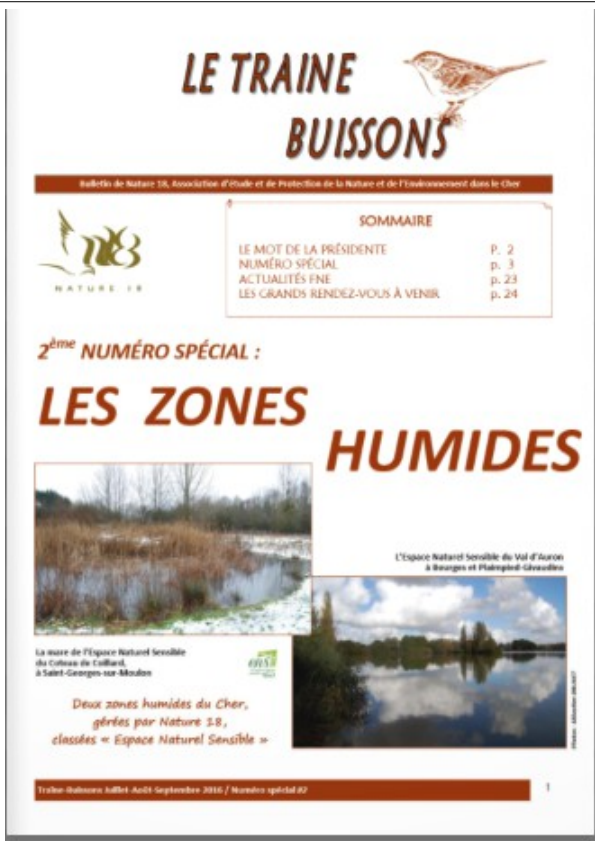
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement
Loiret nature environnement



Loiret nature environnement

Mission de surveillance et d'étude à la Réserve de Saint-Mesmin, 2007.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement
Nature 18



LE TRAI NE BUISSONS

Bulletin de Nature 18, Association d'étude et de protection de la Nature et de l'environnement dans le Cher

SOMMAIRE

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE	p. 2
NUMÉRO SPÉCIAL	p. 3
ACTUALITÉS FNE	p. 23
LES GRANDS RENDEZ-VOUS À VENIR	p. 24

2^{ème} NUMÉRO SPÉCIAL :
LES ZONES HUMIDES

La mare de l'Espace Naturel Sensible de Celles de Calvaud, à Saint-Georges-sur-Moulon

L'Espace Naturel Sensible du Val d'Auron à Bourges et Pléneuf-Gérardine

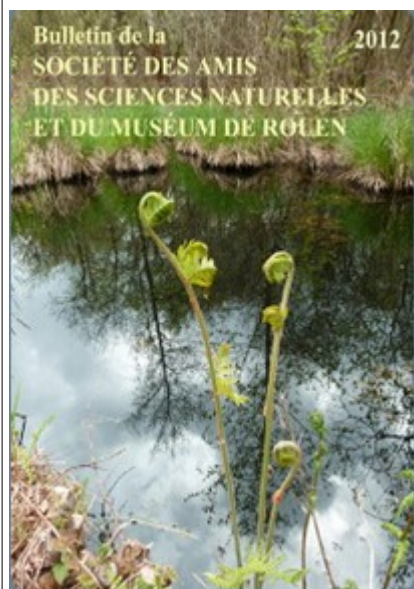
Deux zones humides du Cher, gérées par Nature 18, classées « Espace Naturel Sensible »

Traîne Buissons juillet-Août-Septembre 2018 / Numéro spécial 02

Nature 18

Bulletin d'informations « LE TRAI NE BUISSONS » 2018

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement
Société des Amis des Sciences Naturelles et du Muséum de Rouen





Société des Amis des Sciences Naturelles et du Muséum de Rouen

Bulletins SASNMR 1990, 2013

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Société d'Étude, de Protection et d'Aménagement de la Nature en Touraine

 <p>Assemblée générale 15 février 2014</p>  <p>Rapport d'activité 2013</p> <p>1</p>	<p>Société d'Étude, de Protection et d'Aménagement de la Nature en Touraine</p> <p>Rapport d'activité 2013</p>
---	--

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Sologne nature



Sologne nature

Sologne nature Infos n°109, juin 2018

Bibliographie

- Annuaire des 1000 associations pour l'environnement [sous la dir. Claude-Marie
- Connaître les plantes protégées [sous la dir. de J. P. Le Duc et J. P. Raffin] Paris : Fédération française des sociétés de protection de la nature, 1986
- L'ABCdaire des ours , Sophie Bobbé, Jean-Pierre Raffin, Paris : Flammarion, 1997
- La nature n'est plus ce qu'elle était_[sous la dir. J. P. Raffin, Daniel Sibony et David Western], étude, Editions de l'Aube, 2002
- La place de l'environnement dans les médias [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], enquête, Victoires éditions, 1998 (enquêtes réitérées en 2002, 2005 et 2007 mais non publiées).
- La protection de la nature en Bretagne, la SEPNE (1953-2003), Maurice Le Demézét, Bruno Maresca, Presses Universitaires de Rennes, collection "Espace et territoires", 2003
- L'écologie: comprendre la nature : rencontre avec Jean-Pierre Raffin . Lucien Buisson, Jocelyne Pied, Pierre Guérin, réal. . Jean-Pierre Raffin, ill. . interview de Jean-Pierre Raffin, Cannes la Bocca : Coopérative de l'enseignement laïc, 1987
- Les cahiers rationalistes n° 274 :La Vanoise et les parcs nationaux français, Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1970
- Les cahiers rationalistes n° 265 :Plaidoyer pour la zoologie Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1969
- Parcs naturels régionaux et écomusées en France, un demi-siècle d'histoire commune. L'expérience du parc d'Armorique (1957-1997), Rosemarie Lucas, thèse, Université Rennes 2 Haute Bretagne, 2010.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Sites Internet

Portail européen des archives

<https://www.archivesportaleurope.net/fr/home>

Le portail européen des archives réunit les inventaires d'archives provenant des services d'archives de différents pays européens.

Archives nationales: salle d'inventaires virtuelle

<https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/>

Plus de 20 000 inventaires décrivant les archives Plus de 10 000 notices décrivant ceux qui ont produit les archives (producteur) Plus d'1 million d'archives papier numérisées

Archives de France: Annuaire des archives départementales

<https://francearchives.fr/fr/annuaire/departements>

L'annuaire des services d'archives du Service interministériel des Archives de France recense les services d'archives publics constitués c'est à dire mettant en œuvre une politique de collecte et de traitement intellectuel des archives et accueillant le public.

Catalogue des archives historiques du ministère de la transition écologique et solidaire

<http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/>

Catalogue des archives des ministères actuels et de leurs prédécesseurs. Ces archives ont fait l'objet de versements auprès des services d'archives patrimoniaux où elles sont conservées : archives nationales (dossiers de l'administration centrale) ou archives départementales (services déconcentrés). Ainsi que les inventaires d'archives d'associations de protection de la nature

Inventaires d'archives de l'AHPNE

<http://archives-apne.e-monsite.com/>

Ce site de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) présente le recensement les inventaires d'archives d'associations de protection de la nature réalisés en collaboration avec les Archives nationales et départementales. Ces associations sont classées par département.

Fonds des acteurs de la protection de la Nature et de l'environnement dans le Finistère

http://mnesys-portail.archives-finistere.fr/?id=recherche_guidee_plan_detail&doc=accounts%2Fmnesys_cg29%2Fdatas%2Fir%2Fpartenaires

[%2FFRAD029_AHPNE_GUIDESOURCES%2Exml&close=142&page_ref=#node142](http://mnesys-portail.archives-finistere.fr/?id=recherche_guidee_plan_detail&doc=accounts%2Fmnesys_cg29%2Fdatas%2Fir%2Fpartenaires%2FFRAD029_AHPNE_GUIDESOURCES%2Exml&close=142&page_ref=#node142)

Le présent guide des sources recense les fonds d'archives privées de certains acteurs de la protection de la nature et de l'environnement dans le Finistère, associations et particuliers. La présentation de ces fonds est le résultat d'un travail d'enquête de deux mois mené par une archiviste recrutée par l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

Actions de valorisation

Publication sur Internet des inventaires

L'ensemble des inventaires sont consultables sur les sites Internet

- AHPNE

<http://archives-apne.e-monsite.com/>

- Ministère de la transition écologique et solidaire

<http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr>

Journée FNE aux Archives nationales¹⁰²

Une journée d'étude, "Les associations de protection de la nature face à leur mémoire: amnésie ou transmission ?" a été réalisée le 6 avril 2018 sous l'égide des Archives nationales, de FNE, de l'AHPNE et du comité d'histoire du ministère de la transition écologique et solidaire

Journée JNE aux Archives nationales¹⁰³

JNE a organisé journée d'étude « Etre journaliste face à la crise environnementale : quels engagements depuis les années 1960 » aux Archives nationales

Café archives DREAL Centre Val-de-Loire

La Direction régionale de l'environnement, d'aménagement et du logement (DREAL) Centre-Val de Loire a organisé le 12/11/2018 une demi-journée avec des interventions et débats. *Programme¹⁰⁴* :

- Tour d'horizon des acteurs et institutions impliqués dans la production, la collecte et la conservation des archives environnementales (publiques et privées).

¹⁰² Les enregistrements des interventions sont disponibles sur Dailymotion
<https://www.dailymotion.com/playlist/x5tx8k>

¹⁰³ Les enregistrements des interventions sont disponibles sur Youtube
https://www.youtube.com/results?search_query=Journ%C3%A9e+d+%27%C3%A9tude+JNE+18+octobre

¹⁰⁴ Les présentations des intervenants sont consultables sur Internet
<http://archives-apne.e-monsite.com/pages/departements/45-loiret-1/>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Focus sur l'opération actuellement menée en région Centre-Val de Loire par l'Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE), une association partenaire du ministère.

Partenariat AHPNE/FNE : Bonnes pratiques — Quelques repères pour construire la mémoire du futur des associations¹⁰⁵

Tour d'horizon des enjeux de la conservation et la valorisation des mémoires des associations de protection de la nature et de l'environnement.

¹⁰⁵ Pour plus d'info voir article publié sur le site Internet FNE
<https://www.fne.asso.fr/actualites/quelques-rep%C3%A8res-pour-construire-la-m%C3%A9moire-du-futur-des-associations>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Index des institutions et associations

Agence de l'eau Loire-Bretagne, 209, 254, 303, 342, 452, 528
Agence de l'eau Seine-Normandie, 170, 254, 275, 303, 348, 527
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, 132, 342
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Haute-Normandie, 86
Agence française pour la biodiversité, 254, 428
Agence France Presse, 372
Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, 417
Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie, 487
Agence régionale de santé Centre-Val de Loire, 303, 342, 452, 508
Agence régionale de santé de Haute-Normandie, 86
Amicale des vallées, 236
Amicale des vallées du bassin de l'Eure et vallées limitrophes, 322
Amis du muséum d'histoire naturelle de Chartres, 298
Archives départementales des Ardennes, 309
Archives départementales du Cher, 2, 7
Archives départementales d'Eure-et-Loir, 2, 7
Archives départementales du Finistère, 7, 41, 231, 533
Archives départementales d'Indre, 2, 365
Archives départementales d'Indre-et-Loire, 2, 7
Archives départementales de l'Indre, 7, 366
Archives départementales du Loir-et-Cher, 2, 7
Archives départementales du Loiret, 2, 7
Archives départementales de la Seine-Maritime, 2, 7, 12, 80, 87, 95, 111, 123, 126, 133, 136, 139, 152, 154, 163, 172, 176, 227, 229, 246, 294, 349, 354, 448, 465, 468, 471, 498,
Archives départementales de la Haute-Vienne, 402
Archives nationales, 2, 7, 372
Association de défense des Monts d'Auriat, 406
Association de défense et de sauvegarde du cadre de vie et de l'environnement de Garnay, 324
Association de l'industrie et du commerce pour l'environnement Normand, 86
Association de veille environnementale du Cher, 71
Association des journalistes de l'environnement, 372
Association des journalistes pour la protection de la nature et de l'environnement, 64
Association des journalistes-écrivains pour la nature, 372
Association des journalistes-écrivains pour la nature et l'environnement, 372
Association des musées de culture scientifique, technique et industrielle, 294
Association des usagers de la plaine alluviale de l'estuaire de la Seine, 86
Association entomologique d'Évreux, 140
Association fédérative régionale pour la protection de la nature, 91
Association FERUS, 489
Association Haute-Normandie nature-environnement, 111
Association nationale pour l'étude de la communauté de la Loire et de ses affluents, 335
Association pour la défense de la qualité de la vie en Val de Loire, 517
Association pour la prévention de la pollution atmosphérique, 7
Association pour la protection de la nature et de l'environnement, 477
Association pour la protection des animaux sauvages, 458, 460
Association pour la protection des salmonidés en Bretagne – Basse-Normandie, 283

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Association pour la protection du site et de la salubrité de Voves, 324
Association pour la valorisation des coteaux Luynois, 253
Association pour le contrôle et l'information sur la radioactivité, 421
Association santé protection et information environnement, 146
Association universitaire limousine pour l'étude et la protection de l'environnement, 419
Autorité de sûreté nucléaire, 12
Bio Centre, 378
BirdLife, 394
Bon'Eure de Vivre, 253
Bretagne vivante, 18
Caisse des dépôts et consignations, 303, 467
Castel vie et joie, 253
Centre d'études supérieures d'aménagement, 17, 207, 471
Centre de recherche bretonne et celtique, 40
Centre des monuments nationaux, 394
Centre permanent d'initiation à l'environnement Touraine – Val de Loire, 117
Chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir, 303
Chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire, 209
Chambre d'agriculture de la Seine-Maritime, 170
Chemins et paysages., 461
Chêne, 521
Chiroveille, 220
Comité d'histoire du ministère de la transition écologique et solidaire, 2
Comité de défense du quartier des Moulins Neufs, 322, 324
Comité de liaison énergies renouvelables, 412
Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement, 508
Comité départemental du patrimoine et de l'archéologie, 461
Comité départemental protection nature et environnement Loir-et-Cher, 384
Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons,
Commissariat à l'énergie atomique, 418
Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, 413, 418
Compagnie générale des matières premières, 413, 417, 419
Confédération paysanne, 176
Confédération paysanne 28, 322, 324
Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Loir-et-Cher, 435, 461
Conseil départemental d'Eure-et-Loir, 303
Conseil départemental d'Indre-et-Loire, 209, 269, 394
Conseil départemental de Loir-et-Cher, 241, 460
Conseil départemental du Cher, 219, 452
Conseil départemental du Loir-et-Cher, 269
Conseil général de l'Eure, 349
Conseil général de la Seine-Maritime, 349
Conseil général du Calvados, 349
Conseil général du Loir-et-Cher., 55
Conseil national de protection de la nature, 64
Conseil régional Centre-Val de Loire, 7, 209, 219, 253, 303, 342, 394, 452, 508
Conseil régional de Basse-Normandie, 349
Conseil régional de Haute-Normandie, 86, 349
Conservatoire aux espaces naturels de Loir-et-Cher, 55, 458
Conservatoire botanique alpin, 55
Conservatoire botanique national de Brest, 51, 52

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Conservatoire botanique national du bassin parisien, 254
Conservatoire d'espace naturels de la région Centre-Val de Loire, 209, 342
Conservatoire d'espaces naturels du Loir-et-Cher, 254, 460
Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire, 17, 443, 503, 508
Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire, antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher, 255
Conservatoire des espaces naturels, 452
Conservatoire du littoral, 46, 67
Conservatoire permanent des réserves naturelles, 35
Conservatoire régional des espaces naturels de Bretagne, 37
Conservatoire régional du patrimoine naturel Centre, 338
Coordination limousine anti-déchets, 418
CPIE Brenne Berry, 210
Délégation à l'aménagement du territoire, 9
Direction régionale de l'agriculture et de la forêt Centre-Val de Loire. 254, 342
Direction régionale de l'environnement Centre, 209, 504
Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire, 241, 253, 342, 394, 452, 508
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, 86, 134
Éco Choix, 522
Écologie pour le Havre, 521
Écomusée du Véron, 209
Entomologie tourangelle et ligérienne, 15, 18, 253
Estuaire Sud, 521
Établissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents, 336
Eure&Loir nature, 508
Europe-Écologie Les Verts, 441
Fédération connaître et protéger la nature, 452
Fédération de pêche d'Indre-et-Loire, 210
Fédération départementale de pêche et de protection des milieux aquatiques d'Eure-et-Loir, 302
Fédération départementale des chasseurs d'Eure-et-Loir, 302
Fédération départementale des chasseurs du Loir-et-Cher, 435
Fédération des clubs Connaître et Protéger la Nature, 227
Fédération des conservatoires botaniques nationaux, 52
Fédération des œuvres laïques du Cher, 103
Fédération environnement Eure-et-Loir, 182, 191, 236, 378, 531
Fédération française des sociétés de protection de la nature, 15, 63, 331, 367, 372, 400
Fédération française des sociétés de sciences naturelles, 493
Fédération Haute-Normandie nature-environnement, 87
Fédération internationale des journalistes de l'environnement, 369, 372
Fédération limousine pour l'étude et la protection de la nature, 400
Fédération régionale des associations de protection de l'environnement du Centre, 421
Fédération nationale de l'agriculture biologique, 376, 378
Fédération nationale de la pêche française, 317
Fédération nationale des conservatoires du patrimoine naturel, 338
Fédération régionale de lutte et de défense contre les organismes nuisibles de la région Centre, 428
Fédération régionale des associations de protection de l'environnement du Centre, 335
Fédération régionale des chasseurs, 254

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Foyer rural de Couffy, 253
France nature environnement, 2, 15, 64, 91, 178, 184, 287, 298, 302, 335, 337, 342, 352, 361, 367, 372, 384, 401, 424, 428, 452, 460, 475, 503, 506, 508
France nature environnement Centre-Val de Loire, 16, 18, 254, 278, 302, 360, 394, 422, 428, 443, 452, 460, 475, 508
Grand port maritime de Rouen, 275, 518
Grand port maritime du Havre, 518
Groupe d'étude de l'avifaune de l'Indre, 356
Groupe ornithologique de Touraine, 391
Groupe ornithologique normand, 522
Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre, 117, 210, 254, 302, 338, 428, 435, 452, 460, 504, 508
Groupe d'agriculteurs biologiques, 375, 378
Groupement national des employeurs associatifs, 353
Haute-Normandie nature-environnement, 122, 136, 176, 227, 465, 471, 518
Hommes et Territoires., 302
Indre Nature, 116
Institut de recherche sur la biologie de l'insecte, 17
Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, 173
Institut national du patrimoine naturel, 278
Internationale des Amis de la nature, 100
Les amis de la nature, 103, 521
Les amis des sources, 460, 548
Les croqueurs de pommes, 461
Lig'Air,, 342
Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente, 294
Ligue pour la protection des oiseaux, 7, 63, 361, 387, 425, 428, 460, 521
Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine, 15, 18, 210, 253, 477, 508
Loir-et-Cher Nature, 508
Loire Vivante Touraine, 31, 32, 336
Loiret nature environnement, 19, 508
Maison botanique de Boursay, 56, 60, 460
Maison de l'Estuaire, 12
Maison de la Loire de Touraine, 19
Maison de la nature et de l'environnement d'Orléans, 427
Maison familiale rurale des Forges, 461
Maisons paysannes de France, 191
Maisons paysannes de Touraine, 18
Ministère de l'écologie et du développement durable, 172
Ministère de la protection de la nature et de l'environnement, 15, 18
Ministère de la transition écologique et solidaire, 7
Mission des archives du ministère de la transition écologique et solidaire, 2
Mouvement de lutte contre les nuisances aériennes de Tours, 477
Mouvement des entreprises de France, 133
Musée des arts et traditions populaires du Perche, 55
Muséum d'histoire naturelle de Bourges, 219, 224, 493
Muséum national d'histoire naturelle, 15, 49, 141, 372, 420
Naturalistes parisiens, 19
Nature 18, 71, 103, 508
Nature Centre, 18, 298, 335, 424

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Observatoire régional d'énergie, 342
Océanopolis, 52
Office national de l'eau et des milieux aquatiques, 342
Office national de l'eau et des milieux aquatiques, 173
Office national de la chasse, 303
Office national de la chasse et de la faune sauvage, 254, 428
Office national des forêts, 55, 124, 303, 408, 428
Office pour les insectes et leur environnement, 19
Parc naturel de Brotonne, 201
Parc naturel régional d'Armorique, 10, 46
Parc naturel régional des bouches de la Seine normande, 201
Paysages de France. 146
Perche nature, 59, 384, 504, 508
Pour la qualité de vie dans le Perche et Dunois, 324
Protégeons Saint-Pierre-du-Val, 522
Région Centre-Val de Loire, 2, 9, 15, 16, 21, 184, 241, 302
Réseau éducation environnement en Bretagne, 217
Réserves naturelles de France, 36, 428
Saint-Just avenir et environnement, 384
Saint-Martin-d'Abbat demain, 253
Sainte-Montaine, 384
Saulnières préservation et valorisation du cadre de vie, 190
Société botanique de France, 18
Société botanique du Centre Ouest, 18
Société botanique ligérienne, 17
Société d'étude de la rivière Indre et ses affluents, 19
Société d'étude et de protection de la nature, 471
Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne, 7
Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature et de l'environnement du Cher, 447
Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine, 2, 15, 18, 31, 146, 210, 394
Société d'études scientifiques de l'Anjou, 19
Société d'histoire naturelle de Loir-et-Cher, 384, 461
Société de chasse La Saint Hubert, 253
Société des sciences naturelles de Touraine, 471
Société entomologique de France, 19
Société française d'écologie, 19
Société française d'étude des mammifères, 19
Société française d'odonatologie, 18
Société française d'orchidologie, 16
Société française d'orchidophilie, 19, 509
Société française de phytosociologie, 18
Société industrielle des minerais de l'Ouest, 417
Société mycologique du Limousin, 406
Société nationale de protection de la nature, 7, 15, 63, 522
Société ornithologique de France, 19
Société pomologique du Berry, 361
Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne, 27, 29, 35, 46, 49, 51
Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre, 15, 356
Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France, 7, 29

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Société pour le Muséum d'Orléans et les sciences, 253
Société tourangelle des amis des oiseaux, 15, 391
Syndicat des propriétaires forestiers privés, 65
Total Compagnie minière, 412
UFC Que-choisir de Haute-Normandie, 86
UFC Que-choisir d'Eure-et-Loir, 236
Union des associations de défense du littoral, 164
Union des Industriels de la chimie – Normandie, 349
Union européenne, 253, 434
Union fédérale des consommateurs – Que Choisir, 531
Union fédérale des consommateurs d'Eure-et-Loir, 322, 324
Union française des centres de sauvegarde de la faune sauvage, 388
Union internationale pour la conservation de la nature, 493
Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, 372
Union nationale des CPIE, 117, 208, 216
Union pour la culture populaire en Sologne, 497, 508
Union pour les ressources génétiques du Centre-Val de Loire, 361
Union régionale bretonne de l'environnement, 39
Union régionale des CPIE Centre-Val de Loire, 209
Université de Bretagne Occidentale, 36